Nations Unies S/2018/812

Conseil de sécurité

Distr. générale
5 septembre 2018
Français
Original : anglais

Lettre datée du 5 septembre 2018, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité

Les membres du Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité ont l'honneur de transmettre ci-joint leur rapport final, conformément au paragraphe 14 de la résolution 2362 (2017).

Le rapport a été communiqué le 2 août 2018 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Lybie, qui l'a examiné le 23 août 2018.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Coordonnatrice du
Groupe d'experts sur la Libye
créé par la résolution 1973 (2011)
(*Signé*) Lipika **Majumdar Roy Choudhury**

(*Signé*) Naji **Abou-Khalil**
Expert

(*Signé*) Kassim **Bouhou**
Expert

(*Signé*) Moncef **Kartas**
Expert

(*Signé*) David **McFarland**
Expert

(*Signé*) Luis Antonio **de Alburquerque Bacardit**
Expert

18-12585 (F) 050918 100918

Merci de recycler

Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité

Résumé

Au cours de la période considérée, les groupes armés, qui se sont comportés comme des prédateurs ont fait peser une menace directe sur la transition politique en Libye. Le recours à la violence pour contrôler les institutions de l'État libyen a été particulièrement frappant à Tripoli et pourrait entraîner une reprise des affrontements armés. La Libyan Investment Authority, la National Oil Corporation et la Banque centrale de Libye ont été la cible de menaces et d'attaques, ce qui s'est répercuté sur le bon fonctionnement des secteurs pétrolier et financier.

Les groupes armés portent également la responsabilité de persécutions ciblées et de graves violations des droits de l'homme, ce qui accentue les griefs parmi certaines catégories de la population et met en péril la paix et la stabilité à long terme en Libye. La plupart des groupes armés impliqués sont affiliés au Gouvernement d'entente nationale ou à l'Armée nationale libyenne.

Les groupes armés tirent un profit considérable de la traite d'êtres humains et du trafic de migrants qui alimentent l'instabilité et compromettent le secteur structuré de l'économie. Les réseaux criminels organisent des convois de migrants et se servent de l'exploitation sexuelle pour engranger des revenus considérables. Le Groupe d'experts constate avec préoccupation l'impunité accordée en Libye à ceux qui violent systématiquement les droits de l'homme des migrants, en raison notamment de la défaillance des services de répression et du vide sécuritaire en maints lieux. À cet égard, il estime que la décision prise par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye de sanctionner six trafiquants de migrants représente une avancée significative.

Le Groupe d'experts est particulièrement préoccupé de constater que divers groupes armés tentent d'affermir leur légitimité en offrant prétendument un soutien à l'action de lutte contre les migrations irrégulières, ce qui leur vaut l'octroi d'une assistance technique et matérielle de la part d'acteurs étrangers. Au cours du mandat actuel, l'utilisation de navires armés a été de plus en plus fréquente, tant dans l'est que dans l'ouest du pays.

Une augmentation du nombre de véhicules blindés et de pickups équipés de mitrailleuses lourdes, de canons sans recul, de mortiers et de lance-roquettes a été observée dans la zone des combats, notamment dans l'est du pays. Ces transferts à la Libye indiquent que tous les États Membres pourraient renforcer considérablement les mesures prises pour appliquer l'embargo sur les armes.

Des armements et des matériels connexes provenant de stocks de l'ancien régime ou de transferts effectués après 2011 continuent de tomber entre les mains de groupes armés libyens et étrangers. Le détournement d'armes alimente l'insécurité croissante et constitue une menace persistante contre la paix et la sécurité en Libye et dans les pays voisins. Les combattants et groupes armés étrangers, qui entrent en Libye et en ressortent, tirent profit de la prolifération d'armements et de matériels connexes dans le pays, ce qui entraîne des violations régulières de l'embargo sur les armes.

Depuis le début de son mandat actuel, en août 2017, le Groupe d'experts a recensé six tentatives d'exportation illicite de pétrole brut par la National Oil Corporation à Benghazi. Les exportations illicites de produits pétroliers raffinés, par voie terrestre ou maritime, demeurent une activité lucrative. Le Groupe d'experts a

recensé plusieurs réseaux qui y sont impliqués dans diverses régions et a mis au jour leur mode opératoire.

Le Groupe d'experts a analysé les données et informations disponibles sur les avoirs de la Libyan Investment Authority et a découvert deux cas importants de non-respect du gel des avoirs. Au fil de ses enquêtes, il a dévoilé des pratiques et des interprétations diverses des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies, ce qui pourrait compromettre la gestion et la bonne garde des avoirs bloqués. Il a conclu que le gel des avoirs n'avait pas eu d'effet négatif sur la Libyan Investment Authority.

Table des matières

		Page
I.	Rappel des faits	6
	A. Mandat et nomination	6
	B. Méthodologie	6
	C. Coopération avec les parties prenantes et les organisations	6
II.	Actes qui mettent en danger la paix, la stabilité ou la sécurité en Libye, ou qui entravent ou compromettent la réussite de sa transition politique	8
	A. Menaces ou contraintes exercées contre les institutions financières libyennes et la Libyan National Oil Corporation (Compagnie pétrolière nationale libyenne), ou actes susceptibles d'entraîner le détournement de fonds publics libyens	8
	B. Attaques contre les aéroports, les gares et les ports en Libye, contre les installations et bâtiments publics ou contre toute mission étrangère en Libye	9
	C. Actes contraires au droit international des droits de l'homme ou au droit international humanitaire, ou qui constituent des atteintes aux droits de l'homme	12
III.	Application de l'embargo sur les armes	18
	A. Aperçu	18
	B. Transferts par voie maritime	19
	C. Transferts par voie aérienne	23
	D. Renseignements actualisés sur les enquêtes en cours	29
	E. Transferts de matériel militaire en provenance de Libye	36
	F. Matériel ayant fait l'objet d'une notification	38
IV.	Prévention des exportations illicites de pétrole, y compris de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés, en application des résolutions 2146 (2014) et 2362 (2017) du Conseil de sécurité	39
	A. Prévention des exportations illicites de pétrole brut	39
	B. Exportation illicite de produits pétroliers raffinés	41
V.	Application du gel des avoirs	48
	A. Gel des avoirs visant des personnes	48
	B. Gel des avoirs visant des entités désignées	49
VI.	Application de l'interdiction de voyager	55
	A. Mises à jour en ce qui concerne des personnes associées à l'ancien régime figurant sur la Liste	55
	B. Mises à jour en ce qui concerne des personnes inscrites sur la Liste après l'adoption de la résolution 2174 (2014)	55
VII.	Réponses aux enquêtes du Groupe d'experts	56
	A. Banque centrale de Libye	56
	B. Ashraf ben Ismail	57
	C. Lettres de crédit	57

D. Libyan Iron and Steel Company 57
VIII. Recommandations 57
IX. Annexes* 60

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition. Les rapports des mécanismes de surveillance ne pouvant dépasser un certain nombre de mots, le Groupe d'experts a donné un complément d'information sur plusieurs enquêtes dans les annexes au présent document. On trouvera le tableau des sigles et des abréviations à l'annexe 1.

I. Rappel des faits

1. Dans le présent rapport, figurent les conclusions du Groupe d'experts sur la Libye pour la période qui s'est achevée le 17 juillet 2018. On trouvera un aperçu de l'évolution du régime des sanctions contre la Libye à l'annexe 2.

A. Mandat et nomination

2. On trouvera à l'annexe 3 des détails sur le mandat et la nomination des membres du Groupe d'experts.

B. Méthodologie

3. Le Groupe d'experts entend se conformer aux normes recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions dans son rapport (S/2006/997, annexe). Selon ces normes, il doit s'appuyer sur des documents vérifiés et authentiques, des éléments de preuve concrets et des observations faites directement sur le terrain par des experts, y compris des photographies, autant que faire se peut. Quand une inspection physique est impossible, le Groupe d'experts s'efforce de corroborer les informations à l'aide de multiples sources indépendantes afin de répondre aux normes les plus élevées et privilégie les déclarations des acteurs principaux et des témoins directs des événements. Bien qu'il soit décidé à être aussi transparent que possible, lorsque l'identification des sources exposerait celles-ci ou d'autres personnes à des risques inacceptables pour leur sécurité, le Groupe d'experts s'abstient de révéler leur identité et verse les éléments de preuve correspondants aux archives de l'ONU.

4. Le Groupe d'experts s'attache à faire preuve d'impartialité dans le cadre des enquêtes menées sur les violations commises par quelque partie que ce soit.

5. Par souci d'équité, le Groupe d'experts s'efforce, s'il y a lieu et si possible, de mettre à la disposition des parties tous renseignements figurant dans le rapport sur les actes dont elles pourraient être appelées à répondre, pour qu'elles puissent les examiner, formuler des observations et y répondre dans un délai donné.

6. Le Groupe d'experts garantit l'indépendance de ses travaux contre toute tentative de compromettre son impartialité ou de donner l'impression qu'il a un parti pris.

C. Coopération avec les parties prenantes et les organisations

7. On trouvera à l'annexe 4 la liste des institutions, organisations et personnes consultées, à l'annexe 5, le relevé de la correspondance expédiée et à l'annexe 6 des informations sur le degré de réactivité des États Membres.

1. États Membres

8. Depuis la publication de son précédent rapport final (S/2017/466), le 1er juin 2017, le Groupe d'experts a effectué des visites officielles afin de s'entretenir avec des représentants des autorités compétentes et d'autres parties prenantes dans les pays suivants : Belgique, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Italie, Libye, Niger, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Suisse, Tunisie, Turquie et Îles Caïmanes. Il s'est également déplacé pour rencontrer différents interlocuteurs, notamment des

représentants de la diaspora libyenne à Athènes, Ben Gardane (Tunisie) Bruxelles, Catane (Italie), Deauville (France), Djerba (Tunisie), Istanbul (Turquie), Le Caire, Londres, Misrata (Libye), Nicosie, Palerme (Italie), Paris, Rome, Sérres (Grèce), Sousse (Tunisie), Tripoli et Tunis.

2. Libye

9. Le Groupe d'experts s'est rendu cinq fois en Libye depuis qu'il a été reconduit dans ses fonctions en août 2017, notamment pour des séjours de deux jours ou plus. Les vols assurés de manière régulière par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) et le soutien et la souplesse dont cette dernière a fait preuve à son égard ont facilité l'accès des experts au pays. Le Groupe d'experts s'est entretenu en outre à distance avec des interlocuteurs se trouvant en Libye.

3. Organismes des Nations Unies et autres entités

10. Le Groupe d'experts est fréquemment en contact avec la MANUL et se réunit régulièrement avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission, Ghassan Salamé. Il a également été en mesure de collaborer de manière constructive avec les différentes divisions de la MANUL sur tous les sujets relevant de son mandat.

11. Le Groupe d'experts a en outre rencontré les groupes d'experts des Nations Unies chargés de surveiller l'application des régimes de sanctions visant le Mali, la République populaire démocratique de Corée, le Soudan, le Soudan du Sud, l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et Al-Qaida, avec lesquels il a échangé des informations.

12. Pendant la durée de son mandat, le Groupe d'experts s'est également entretenu avec les représentants des entités suivantes : Organisation internationale pour les migrations (OIM), Organisation mondiale des douanes, Banque mondiale, Union européenne, Force navale de l'Union européenne-Méditerranée, mission d'assistance frontalière de l'Union européenne, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, Comité international de la Croix-Rouge et Cour pénale internationale.

D. Structure du rapport

13. Le Groupe d'experts a établi le présent rapport en tenant compte des divers aspects du régime de sanctions imposé à la Libye et du mandat lui ayant été confié par le Conseil de sécurité dans ses résolutions sur la question. Il a par ailleurs fourni des informations distinctes au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye sur des individus qui, d'après lui, répondaient aux critères d'inscription sur la Liste.

II. Actes qui mettent en danger la paix, la stabilité ou la sécurité en Libye, ou qui entravent ou compromettent la réussite de sa transition politique

14. Au cours de la période considérée, les groupes armés ont exercé une influence de plus en plus marquée sur les institutions de l'État libyen et fait avancer leurs propres intérêts politiques et économiques. Le recours à la violence pour prendre le contrôle des infrastructures et institutions publiques et les menaces et les attaques contre les fonctionnaires sont fréquents dans tout le pays, notamment à Tripoli. Ce comportement prédateur de la part des groupes armés mène au détournement de fonds publics et à une détérioration des institutions et infrastructures. La rivalité acharnée pour faire mainmise sur l'État libyen nuit à la transition politique en cours dans le pays.

15. Les persécutions ciblées et les graves violations des droits de l'homme accentuent les griefs parmi certaines catégories de la population, ce qui met en péril la paix et la stabilité à long terme en Libye.

A. Menaces ou contraintes exercées contre les institutions financières libyennes et la Libyan National Oil Corporation (Compagnie pétrolière nationale libyenne), ou actes susceptibles d'entraîner le détournement de fonds publics libyens

1. Libyan Investment Authority

16. Le Groupe d'experts a reçu des informations crédibles selon lesquelles la Brigade Naouassi (groupe armé) se serait immiscée dans les activités de la Libyan Investment Authority. La direction a été contrainte de recruter des candidats du groupe et a subi des menaces de la part d'un commandant de la brigade, lorsqu'elle n'a pas accédé à ses demandes. Quelques-uns des cadres supérieurs ont dû quitter Tripoli pendant quelques mois. En mai 2018, pour continuer de fonctionner, l'Autorité a essayé de déplacer son siège, qui se trouve à Tripoli Tower, ce à quoi le groupe armé s'est fortement opposé, allant même jusqu'à enlever un employé pendant quelques heures.

2. National Oil Corporation

17. Le Groupe d'experts a constaté avec préoccupation que des groupes armés avaient cherché à accroître leur influence sur la National Oil Corporation. Le 7 février 2018, par exemple, un commandant de la Brigade des révolutionnaires de Tripoli a rencontré dans les bureaux de la Corporation un membre du Conseil d'administration et a cherché à lui imposer un marché[1]. Une deuxième réunion a eu lieu le 19 février 2018, cette fois hors des locaux. Le commandant, qui affirmait agir au nom d'une société canadienne, a menacé son interlocuteur de violences pour lui imposer un accord (voir annexe 7). La société en question n'a pas donné suite à la demande d'éclaircissements du Groupe d'experts.

3. Blocus au niveau des champs pétrolifères du bassin de Syrte

18. Le 1er novembre 2017, les autorités locales ont demandé à Wintershall, une société pétrolière allemande qui exploite les concessions C-96 et C-97 dans l'est du

[1] « Gunmen attack a member of the Board of the National Oil Corporation to force it to make a deal with a Canadian company », *Libya Al-Akhbar*, 25 février 2018. Disponible à l'adresse suivante : www.libyaalkhabar.com/news/27791/./لحون-يعتدون-على-عضو-بمجلس-إدارة-الوط.

bassin de Syrte, de suspendre la production, exigence à laquelle elle s'est pliée du 1er novembre 2017 au 21 janvier 2018, dans le champ Sarah, malgré l'opposition de la National Oil Corporation à toute interruption de ce type (voir annexe 11).

19. Les clivages nationaux et les interventions de la National Oil Corporation dans l'est du pays ont encore exacerbé les tensions au niveau local et poussé les groupes armés locaux à agir. Le 7 novembre 2017, des membres de la Brigade Fathi Arhaim appartenant à l'Armée nationale libyenne (ANL) ont escorté le Président de la National Oil Corporation dans l'est du pays, Faraj Said, alors qu'il se rendait dans les bureaux de la société Wintershall à Jakhira, visite au terme de laquelle il s'est déclaré en faveur d'un maintien du blocus. Le 22 novembre 2017, il a enjoint à Wintershall de traiter exclusivement avec la National Oil Corporation dans l'est du pays (voir annexe 12). En dépit de la décision prise par le Conseil des anciens de Jakhira de lever le blocus à la mi-janvier, la Brigade Fathi Arhaim a expressément demandé au Directeur de Wintershall le 21 janvier 2018 de proroger la suspension de production (voir annexe 13). Malgré le refus opposé par Wintershall, l'incident montre que les intérêts des groupes armés vont à l'encontre de ceux des populations locales et entravent le bon fonctionnement du secteur pétrolier.

B. Attaques contre les aéroports, les gares et les ports en Libye, contre les installations et bâtiments publics ou contre toute mission étrangère en Libye

1. Attaque contre des terminaux pétroliers en juin 2018

20. Le 14 juin 2018, une coalition de groupes armés dirigée par Ibrahim Jadhran, auparavant responsable des forces de surveillance des champs pétrolifères dans le centre du pays, a lancé une attaque pour prendre le contrôle de divers terminaux pétroliers, endommageant dans le même temps des installations de stockage à Ras Lanouf[2].

21. La National Oil Corporation a estimé à 33 millions de dollars le montant des pertes quotidiennes occasionnées par la suspension des activités d'exportation de pétrole à la suite de l'attaque, tandis que le montant global des pertes dues aux blocus et aux attaques successives contre des installations et des terminaux pétroliers depuis 2013 s'élèverait à environ 56 milliards de dollars. Bon nombre de ces actes seraient le fait d'Ibrahim Jadhran (voir S/2017/466, par. 76 et 80 et annexe 8).

22. Les forces d'attaque d'Ibrahim Jadhran, qui a bénéficié d'un appui financier considérable, comprenait plus de 350 technicals, principalement achetés sur le marché local. Des mercenaires du Tchad recrutés par Nasser Bin Jreid ont participé à l'attaque, sous le commandement de Hassan Mussa (voir S/2017/466, par. 70 et annexe 9).

23. Des membres des Compagnies de défense de Benghazi liés à des entités inscrites sur la Liste[3] ont participé à l'attaque (voir S/2017/466, par. 76). Deux de leurs commandants ont été tués lors d'une frappe aérienne, le 15 juin 2018[4]. Des fidèles du régime ont également participé à cette attaque, notamment des membres du clan de Warchefana dirigé par Bu Omayed (voir S/2017/466, par. 96).

---

[2] « The Benghazi Defence Brigades show readiness to disband voluntarily », *Al-Arab*, 24 juin 2017. Disponible à l'adresse suivante : https://alarab.co.uk/سرايا-الدفاع-عن-بنغازي-تعلن-استعدادها-لحل-نفسها-طوعا.

[3] Ansar el-Charia Benghazi (QDe.146) ; Al-Qaida (QDe.004).

[4] « Confirmation of the killing of Ahmad Al Tajuri and Shikku », *Akhbar Libya*, 16 juin 2018. Disponible à l'adresse suivante : www.libyaakhbar.com/libya-news/680360.html.

24. Des groupes d'opposition armés du Soudan et du Tchad ont mis des hommes à la disposition des parties au conflit dans le croissant pétrolier. L'ANL fait de plus en plus appel à des groupes soudanais (voir annexe 10), tandis que des représentants du Gouvernement d'entente nationale sont également entrés en contact avec des commandants soudanais et tchadiens avant la contre-attaque menée par Ibrahim Jadhran en mars 2017[5]. La plupart des groupes d'opposition soudanais et tchadiens cherchent à renforcer leur présence en Libye à des fins lucratives. Leur arrivée s'explique également par de récentes défaites militaires et par les conditions toujours plus difficiles auxquelles ils doivent faire face dans leur pays hôte[6].

2. Attaques contre l'aéroport de Mitiga, à Tripoli

25. Depuis le 15 janvier 2018, une coalition de groupes armés de Tajoura a mené des attaques répétées contre l'aéroport de Mitiga, à Tripoli. Divers vols en partance et à destination de la capitale libyenne ont ainsi dû être annulés, ce qui a entraîné d'importantes pertes matérielles et fait des victimes, parmi les civils. Des combattants de Benghazi, y compris ceux liés à la Choura des révolutionnaires de Benghazi, ont rallié la Brigade Bouqra, basée à Tajoura. Hisham Msemir, le commandant d'un groupe armé de Misrata, a fourni des armes et des munitions aux assaillants.

3. Attaque contre la Banque centrale de Libye à Benghazi

26. À la fin de 2017, la Brigade 106 de l'ANL, placée sous le commandement de Saddam Khalifa Haftar, a pris le contrôle de la Banque centrale dans l'est du pays, alors située dans un quartier du centre de Benghazi, et a transféré d'importantes quantités d'espèces et de pièces d'argent vers une destination inconnue. Cette section avait été brièvement sous le contrôle du Vice-Ministre de l'intérieur du Gouvernement d'entente nationale, Faraj Mohammad Mansour Qoeim (voir S/2016/209, par. 96), qui a été ensuite placé en détention par l'ANL le 20 novembre 2017. Le contenu des coffres de la Banque qui a été saisi se présentait comme suit :

a) 639 975 000 dinars libyens ;

b) 159 700 000 euros ;

c) 1 900 000 dollars américains ;

d) 5 867 pièces d'argent.

27. Des individus liés à l'ANL ont expliqué que celle-ci avait facilité le transfert d'espèces et de pièces d'argent depuis la section de la Banque centrale de Libye à Benghazi, sans en préciser la destination finale[7]. Lors d'un entretien télévisé, le Vice-Gouverneur de l'institution parallèle à Beïda, Ali al-Hibri, a déclaré que la Banque centrale n'avait pas publié d'états financiers annuels du fait que l'institution s'était dédoublée, que les locaux de Benghazi étaient dans la ligne de tir de 2014 à 2017 et que les billets se trouvant dans les coffres avaient été endommagés par les

[5] D'après les sources du Gouvernement d'entente nationale, une réunion a été organisée pour écarter les combattants soudanais et tchadiens des affrontements faisant rage dans le croissant pétrolier.

[6] Entretiens avec un commandant du Mouvement pour la justice et l'égalité en juin 2018 et avec un commandant du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad en avril 2018.

[7] « Al Fallah talks about what happened to money transferred from Benghazi », *Al Akhbar,* 15 décembre 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.libyaakhbar.com/libya-news/517049.html.

eaux usées, sans donner plus de détails[8]. Les déclarations étaient contradictoires et incomplètes.

28. La Banque centrale dans l'est du pays a confirmé au Groupe d'experts les chiffres figurant au paragraphe 26, tout en expliquant que ses coffres avaient été inondés et qu'elle avait pu y récupérer des billets d'un montant de 150 millions d'euros dont 45 % étaient endommagés, et seulement 224 690 dinars libyens, dont 20 % étaient endommagés. Les billets ayant pu être récupérés avaient été transférés de l'immeuble du centre de Benghazi vers de nouveaux locaux situés dans le quartier de Haouari, toujours à Benghazi. Un témoin oculaire a déclaré avoir eu accès à l'un des coffres de la banque de Haouari, où avaient été déposés des billets endommagés pour un montant total d'environ 20 millions d'euros (voir figures ci-après). Il n'aurait aperçu aucun billet en bon état.

Photo 1
Liasses de billets (euros) endommagés provenant des coffres de la Banque centrale de Libye à Benghazi



Source : Confidentielle.

29. La Banque centrale dans l'est du pays a expliqué que les pièces d'argent et environ 375 millions de dinars libyens se trouvaient encore dans les coffres de l'immeuble du centre de Benghazi et ajouté que la Banque dans l'est du pays n'y toucherait qu'une fois l'affaire classée. On ignore pourquoi une partie des billets a été transférée préalablement et le reste conservé dans les coffres. La Banque centrale dans l'est du pays n'a fourni aucune réponse à la question du Groupe d'experts concernant la date du transfert des billets vers le siège de Haouari ou encore de détails sur le lieu où se trouveraient les 1,9 million de dollars et 260 millions de dinars libyens manquants.

30. Dans sa réponse au Groupe d'experts, la Banque centrale dans l'est du pays a démenti la saisie de ces fonds par l'ANL. Néanmoins, de multiples sources crédibles ont avancé qu'au cours du transfert des fonds des locaux de Benghazi, la majeure partie avait été distribuée aux principaux commandants de l'ANL.

31. Plusieurs administrateurs de la Banque ont indiqué au Groupe d'experts que les commandants de l'ANL les soumettaient à une forte pression pour avoir accès à des liquidités et à des lettres de crédit, certains d'entre eux ayant dès lors décidé de partir

[8] 218TV, Entretien avec Ali Al-Hibri, vidéo, 10 juin 2018. Disponible à l'adresse suivante : https://youtu.be/MzO3mTg6Aiw.

à l'étranger pour des raisons de sécurité. Le Groupe d'experts enquête actuellement sur plusieurs affaires.

C. Actes contraires au droit international des droits de l'homme ou au droit international humanitaire, ou qui constituent des atteintes aux droits de l'homme

32. Ayant pris le contrôle de fait de prisons et de centres de détention, des groupes armés affiliés à l'ANL ou au Gouvernement d'entente nationale ont commis de graves violations des droits de l'homme, telles que la privation illégale de liberté et la torture qui, dans certains cas, a entraîné la mort. Les détentions étaient motivées par des considérations politiques, économiques ou religieuses. En octobre 2017, 6 500 personnes étaient détenues dans des prisons sous le contrôle nominal de la police judiciaire. Aucune donnée statistique n'est disponible sur les prisons administrées par les Ministères de la défense et de l'intérieur, ni sur celles gérées par les groupes armés[9].

33. Le siège de Derna et le bombardement aveugle de quartiers résidentiels ont surtout touché les civils et constituent une violation directe des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Le Groupe d'experts vérifie actuellement l'authenticité d'images vidéo montrant des exécutions sommaires d'hommes en tenue civile, qui auraient été commises à Derna par des soldats de l'ANL.

1. Aouliya el-Dam Bou Houdeïma

34. Un groupe armé appelé Aouliya el-Dam Bou Houdeïma, affilié à l'ANL, gère un centre de détention illégal situé dans le quartier de Bou Houdeïma, à Benghazi. Deux de ses commandants, Mu'ammar al-Biha et Adil Mukhaddah (ou Mokhada), sont connus pour leurs liens étroits avec Mahmud al-Warfalli (voir S/2017/466, par. 100). Le Groupe d'experts a été en mesure de confirmer l'authenticité de l'enregistrement d'un appel téléphonique entre Mu'ammar al-Biha, Adil Mukhaddah et Mahmud al-Warfalli[10], qui met clairement ces liens en évidence. Selon d'anciens détenus, Mahmud al-Warfalli s'est rendu au centre de détention au moins une fois.

35. Plusieurs personnes ont été arrêtées arbitrairement, détenues dans des conditions inhumaines et soumises à la torture. Selon leurs familles, certaines d'entre elles sont toujours portées disparues. D'anciens détenus ont signalé des cas d'exécution sommaire au centre de détention. Les corps des victimes ont été jetés dans la rue Zeit. Les membres du groupe armé se sont également emparés des habitations des détenus. Les familles des victimes ont dû fuir Benghazi, par crainte de nouvelles persécutions. Certaines d'entre elles ont continué de recevoir des menaces par téléphone.

36. Il existe à Benghazi d'autres centres de détention illégaux qui sont gérés par des groupes affiliés à l'ANL. Dans plusieurs cas, d'anciens détenus n'ont pas pu préciser le lieu où ils avaient été retenus. Les arrestations systématiques, les disparitions et les menaces dont les opposants de l'ANL sont victimes dans l'est de la Libye sont alarmantes, en particulier dans le contexte des préparatifs des élections.

---

[9] Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDC) et Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), « Abuse behind bars : arbitrary and unlawful detention in Libya » (HCDC, avril 2018).

[10] Disponible à l'adresse suivante : www.facebook.com/karitatrables/videos/باسقاط-يهدد-مخدة-عادل-القيا/1666301516771140/.

2. La Brigade 152 de l'Armée nationale libyenne

37. Dans le croissant pétrolier, des groupes armés locaux ont commis des violations des droits de l'homme, dont des enlèvements, des disparitions forcées et des détentions arbitraires. Selon des sources locales, une soixantaine de personnes auraient été enlevées dans les semaines qui ont suivi la mainmise de l'ANL sur le croissant pétrolier en septembre 2016.

38. D'après les éléments réunis par le Groupe d'experts, des membres de la Brigade 152 de l'ANL ont été impliqués dans deux affaires de torture et une de mort sous la torture dans un centre de détention illégal géré par la brigade (voir annexe 14). À plusieurs reprises, il a demandé au commandant de la Brigade 152 de faire une déclaration afin d'établir le rôle de son unité dans ces affaires, mais ce dernier n'a pas donné suite à ces requêtes.

3. La Force spéciale de dissuasion à Tripoli

39. Lors d'entretiens récents, des familles de détenus ont indiqué que nombre d'entre eux avaient été présentés au Bureau du Procureur général et qu'on leur accordait davantage de visites. La Force spéciale de dissuasion a autorisé le Groupe d'experts à consulter un registre des condamnés détenus au centre de réadaptation et de redressement de Tripoli, situé à Mitiga. En octobre 2017, 2 600 personnes étaient détenues dans cette prison[11].

40. Le Groupe d'experts a continué de s'entretenir avec d'anciens détenus qui ont décrit de graves violations des droits de l'homme pendant leur séjour à la prison de Mitiga, entre 2015 et avril 2018. Ils ont évoqué de longues périodes d'isolement, des décès en détention dus à la torture, ou encore l'interdiction de l'accès aux soins médicaux et des visites familiales. Ils ont également fait une description similaire des méthodes de torture utilisées, en particulier pendant la période d'interrogatoire lors des premiers jours ou semaines de détention.

41. Le Groupe d'experts a organisé deux rencontres avec les représentants de la Force spéciale de dissuasion à Tripoli, au cours desquelles ils ont nié avoir été impliqués dans des violations des droits de l'homme dans l'enceinte de la prison. Ils ont précisé que la Force spéciale de dissuasion avait été chargée exclusivement du périmètre de la prison, ce qui contredit les témoignages d'anciens détenus. La Force spéciale a publié sur sa page Facebook des aveux de prisonniers incarcérés à Mitiga, ce qui prouve qu'elle est en contact avec les détenus et participe à des interrogatoires[12].

42. La Force spéciale de dissuasion a expliqué que le Procureur général de la République était au fait de toutes les arrestations menées. Dans les affaires de terrorisme, elle « reçoit les ordres par téléphone, puis informe le Procureur général du lieu de l'arrestation ». Elle a déclaré que les détenus étaient systématiquement présentés au Procureur général, conformément aux procédures légales. Elle a ajouté qu'il y avait des retards « en fonction de la priorité et de l'importance des affaires ». Le Groupe d'experts sait toutefois que, depuis juin 2016, au moins 29 détenus n'ont pas été présentés au Bureau du Procureur général. Il n'en connaît pas le nombre total à ce jour, mais possède des informations sur deux personnes détenues à Mitiga qui n'ont pas été présentées au Procureur général. Selon des témoignages, elles auraient été toutes deux torturées en détention.

[11] HCDC et MANUL, « Abuse behind bars ».

[12] Voir www.facebook.com/قوة-الردع-الخاصة-1021745154586317/.

43. Ayant récemment reçu une invitation de la Force spéciale de dissuasion, le Groupe d'experts prévoit de se rendre dans cet établissement pénitentiaire dans un avenir proche.

4. Le Comité de lutte contre la criminalité à Misrata

44. Le Groupe d'experts a recueilli des témoignages et des preuves documentaires sur au moins un cas de décès dû à la torture dans la prison de Kararim à Misrata, qui est gérée par le Comité de lutte contre la criminalité, un groupe armé à tendance salafiste. Des témoins ont décrit des passages à tabac, des tortures psychologiques et physiques et des conditions de détention atroces. L'un d'eux a spontanément évoqué la participation du commandant du Comité à des interrogatoires et à des actes de torture. Mohammad Bakir (dit « Nahla ») est décédé en détention en octobre 2017. Le corps de la victime portait des traces manifestes de torture (voir annexe 15).

5. Derna

45. Le Groupe d'experts enquête actuellement sur des bombardements aveugles et des exécutions sommaires que les forces de l'ANL auraient menés à Derna.

46. Si les familles déplacées ont pu passer en toute sécurité vers l'ouest de la Libye aux points de contrôle de l'ANL, les groupes armés affiliés les ont informées que leur départ était définitif et qu'elles n'avaient plus aucune perspective de retour. Le 27 juin 2018, alors que les préoccupations allaient croissant au sujet des déplacements de populations locales depuis l'est de la Libye, le commandant de l'ANL à la tête de la cellule d'opérations, Omar Al Mokhtar, a finalement ordonné à la Brigade des martyrs d'Ain Mara de l'ANL, chargée d'assurer la sécurité à Derna, de protéger les familles locales et « d'évacuer leurs habitations, occupées par des militaires dans les zones libérées » (voir annexe 16).

6. Traite d'êtres humains

47. Dans son rapport le plus récent daté d'avril 2018, l'OIM dénombrait 690 351 migrants en Libye[13]. En octobre 2017, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a annoncé que des passeurs détenaient quelque 20 500 migrants et réfugiés en divers lieux[14].

48. La traite d'êtres humains et le trafic de migrants demeurent des activités rentables qui ne sont pas près de disparaître. Les réseaux sont organisés de manière à générer des profits tout au long de la chaîne de trafic de migrants. Des trafiquants subsahariens livrent les migrants à des acteurs libyens qui disposent de locaux à des fins de séquestration et d'extorsion. Le long des itinéraires de migration, des groupes armés extorquent des « droits » de passage et fournissent, contre paiement, des services de protection aux convois des passeurs. Les groupes armés, et probablement les acteurs tribaux et étatiques, tirent des revenus considérables de ces manœuvres. Les passeurs ont mis sur pied des pratiques complexes qui consistent à vanter sur les médias sociaux les mérites d'un départ pour l'Europe (voir annexe 17), à se doter de solides moyens financiers et à assujettir des migrants vulnérables par la menace et les mauvais traitements (voir recommandations 12 et 13).

---

[13] Organisation internationale pour les migrations (OIM), « Libya's migrant report : round 19 » (avril 2018). Disponible à l'adresse suivante : www.globaldtm.info/dtm-libya-migrant-report-information-package-19-april-2018/.

[14] Entretien avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Niamey, 17 février 2018.

49. Au cours de son présent mandat, le Groupe d'experts a axé son enquête sur les itinéraires passant par le centre et le sud de la Libye.

Les réseaux nigérians d'exploitation sexuelle

50. Après une série d'entretiens avec des Nigérianes originaires de Benin City, dans l'État d'Edo, le Groupe d'experts a ouvert des enquêtes sur les réseaux de trafic d'êtres humains spécialisés dans l'exploitation sexuelle, qui s'étendent du Nigéria à l'Italie, via la Libye[15]. Dans chacun des cas considérés, c'était un membre de la famille ou un ami proche de la femme qui lui avait proposé de migrer vers l'Italie pour travailler dans un salon de beauté ou un atelier de confection[16].

51. Les acteurs clefs du réseau sont les commanditaires, qui gèrent des maisons closes dans les pays de destination. Ils sont généralement appelés « mama » ou « madame ». Ils avancent les frais de voyage aux filles, mais les contraignent à promettre un remboursement, en présence d'un chef spirituel local[17]. Cette promesse est le principal moyen de pression dont use le réseau pour menacer les filles et leur famille jusqu'à ce qu'elles aient remboursé la somme due[18]. Dans les affaires liées à la filière nigériane qui ont fait l'objet d'une enquête, les pays de destination étaient la Libye et l'Italie.

52. Le voyage se fait par autobus, via le Nigéria et le Niger. Depuis Agadez, au Niger, jusqu'en Libye, les filles voyagent sous la supervision d'un « homme de liaison » nigérian. Pour assurer la sécurité du convoi, il doit payer un « droit de protection » aux groupes armés tébous qui sont présents dans la région de Qatroun, Mourzouq et Sabha, dans le sud libyen. Agissant de façon opportuniste pour gagner leur vie, de jeunes Tébous escortent les convois et facilitent leur traversée du Sahara[19].

53. Les femmes interrogées ont dit avoir été exploitées sexuellement alors qu'elles étaient enfermées dans des « maisons de liaison » situées à Qatroun, Sabha, Tripoli et Qarqarech (banlieue de Tripoli). Les trafiquants ont détenu jusqu'à 150 filles nigérianes dans ces maisons, qui appartenaient à des Libyens et étaient généralement tenues par des couples nigérians de l'ethnie Yoruba, originaires de Benin City. Les trafiquants nigérians payaient le loyer et cédaient jusqu'à 50 % des bénéfices aux propriétaires libyens. Les paiements entre le Nigéria et la Libye auraient été effectués par l'intermédiaire du réseau parabancaire hawala[20] (voir recommandations 12 et 13).

54. Les femmes ont affirmé que des « invités » d'Afrique de l'Ouest et de Libye, armés et vêtus d'uniformes, les ont soumises à des violences sexuelles collectives lors de « soirées ». Si elles refusaient de « travailler », elles étaient punies, le plus souvent par des agressions physiques, des séquestrations et des privations de nourriture. Aucune mesure de prévention n'était prise contre les maladies sexuellement

---

[15] Entretiens avec des victimes nigérianes de la traite, qu'on a fait entrer clandestinement en Italie via la Libye entre 2015 et 2017. Les entretiens ont été organisés avec l'aide des bureaux de l'OIM à Niamey et à Palerme (Italie), et ont eu lieu les 1er et 16 février 2018.

[16] Kingsley Obiejesi, « CNN investigation unveils the ease of human trafficking from Edo to Libya », *International Center for Investigative Reporting*, 27 février 2018. Disponible à l'adresse suivante : www.icirnigeria.org/cnn-investigation-unveils-the-ease-of-human-trafficking-from-edo-to-libya/.

[17] Les personnes interrogées surnommaient cette personne le « commis vaudou ».

[18] En moyenne 4 millions de naira (environ 11 000 dollars).

[19] Entretiens avec le Procureur général et le Chef de la Gendarmerie nationale du Niger, 16 février 2018.

[20] Uli Rauss, Mirco Keilberth et Francesca Manocchi, « Aus dem Elend in die Sklaverei », *Stern*, 26 août 2017. Disponible à l'adresse suivante : https://www.stern.de/panorama/weltgeschehen/menschenhandel-von-nigeria-nach-europa--aus-dem-elend-in-die-sklaverei-7588198.html.

transmissibles. Les grossesses étaient interrompues par l'administration de remèdes artisanaux « à base de plantes ».

55. Les femmes ont également décrit les agressions fréquemment commises par des groupes criminels libyens composés de jeunes hommes appelés « Asma boys », notamment à Sabha et à Tripoli[21]. Munis de couteaux et d'armes à feu, ces hommes attaquaient les « maisons de liaison » la nuit, agressaient sexuellement les femmes et extorquaient de l'argent en échange d'une protection[22].

56. Les femmes ont aussi évoqué les mauvais traitements subis pendant une tentative de traverser la Méditerranée. Dans les zones côtières, les gardes armés avaient tiré en l'air pour les contraindre à transporter des canots pneumatiques de la plage jusqu'à la mer. Elles ont précisé qu'elles craignaient de monter à bord des embarcations, qui étaient manifestement impropres à la navigation, mais qu'elles avaient été forcées de le faire. Les canots pneumatiques avaient effectivement commencé à couler dès les premières heures de la traversée.

57. Le réseau a maintenu une forte pression sur les migrantes qui ont réussi à rejoindre l'Italie. Une fois enregistrées par les autorités, elles devaient prendre contact avec leur « mama » pour éviter que leur famille fasse l'objet de menaces et d'intimidations de la part des chefs spirituels susmentionnés.

7. Trafic de migrants

58. Le Groupe d'experts a poursuivi ses enquêtes sur le trafic de migrants via les itinéraires migratoires d'Afrique de l'Est, en se concentrant sur trois localités de Libye : Koufra, Tazerbo et Bani Walid. Les groupes armés sont des acteurs clefs de ces réseaux, notamment parce qu'ils protègent les convois de migrants.

Koufra

59. En juillet 2017, le directeur du centre de détention de Koufra a signalé au Ministère de l'intérieur l'existence de sept couloirs de migration allant du Tchad et du Soudan jusqu'en Europe, via la Libye et l'Égypte. Selon ses estimations, 800 à 1 000 migrants entraient quotidiennement en Libye, après avoir payé 5 000 dollars chacun (voir annexe 18). Les autorités locales se sont plaintes de ce que la « migration irrégulière »[23] participait au chaos qui règne en Libye, attisant la rivalité entre les groupes armés désireux de se procurer de l'« argent facile » en proposant une protection aux convois des passeurs.

60. Affiliée à l'ANL, la Brigade Souboul el-Salam est impliquée dans le trafic de migrants, bien que l'ANL l'ait investie d'un mandat de lutte contre la traite à la frontière (voir annexe 19). La Brigade escorte les convois depuis la frontière soudanaise jusqu'à Koufra pour 10 000 dinars libyens par par pick-up. À Koufra, elle détient les migrants dans le camp Himaya, où des cas d'extorsion et de travail forcé ont été signalés.

61. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur les violations des droits de l'homme signalées dans le camp de Qarryat, à Koufra, qui est géré par la Brigade 432 de l'ANL.

---

[21] Du mot « écouter », en arabe. Avant la constitution de ces réseaux, les « Asma boys » étaient des facilitateurs qui permettaient aux migrants errants de rejoindre les ports de départ. Ils avaient la réputation d'aborder les migrants dans les rues en criant « asma ».

[22] Entretien avec le procureur chargé de la traite d'êtres humains à Catane (Italie), 2 février 2018.

[23] Libye, loi nº 19 de 2010 sur la lutte contre la migration irrégulière, art. 11, en vertu de laquelle les ressortissants étrangers sont considérés comme des migrants en situation irrégulière s'ils n'ont pas régularisé leur situation dans les deux mois qui suivent leur arrivée dans le pays.

Tazerbo

62. Le Groupe d'experts enquête sur deux associés qui recrutent de jeunes hommes et des mercenaires pour assurer le transport et la protection des migrants de la frontière tchadienne à Tazerbo (voir S/2017/1125).

63. Dans la partie nord de Koufra, la Brigade Zani, composée de 60 hommes, assurait la protection des convois se rendant de Koufra à Bani Walid, via Jaghboub et Tazerbo. Elle fournissait ce service en échange de 13 000 dinars libyens par pick-up.
.

64. À Tazerbo, la Brigade Zani est liée à deux frères qui facilitent le logement des passagers des convois. Ce lieu serait utilisé pour la torture systématique et le meurtre des migrants qui se plaignent de mauvais traitements.

Bani Walid

65. Le Groupe d'experts a enquêté sur un réseau actif entre l'Érythrée et la Libye et dont une plaque tournante se trouve à Bani Walid. Organisé de façon hiérarchique, il se compose d'un Libyen, Mousa Adyab, et de trois Érythréens, à savoir Walid, Kidani et Wedi Ishaq.

66. Plusieurs contacts locaux ont affirmé que les activités de Mousa Adyab consistent à apporter de la nourriture et un appui financier aux membres des forces de surveillance des champs pétrolifères, des Compagnies de défense de Benghazi et de l'EIIL (QDe.115) qui se trouvent dans le camp militaire de Sidada. L'ANL mène souvent des frappes aériennes contre le camp, qu'elle considère comme un point de départ des attaques contre le croissant pétrolier[24].

67. Le Groupe d'experts a interrogé des femmes érythréennes que Walid a fait passer clandestinement en Europe contre 7 000 dollars de « forfait de voyage »[25], d'octobre 2014 à janvier 2017. Elles étaient hébergées dans une ferme située sur la route 51, dans la zone de Tasni' el-Harbi en périphérie de Bani Walid[26]. Les entrepôts qui s'y trouvaient pouvaient abriter jusqu'à 1 200 personnes – hommes, femmes et enfants – originaires d'Érythrée et de Somalie. Mousa Adyab est le propriétaire des lieux, qu'il surveille en compagnie de 70 hommes armés (voir annexe 20).

68. À leur arrivée, les passeurs forçaient les migrants à joindre leurs familles afin qu'elles paient 2 000 dollars pour la dernière étape du voyage. Walid torturait et affamait les migrants. Les passeurs ont tué par balle plusieurs Somaliens et Érythréens alors que ces derniers tentaient de s'échapper.

69. Une fois le paiement effectué, Mousa Adyab conduisait les migrants de Bani Walid à une zone côtière, en coordination avec des passeurs à Sabrata, Tarhouna, Khoms et Zouara. Selon des témoignages, les migrants étaient entassés[27] dans des camions. Certains sont morts d'asphyxie, alors que d'autres sont tombés de véhicules roulant à grande vitesse. En conséquence, l'hôpital de Bani Walid a recueilli plusieurs migrants morts ou blessés[28]. Le 15 février 2018, l'OIM a déclaré que certains migrants

[24] « Four airstrikes against Jadran forces and Chadian opposition withdrawing from Sidadah », *Al Marsad*, 24 juin 2018. Disponible à l'adresse suivante : https://almarsad.co/2018/06/24/-أربعة-غارات-جوية-تستهدف-قوات-جضران-وال/.

[25] Entretien avec des réfugiés érythréens, avec l'aide du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Niamey, 17 février 2018. La somme indiquée correspond au prix moyen.

[26] La zone est celle de l'ancienne usine de munitions que la coalition menée par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord aurait bombardée en 2011.

[27] Entretien avec une source confidentielle, 5 mai 2018.

[28] Hani Amara, « Truck packed with migrants crashes in Libya, killing at least 19 », *Reuters*, 14 février 2018. Disponible à l'adresse suivante : https ://af.reuters.com/article/worldNews/idAFKCN1FY1B5.

qui avaient survécu à un accident auraient été repris par les passeurs et emmenés dans un lieu inconnu[29].

70. Le 23 mai 2018, un groupe de 200 migrants ont affronté les gardiens et ont volé deux armes pour s'échapper de la ferme. Alors qu'ils tentaient de s'enfuir, Ahmad, le frère de Mousa Adyab, et des passeurs érythréens ont tenté de les recapturer ou de les tuer[30]. Selon l'hôpital de Bani Walid, 25 personnes ont été gravement blessées et 15 autres tuées (voir annexe 21). Les examens médicaux ont révélé des traces probantes de torture (voir annexe 21). Selon les rapports d'organismes internationaux, un grand groupe de mineurs non accompagnés figurait parmi les survivants.

71. Selon des sources locales, le réseau s'est dispersé depuis l'incident et l'ouverture d'enquêtes judiciaires. Le Groupe d'experts poursuit ses recherches sur la composition du réseau et sur ses liens avec les entités répertoriées (voir recommandation 11).

8. La prison de Hadba

72. Le Groupe d'experts enquête sur les affaires de torture de hauts responsables de l'ancien régime détenus à la prison de Hadba après la révolution. Des sources confidentielles[31] ont fourni des éléments de preuve sur le traitement réservé à l'ancien Premier Ministre Al-Baghdadi Al-Mahmudi, qui a été détenu à la prison de Hadba du 24 juin 2012 au 27 mai 2017, date à laquelle la Brigade des révolutionnaires de Tripoli a investi les lieux. La prison avait jusqu'alors été sous l'autorité de la Garde nationale, dirigée par Khaled al-Sharif du Groupe islamique combattant libyen (QDe.011). La « branche militaire » de la prison se composait d'individus affiliés audit Groupe, dont le rôle était de torturer les détenus. Certains d'entre eux sont aujourd'hui les principaux dirigeants de groupes armés tels que la Choura des révolutionnaires de Benghazi et Ansar el-Charia Benghazi (QDe.146).

73. Khaled al-Sharif a confirmé qu'il avait été le chef de la prison de Hadba pendant la période en question et avait supervisé tant sa sécurité extérieure que son fonctionnement interne. Il a nié l'emploi de la torture contre les détenus, mais a admis que certains individus avaient, de leur propre chef, pris part à ces agissements[32]. Le Groupe d'experts enquête sur cette question et sur d'autres cas de violation des droits de l'homme à l'encontre de responsables de l'ancien régime détenus à la prison de Hadba de 2012 à 2017.

III. Application de l'embargo sur les armes

A. Aperçu

74. Le Groupe d'experts a noté que divers groupes armés semblaient désireux d'affermir leur légitimité en appuyant l'action de lutte contre les migrations irrégulières et de bénéficier du soutien d'acteurs étrangers. Durant le présent mandat,

---

[29] OMI, « 19 migrants meurent dans un accident de camion en Libye : l'OIM vient en aide aux survivants », communiqué de presse, 15 février 2018. Disponible à l'adresse suivante : https://www.iom.int/fr/news/19-migrants-meurent-dans-un-accident-de-camion-en-libye-loim-vient-en-aide-aux-survivants.

[30] « East African migrants escape from captors in Libyan smuggling hub », *Reuters*, 25 mai 2018. Disponible à l'adresse suivante : https://www.reuters.com/article/us-europe-migrants-libya/east-african-migrants-escape-from-captors-in-libyan-smuggling-hub-idUSKCN1IQ1XR.

[31] Entretiens à Paris et à Tunis, entre février et mai 2018.

[32] Entretien avec Khaled al-Sharif, Istanbul, 23 juin 2018.

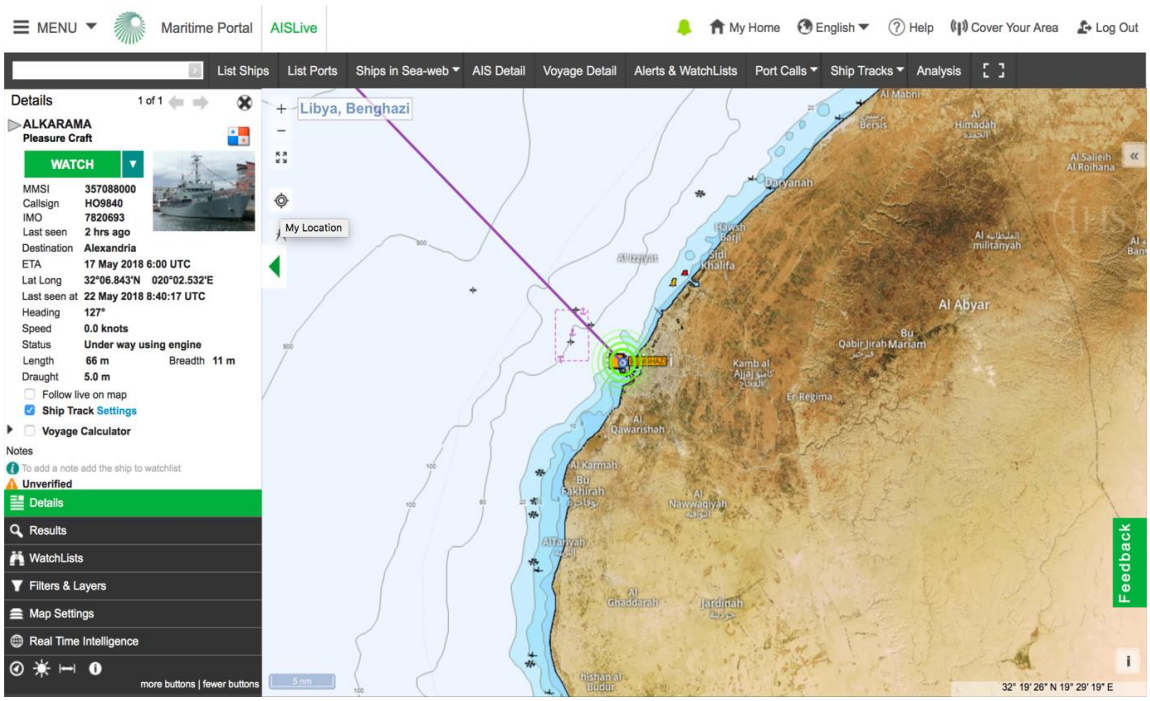
le nombre de navires armés a augmenté aussi bien dans l'est que dans l'ouest du pays. Un nombre plus élevé de véhicules d'infanterie blindés et de pick-up équipés de mitrailleuses lourdes, de canons sans recul, de mortiers et de lance-roquettes a également été observé dans les zones de combat, notamment dans l'est de la Libye. Cela démontre que tous les États Membres pourraient renforcer considérablement les mesures mises en place pour appliquer l'embargo sur les armes.

B. Transferts par voie maritime

1. *Alkarama*

75. Plusieurs organes de presse [33] ont rapporté que l'ANL avait acquis un patrouilleur naviguant sous le nom d'*Alkarama*. Le système d'identification automatique du bateau a confirmé le transfert du navire à Benghazi le 17 mai 2018. Le système a été désactivé le 22 mai.

Figure 2
Signal du système d'identification automatique d'*Alkarama*, 17 mai 2018



Source : IHS Sea-web.

76. L'*Alkarama* (numéro OMI : 7820693) est enregistré comme propriété d'Universal Satcom Services FZE avec une adresse postale professionnelle aux Émirats arabes unis. Cette entreprise n'a pas de site Web et le Groupe d'experts n'a pas pu établir d'autres coordonnées. Le navire est immatriculé sous pavillon panaméen comme bateau de plaisance. Le Groupe d'experts a demandé aux autorités

[33] Jeremy Binnie, « Libyan National Army takes delivery of ex-Irish OPV », *IHS Jane's Defence Weekly*, 21 mai 2018. Disponible à l'adresse suivante : www.janes.com/article/80200/libyan-national-army-takes-delivery-of-ex-irish-opv.

émiriennes de lui fournir de plus amples informations sur la société propriétaire du navire et son transfert en Libye, mais n'a reçu aucune réponse.

Figure 3
Patrouilleur hauturier *Alkarama*



Source : IHS Jane's Defence Weekly.

2. Patrouilleurs Damen

77. Sur le site du Damen Shipyards Group[34], l'entreprise a déclaré avoir exporté en Libye quatre patrouilleurs de type Stan Patrol 1605 en 2012 et quatre autres en 2013. Les autorités néerlandaises ont accusé réception des demandes faites par le Groupe d'expert en vue d'un complément d'informations, peu avant l'établissement du présent rapport.

[34] Voir https://products.damen.com/en/ranges/stan-patrol/stan-patrol-1605/deliveries/spa-1605-burdi-sloug-besher-izreg.

Figure 4
Patrouilleurs Stan Patrol 1605 transférés en Libye



Source : Damen Shipyards Group.

3. Première saisie effectuée à bord d'*El-Mukhtar*

78. Le 1er mai 2017, les forces de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED opération SOPHIA) ont inspecté le navire *El-Mukhtar* dans les eaux internationales au large des côtes libyennes. Le navire avait appareillé du port de Misrata et, au dire de son capitaine, se dirigeait vers Benghazi. Au cours de l'inspection, l'EUNAVFOR a découvert une grande quantité d'armes, de munitions et de matériels connexes et a procédé à leur saisie, étant établi qu'ils avaient été transférés hors des eaux territoriales libyennes. Tous ces articles ont pu être inspectés par le Groupe d'experts, à l'exception d'un lance-roquettes et d'une roquette qui ont été éliminés pour des raisons de sécurité. Quelques exemples des armes confisquées figurent à l'annexe 22.

4. Deuxième saisie effectuée à bord d'*El-Mukhtar*

79. Le 19 juin 2017, *El-Mukhtar* a de nouveau été intercepté par l'EUNAVFOR MED opération SOPHIA dans les eaux internationales au large des côtes libyennes alors qu'il se rendait de Misrata à Benghazi avec une cargaison d'armes et de munitions. Cette fois, le navire transportait cinq fusils d'assaut, deux mitrailleuses moyennes et 877 munitions de calibre 7,62 mm. Les armes et les munitions ayant été éliminées sans que le Groupe d'experts ait pu les examiner, aucune enquête approfondie n'a pu être menée sur leur origine.

80. À l'issue de ces deux saisies, le navire et son équipage ont été autorisés à poursuivre leur route (voir recommandation 1).

5. Éventuelle tentative de transfert d'explosifs et de cordeaux détonants en Libye : l'*Andromeda*

81. Les 10 et 11 janvier 2018, des agences de presse ont fait état de la saisie d'explosifs, de détonateurs et de cordeaux détonants à bord du bateau motorisé *Andromeda* (battant pavillon tanzanien, numéro OMI : 7614666) qui se serait dirigé

vers le port de Misrata (Libye)[35]. Les autorités grecques ont pris contact avec ce bateau le 6 janvier car son système d'identification automatique était désactivé et son comportement semblait suspect. Après avoir effectué une première visite, les garde-côtes helléniques ont escorté l'*Andromeda* jusqu'au port d'Héraklion (Grèce), où une équipe de spécialistes l'a inspecté. Si le manifeste de chargement indiquait l'Éthiopie comme destination finale pour les matières explosives et le port de Salala (Oman) pour les bonbonnes de gaz, il ressort de l'enquête initiale menée par le Groupe d'experts que le navire devait décharger toute sa cargaison à Misrata. En application des paragraphes 9 et 12 de la résolution 1970 (2011) et du paragraphe 20 de la résolution 2213 (2015), les autorités grecques ont saisi la cargaison au motif que l'*Andromeda* tentait de violer l'embargo sur les armes.

82. Au vu des enquêtes menées par le Groupe d'experts, il est difficile de déterminer si une tentative concrète a été faite de violer l'embargo sur les armes. Selon les éléments de preuve détenus par le Groupe, aucune tentative de ce type n'a été faite par les entreprises qui ont participé à la transaction commerciale. La société Orica-Nitro basée en Turquie produit et distribue des explosifs commerciaux. Depuis 2015, elle a régulièrement vendu et expédié des explosifs commerciaux à trois entreprises exerçant leur activité en Éthiopie (voir annexe 23). L'une d'entre elles a fourni au Groupe d'experts des documents attestant des achats réguliers auprès d'Orica-Nitro. Actuellement, rien n'indique qu'une de ces entreprises avait l'intention de transférer le matériel à bord de l'*Andromeda* en Libye.

83. Le Groupe d'experts cherche à déterminer si l'une des personnes ou des sociétés qui ont participé à l'expédition de matières explosives a violé l'embargo sur les armes. À l'heure actuelle, les enquêtes indiquent que l'*Andromeda* n'a pas traversé les eaux territoriales libyennes avec la cargaison (voir annexe 24).

84. La société Orica-Nitro a établi un contrat avec l'agent de fret maritime Armada Shipping, basé à Istanbul. La société Contchart Commodities basée au Liban a affrété, au nom d'Armada Shipping, l'*Andromeda* qui appartient à la société par actions Andromeda Shipmanagement SA, inscrite aux Îles Marshall et gérée par un Grec. Quant à l'accord entre Contchart et Andromeda Shipmanagement, il a été négocié par Destel Group, basé en Grèce. Pour des raisons de sécurité, l'*Andromeda* s'est vu interdire l'accès aux ports européens en août 2017[36]. Le gestionnaire du navire et son associé de Destel Group avaient prévu de vendre le bateau au rebut en Inde et cherchaient une dernière livraison, notamment pour couvrir les frais de passage du canal de Suez. Même si le bateau présentait des problèmes financiers et de sécurité, Armada Shipping et Contchart Commodities l'ont affrété en vue de l'expédition des conteneurs de marchandises dangereuses.

85. Le 18 novembre 2017, l'*Andromeda* a récupéré onze bonbonnes de gaz au port d'Iskenderun (Turquie) et, le 19 novembre, il a jeté l'ancre au port de Mersin où les 29 conteneurs de matières explosives ont été chargés. Reba Shipping AS était l'agent maritime à Mersin devant s'occuper du chargement de la cargaison à bord du bateau. Le capitaine de l'*Andromeda* a autorisé Reba Shipping à signer le connaissement. Le 23 novembre, le bateau se dirigeait vers la zone de mouillage de Port-Saïd lorsque le gestionnaire du navire a affirmé que le connaissement n'avait pas été correctement établi car le fret y était mentionné comme « prépayé » (voir annexe 23). Ce

[35] « Libya-bound ship loaded with explosive materials seized in Greek waters », *World Maritime News*, 11 janvier 2018. Disponible à l'adresse suivante : worldmaritimenews.com/archives/240357/libya-bound-ship-loaded-with-explosive-materials-seized-in-greek-waters/.

[36] Mémorandum d'entente de Paris sur le contrôle des navires par l'État du port, « M/V « ANDROMEDA » IMO 7614666 refused access to the Paris MoU region », 31 août 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.parismou.org/mv-andromeda-imo-7614666-refused-access-paris-mou-region.

malentendu a provoqué un différend concernant le paiement du fret qui a traîné pendant plusieurs semaines, empêchant l'*Andromeda* d'arriver à destination.

86. Armada Shipmanagement et Destel Group ont souligné qu'ils avaient décidé de régler le paiement à la livraison de 22 à 24 conteneurs. Contchart Commodities et Armada ont pour leur part insisté sur le fait que les connaissements étaient contraignants et qu'Andromeda Shipmanagement devait souscrire une assurance pour le passage du canal de Suez et la traversée de la mer Rouge. À Port-Saïd, le propriétaire de l'*Andromeda* a refusé de poursuivre chemin tant que les connaissements n'étaient pas corrigés et la totalité du fret payé, tout comme les coûts additionnels et les frais de passage du canal de Suez. À un certain moment, le gestionnaire du bateau aurait eu recours au chantage et aurait menacé de décharger la cargaison et de la vendre aux enchères pour récupérer son dû (voir annexe 24).

87. Parallèlement à ce différend, le bateau a eu de graves problèmes techniques deux jours après son départ, ce qui a causé la défaillance de son système d'identification automatique, de la pompe à eau douce et d'autres systèmes. Les conditions météorologiques défavorables, la défaillance du système électrique du bateau et le mauvais état dans lequel se trouvait l'équipage ont conduit le gestionnaire et le capitaine à quitter Port-Saïd et à demander, le 14 décembre, la permission de décharger la cargaison au port de Misrata. Bien qu'un permis de transit de 10 jours lui ait été accordé, le bateau a envoyé des signaux de détresse au port d'Astakos (Grèce) le 20 décembre et au port de Bar (Monténégro) le 22 décembre (voir annexe 25).

88. Le propriétaire du bateau a déclaré au Groupe d'experts qu'il n'avait jamais eu l'intention de se rendre à Misrata. Il aurait demandé l'autorisation de décharger à Misrata à seule fin de faire chanter les agents de fret et l'affréteur. Il a également affirmé qu'il avait ordonné au capitaine de retourner à Port-Saïd dès que les conditions météorologiques l'auraient permis (voir annexe 26). Le Groupe d'experts a demandé une copie des déclarations de l'équipage pour établir si le gestionnaire du bateau avait ordonné le retour à Misrata. Au moment de l'établissement du présent rapport, les autorités grecques ne pouvaient pas communiquer les déclarations au Groupe d'experts en raison de l'enquête en cours. Malgré le comportement incohérent et potentiellement illégal du gestionnaire, peu d'éléments montrent qu'il ait eu l'intention de vendre les marchandises à un tiers en Libye.

C. Transferts par voie aérienne

1. Avion de transport militaire C-17 de la force aérienne des États-Unis qui a desservi les aéroports de Benina et de Misrata en 2018

89. Le Groupe d'experts a reçu des informations sur la présence de gros avions-cargos militaires aux aéroports de Benina et de Misrata, et s'est servi d'images satellites pour les vérifier. Il a constaté la présence d'un avion de transport militaire C-17 Globemaster, les 24 février et 16 mars 2018 à l'aéroport de Misrata, et le 18 mars à l'aéroport de Benina. L'analyse de ces images suggère qu'il s'agissait d'avions C-17 exploités par la force aérienne des États-Unis.

Figure 5
Images satellites d'un C-17 avec des marquages de la force aérienne des États-Unis sur les ailes et d'un IL-76 à l'aéroport de Misrata, 24 février 2018



Source : www.terraserver.com (lien vérifié le 21 juin 2018).

Figure 6
Images satellites d'un appareil C-17 avec des marques distinctives de la force aérienne des États-Unis sur les ailes à l'aéroport de Misrata, 16 mars 2018





Source : www.terraserver.com (lien vérifié le 21 juin 2018).

Figure 7
Images satellites, base aérienne de Benina, 18 mars 2018



Source : www.terraserver.com (lien vérifié le 21 juin 2018).

90. D'après l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne, ces cinq derniers mois, un appareil C-17 de la force aérienne des États-Unis a régulièrement effectué des vols vers Misrata et Benina. Cet appareil a décollé de différents aéroports, notamment la base aérienne de Ramstein (Allemagne), l'aéroport international de Djibouti, l'aéroport international de La Canée (Grèce), le Brize Norton de la Royal Air Force (Royaume-Uni) et l'aéroport de Trapani Birgi (Italie). Au moins 15 vols ont été enregistrés par l'Organisation (voir annexe 27) et un autre vol apparaît sur les images satellites ci-dessus.

91. Le Groupe d'experts a demandé aux autorités des États-Unis des informations sur la nature de ces vols et les types d'articles qui ont été transférés en Libye et est toujours dans l'attente d'une réponse.

2. Avion militaire d'entraînement L-39c

92. D'après des informations parues dans les médias le 17 mai 2018, la société qui possédait et exploitait l'appareil F900, régulièrement affrété par Khalifa Haftar (voir par. 121), a fourni un appui à l'unité aérienne de l'ANL[37]. Selon ces informations, la société s'est servie de son appareil L-39c pour former des pilotes de l'armée de l'air libyenne dans l'est de la Libye. L'ANL aurait cherché à remettre en état les nombreux appareils L-39 stationnés à la base aérienne de Brak el-Chati en utilisant l'atelier de

[37] « Riccardo Mortara muscle les forces aériennes de Haftar », *Maghreb Confidentiel* nº 1293 (Paris), 17 mai 2018.

réparation d'avions L-39 construit à la base aérienne de Tamanhint au milieu des années 1980.

93. Le Groupe d'experts a enquêté sur la potentielle violation de l'embargo sur les armes par la société enregistrée aux Émirats arabes unis et a reçu des images d'un défilé militaire organisé le 10 mai à la base aérienne de Benina. Ces images montrent un L-39c arborant les couleurs et le logo de Sonnig SA (voir annexe 28).

Figure 8
Images instantanées tirées d'une vidéo prise lors d'un défilé à la base aérienne de Benina, mai 2018



Source : Confidentielle.

94. Le même appareil a été repéré le 29 mars 2018 à l'aéroport de Turin. Selon les données de l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (voir tableau 1), l'exploitant a présenté et communiqué un plan de vol de l'aéroport de Turin à l'aéroport international d'Abraq situé dans l'est de la Libye.

Tableau 1
Vol L-39c (numéro d'immatriculation N393WA), 29 mars 2018

Heure de départ	*Heure d'arrivée*	*Aéroport de départ*	*Aéroport d'arrivée*
07:43:00	08:55:47	Aéroport de Turin (Italie)	Aéroport international d'Ombrie (Italie)
10:32:00	11:40:55	Aéroport international d'Ombrie (Italie)	Aéroport international Lamezia Terme (Italie)
13:33:00	15:13:43	Aéroport international Lamezia Terme (Italie)	Aéroport international d'Abraq

Source : Adapté de l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne.

95. L'appareil L-39c porte une marque distincte bleue et blanche avec le logo de Sonnig SA. En 2014, l'Office fédéral de l'Aviation civile de la Suisse a interdit les vols de la flotte de la compagnie aérienne Sonnig SA, car elle omettait régulièrement de les enregistrer. Depuis lors, certains de ses appareils ont été enregistrés de nouveau et sont gérés par la société Sonnig International Private Jets Fujairah (Émirats arabes unis) (voir annexe 28)[38].

96. Le Groupe d'experts a constaté avec préoccupation que l'avion pouvait servir à mener des opérations militaires et à former des pilotes libyens. Le propriétaire, pilote civil chevronné, a confirmé au Groupe d'experts que le L-39c était stationné dans l'est de la Libye. Il a expliqué qu'il gérait deux jets privés venant des aéroports de Benina et de Tripoli. Il a insisté sur le fait qu'il ne fournissait pas d'appui militaire. Il a souligné que le L-39c était totalement démilitarisé et ne pouvait pas être équipé d'armes ou de matériel de surveillance. Ses pilotes et lui s'en servaient comme avion d'entraînement acrobatique afin d'entretenir leurs compétences.

97. Le propriétaire a déclaré que seuls ses pilotes et lui utilisaient l'appareil. Il a fourni au Groupe d'experts une liste de toutes les sorties, ainsi que le certificat de démilitarisation.

3. Di Leva

98. Trois Italiens, Mario Di Leva, sa femme Annamaria Fontana et Andrea Pardi, ont été arrêtés et poursuivis par les autorités italiennes pour violation de l'embargo sur les armes en Libye de 2011 à 2015.

99. Les documents relatifs aux poursuites indiquent que Di Leva et Fontana ont facilité la circulation d'armes à Misrata, y compris divers types de munitions, des missiles antichar et des systèmes portables de défense antiaérienne, en coordination avec une troisième personne, un Libyen dénommé Ali Mohamud Shaswish (encore orthographié Shashwish ou Sashwish). Il est indiqué dans une note concernant une expédition que les quantités de munitions étaient si importantes qu'elles devaient être transportées par six appareils IL-76.

100. Le paiement d'une expédition, qui s'élevait à 2 241 000 dollars, aurait été versé à la société Global Way Electronics, qui appartient à Mario Di Leva. L'achat de munitions a été effectué par l'intermédiaire d'une autre société appartenant à Mario Di Leva, High (ou Hight) Technology Systems Limited.

[38] Voir www.sipj.net/fleet.html.

101. Pour permettre à Shaswish, qui représentait des acheteurs libyens, d'entrer en contact direct avec les sociétés d'armements, il a été présenté comme un partenaire et le chef de la production chez High Technology Systems Limited.

102. Parmi les autres tentatives de violation de l'embargo sur les armes, on peut citer la négociation de contrats avec Andrea Pardi, par le truchement d'une entreprise associée à celui-ci, à savoir Societa Italiana Elicotteri, pour l'achat de :

- Trois hélicoptères A129 Mangusta, coût total de 18 600 000 euros ;
- 13 950 fusils M14, coût total de 41 850 000 euros ;
- 12 dispositifs d'arrêt de moteur d'avion, coût total de 69 600 000 euros (la nature exacte et les spécifications de ces unités ne sont pas claires) ;
- Munitions de roquettes, coût total de 44 800 000 euros.

103. Ces contrats ont été établis par Pardi, la livraison étant prévue par avion à Misrata ou à Tripoli et le paiement devant être échelonné suivant les étapes de l'expédition. Ces contrats n'ont pas été exécutés en raison de l'arrestation des personnes concernées.

104. Le Groupe d'experts a bien reçu des détails sur le passeport utilisé par Shaswish lors des réunions avec des fournisseurs potentiels, mais le Gouvernement libyen n'a fourni aucune réponse aux demandes de renseignements sur Shaswish.

105. Les négociations des accords d'exportation du matériel en Libye (qui concernaient également des violations des sanctions imposées à la République islamique d'Iran pendant cette période) ont été menées dans nombre de pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Le matériel n'a pas transité par le territoire italien.

4. Frappes aériennes

106. Les États Membres ont continué d'effectuer des frappes aériennes aussi bien dans l'est que dans l'ouest de la Libye. Depuis la publication de son précédent rapport (voir S/2017/466, par. 134), le Groupe d'experts a reçu des informations indépendantes et concordantes de plusieurs sources confidentielles indiquant que l'Égypte avait effectué des frappes dans le croissant pétrolier en vue d'aider l'ANL à reprendre plusieurs terminaux pétroliers. L'Égypte a nié toute frappe effectuée par ses forces armées.

107. Le Groupe d'experts a enquêté sur d'autres informations faisant état de frappes aériennes menées par l'Égypte le 27 juin et les 23 et 30 octobre 2017 contre des convois qui tentaient d'introduire des armes sur son territoire depuis la Libye[39]. L'Égypte a répondu à la requête du Groupe d'experts en indiquant que les éléments entrant sur son territoire étaient traités en fonction de la nature de la menace et conformément au droit international humanitaire. Elle a également indiqué qu'il était impossible de déterminer la quantité ou la nature des armes introduites en contrebande en raison des dégâts subis.

108. Les États-Unis ont mené de nouvelles frappes aériennes les 26 septembre, 17 et 19 novembre 2017 et les 24 mars et 6 et 14 juin 2018 contre ce qu'ils ont déclaré être

[39] « Egyptian air strikes hit 12 vehicles crossing from Libya », *Reuters,* 27 juin 2017, disponible à l'adresse suivante : www.reuters.com/article/us-egypt-security/egyptian-air-strikes-hit-12-vehicles-crossing-from-libya-military-idUSKBN19I1OY ; Ahmed Tolba et Mahmoud Mourad, « Egyptian air force says strikes arms convoy at Libya border », *Reuters*, 23 octobre 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.reuters.com/article/us-egypt-security/egyptian-air-force-says-strikes-arms-convoy-at-libya-border-idUSKBN1CS20R ; «US Central Command hails Egyptian airstrikes in Wahat» *Egypt Today*, 31 octobre 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.egypttoday.com/Article/1/30371/U-S-Central-Command-hails-Egyptian-airstrikes-in-Wahat.

des cibles de l'EIIL et d'Al-Qaida[40]. D'après les médias, les autorités américaines ont affirmé à plusieurs reprises que ces frappes avaient été menées en coordination avec le Gouvernement d'entente nationale. En réponse à la requête du Groupe d'experts, les États-Unis ont indiqué qu'ils effectuaient des frappes aériennes dans le respect du droit international et de la souveraineté de la Libye.

5. Forces spéciales

109. Le Groupe a mené une enquête sur l'envoi en Libye de personnel militaire américain chargé de procéder à l'arrestation de Mustafa al-Iman et de le ramener aux États-Unis[41]. Les États-Unis ont répondu au Groupe d'experts en confirmant que le 29 octobre 2017, leurs forces avaient arrêté Mustafa al-Imam pour son rôle présumé dans les attaques perpétrées en septembre 2012 contre la Mission spéciale des États-Unis et son annexe à Benghazi, qui avaient causé la mort de quatre Américains.

D. Renseignements actualisés sur les enquêtes en cours

1. Véhicules blindés

110. Alors que le Groupe d'experts considère (voir S/2017/466, par. 164) que le transfert de véhicules blindés en Libye nécessite une dérogation conformément aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 13 de la résolution 2009 (2011) et du paragraphe 8 de la résolution 2174 (2014), de tels transferts continuent. Les attaques lancées par l'ANL contre Derna ces 12 derniers mois ont clairement démontré que le nombre de ces véhicules était en constante augmentation depuis l'adoption des sanctions sans qu'aucune demande de dérogation correspondante n'ait été déposée (voir annexe 29).

2. Base aérienne de Khadem

111. Comme on peut le constater dans les images ci-dessous, des aménagements continuent d'être apportés à la base aérienne de Khadem, dans l'est de la Libye (voir S/2017/466, par. 124 et 125).

---

[40] « US Conducts Precision Strikes in Libya », Commandement des forces des États-Unis en Afrique, 14 juin 2018. Disponible à l'adresse suivante : www.africom.mil/media-room/pressrelease/30917/u-s-conducts-precision-strike-in-libya, « US Conducts Precision Strikes in Libya », Commandement des forces des États-Unis en Afrique, 24 septembre 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.africom.mil/media-room/pressrelease/29954/u-s-conducts-precision-strikes-in-libya ; « US Conducts Airstrikes in Coordination with Libyan Government of National Accord », Commandement des forces des États-Unis en Afrique, 21 novembre 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.africom.mil/media-room/pressrelease/30110/u-s-conducts-airstrikes-in-coordination-with-the-libyan-government-of-national-accord.

[41] Donald J. Trump, Président des États-Unis d'Amérique, « Statement by President Donald J. Trump on the apprehension of Mustafa al-Imam for his alleged role in the September 11, 2012 attacks in Benghazi, Libya, resulting in the deaths of four Americans », 30 octobre 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/10/30/statement-president-donald-j-trump-apprehension-mustafa-al-imam-his.

Figure 9
Images satellite de la base aérienne de Khadem, mars 2017 (à gauche) et novembre 2017 (à droite)



Source : Digital Globe, WorldView, 2 et 3 mars 2017, et GeoEye, 1er et 10 novembre 2017.

Figure 10
Image satellite de l'aire de trafic sud de la base aérienne de Khadem, mars 2017



Source : Digital Globe, World View, 2 et 3 mars 2017.

Figure 11
Image satellite de l'aire de trafic sud de la base aérienne de Khadem, mars 2017



Source : Digital Globe, GeoEye,1er et 10 novembre 2017.

Note : La surface renforcée de la nouvelle aire de trafic a doublé, et la zone latérale située entre les hangars a également fait l'objet de travaux de terrassement.

Figure 12
Image satellite de l’aire de trafic sud de la base aérienne de Khadem, juin 2018



Source : Digital Globe, World View, 3 et 7 juin 2018.

Note : La zone située entre les hangars est à présent renforcée et un nouveau bâtiment, entouré de sa propre clôture, a été construit dans la partie nord-ouest de l’aire de trafic.

Figure 13
Image satellite de la zone d'entrée de la base aérienne de Khadem, mars 2017



Source : Digital Globe, World View, 2 et 3 mars 2017.

Figure 14
Image satellite de la zone d'entrée de la base aérienne de Khadem, 10 novembre 2017



Source : Digital Globe, GeoEye,1er et 10 novembre 2017.

Note : De nouvelles barrières ont été érigées, et des bâtiments servant probablement de zones de recherche ont été construits. De nouveaux véhicules statiques ont été positionnés pour renforcer le poste de contrôle.

112. L'imagerie datant de juin 2018 montre également une sécurité renforcée à l'intérieur de la base aérienne : certains bâtiments sont clôturés et des chicanes et des barrières ont été ajoutées sur la voie d'accès à la base, entre l'entrée principale et les aires de trafic.

113. Le renforcement de la sécurité et la poursuite de travaux de construction montrent que la base aérienne continue d'être utilisée ; toutefois, les fuselages ont été manifestement maintenus à couvert lors du passage des satellites.

3. Munitions d'artillerie guidées

114. Comme suite à la publication de son précédent rapport, dans lequel il faisait état de l'utilisation de munitions d'artillerie guidées (voir S/2017/466, par. 157 à 159), le Groupe d'experts a reçu une réponse du Gouvernement chinois signalant que la China North Industries Corporation n'avait jamais exporté de projectiles d'artillerie guidés GP-1 ou GP-6 en Libye. Aucune information n'a toutefois été communiquée concernant l'éventuelle exportation vers un pays tiers de projectiles portant les inscriptions mentionnées dans le rapport.

115. Depuis l'établissement de ce rapport, les médias sociaux en Libye[42] ont fait état de l'utilisation d'un projectile d'artillerie guidé à Warchefana.

Figure 15
Photographies du projectile d'artillerie guidé récupéré à Warchefana



Source : http://www.facebook.com/libyanaht1/posts/1507514629356237 et twitter.com/thelibyatimes/status/927208153728651271.

[42] Voir www.facebook.com/libyanaht1/posts/1507514629356237.

Figure 16
Photographies du projectile d'artillerie guidé récupéré à Warchefana



Source : http://www.facebook.com/libyanaht1/posts/1507514629356237 et twitter.com/thelibyatimes/status/927208153728651271.

Note : Le projectile porte les inscriptions suivantes : GP-1A (type de munition) ; 155 mm (calibre) ; 2/319 (numéro de lot) ; 2008 (année de fabrication) ; A-IX-II (charge explosive).

116. En réponse aux questions du Groupe d'experts, le Gouvernement chinois a déclaré de nouveau que China North Industries Corporation n'avait jamais exporté de projectiles d'artillerie guidés GP-1A en Libye mais n'a pas communiqué d'informations concernant l'éventuelle exportation vers un pays tiers de projectiles portant les inscriptions mentionnées dans le rapport. Des informations de cette nature aideraient le Groupe à déterminer comment les munitions sont arrivées en Libye.

4. Tentative de retransfert en Libye d'hélicoptères Mi-24v d'origine tchèque

117. Dans son précédent rapport (voir S/2017/466, annexe 38), le Groupe d'experts avait signalé une tentative de retransfert en Libye d'hélicoptères Mi-24v vendus aux Émirats arabes unis par l'entreprise publique tchèque LOM Praha s.p. ; des informations actualisées figurent à l'annexe 30.

5. Avions de fret civils mis à la disposition de groupes armés

118. Se fondant sur l'information communiquée par le Groupe d'experts selon laquelle des avions de fret civils auraient fourni un appui à des groupes armés affiliés à Khalifa Haftar (voir S/2017/466, annexe 35), un organe de presse moldove a mené des recherches sur les exploitants aériens moldoves (voir annexe 31)[43]. Le Groupe d'experts a demandé aux autorités moldoves où en était l'enquête mais n'a pas reçu de réponse concluante.

[43] « Avioane de Razboi », *Rise Moldova*, 30 novembre 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.rise.md/video-avioane-de-razboi/.

6. Matériel explosif saisi par l'Armée nationale libyenne

119. L'affaire du navire *El-Mukhtar* (voir par. 78 et 79) a confirmé les informations communiquées par le Groupe d'experts dans son précédent rapport concernant les armes régulièrement transférées à la Choura des révolutionnaires de Benghazi depuis Misrata. Le Groupe a reçu des images vidéo montrant des unités spécialisées de l'ANL occupées à désamorcer des engins explosifs improvisés à Benghazi, ainsi que de grandes caisses contenant des cordeaux détonants fabriqués par une société spécialisée turque, saisies à bord d'un navire parti de Misrata (voir annexe 32). En réponse aux demandes de renseignements adressées par le Groupe d'experts, les autorités turques ont indiqué que la société en question n'avait déclaré aucune exportation vers la Libye du 1er mars 2011 au 4 octobre 2017.

E. Transferts de matériel militaire en provenance de Libye

120. Au cours de l'année écoulée, la dynamique des flux illicites d'armements et de matériels connexes vers les pays voisins s'est caractérisée par une réduction du nombre de grands convois transportant du matériel militaire lourd. La principale exception observée a été le transfert de véhicules d'infanterie blindés par des groupes armés darfouriens regagnant le Soudan depuis la Libye.

1. Visite de Khalifa Haftar à Tunis

121. Le 18 septembre 2017, Khalifa Haftar s'est rendu à Tunis pour rencontrer le Président tunisien, Béji Caïd Essebsi. Il était accompagné d'une escorte transportant une quantité considérable de matériel militaire, ce qui constitue un cas de non-respect de l'embargo sur les armes (voir annexe 33). Les autorités tunisiennes n'ont pas communiqué au Groupe d'experts les données relatives à l'immatriculation de l'avion-cargo IL-76TD et au manifeste de cargaison, en dépit des nombreuses demandes que ce dernier leur avait adressées à ce sujet.

2. Transferts à travers la frontière tunisienne

122. Au cours de la période considérée, les saisies d'armements et de matériels connexes en provenance de Libye étaient insignifiantes dans l'ensemble (voir annexe 34).

3. Transferts à destination du Niger

123. Depuis 2015-2016, le Groupe d'experts a observé une nouvelle tendance en ce qui concerne les flux illicites d'armes et de munitions entre la Libye et le Niger. Selon les autorités nigériennes, peu de convois dirigés par des groupes armés ou des trafiquants d'armes ont été signalés ces deux dernières années. En revanche, des armes de poing d'alarme, des armes à canon lisse et des munitions à blanc filtrent constamment dans le nord du Niger. Dans la plupart des cas, ces armes sont ensuite transformées pour tirer des munitions réelles. Comme indiqué précédemment, le Groupe avait également établi que des munitions à blanc étaient transformées en munitions réelles (voir S/2017/466).

124. Ces armes sont très demandées en raison de l'insécurité croissante liée à la découverte de plusieurs gisements aurifères dans les zones frontalières du Niger avec la Libye et l'Algérie (voir annexe 35).

4. Transferts à destination du Tchad

125. Le Groupe d'experts est préoccupé par les violations de l'embargo sur les armes commises lors des déplacements réguliers de groupes armés entre le Tchad et la Libye.

De fréquentes incursions d'éléments des forces armées tchadiennes en territoire libyen ont été signalées.

126. Le 18 août 2017, le Conseil de commandement militaire pour le salut de la République, groupe d'opposition tchadien, équipé de plusieurs véhicules et lourdement armé, s'est infiltré dans le nord du Tchad depuis le sud de la Libye pour pénétrer au Darfour[44]. Après avoir franchi la frontière tchadienne, il a affronté les forces spéciales et tué plusieurs hommes avant de se retirer en direction de la frontière libyenne non sans s'être emparé d'armes et de munitions (voir figures 17 et 18).

Figure 17
Photographie des armes volées par des opposants tchadiens dans le nord du Tchad avant leur repli en Libye



Source : Vidéo publiée le 28 août 2017 sur la page Facebook du Conseil de commandement militaire pour le salut de la République, 28 août 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.facebook.com/CONSEILDECOMMANDEMENTMILITAIREPOURLESALUTDELAREPUB/videos/312258809238650/.

[44] « Le Niger s'apprête à extrader le rebelle tchadien Mahamat Hassan Boulmaye », *RFI Afrique*, 20 octobre 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.rfi.fr/afrique/20171019-le-niger-s-apprete-extrader-le-rebelle-tchadien-mahamat-hassan-boulmaye.

Figure 18
Photographie d'un fusil à chargement automatique Galil ACE 32 portant la marque des forces spéciales tchadiennes



Source : Vidéo sur la page Facebook du Conseil de commandement militaire pour le salut de la République, 28 août 2017.

Note : Photographie d'un fusil à chargement automatique de marque Galil ACE 32 avec l'estampille des Forces spéciales tchadiennes.

5. Transferts à destination du Soudan

127. À la suite d'une attaque perpétrée au Darfour par l'Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi en mai 2017, les forces soudanaises ont saisi plusieurs véhicules blindés avec lesquels la faction s'était introduite au Soudan depuis la Libye. Des informations sur le matériel récupéré à cette occasion sont fournies dans le rapport du Groupe d'experts sur le Soudan (S/2017/1125, par. 66 à 73).

F. Matériel ayant fait l'objet d'une notification

1. Aperçu

128. La capacité des autorités libyennes de stocker et de gérer en toute sécurité des armes et des munitions continue de susciter des inquiétudes, de même qu'il importe que les directives figurant dans la notice d'aide à l'application n° 2 soient dûment suivies, au vu notamment de l'ampleur du matériel que recouvrent les demandes de dérogation précédemment approuvées et les notifications reçues sans soulever d'objections.

129. Depuis l'adoption de l'embargo sur les armes, en 2011, les demandes de dérogation approuvées et les notifications reçues sans soulever d'objections concernent au total 65 000 fusils d'assaut, 62 000 pistolets, 15 000 pistolets-mitrailleurs, 8 000 lance-grenades, 4 000 mitrailleuses et plus de 60 millions de cartouches de munitions. Des recherches menées par le Groupe

d'experts (voir S/2015/128, par. 135 à 141 et annexe 19, et S/2016/209, annexe 25) donnent à penser que certaines notifications n'ont pas été suivies d'expédition mais aussi qu'une grande quantité de matériel manque à l'appel.

130. Le Gouvernement d'entente nationale n'a cessé de déclarer que les forces restreintes qu'il contrôlait étaient insuffisamment armées, alors que les quantités susmentionnées dépassent largement les besoins et qu'il convient d'y ajouter le matériel présent dans le pays avant l'imposition de l'embargo. Une fois encore, on peut en déduire soit que le matériel ne parvient pas à ses destinataires soit qu'il est détourné à son arrivée en Libye.

131. Le Groupe d'experts a souligné dans un précédent rapport que des certificats d'utilisateur final signés par les Ministères de la défense et de l'intérieur avaient été utilisés dans le cadre de plusieurs transferts ayant fait l'objet d'une notification (voir S/2016/209, annexes 31 et 38), mais que les armes étaient finalement tombées aux mains de groupes armés. Il a donc continué d'enquêter sur les certificats d'utilisateur final signés par les gouvernements en place à l'époque du Congrès général national (voir annexe 36).

2. Gestion des armes et munitions

132. Au paragraphe 9 de sa résolution 2362 (2017), le Conseil de sécurité a prié le Groupe d'experts de consulter le Gouvernement d'entente nationale au sujet des garanties nécessaires à l'achat et au stockage en toute sécurité d'armes et de matériel connexe. En maintes occasions, le Groupe a fourni aux autorités libyennes des informations relatives aux dérogations et aux exceptions à l'embargo sur les armes. Il est également entré en contact avec le Gouvernement d'entente nationale et les groupes placés sous son contrôle afin d'évaluer s'ils avaient les capacités d'acheter et de stocker en toute sécurité des armes et du matériel connexe. Il a accepté de passer en revue les procédures et les capacités de stockage de la Garde présidentielle mais en raison d'une attaque perpétrée contre le chef de celle-ci, l'examen a été reporté. De ses consultations avec le Gouvernement d'entente nationale et les principales parties prenantes, le Groupe a toutefois retiré l'impression que l'aide étrangère fournie au Gouvernement n'était pas subordonnée à la gestion des armes et munitions. De la même façon, il n'a relevé aucune amélioration sur le plan de l'application de l'embargo sur les armes dans tous les points d'entrée (recommandations 2 et 3).

IV. Prévention des exportations illicites de pétrole, y compris de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés, en application des résolutions 2146 (2014) et 2362 (2017) du Conseil de sécurité

A. Prévention des exportations illicites de pétrole brut

133. Durant la période considérée, le référent nommé en application de la résolution 2146 (2014) n'a notifié aucune exportation illicite de pétrole brut au Comité ; il a été absent sur toute la durée de son mandat. Le Groupe d'experts a constaté que la National Oil Corporation établie dans l'est de la Libye, à Benghazi, avait tenté à six reprises d'exporter du pétrole brut (voir annexe 37). Dans la plupart des cas, la National Oil Company à Tripoli en a informé le Groupe d'experts (voir recommandation 6). Aucun navire n'a été inscrit sur la Liste relative aux sanctions pour des faits de cette nature.

134. Le Président de la National Oil Corporation, Mustafa Sanallah, et les hauts dirigeants de la société n'ont cessé d'insister sur le fait que de telles tentatives se

reproduiraient à moins que des mesures ne soient prises. La National Oil Corporation à Benghazi, soutenue par les autorités de l'est du pays, semble résolue à prendre le contrôle du secteur pétrolier libyen. Les contrats qu'elle a signés offraient de généreux rabais de plus de cinq dollars par baril, soit un prix bien en deçà du prix de référence fixé par la National Oil Corporation à Tripoli.

135. À la suite du remaniement intervenu en août 2017 au sein du conseil d'administration de la National Oil Corporation établie dans l'est de la Libye, son nouveau président s'est de nouveau efforcé de présenter la société comme l'unique entité habilitée à exporter du pétrole brut (voir annexe 38). Le Gouvernement provisoire d'Abdallah al-Thinni a appuyé cette initiative et a exhorté les institutions libyennes et les entreprises privées à passer outre aux instructions de Mustafa Sanallah (voir annexe 39)[45]. La Mission permanente de la Libye auprès de l'Organisation des Nations Unies et la National Oil Corporation se sont opposées à ces manœuvres.

136. Le 26 juin 2018, le commandement général de l'ANL a décidé de transférer le contrôle des installations pétrolières situées dans le golfe de Syrte à la National Oil Corporation établie dans l'est de la Libye, ce qui constitue à ce jour le plus sérieux coup porté à l'intégrité de la National Oil Corporation[46]. L'Armée a fait cette annonce après avoir repris le contrôle des installations qui étaient aux mains des forces d'Ibrahim Jadhran (voir par. 18). La National Oil Corporation établie dans l'est de la Libye a immédiatement adressé une lettre aux compagnies pétrolières internationales, dans laquelle elle se félicitait de cette décision et déclarait qu'elle était la seule entité habilitée à vendre du pétrole brut, citant certaines résolutions de l'ONU afin de semer la confusion (voir annexe 40).

137. Par la suite, le chef du service de surveillance des installations pétrolières situées dans les régions orientale et centrale, Naji al-Maghrebi, a ordonné aux sociétés de gestion des terminaux pétroliers d'empêcher les navires-citernes de charger du carburant dans l'attente d'instructions du commandement général de l'ANL. Du 2 au 11 juillet 2018, la National Oil Corporation a invoqué un cas de force majeure à Zoueïtina et à Hariqa, les deux seuls terminaux en activité à ce moment-là, reprenant le contrôle des installations pétrolières le 11 juillet (voir annexe 41).

138. Il est important d'indiquer que la National Oil Corporation conserve un rôle de premier plan, à la fois sur le plan institutionnel et pour ce qui est du contrôle des installations et des infrastructures sur le terrain. À l'inverse, la National Oil Corporation établie dans l'est de la Libye manque de personnel et n'est pas en mesure de fonctionner normalement.

139. Le transfert du siège de la National Oil Corporation à Benghazi a été décidé le 16 mai 2016 à Vienne et demeure une exigence principale des autorités de l'est du pays. Les nouveaux locaux, qui sont en construction, devraient être achevés dans trois ans et, si les conditions de sécurité le permettent, le siège de la société pourrait y être installé[47].

---

[45] Le Gouvernement provisoire libyen a été approuvé par la Chambre des députés en 2014 et siège à Beïda, dans l'est de la Libye. Après la constitution du Gouvernement d'entente nationale à Tripoli, en 2016, le Gouvernement provisoire libyen n'est plus reconnu par la communauté internationale : il n'en continue pas moins de revendiquer sa légitimité et d'administrer principalement la partie orientale de la Libye.

[46] « Haftar hands oil terminals to parallel National Oil Corporation in east Libya », *The Libya Observer*, 25 juin 2018. Disponible à l'adresse suivante : www.libyaobserver.ly/news/haftar-hands-oil-terminals-parallel-national-oil-cooperation-east-libya.

[47] Entretien avec le Président de la National Oil Corporation, Mustafa Sanallah, à Tripoli, en mai 2018.

Tentatives d'exportation illicite de pétrole brut

140. Sur les six tentatives faites à ce jour, trois ont été près de réussir. Le Groupe d'experts a reçu des informations relatives à deux accords, datés respectivement des 3 et 12 octobre 2017, signés entre la National Oil Corporation à Benghazi et des sociétés enregistrées dans les Îles Vierges britanniques d'une part et les Îles Marshall d'autre part. Les opérations d'exportation illicites ont échoué tout près du but. Il est intéressant de noter que les coordonnées bancaires fournies pour la réception des paiements, soit la Banque al Etihad à Amman, étaient les mêmes que celles utilisées en 2016 lors de l'inscription du navire *Distya Ameya* (voir S/2017/466, par. 183) sur la Liste des sanctions (voir annexe 42)[48].

141. La dernière tentative remonte à mai 2018, pour le compte d'un client qui n'est pas connu. Un navire battant pavillon des Îles Marshall, qui avait reçu l'ordre de charger une cargaison à Marsa el-Hariqa (Tobrouk), s'est approché des eaux territoriales libyennes mais l'opération a tourné court.

B. Exportation illicite de produits pétroliers raffinés

142. La contrebande de carburant en Libye et à partir de ce pays continue d'être une activité lucrative. Des groupes armés et des réseaux criminels transfrontières tirent de substantiels profits de l'exportation illicite de produits pétroliers raffinés. Les autorités libyennes ont publié une estimation du manque à gagner[49].

143. Plusieurs institutions libyennes ont pris des mesures de lutte contre la contrebande de carburant. Depuis août 2017, la garde côtière libyenne a multiplié avec succès ses opérations (voir par. 177). En décembre 2017, le Bureau du Procureur général a émis des mandats d'arrêt à l'encontre de 150 personnes impliquées dans des activités de contrebande (voir annexe 43). En outre, le Président de la National Oil Corporation a demandé une réforme du régime de subvention du carburant[50], ce à quoi la Banque centrale de Libye a répondu favorablement en annonçant qu'il serait procédé, entre autres, à une augmentation des prix[51].

144. La contrebande de carburant par voie maritime a été temporairement interrompue par divers événements, à savoir l'arrestation, en août 2017[52], de Fahmi bin Khalifa (également connu sous le nom de Fahmi Salim), un pilier de la contrebande à Zouara (voir S/2016/209, par. 205) ; les heurts violents qui se sont produits à Sabrata en septembre et octobre 2017 ; l'arrestation en Italie, en octobre 2017, de Darren Debono et d'autres personnes, membres du même réseau criminel que Fahmi Slim[53] ; l'opération de lutte contre la criminalité lancée en janvier par

---

[48] « East Libya to ship more oil when UN slams sales as illegal », *Bloomberg*, 27 avril 2016. Disponible à l'adresse suivante : www.jwnenergy.com/article/2016/4/east-libya-ship-more-oil-while-un-slams-sales-illegal/.

[49] Sami Zaptia, « $ 750 m worth of Libyan fuel is stolen : Sanalla », *Libya Herald*, 19 avril 2018. Disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2018/04/20/750-m-worth-of-libyan-fuel-is-stolen-sanalla.

[50] Ibid.

[51] « Sami Zaptia, Libyan economic reform plan agreed at US-brokered Tunis meeting » *Libya Herald*, 6 juin 2018. Disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2018/06/06/libyan-economic-reform-plan-agreed-at-us-brokered-tunis-meeting/.

[52] Sami Zaptia, « Libyan illegal migration trafficking and fuel 'king of smuggling' arrested », *Libya Herald*, 25 août 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2017/08/25/libyan-illegal-migration-trafficking-and-fuel-kingpin-of-smuggling-arrested/.

[53] Matthew Vella, « Italians arrest ex-malta football player Darren Debono in Lampedusa on fuel smuggling suspicions », *Malta Today*, 20 octobre 2017. Disponible à l'adresse suivante : http://www.maltatoday.com.mt/news/national/81487/italians_arrest_malta_darren_debono_fuel_smuggling#.WjkYgNv3Ucg.

Osama Jeweili dans l'ouest du pays[54] ; les pressions exercées par le conseil militaire de Zouara sur les contrebandiers. Ces événements, toutefois, n'ont eu que peu d'effets sur la contrebande par voie terrestre. Lorsque cette activité a repris en mer au premier trimestre de 2018, ses réseaux, son mode opératoire et ses itinéraires avaient subi des changements de taille (voir par. 156 et 163).

145. Le Groupe d'experts évalue l'impact sur la contrebande de l'inscription sur la Liste de six personnes, dont Mohamed Kachlaf (LYi.025 ; voir S/2017/466, par. 245), chef de la Brigade Nasr qui contrôle la raffinerie de Zaouïa (voir par. 155).

1. Mécanisme d'importation et de distribution

146. C'est la persistance des réseaux exploitant les importations subventionnées et la distribution de carburant dans le pays qui entretient les exportations illicites de produits pétroliers raffinés.

147. Le département des approvisionnements de la National Oil Corporation est chargé de l'achat des produits pétroliers raffinés. Un comité, présidé par le département industriel de la société, se réunit régulièrement pour déterminer quels sont les besoins en importations. Sont représentées dans ce Comité les sociétés Brega Petroleum Marketing Company, General Electricity Company of Libya, General Desalination Company of Libya, Mellitah Oil and Gas, Sirte Oil Company, Libyan Iron and Steel Company, ainsi que des usines de ciment[55]. Brega Petroleum Marketing Company joue un rôle prépondérant car c'est elle qui estime la demande.

148. Les décisions prises par le comité en termes de volumes d'importation n'ont pas de caractère contraignant et dépendent des fonds versés par le Gouvernement d'entente nationale au budget de la National Oil Corporation ; cette situation n'est pas sans susciter des tensions entre les deux acteurs. Le budget ne tenant pas compte de l'augmentation des prix des produits pétroliers raffinés sur le marché international, la National Oil Corporation a fait part de son inquiétude face aux possibles conséquences d'un manque de fonds.

149. Une fois les produits raffinés importés, Brega Petroleum Marketing Company, une filiale de la National Oil Corporation, est la société de stockage et de distribution en titre. Brega approvisionne en carburant les quatre compagnies de distribution[56] en fonction d'un seul critère, leur demande. Tous les mois, chaque distributeur présente à Brega ses besoins en carburant. Les camions-citernes sont chargés d'après des bons de livraison qui doivent indiquer le nombre et la localisation des stations d'essence à approvisionner, mais tel n'est pas toujours le cas.

150. Brega n'est pas parvenue à soumettre les sociétés de distribution à des mécanismes de contrôle plus rigoureux. Le comité chargé de gérer la crise du carburant et du gaz au sein de la société a bien annoncé quelques mesures, telles que le recensement des stations d'essence impliquées dans les activités de contrebande[57] et leur fermeture (voir annexe 44)[58], mais aucune n'a été appliquée à ce jour.

---

[54] Abdulkader Assad ; « Anti-crime operation launched in West Libya », *Libyan Observer*, 4 janvier 2018. Disponible à l'adresse suivante : https://www.libyaobserver.ly/inbrief/anti-crime-operation-launched-west-libya.

[55] Entretien avec les dirigeants de la National Oil Corporation à Tripoli, en mai 2018.

[56] Sharara Oil Services, Libya Oil, Al Rahila et Turek Saria.

[57] Sami Zaptia, « Fuel and Gas Crisis Committee concludes survey of southern smuggling sites », *Libya Herard,* 8 mai 2018. Disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2018/05/09/fuel-and-gas-crisis-committee-concludes-survey-of-southern-smuggling-sites/.

[58] Safa Alharathy, « Brega Oil Marketing Company cuts fuel supplies to 20 petrol stations in western Libya », *The Libyan Observer*, 15 mai 2018. Disponible à l'adresse suivante :

151. Plus de 480 stations d'essence ont été créées depuis 2011, mais la plupart d'entre elles n'existent que sur le papier et n'ont d'autre raison d'être que de permettre aux contrebandiers de réceptionner du carburant (voir annexe 45). En raison de l'influence des groupes armés, les sociétés de distribution ne contrôlent plus leurs stations, notamment dans l'ouest et le sud du pays. Des dirigeants de la National Oil Company ont effectué des repérages dont il est ressorti que 90 % des établissements n'ont pas d'enseigne et que certains sont même fermés au public. Les distributeurs n'ont aucune prise sur les quantités qui transitent par ces points de vente.

152. Un comité ad hoc, créé en avril 2017 par la National Oil Corporation en coordination avec le Ministère de l'économie, de l'agriculture et de la planification, a défini les normes autorisant l'ouverture de nouvelles stations d'essence (voir annexe46). Les sociétés de distribution sont tenues, d'ici à août 2018, de vérifier combien de leurs points de vente satisfont à ces critères et de procéder aux ajustements nécessaires.

2. Importations de carburant

153. Dans son rapport de 2014, le Bureau de l'audit de la Libye révèle que les importations de produits pétroliers raffinés ont considérablement augmenté en 2013, par rapport à 2012 (voir tableau 2). Selon certains spécialistes libyens de l'énergie, le seul niveau de consommation interne ne suffit pas à expliquer une telle augmentation. Il convient donc de s'interroger sur les véritables raisons de cette hausse.

Tableau 2
Produits pétroliers raffinés (2012-2016)
(En tonnes)

Année	*95 [octane] carburant automobile*	*Gazole*	*Mazout*	*Propane à usage domestique*	*Pétrole lampant (de chacun des deux types)*	**Total**
2012	2 540 213	1 415 200	88 639	71 850	1 339	**4 117 244**
2013	3 154 218	3 219 259	251 358	138 986	13 679	**6 777 500**
2014	3 269 580	4 141 847	391 173	227 236	82 326	**8 112 162**
2015	3 286 404	3 252 970	307 880	223 021	–	**7 070 275**
2016	3 542 803	2 146 691	862 498	223 852	–	**6 775 864**
2017	3 484 658	2 144 726	470 728	237 921	–	**6 338 033**

Source : Bureau de l'audit.

154. Selon le rapport du Bureau de l'audit de 2017, le budget alloué à l'importation de produits pétroliers raffinés s'élevait à 3,3 milliards de dollars en 2017 (voir tableau 3). La valeur totale du carburant consommé, y compris le coût des produits raffinés en Libye, atteignait 4,1 milliards de dollars.

www.libyaobserver.ly/inbrief/brega-oil-marketing-company-cuts-fuel-supplies-20-petrol-stations-western-libya.

Tableau 3
Dépenses consacrées à l'importation de combustibles
(En dollars des États-Unis)

Année	*2013*	*2014*	*2015*	*2016*	*2017*
Total	**6 557 237 285**	**7 241 018 963**	**3 759 909 591**	**2 890 439 781**	**3 319 746 718**

Source : Bureau de l'audit.

155. D'après des sources confidentielles, 43 % de la quantité totale importée sont utilisés pour la production d'énergie, 5 % sont alloués aux institutions publiques (y compris l'armée et les diverses forces de sécurité) et 2 % à la Libyan airlines. Les 50 % restants sont utilisés pour la consommation privée.

Raffinerie de Zaouïa

156. Le réseau de contrebande de Zaouïa est au cœur du trafic de carburant. Plusieurs groupes armés participent à la contrebande de carburant. Leurs activités concourent largement à la montée de la violence et de l'insécurité dans l'ouest du pays et menacent donc la paix et la stabilité de la Libye et des pays voisins. En outre, ces agissements faisant grimper les prix du carburant, les populations locales n'ont plus les moyens de s'en procurer. Une description détaillée du réseau est présentée à l'annexe 47.

157. Le 5 juillet 2014, la Brigade Nasr, dirigée par Mohammed Kachlaf (LYi.025), a été chargée de gérer la raffinerie de Zaouïa par le commandant des forces de surveillance des champs pétrolifères, le colonel Ali al-Ahrash, aujourd'hui décédé. Depuis, elle s'est livrée à la contrebande de carburant à Zaouïa, Sabrata, Ajeïlat et Warchefana avec la complicité de groupes armés, dont la plupart avaient participé à l'opération Fajr en 2014 et 2015. La contrebande de produits raffinés en provenance de la raffinerie de Zaouïa aurait considérablement diminué depuis la fin de l'année 2017.

158. Mohammed Kachlaf a démenti ces allégations et nié tout lien avec la contrebande de carburant. Il a ajouté que sa force, composée de 1 200 hommes auxquels s'ajoutent 1 500 autres dont les qualifications sont en cours de vérification, a pour mission d'assurer la sécurité extérieure de la raffinerie et de prévenir les intrusions. Le rôle de la Brigade Nasr se limite à l'organisation des flux de camions qui entrent et sortent de la raffinerie. Il a expliqué que la plupart des camions utilisés pour la contrebande disposent d'autorisations et que, dans ce cas, sa force n'a aucune autorité pour les empêcher de charger. Il a imputé la responsabilité de la contrebande aux entreprises de distribution. Mohamed Kachlaf a également présenté des documents pour appuyer ses dires (voir annexe 48).

159. Le transport du carburant entre la raffinerie et sa destination finale, qu'il s'agisse d'un navire-citerne utilisé pour la contrebande sur la côte ou d'un dépôt illicite situé à proximité d'une frontière terrestre de la Libye, s'effectue en plusieurs étapes. La Brigade Nasr est la mieux placée pour contrôler la distribution de carburant à partir de la raffinerie.

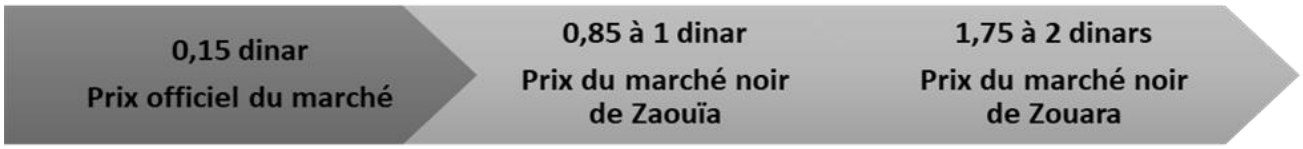
160. Le Groupe d'experts a obtenu de nouvelles preuves de l'entente entre des membres de la garde côtière de Zaouïa et Mohammad Kachlaf, comme en témoignent les photographies publiées montrant le commandant de la garde côtière de Zaouïa, Abd al-Rahman al-Milad (LYi.026), et Mohammed Kachlaf à bord du navire *Temeteron.* La garde côtière a intercepté le navire dans les eaux libyennes le 28 juin

2016, alors qu'il tentait de faire sortir clandestinement du carburant de Libye (voir annexe 49).

161. Al-Milad a transmis au Groupe d'experts des documents prouvant que la mission avait été menée sur instruction de ses supérieurs. Lorsque le Groupe d'experts l'a interrogé, Mohammed Kachlaf a confirmé qu'il était présent à bord, ajoutant que sa force assurait la protection de la garde côtière chargée de l'interception à la demande de cette dernière. Un interlocuteur de haut niveau a confirmé au Groupe d'experts qu'il existait des liens institutionnels entre la garde côtière et les forces de surveillance des champs pétrolifères de Zaouïa (voir annexe 50).

162. Durant l'année écoulée, un litre coûtait de 0,85 à 1 dinar libyen sur le marché noir de Zaouïa et de 1,75 à 2 dinars sur le marché noir de Zouara, atteignant parfois les 4 dinars, soit 26 fois le prix subventionné officiel.

Figure 19
Prix à chaque étape de la chaîne de contrebande dans l'ouest de la Libye



Source : Groupe d'experts sur la Libye

L'implication de Zintani

163. Après les violents affrontements qui ont éclaté à Sabrata entre septembre et octobre 2017, les réseaux de contrebande de carburant opérant entre la raffinerie de Zaouïa et le littoral entre Zouara et Bou Kammach ont été contraints d'abandonner la route côtière. Depuis, ils utilisaient une nouvelle route reliant Zaouïa et Jaouach en passant par Bir el-Ghanam, Bir Ayad et Chakchouk. À partir de Jaouach, des réseaux de contrebande basés à Nalout montraient le chemin aux camions-citernes, que ce soit vers la côte méditerranéenne ou vers le sud-ouest du pays.

164. Cette route traversait une zone contrôlée par le groupe armé dirigé par Imad al Tarabulsi (Forces d'opérations spéciales), qui percevait environ 5 000 dinars pour chaque camion-citerne passant par ses postes de contrôle. D'autres acteurs armés locaux ont également escorté des camions-citernes utilisés pour la contrebande. Par ailleurs, des familles connues pour leur implication dans d'autres activités illicites sont également intervenues dans la contrebande de carburant. Le commandant de la zone militaire ouest, Osama Jeweili, n'a pas pour le moment réussi à y mettre un terme.

3. Exportations illicites par voie maritime

165. La zone située entre Zouara et Bou Kammach était le principal point de départ des exportations illicites par voie maritime de produits pétroliers raffinés [principalement de gazole marin avec une teneur en souffre de 0,1 % (ISO 8217)]. Le gazole était transporté depuis la raffinerie de Zaouïa par une piste longeant la route côtière (voir par. 156 et 164). Le carburant était généralement livré à un des 40 dépôts de carburant illégaux de la région.

166. À partir des installations susmentionnées, le carburant était transporté dans des camions-citernes de taille plus réduite jusqu'au port de Zouara, où il était chargé à bord de petits navires-citernes ou de bateaux de pêche dont les citernes avaient été

modifiées, avant d'être transbordé sur des navires de contrebande plus grands. Environ 70 bateaux, petits navires-citernes ou chalutiers, se consacraient exclusivement à cette activité.

167. Les camions transportaient également le carburant jusqu'à trois stations de pompage situées le long de la côte entre Zouara et Bou Kammach : les stations de Marsa Tiboda et de Sidi Ali ainsi que l'usine chimique de Bou Kammach (voir annexe 51). À partir de ces stations, les contrebandiers utilisaient des tuyaux spéciaux pour charger le carburant dans des navires qui les attendaient au large des côtes, à une distance de 1 à 2 milles marins. Le nombre de stations de pompage actuellement en fonctionnement n'est cependant pas connu.

168. Ces 12 derniers mois, les réseaux de contrebande opérant à Zouara et Bou Kammach se sont scindés en groupes plus petits et donc plus discrets et recourent à des stratagèmes à plus petite échelle. Une vingtaine de réseaux de contrebande sont en activité et emploient environ 500 personnes. Les frères de Fahmi Slim (voir S/2016/209, par. 205), en particulier Nabil, Hafiz, Hakim et Fatimi, sont toujours actifs.

169. Le Groupe d'experts a appris que les contrebandiers de la région s'efforçaient d'étendre leur influence et voulaient soutenir les activités du parti Libou[59], dirigé par Fathi bin Khalifa, un proche de Fahmi Slim. Lors d'un entretien avec le Groupe d'experts, bin Khalifa a démenti ces allégations et n'a pas communiqué la liste des membres du parti à Zouara, comme on le lui avait demandé.

170. Enfin, il convient de noter que les contrebandiers de la région de Zouara et Bou Kammach ont utilisé trois patrouilleurs pour assurer la sécurité lors des opérations de chargement (voir annexe 52).

4. Navires désignés par le Comité

171. Le 21 juillet 2017, le *Capricorn* (numéro OMI : 8900878), un pétrolier battant pavillon tanzanien, a été le premier navire à être inscrit sur la Liste relative aux sanctions, en application des alinéas a) et b) du paragraphe 10 de la résolution 2146 (2014), tels que prorogés et modifiés par le paragraphe 2 de la résolution 2362 (2017) (voir annexe 53). Le 2 août 2017, le *Lynn S*, un navire battant pavillon saint-vincentais et grenadin, a également été inscrit sur la Liste, à la suite d'un transbordement supposé avec le *Capricorn* (voir par. 175).

172. Le 25 octobre 2017, les autorités tanzaniennes ont informé le Groupe d'experts que le *Capricorn* avait été radié du registre d'immatriculation international de Zanzibar (République-Unie de Tanzanie) le 10 septembre 2017. Le *Capricorn*, qui transportait 3 130 tonnes de gazole, a déchargé sa cargaison dans les citernes de la Syrian Company for Oil Transportation le 11 août 2017. Le pétrole n'a pas été restitué aux autorités libyennes.

173. Le pétrolier a changé de propriétaire le 21 décembre 2017 et, le 4 janvier 2018, a été inscrit au registre d'immatriculation international des Palaos sous un nouveau nom, *Nadine*, et soumis à des restrictions à la navigation dans la région du golfe Persique.

174. Le 10 février 2018, le navire-citerne est arrivé à Alang (Inde) pour y être démantelé et mis au rebut. Il a été retiré de la Liste relative aux sanctions du Comité le 18 avril 2018.

[59] Créé en 2017 par l'ancien chef du Congrès mondial amazigh, Fathi Ben Khalifa (voir www.Libu.ly).

175. Le Groupe d'experts a confirmé que le *Lynn S* (voir annexe 54) avait été amarré au *Capricorn* le 26 juillet 2017. Cette manœuvre devait lui permettre d'effectuer un transbordement de gazole depuis le *Capricorn*. Le Groupe d'experts n'a pas pu déterminer si l'opération avait réussi. Dans leur rapport, les propriétaires et le capitaine du navire ont déclaré qu'en raison du refus du *Capricorn* de présenter les documents officiels de transport des marchandises, le transbordement n'avait pas eu lieu. Le *Lynn S* s'est désamarré du *Capricorn* le 27 juillet 2017 à 16 heures.

176. Le Groupe d'experts a confirmé que le *Lynn S* n'était entré dans aucun port avant de faire escale dans le port de Beyrouth le 3 octobre 2017, avec des citernes vides. La capacité totale des citernes du *Capricorn* était de 4 463 tonnes. Environ 3 130 tonnes de gazole ont été déchargées en République arabe syrienne le 11 août 2017. Le Groupe d'experts n'a pas été en mesure de déterminer si le *Lynn S* avait récupéré une partie des 1 333 tonnes restantes. Le *Lynn S* a été retiré de la Liste relative aux sanctions du Comité le 29 avril 2018. Le pétrole n'a pas été restitué à la Libye.

177. Le *Capricorn* et le *Lynn S* ont tous deux franchi le canal de Suez, en août et octobre 2017, respectivement, sans être entravés par les dispositions actuelles de la résolution 2146 (2014), telles que prorogées par la résolution 2362 (2017) (voir recommandation 4).

5. Navires impliqués dans la contrebande de carburant

178. Les navires impliqués dans la contrebande de carburant partent de Malte et font route vers le sud en direction du golfe de Gabès (Tunisie). Arrivés à une distance de 40 à 60 milles marins de la côte tunisienne, ils désactivent généralement leur système d'identification automatique et font cap vers l'est en direction de Zouara. Après avoir réalisé les opérations de chargement, ils retournent généralement à Malte. Comme indiqué dans de précédents rapports (voir S/2016/209, par. 202), certains navires restent à la dérive à au moins 12 milles marins de la côte, à l'extérieur des eaux territoriales maltaises, pendant le transbordement du carburant sur d'autres navires chargés de le transporter jusqu'à sa destination finale (voir recommandation 5).

179. En 2017, les garde-côtes libyens ont saisi plusieurs navires à proximité de Zouara après avoir reçu des informations selon lesquelles ils seraient impliqués dans la contrebande de carburant (voir tableau 4 annexe 55).

Tableau 4
Navires saisis par les garde-côtes

Nom	*N° OMI*	*Pavillon*	*Date de la saisie*	*Section de l'annexe 6*
Stark	7105419	En litige (le dernier pavillon en date est celui de la République démocratique du Congo)	28 avril 2017	A
Ruta	8711899	Ukraine	28 avril 2017	B
Rex/Amargi	7105421	En litige (le dernier pavillon en date est celui de la République-Unie de Tanzanie)	29 août 2017	C
Lamar	6620034	En litige (le dernier pavillon en date est celui du Togo)	15 mars 2018	D

Source : Confidentielle.

180. Le 6 octobre 2017, les garde-côtes libyens ont ouvert le feu sur un navire soupçonné de se livrer à la contrebande de carburant, le *Goeast* (numéro OMI : 7526924), battant pavillon comorien. Après cet incident, les autorités turques ont autorisé le navire-citerne à accéder à l'un de ses ports et à y mouiller. Le Groupe d'experts a pris contact avec ces dernières, mais n'a obtenu aucune information sur la cargaison du navire. Il n'a pas réussi à établir si le *Goeast* avait exporté illicitement du carburant. Le navire-citerne n'a pas eu d'activités en Méditerranée centrale depuis cet incident (voir annexe 56).

181. Le *Noor* (numéro OMI : 8312459), navire battant pavillon tanzanien, aurait chargé du carburant illicitement à la fin du mois d'octobre 2017. Il a sans doute effectué un ou plusieurs transbordements au large de Malte. Tout portait à penser que ces derniers avaient eu lieu, mais aucune confirmation n'a été apportée. Le navire a été démantelé et mis au rebut en janvier 2018 (voir annexe 57).

6. Exportations illicites par voie terrestre

182. Les produits pétroliers raffinés, en particulier l'essence, sont exportés illicitement à des degrés divers par voie terrestre depuis plusieurs régions de la Libye. La contrebande transfrontalière à petite échelle existe depuis des décennies, en raison de la différence considérable entre le prix du carburant sur le marché libyen, où il est subventionné, et ce prix sur les marchés voisins. Les réseaux criminels, avec le soutien des groupes armés locaux, sont cependant de plus en plus impliqués dans le trafic.

183. Comme indiqué dans un précédent rapport (voir S/2017/466, par. 252), dans l'ouest de la Libye, le carburant transporté à Zouara est ensuite acheminé par voie terrestre jusqu'à la Tunisie. Les contrebandiers traversent illégalement la frontière en empruntant deux routes au sud de Ras Ajdir et à proximité d'Assa. D'autres réseaux se livrent à leurs activités illicites dans la zone frontalière de Dhehiba et de Wazen[60].

184. Dans le sud du pays, bien que la situation varie en fonction des événements survenant à l'échelle locale, la plupart des stations-service sont fermées ou vendent le carburant à un prix qui n'est pas le tarif officiel. Le marché noir est généralement bien approvisionné. La majorité des flux de contrebande viennent de la région de Sabha. Plusieurs groupes armés tébou contrôlent la zone comprise entre un barrage situé à 17 kilomètres au sud de Sabha et la frontière avec le Niger. Ils ont le monopole de la contrebande de carburant et d'autres activités illicites.

185. Dans l'est du pays, le carburant de contrebande est chargé dans des camions-citernes à la raffinerie de Sarir et livré aux zones de mines d'or, à la frontière avec le Tchad. Un groupe armé tébou, mené par Ahmad al-Sharif, gère la raffinerie. La route menant à la frontière est contrôlée par plusieurs groupes armés tébou, qui tirent profit du trafic.

V. Application du gel des avoirs

A. Gel des avoirs visant des personnes

Mutassim Qadhafi (LYi.014)

186. Le Groupe d'experts avait déjà signalé d'importants transferts d'argent depuis Moncada International Limited, une société écran suspecte basée à Malte au bénéfice

[60] « Tunisian army captures seven fuel smugglers in Libyan border firefight », Libya Herald, 16 août 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2017/08/16/tunisian-army-captures-seven-fuel-smugglers-in-libyan-border-firefight/.

possible de Mutassim Qadhafi (voir S/2017/466, par. 267 et 268). Répondant à une demande du Groupe d'experts, les autorités maltaises ont fourni des détails sur les avoirs, qui montrent que d'importants montants ont été virés depuis le compte de la société Moncada auprès de la Bank of Valetta. En juin 2011, deux chèques étrangers ont été émis au nom du directeur de la société Moncada, Mostafa Ali Etwijiri, chacun pour un montant de 1 million d'euros. Ils ont été présentés pour encaissement hors de Malte, dans un lieu indéterminé. En juillet 2011, un autre virement a été effectué vers le compte d'Etwijiri, pour un montant de 5 688 000 euros. Par la suite, plusieurs montants ont été virés depuis le compte d'Etwijiri vers celui détenu par Ayad Ramadan Agel, également auprès de la Bank of Valetta.

187. Dans une mise à jour présentée en mars 2018, les autorités maltaises ont informé le Groupe d'experts qu'elles avaient retracé des fonds virés depuis le compte de la société Moncada du 26 février au 14 juillet 2011. Parmi ces fonds, 3 millions d'euros et 3 millions de dollars ont été gelés. Malte a établi une coopération judicaire avec les autorités libyennes afin de déterminer s'il s'agissait ou non d'un détournement de fonds publics libyens. Le Groupe d'experts a demandé aux autorités maltaises de lui fournir des informations supplémentaires.

B. Gel des avoirs visant des entités désignées

1. Vue d'ensemble

188. Pour apprécier pleinement l'éventail de questions liées aux entités désignées, à savoir la Libyan Investment Authority, également connue sous le nom de Libyan Foreign Investment Company (LYe.001), et le Libyan Africa Investment Portfolio (LYe.002), le Groupe d'experts a contacté de multiples interlocuteurs, notamment les présidents précédents et actuel de l'Autorité, des gestionnaires de fonds et des représentants d'entités désignées et d'États Membres.

189. Ces entretiens ont permis de dégager plusieurs questions ayant trait au gel des avoirs, y compris l'autorité juridique de l'administration en cours de la Libyan Investment Authority, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et aux lois nationales libyennes, le versement sur des comptes bloqués d'intérêts, l'acquittement des frais de gestion et le traitement des filiales. Le Groupe d'experts a examiné de près bon nombre d'affaires où ces questions sont mises en exergue et s'en est servi pour formuler ses recommandations.

2. Total des avoirs de la Libyan Investment Authority

190. La Libyan Investment Authority a déclaré au Groupe d'experts que les avoirs gelés se chiffraient en décembre 2010 à quelque 35 milliards de dollars. Le Groupe évoque ci-après deux affaires importantes, qui s'élèvent à environ 32 milliards de dollars.

191. Le Groupe d'experts a également examiné les points suivants, soulevés par l'Autorité :

- La Libyan Investment Authority s'étant vu interdire toute gestion de ses placements, elle n'est pas en mesure de réinvestir le produit des investissements arrivés à maturité. Elle ne peut pas investir dans des produits offrant un taux de rendement compétitif. Les gestionnaires et dépositaires se sont donc abstenus de toute initiative dans ce domaine ;
- Les gestionnaires de fonds externes continuent de percevoir des honoraires alors qu'ils n'assurent pas la gestion des fonds ;
- Les banques interprètent les sanctions de manière rigide ;

- Les États Membres adoptent différentes approches et les avoirs de certaines filiales demeurent bloqués, malgré la publication par le Comité de la notice nº 1 d'aide à l'application ;
- En raison des mesures restrictives, il est très long, voire impossible, d'obtenir les autorisations pour gérer les avoirs existants ;
- Les dividendes en espèces distribués par les fonds de capital-investissement sont déposés sur des comptes bloqués qui produisent très peu d'intérêts.

3. Fonds détenus à la Banque centrale de Libye

192. La Banque centrale de Libye détient une large part des actifs liquides de la Libyan Investment Authority au titre d'une convention de gestion des placements qui remonte au 19 novembre 2018 et permet d'assurer des investissements grâce à des dépôts à terme dans des banques internationales. D'après la Banque centrale, cela représente quelque 17 milliards de dollars, qui sont conservés dans des dépôts à terme de diverses banques, principalement en Europe, avec des taux d'intérêt compétitifs. L'Autorité est assujettie au gel des avoirs aux termes de la résolution 1970 (2011), modifiée par la résolution 2009 (2011) par laquelle, à l'alinéa a) du paragraphe 15, le Conseil de sécurité a décidé que les avoirs resteraient gelés.

193. La Banque centrale de Libye a renouvelé les dépôts à terme et réinvesti les intérêts acquis. Elle n'a cependant pas mis ces avoirs à la libre disposition de la Libyan Investment Authority. Les fonds sont gérés et supervisés par la Banque centrale qui les traite comme ses fonds propres. Les banques dans lesquelles les dépôts sont conservés ne savent pas que l'Autorité en est propriétaire.

194. La Banque centrale de Libye estime agir en conformité avec le gel des avoirs, étant donné que ces derniers ne sont pas mis à la disposition de l'Autorité. La Banque a déclaré en outre que les comptes avaient été gelés et restaient bloqués dans ses écritures, conformément aux résolutions.

195. Le Groupe d'experts estime que la Banque centrale de Libye aurait dû déclarer au Comité qu'elle administrait les fonds. Son silence sur la question et la gestion des fonds hors de Libye constituent un exemple de non-respect du gel des avoirs.

196. Par ailleurs, le gel des avoirs n'a pas eu de répercussions négatives sur l'Autorité, en dépit de ce qu'elle affirme au paragraphe 191.

4. Banque Euroclear

197. En 2011, les biens, au départ, constitués d'actions et d'obligations, ont été gelés dans les comptes de la banque Euroclear en Belgique, qui sont détenus au nom d'autres banques (dépositaires de biens), au profit de la Libyan Investment Authority. Euroclear transférait les intérêts et autres rémunérations (dividendes et coupons) dans des comptes spéciaux, distincts des avoirs gelés. L'Autorité pouvait ensuite en disposer à partir de comptes bancaires dans des pays tiers.

198. Cette situation a duré jusqu'au 23 octobre 2017, lorsqu'un tribunal belge a ordonné une saisie. Depuis, les intérêts et autres rémunérations ne sont plus mis à la disposition de l'Autorité. La banque dépositaire a indiqué au Groupe d'experts que d'après elle, la saisie n'était pas directement liée au gel des avoirs.

199. La majeure partie de ces intérêts et autres rémunérations est placée par la banque dépositaire dans des dépôts à terme qui sont renouvelés régulièrement, avec l'intérêt acquis. Le Groupe d'experts estime que ces versements d'intérêts et autres rémunérations ne sont pas en conformité avec le gel des avoirs, comme indiqué ci-après.

Interprétation du Groupe d'experts concernant le versement d'intérêts

200. Le paragraphe 20 de la résolution 1970 (2011) se lit comme suit :

> Décide que les États Membres pourront autoriser le versement aux comptes gelés en vertu des dispositions du paragraphe 17 ci-dessus des intérêts et autres rémunérations acquis par ces comptes ou des paiements effectués au titre de marchés, d'accords ou d'obligations souscrits avant la date à laquelle ces comptes ont été assujettis aux dispositions de la présente résolution, étant entendu que ces intérêts, rémunérations et paiements resteront assujettis auxdites dispositions et resteront gelés.

201. Pour ce qui est de l'expression « les États Membres pourront autoriser », si le verbe « pourront » n'entraîne pas d'obligation, il est clair que l'option de ne pas verser d'intérêts à des comptes gelés appartient uniquement à l'État.

202. Le Groupe d'experts interpréterait « intérêts ou autres rémunérations » comme s'étendant au versement de dividendes par exemple.

203. Pour ce qui est de « acquis par ces comptes ou des paiements effectués au titre de marchés, d'accords ou d'obligations souscrits avant la date à laquelle ces comptes ont été assujettis aux dispositions de la présente résolution », les intérêts et les dividendes résultent du contrat d'origine ou de l'accord qui auraient été signés avant le 26 février 2011 pour que les biens soient gelés. Conformément au paragraphe 20, il est donc clair que ces paiements continuent d'être assujettis auxdites dispositions et resteront gelés.

204. Par le paragraphe 22 de la résolution 1973 (2011), la Libyan Investment Authority et le Libyan Africa Investment Portfolio ont été désignés comme étant assujettis au gel des avoirs imposé par les paragraphes 17 et 19 à 21 de la résolution 1970 (2011).

205. À l'alinéa a) du paragraphe 15 de la résolution 2009 (2011), il est précisé que les fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques de la Libyan Investment Authority et du Libyan Africa Investment Portfolio qui se trouvent hors de Libye et sont gelés à compter du 16 septembre 2011 en application des mesures imposées au paragraphe 17 de la résolution 1970 (2011) ou au paragraphe 19 de la résolution 1973 (2011) resteront gelés par les États sauf s'ils font l'objet d'une dérogation aux termes des paragraphes 19, 20 ou 21 de résolution 1970 (2011) ou du paragraphe 16 de la résolution 2009 (2011).

206. Cela indique par conséquent que le paragraphe 20 de la résolution 1970 (2011) continue de s'appliquer aux avoirs détenus hors de Libye, qui avaient été gelés au 16 septembre 2011, ce qui comprend les rémunérations acquises grâce à ces avoirs après le 16 septembre 2011 (voir recommandations 7 et 8).

207. Le Groupe d'experts estime que le fait de mettre les intérêts et autres rémunérations à la libre disposition de la Libyan Investment Authority va à l'encontre du régime des sanctions. De plus, au vu de l'instabilité qui règne dans le pays, de l'existence de différends portant sur l'autorité de la Libyan Investment Authority et de l'absence de mécanisme de surveillance, cette situation peut engendrer des malversations ou des détournements de fonds.

5. Palladyne/Upper Brook

208. Cette affaire illustre plusieurs problèmes auxquels la Libyan Investment Authority fait face. Avant l'imposition de sanctions, les trois fonds suivants avaient été incorporés aux Îles Caïmanes :

a) Palladyne Global Balanced Portfolio Fund Limited, devenu Upper Brook (A) Limited auquel le Libyan Africa Investment Portfolio a souscrit à hauteur de 200 millions de dollars ;

b) Palladyne Global Advanced Portfolio Fund Limited, devenu Upper Brook (F) Limited, auquel la Libyan Foreign Bank a souscrit à hauteur de 200 millions de dollars ;

c) Palladyne Global Diversified Folio Fund Limited, devenu Upper Brook (I) Limited, auquel la Libyan Investment Authority a souscrit à hauteur de 300 millions de dollars.

209. Ces souscriptions ont fourni aux trois entités libyennes 100 % des parts dans chacun des fonds respectifs, qui détenaient eux-mêmes les actifs financiers, ce qui en fait des filiales des entités libyennes respectives.

210. La banque dépositaire pour les fonds était la filiale londonienne de la State Street Bank and Trust Company.

211. Le 27 janvier 2011, la Libyan Investment Authority est devenue le bénéficiaire effectif des actions dans Advanced/Upper Brook (F), tandis que l'Autorité et la Libyan Foreign Bank signaient les formulaires de transfert des actions, transfert qui n'a pas été consigné du fait de l'imposition de sanctions.

212. En novembre 2012, près de 98,5 % des actifs des fonds ont été transférés dans une nouvelle banque dépositaire, la Deutsche Bank AG, en Allemagne.

213. Des autorisations ont été obtenues des États-Unis aux fins du transfert des actifs de la State Street Bank à la Deutsche Bank, étant donné que la première n'était plus en mesure de gérer le compte (il convient de noter qu'environ 1,5 % des actifs demeurent dans la banque). Une nouvelle autorisation a été accordée par le Royaume-Uni, mais aucune n'a été fournie par les Pays-Bas ou l'Allemagne.

214. Le 16 août 2012, les gestionnaires du fonds ont établi Palint Stichting pour contrôler les valeurs des fonds détenus par la Deutsche Bank.

215. En 2014, les noms des fonds incorporés ont été modifiés et le contrôle des actifs a été contesté. Ce différend a fait l'objet d'une action en justice aux Îles Caïmanes, aux Pays-Bas et en Libye, au sujet de la représentation légitime de la Libyan Investment Authority et de l'utilisation des actions se trouvant dans les fonds (plutôt que des actions contrôlées par le Fonds ou détenues dans les banques dépositaires).

216. Malgré le différend persistant au sujet du contrôle et de la gestion des fonds et de l'absence d'autorisations, des frais de gestion continuent d'être versés.

217. L'affaire Palladyne/Upper Brook met en évidence bon nombre de questions concernant le gel des avoirs, comme indiqué ci-après.

6. Filiales

218. Il est utile de revoir les observations du Groupe d'experts dans les rapports précédents, qui influent sur la situation à la suite de l'adoption de la résolution 2009 (2011). L'effet de la résolution est évoqué en détail aux paragraphes 213 à 216 du rapport du Groupe d'experts S/2012/163. Le Comité avait confirmé qu'aucune filiale des entités inscrites sur la Liste n'était assujettie au gel des avoirs. Cela avait été réaffirmé au paragraphe 202 du rapport S/2013/99 qui citait la notice d'aide à l'application n° 1 du 7 mars 2012. Par la suite, certains États Membres ont cherché à savoir si les avoirs des filiales devaient être gelés. Ils ont été informés que les filiales n'étaient pas assujetties aux mesures de gel des avoirs.

219. La structure des fonds Palladyne est telle qu'ils sont des filiales de la Libyan Investment Authority [Upper Brook (I)] et, après le 27 janvier 2011, d'Upper Brook (F) et du Libyan Africa Investment Portfolio. Ces structures financières sont une caractéristique commune des avoirs détenus par l'Autorité.

220. Au paragraphe 17 de la résolution 1970 (2011) et au paragraphe 15 de la résolution 2009 (2011), il est indiqué que les avoirs détenus par les fonds devraient donc être gelés. Dans la notice d'aide à l'application nº 1 en date du 7 mars 2012, il est néanmoins précisé que les filiales de la Libyan Investment Authority et du Libyan Africa Investment Portfolio ne sont pas assujettis au gel des avoirs.

221. Les difficultés découlant du gel des avoirs des filiales a été un thème récurrent de tous les entretiens menés avec des représentants de la Libyan Investment Authority, de la Libyan Foreign Investment Company et du Libyan Africa Investment Portfolio. Pendant les réunions du Groupe d'experts avec des représentants d'États Membres, il a été confirmé que les avoirs des filiales étaient gelés en vertu de lois régionales et nationales. Le Groupe d'experts estime que la notice d'aide à l'application nº 1 doit être actualisée et clarifiée (voir recommandation 7).

7. Autorité sur la Libyan Investment Authority

222. L'affaire Palladyne montre également que la direction de la Libyan Investment Authority continue d'être remise en cause et elle soulève la question de l'identification par l'ONU de personnes et d'entités, qui est contestée au regard de la législation libyenne.

223. Le Groupe d'experts avait fait part précédemment d'une division persistante au sein de l'Autorité et de différends au niveau de la direction (voir S/2017/466, par. 216 à 225). Une série de recours et de décisions de justice en instance ont prolongé l'incertitude quant à la possibilité de surmonter rapidement les différends en cours. Le litige en Libye est toujours en instance devant les tribunaux. Le Groupe d'experts note que le Président du Conseil d'administration et Président directeur général de la Libyan Investment Authority, Ali Mahmoud Hassan, adopte une série de mesures pour reprendre le contrôle des deux sections de l'Autorité. On trouvera à l'annexe 58 des détails supplémentaires sur les différends en cours au sujet de la contestation relative à la direction de l'Autorité.

8. Frais de gestion

224. La Libyan Investment Authority a communiqué les chiffres mensuels des frais de dépôt et de gestion qui ont été versés de 2011 à 2017. Aucun détail n'a filtré sur les bénéficiaires et aucune explication n'a été donnée pour savoir si ces frais avaient eu des répercussions négatives sur l'Autorité. Le Groupe d'experts estime que ces charges financières sont des dépenses auxquelles il faut s'attendre et qu'elles ne peuvent pas être qualifiées de pertes.

225. Il convient ici d'envisager la mise en œuvre des mesures de dérogation énoncées aux paragraphes 19, 20 et 21 de la résolution 1970 (2011) qui continuent d'être applicables aux termes de l'alinéa a) du paragraphe de la résolution 2009 (2011). Les frais de gestion ne deviennent effectifs qu'après la notification de l'État concerné au Comité de son intention d'autoriser l'accès aux fonds aux fins de ce versement (voir recommandation 9).

226. Dans le cas de Palladyne, les autorisations semblent avoir été obtenues au départ mais ne seraient plus valables. La poursuite de l'acquittement des frais de gestion à Palladyne, sans suivre la procédure énoncée à l'alinéa a) du paragraphe 19 de la résolution 1970 (2011), crée une situation de non-conformité avec le gel des avoirs. Le Groupe d'experts s'emploie à déterminer s'il existe des cas semblables.

9. Autres avoirs de la Libyan Investment Authority

227. D'après les chiffres communiqués par la Libyan Investment Authority, en sus des avoirs détenus par la Banque centrale de Libye et Euroclear, il reste encore environ 2,5 milliards de dollars à analyser. Sur ce montant, dans un cas qui représente environ 300 millions de dollars, un bénéfice de 6 % a été dégagé en 2017. Des profits ont été également obtenus dans des cas semblables, ce qui contredit les affirmations faites par l'Autorité. Le Groupe d'experts a eu du mal à réunir des informations du fait que plusieurs États Membres, invoquant la confidentialité, en ont communiqué très peu, voire pas du tout. Si le Groupe d'experts comprend ces inquiétudes, il fait valoir que des États Membres, l'Autorité et ses associés se sont montrés disposés à communiquer des données, sachant que le Groupe d'experts ne peut s'acquitter de son mandat consistant à aider le Comité que si ces informations sont mises à sa disposition.

228. Le Groupe a également analysé les données fournies au Comité par la Libyan Investment Authority et a demandé des clarifications au vu des anomalies constatées dans les chiffres rapportés. Les pertes invoquées supposent que l'Autorité investisse comme un fonds souverain à Singapour, ce qui est irréaliste. Le coût de substitution est hypothétique et ne peut être assimilé à des pertes effectives. En ce qui concerne les actifs nets, s'il y a eu des pertes, ce n'était pas en raison du gel des avoirs mais du choix des actifs. Puisque les actifs nets ne sont pas à durée limitée, on ne peut faire valoir qu'ils sont arrivés à maturité et ne peuvent être réinvestis. Les dividendes, les intérêts et autres rémunérations ne semblent pas avoir été pris en considération au moment de la comptabilisation des pertes.

229. Pour ce qui est de l'information fournie à ce jour et des résultats des enquêtes menées, il semble que la majorité des fonds n'ait pas subi d'effets négatifs. Le Groupe attend des informations détaillées de la Libyan Investment Authority et des États Membres sur les avoirs gelés, les actifs des filiales et les problèmes rencontrés par l'Autorité sur le plan de la gestion des avoirs. Ces informations permettraient au Groupe d'experts de mieux saisir les effets réels des sanctions sur les avoirs de l'Autorité.

230. Afin de comprendre la dégradation des avoirs, il est pertinent de faire valoir que, dans la réponse apportée le 26 février 2018[61] à la question posée au Parlement britannique concernant la valeur des avoirs libyens bloqués au moment du gel et leur valeur actuelle, il a été déclaré qu'en 2011, la valeur totale approximative des fonds au moment de leur gel au Royaume-Uni était de 7,5 milliards de livres sterling. Au 30 septembre 2016, leur valeur était de quelque 11,7 milliards de livres sterling. Dans une autre réponse fournie par écrit le 27 mars 2018, il a été indiqué qu'au 29 septembre 2017, la valeur totale des avoirs libyens gelés au Royaume-Uni était de 12,061 milliards de livres sterling[62].

231. Bien que le Groupe d'experts n'ait pas obtenu de détails sur les bénéficiaires de ces avoirs, le montant total n'a pas été déprécié.

10. Libyan Foreign Investment Company

232. Le statut juridique de la Libyan Investment Company, qui opère sous le sigle LAFICO, a été évoqué dans de précédents rapports (voir S/2013/99, par. 225 et S/2017/466, paragraphes 237 et 238). Le Groupe d'experts avait dit précédemment que l'inscription de cette entité sous une appellation de la Libyan Investment

[61] Voir www.parliament.uk/business/publications/written-questions-answers-statements/written-question/Commons/2018-02-08/127734/.

[62] Voir www.parliament.uk/business/publications/written-questions-answers-statements/written-question/Lords/2018-03-13/HL6295/.

Authority (LYe.001) était erronée. Cela a été souligné à nouveau par les représentants de LAFICO au cours des réunions récentes. La société existe depuis 1981. Elle appartient à 100 % à la Libyan Investment Authority tout en disposant d'un Conseil d'administration distinct. D'après les représentants de la société, celle-ci a été stable pendant toute cette période et ses travaux n'ont pas été influencés par la scission au sein de l'Autorité. Aucune assemblée générale des actionnaires (Conseil d'administration de l'Autorité) ne s'est tenue depuis 2014.

11. Libyan Africa Investment Portfolio

233. Tout en indiquant que les sanctions devaient rester en place, la Libyan Africa Investment Portolio a soutenu qu'il y avait matière à progresser. Les questions posées recouvraient les difficultés rencontrées au niveau des procédures des institutions financières ainsi que le coût et la lourdeur des mesures requises pour obtenir des autorisations. Elle a demandé l'aide du Comité des sanctions pour accélérer la procédure.

VI. Application de l'interdiction de voyager

234. Aucune violation de l'interdiction de voyager n'a été répertoriée.

A. Mises à jour en ce qui concerne des personnes associées à l'ancien régime figurant sur la Liste

235. Le Groupe d'experts a rencontré deux personnes figurant sur la liste, Safia Farkash Al-Barassi (LYi.019) et Sayyid Mohammed Qadhaf Al Dam (LYi.003), et des représentants de deux autres. Les détails des entretiens figurent à l'annexe 59.

236. Le Groupe d'experts a demandé aux autorités libyennes de faciliter les entretiens avec Abdullah Al-Senussi (LYi.018), Saadi Qadhafi (LYi.015) et Abu Zayd Umar Dorda (LYi.006), qui avaient été incarcérés à la prison de Hadba, à Tripoli. D'après des sources crédibles et des reportages dans les médias[63], ils sont détenus actuellement dans une prison par la Brigade des révolutionnaires de Tripoli. Aucune suite n'a été donnée à cette demande.

B. Mises à jour en ce qui concerne des personnes inscrites sur la Liste après l'adoption de la résolution 2174 (2014)

237. Le 7 juin 2018, le Comité a inscrit sur la Liste six personnes en application de l'alinéa a) du paragraphe 22 de la résolution 1970 (2011), de l'alinéa a) du paragraphe 4 de la résolution 2174 (2014) et de l'alinéa a) du paragraphe 11 de la résolution 2213 (2015). Le Groupe enquête sur le statut de ces personnes et est en possession d'informations permettant d'identifier certaines d'entre elles (voir recommandation 14).

Mohammed Kachlaf (LYi.025) :

Nom complet : Muhammad al-Hadi al-Arabi Kashlaf

[63] Abed Sattar Hatita et Jamal Johar, « Gaddafi's son confirmed to remain in confinement », *Asharq Al-Awsat*, 23 décembre 2017. Disponible à l'adresse suivante : at https://aawsat.com/english/home/article/1121716/gaddafi%E2%80%99s-son-confirmed-remain-confinement.

Nom dans la graphie d’origine : محمد الهادي العربي كشلاف

Date de naissance : 15 novembre 1988

Numéro de passeport : HR8CHGP8

Date et lieu de délivrance : 27 avril 2015, Zaouïya

Numéro national d’identification : 119880210419

Pièce d’identité personnelle : 728498.

Date de délivrance : 24 février 2007

Mus’ab Abu Qarin (LYi.024) :

Nom complet : Mus’ab Mustafa Abu Al Qassim Omar

Également connu sous le nom de : Mus’ab Abu Qarin

Nom dans la graphie d’origine : مصعب مصطفى ابو القاسم عمر

Fitiwi Abdelrazak (LYi.022) :

Également connu sous le nom de : Abdurezak, Abdelrazaq, Abdulrazak, Abdrazzak

Ermias Ghermay (LYi.021) :

Nom : Ermias Alem

Également connu sous le nom de : Ermias Ghermay, Guro

Nationalité : éthiopienne

Date de naissance : vers 1980

Lieu de naissance : Érythrée

Ahmad Oumar al-Dabbashi (LYi.023)

Nom complet : Ahmad Omar Imhamad al-Fitouri

Nom dans la graphie d’origine : احمد عمر امحمد الفيتوري-

Également connu sous le nom de : Al Dabbashi

Date de naissance : 7 mai 1988

VII. Réponses aux enquêtes du Groupe d’experts

A. Banque centrale de Libye

238. Le Groupe d’experts avait formulé des observations sur le fonctionnement de la Banque centrale de Libye dans son précédent rapport final (S/2017/466, par. 209 à 215) comme suit :

a) Étendue de l’appui au Conseil de la Présidence ;

b) Blocage de la distribution des billets imprimés par la section de la Banque centrale dans l’est du pays ;

c) Progrès sur la réunification des deux sections de la Banque centrale.

239. La Banque centrale a répondu en détail à ces observations. On trouvera à l'annexe 60 le texte intégral de cette réponse en date du 14 décembre 2017.

B. Ashraf ben Ismail

240. Ashraf ben Ismail (voir S/2017/466, par. 51) a présenté des documents pour indiquer sa contribution financière à l'évacuation médicale des combattants de l'Opération Bouniyan Marsous et de bon nombre d'employés blessés durant le pilonnage des dépôts à Benghazi en 2014[64]. Lorsqu'il a été interrogé par le Groupe d'experts, ben Ismail a nié toute implication dans l'évacuation de membres d'organisations inscrites sur la Liste. Il a souligné que lorsque l'Autorité l'avait chargé de s'occuper des soins à administrer aux blessés, il n'avait aucun moyen de contrôler l'identité de ceux, parmi eux, qui étaient transférés à l'étranger pour y recevoir des traitements médicaux (voir annexe 61)[65].

C. Lettres de crédit

241. L'utilisation frauduleuse de lettres de crédit, qui sont financées par la Banque centrale de Libye pour permettre l'importation de biens et de marchandises en Libye, constitue un détournement de fonds publics libyens. Le Groupe d'experts enquête donc depuis 2015 sur des affaires d'utilisation frauduleuse de lettres de crédit. Pour ce qui est des travaux du Groupe d'experts sur l'implication d'institutions financières, de sociétés et de personnes libyennes dans ces pratiques, le Groupe d'experts a reçu récemment des documents, y compris de la part de parties qui contestent les informations communiquées au Comité sur les enquêtes en cours, qu'il est en train d'examiner.

D. Libyan Iron and Steel Company

242. Une réponse intégrale à l'enquête du Groupe d'experts sur la Libyan Iron and Steel Company est fournie à l'annexe 62.

VIII. Recommandations

243. Le Groupe d'experts recommande ce qui suit :

Embargo sur les armes

Au Conseil de sécurité

Recommandation 1. Autoriser les États Membres à saisir les navires qui ne respectent pas l'embargo sur les armes, conformément au précédent qui a été établi pour ceux qui sont utilisés à des fins de trafic de migrants, au paragraphe 8 de la résolution 2240 (2015) [voir par. 80].

[64] Entretien avec un membre du Conseil municipal de Misrata, qui a confirmé que le Conseil avait demandé à M. ben Ismail de fournir un appui financier, avril 2018.

[65] Libye, décision nº 4 de 2011 portant nomination du conseil d'administration de l'Autorité chargée des soins aux blessés (12 décembre 2011). Disponible à l'adresse suivante : https://security-legislation.ly/ar/node/35084.

Recommandation 2. Exiger que le Comité soit notifié à l'avance de tout envoi de matériel militaire non létal à la Libye, comme c'était le cas avant l'adoption de la résolution 2095 (2013) [voir par. 132].

Recommandation 3. Demander instamment au Gouvernement d'entente nationale des mises à jour régulières sur la structure des forces de sécurité placées sous son contrôle, comme établi par le Conseil [voir par. 132].

Mesures visant à empêcher les tentatives d'exportation illicite de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés depuis la Libye

Au Conseil de sécurité

Recommandation 4. Étendre le champ d'application des mesures prévues au paragraphe 10 b) de la résolution 2146 (2014) en vue d'interdire aux navires désignés par le Comité d'emprunter les canaux maritimes [voir par. 177].

Recommandation 5. Étendre le champ d'application des mesures prévues dans la résolution 2146 (2014) en vue d'autoriser les États Membres, agissant individuellement ou dans le cadre d'organisations régionales, à faire inspecter en haute mer, au large des côtes libyennes, les navires à destination ou en provenance de la Libye, s'ils ont des motifs raisonnables de penser que ces navires exportent illégalement du prétrole brut ou des produits pétroliers raffinés [voir par. 178].

Au Comité

Recommandation 6. Encourager le Gouvernement d'entente nationale à nommer un nouveau référent, conformément à la résolution 2146 (2014) [voir par. 133].

Gel des avoirs

Au Comité

Recommandation 7. Mettre à jour la notice d'aide à l'application n° 1 afin de clarifier l'application des résolutions, compte tenu de la structure complexe des investissements libyens assujettis au gel des avoirs, et le maintien du paragraphe 17 de la résolution 1970 (2011) et de l'alinéa a) du paragraphe 15 de la résolution 2009 (2011) [voir par. 200 à 206 et 220 et 221].

Recommandation 8. Fournir des directives aux États Membres pour ce qui est d'appliquer correctement les dispositions des résolutions en ce qui concerne le versement d'intérêts et d'autres rémunérations acquis grâce aux avoirs gelés [voir par. 200 à 206].

Recommandation 9. Rappeler aux États Membres qu'ils doivent correctement appliquer les dispositions des résolutions en ce qui concerne l'acquittement des frais de gestion sur les avoirs gelés [voir par. 225].

Critères de désignation

Au Comité

Recommandation 10. Examiner les renseignements que le Groupe d'experts a fournis séparément sur des individus répondant aux critères de désignation énoncés dans les résolutions pertinentes du Conseil.

Recommandation 11. Concourir à mettre fin au climat actuel d'impunité en Libye en proposant la désignation de ceux qui commettent de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire au titre du régime des sanctions imposé à la Libye [voir par. 65 à 71].

Général

Au Conseil de sécurité

Recommandation 12. Encourager les États Membres, notamment ceux qui contribuent à l'évacuation des migrants qui se trouvent dans des centres de détention libyens, ainsi que les organisations régionales et internationales, à échanger avec le Groupe d'experts des informations sur les conditions de détention de ces migrants et sur les individus ou entités impliqués dans la traite d'êtres humains, le blanchiment d'argent, l'extorsion et des actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles [voir par. 48 et 53].

Recommandation 13. Encourager le Gouvernement d'entente nationale à appliquer la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, son Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ainsi que son Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer [voir par. 48 et 53].

Au Comité

Recommandation 14. Actualiser la liste des sanctions et y rajouter les éléments d'identification fournis par le Groupe d'experts [voir par. 237].

IX. Annexes

Contents

		Page
Annex 1	Abbreviations and acronyms	63
Annex 2	Overview of the evolution of the Libyan sanctions regime	65
Annex 3	Mandate and appointment	68
Annex 4	Institutions/individuals consulted	69
Annex 5	Outgoing correspondence	70
Annex 6	Responsiveness table	75
Annex 7	Letter addressed by the Chairman of the National Oil Corporation to the Ambassador of Canada to Libya	77
Annex 8	Role of Ibrahim Jadran in the Oil Crescent	79
Annex 9	Role of Nasser Bin Jreid and his links with the Union des Forces de la Resistance (UFR)	80
Annex 10	Documents attesting integration of military elements of the Sudanese opposition into LNA units	81
Annex 11	Statement of the chairman of the NOC on the blockade against al-Sarah field on 2 November 2017	89
Annex 12	Letter by the Chairman of the Eastern NOC on 22 November 2017	90
Annex 13	Letter signed by the Commander of the Martyr Fathi Arhim Brigade and addressed to Wintershall	91
Annex 14	Medical report of a former detainee in Brigade 152 of the LNA	93
Annex 15	The case of Mohammad Bakir (a.k.a Al Nahla)	97
Annex 16	Letter by Omar al-Mokhtar Operations Room	99
Annex 17	The smugglers marketing to attract candidates for migration to Europe via Libya	101
Annex 18	Director of Al-Kufra detention centre reports on illegal migration	102
Annex 19	LNA units' involvement in the smuggling of migrants in al Kufra region	109
Annex 20	Premises used to detain and abuse migrants	113
Annex 21	Escape of migrants from the premises on 23 May 2018	114
Annex 22	El Muktar Annex	116
Annex 23	MV Andromeda relevant shipping documents	124
Annex 24	MV Andromeda timeline and route	131

Annex 25	Annex Andromeda warehousing requests	145
Annex 26	MV Andromeda manager instructions to sail to Port Said	146
Annex 27	C-17 Globemaster III flights to Benina and Misrata airports	147
Annex 28	L-39 Case and Falcon F900 used by Khalifa Haftar and the LNA	148
Annex 29	Armoured vehicles of LNA armed groups	152
Annex 30	Czech rotary-wing aircraft Mi-24v attempted retransfer to Libya	155
Annex 31	Moldovan civilian cargo planes	156
Annex 32	Detonating cord	158
Annex 33	Khalifa Hafter's visit to Tunis	160
Annex 34	Tunisia	162
Annex 35	Seized arms and related material in Niger	164
Annex 36	AIK trading and White Star company	165
Annex 37	Documented attempts to illicitly export crude oil from Eastern National Oil Corporation	174
Annex 38	Letter from the Eastern National Oil Corporation claiming to be the sole legitimate institution authorized to export crude oil	186
Annex 39	Letter from the Interim Government on Mustafa Sanalla	187
Annex 40	Letter from the Eastern National Oil Corporation to international oil companies	189
Annex 41	Orders by the head of the Petroleum Facilities Guard, East and Central region	191
Annex 42	Eastern National Oil Corporation bank accounts	195
Annex 43	List of fuel smugglers issued by the Libyan Attorney General Office	196
Annex 44	List of petrol stations involved in fuel smuggling according to Brega Petroleum	196
Annex 45	List of petrol stations opened after 2011	196
Annex 46	New standards to be met by petrol stations in Libya	197
Annex 47	The Zawiyah Smuggling Network	208
Annex 48	Documents provided to the Panel by Mohamed Kachlaf	298
Annex 49	Collusion between the Coast Guards unit in Zawiyah and al-Nasr Brigade	212
Annex 50	Documents provided by Abd al-Rahman al-Milad, commander of the Coastguard Unit in Zawiyah	214
Annex 51	Pumping stations for fuel smuggling in Zuwarah area	217
Annex 52	Patrol boats used by smugglers in Zuwarah and Abu Kammash area	218

Annex 53	Capricorn	220
Annex 54	Lynn S	226
Annex 55	Vessels impounded by the Libyan Coastguard	229
Annex 56	Goeast	237
Annex 57	Noor	240
Annex 58	Legal disputes involving the Libyan Investment Authority	242
Annex 59	Designated individuals	245
Annex 60	Response by CBL on previous report	247
Annex 61	Reply by Mr. Ashraf Bin Ismail	252
Annex 62	The Libyan Steel Iron and Steel Company LISCO	255

Annex 1 Abbreviations and acronyms

AAS	Ansar Al-Sharia
AIB	Arab Investment Bank
AIS	Automatic Identification System
APM	anti-personnel mines
AQIM	Al-Qaida in the Islamic Maghreb
ARSC	Ajdabiya Revolutionaries Shura Council
BDB	Benghazi Defence Brigades
BRSC	Benghazi Revolutionaries Shura Council
CAR	Conflict Armament Research
CBL	Central Bank of Libya
CCMSR	Conseil du commandement militaire pour le salut de la République
CID	Criminal Investigation Department
Committee	https://undocs.org/fr/A/RES/1970(2011)Committee established pursuant to Security Council resolution 1970 (2011) concerning Libya
Council	United Nations Security Council
DCIM	Department Combating Illegal Migration
DMSC	Shura Council of Mujahideen in Derna
EU	European Union
EUC	End-user certificate
EUR	Euro
Ex-JEM	Justice and Equality Movement/Abdallah Jana
FACT	Front pour l'alternance et la concorde au Tchad
GNA	Government of National Accord
GNC	General National Congress
HoR	House of Representatives
IAEA	International Atomic Energy Agency
IAN	Implementation Assistance Notice
ICC	International Criminal Court
IED	Improvised explosive device
IMF	International Monetary Fund
IMO	International Maritime Organization
IOM	International Organization for Migration
ISIL	Islamic State in Iraq and the Levant
JEM	Justice and Equality Movement
LAFICO	Libyan Arab Foreign Investment Company
LAIP	Libyan African Investment Portfolio
LC	Letters of credit

LFB	Libyan Foreign Bank
LIA	Libyan Investment Authority
LLIDF	Libyan Local Investment and Development Fund
LNA	Libyan National Army
LPA	Libyan Political Agreement
LTP	Long Term Portfolio
LYD	Libyan Dinar
MANPADS	Man Portable Air Defence System
MIC	Military Industrial Corporation
MMR	Man Made River
MNLA	Mouvement national pour la libération de l'Azawad
MUJAO	Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'ouest
NGO	Non-governmental organization
NOC	National Oil Corporation
NSG	National Salvation Government
NTC	National Transitional Council
OHCHR	Office of the High Commissioner for Human Rights
OPCW	Organization for the Prohibition of Chemical Weapons
Panel	Panel of Experts
PC	Presidency Council
PFG	Petroleum Facilities Guard
PFLL	Popular Front for the Liberation of Libya
RFC	Rassemblement des forces pour le changement
RPG	Rocket Propelled Grenade
SDF	Special Deterrence Force
SDN	Specially Designated National
SLA	Sudan Liberation Army
SLA/MM	Sudan Liberation Army/Minni Minawi
SLA/Unity	Sudan Liberation Army/Unity
SRSG	Special Representative of the Secretary-General
SWIFT	Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication
TRB	Tripoli Revolutionaries Brigade
UAE	United Arab Emirates
UNDSS	United Nations Department for Safety and Security
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
UNMAS	United Nations Mine Action Service
UNSMIL	United Nations Support Mission in Libya
USD	United States Dollars

Annex 2 Overview of the evolution of the Libyan sanctions regime

1. By resolution 1970 (2011), the Security Council expressed grave concern at the situation in Libya, condemned the violence and use of force against civilians and deplored the gross and systematic violation of human rights. Within that context, the Council imposed specific measures on Libya, under Chapter VII of the Charter of the United Nations, including the arms embargo, which relates to arms and related materiel of all types, including weapons and ammunition, military vehicles and equipment, paramilitary equipment, and spare parts for the aforementioned, in addition to the provision of armed mercenary personnel. The arms embargo covers both arms entering and leaving Libya. The Council also imposed a travel ban and/or an asset freeze on the individuals listed in the resolution. Furthermore, the Council decided that the travel ban and the asset freeze were to apply to the individuals and entities designated by the Committee established pursuant to resolution 1970 (2011) concerning Libya involved in or complicit in ordering, controlling or otherwise directing the commission of serious human rights abuses against persons in Libya.

2. By resolution 1973 (2011), the Security Council strengthened the enforcement of the arms embargo and expanded the scope of the asset freeze to include the exercise of vigilance when doing business with Libyan entities, if States had information that provided reasonable grounds to believe that such business could contribute to violence and use of force against civilians. Additional individuals subject to the travel ban and asset freeze were listed in the resolution, in addition to five entities subject to the freeze. The Council decided that both measures were to apply also to individuals and entities determined to have violated the provisions of the previous resolution, in particular the provisions concerning the arms embargo. The resolution also included the authorization to protect civilians and civilian populated areas under threat of attack in Libya. In addition, it included a no-fly zone in the airspace of Libya and a ban on flights of Libyan aircraft.

3. On 24 June 2011, the Committee designated two additional individuals and one additional entity subject to the targeted measures. By resolution 2009 (2011), the Security Council introduced additional exceptions to the arms embargo and removed two listed entities subject to the asset freeze, while allowing the four remaining listed entities to be subjected to a partial asset freeze. It also lifted the ban on flights of Libyan aircraft.

4. By resolution 2016 (2011), the Security Council terminated the authorization related to the protection of civilians and the no-fly zone. On 16 December 2011, the Committee removed the names of two entities previously subject to the asset freeze.

5. In resolution 2040 (2012), the Council directed the Committee, in consultation with the Libyan authorities, to review continuously the remaining measures with regard to the two listed entities – the Libyan Investment Authority and the Libyan Africa Investment Portfolio – and

decided that the Committee was, in consultation with the Libyan authorities, to lift the designation of those entities as soon as practical.

6. In resolution 2095 (2013), the Council further eased the arms embargo in relation to Libya concerning non-lethal military equipment.

7. By resolution 2144 (2014), the Council stressed that Member States notifying to the Committee the supply, sale or transfer to Libya of arms and related materiel, including related ammunition and spare parts, should ensure such notifications contain all relevant information, and should not be resold to, transferred to, or made available for use by parties other than the designated end user.

8. By resolution 2146 (2014), the Council decided to impose measures, on vessels to be designated by the Committee, in relation to attempts to illicitly export crude oil from Libya and authorized Member States to undertake inspections of such designated vessels.

9. By resolution 2174 (2014), the Council introduced additional designation criteria and requested the Panel to provide information on individuals or entities engaging or providing support for acts that threaten the peace, stability of security of Libya or obstructing the completion of the political transition. The resolution strengthened the arms embargo, by requiring prior approval of the Committee for the supply, sale or transfer of arms and related materiel, including related ammunition and spare parts, to Libya intended for security or disarmament assistance to the Libyan government, with the exception of non-lethal military equipment intended solely for the Libyan government. The Council also renewed its call upon Member States to undertake inspections related to the arms embargo, and required them to report on such inspections.

10. By resolution 2213 (2015), the Council extended the authorizations and measures in relation to attempts to illicitly export crude oil from Libya until 31 March 2016. The resolution further elaborated the designation criteria listed in resolution 2174 (2014).

11. By resolution 2214 (2015), the Council called on the 1970 Committee on Libya to consider expeditiously arms embargo exemption requests by the Libyan government for the use by its official armed forces to combat specific terrorist groups named in that resolution.

12. By resolution 2259 (2015), the Council confirmed that individuals and entities providing support for acts that threaten the peace, stability or security of Libya or that obstruct or undermine the successful completion of the political transition must be held accountable, and recalled the travel ban and assets freeze in this regard.

13. By resolution 2278 (2016) the Council extended the authorizations and measures in relation to attempts to illicitly export crude oil, while calling on the Libyan Government of National Accord (GNA) to improve oversight and control over its oil sector, financial institutions and security forces.

14. By resolution 2292 (2016), the Council authorized, for a period of twelve months, inspections on the high seas off the coast of Libya, of vessels that are believed to be carrying arms or related materiel to or from Libya, in violation of the arms embargo.

15. By resolution 2357 (2017), the Council extended the authorizations set out in resolution 2292 (2017) for a further 12 months.

16. By resolution 2362 (2017), the Council extended until 15 November 2018 the authorizations provided by and the measures imposed by resolution 2146 (2014), in relation to attempts to illicitly export crude oil from Libya. These measures were also applied with respect to vessels loading, transporting, or discharging petroleum, including crude oil and refined petroleum products, illicitly exported or attempted to be exported from Libya.

17. By resolution 2420 (2018), the Council further extends the authorizations, as set out in resolution 2292 (2016) and extended by resolution 2357 (2017), for a further 12 months from the date of adoption of the resolution.

18. To date the Committee has published four implementation assistance notices which are available on the Committee's website.[1]

[1] Available under http://www.un.org/sc/committees/1970/notices.shtml.

Annex 3 Mandate and appointment

19. In resolution 2095 (2013) the Council encouraged the Panel, while mindful of the responsibility of the United Nations Support Mission in Libya (UNSMIL), to assist the Libyan authorities to counter illicit proliferation of all arms and related materiel of all types, in particular heavy and light weapons, small arms and man-portable surface-to-air missiles (MANPADS), and to secure and manage Libya's borders, to continue to expedite its investigations regarding sanctions non-compliance, including illicit transfers of arms and related materiel to and from Libya, and the assets of individuals subject to the assets freeze established in resolutions 1970 (2011) and 1973 (2011) and modified in resolution 2009 (2011), 2040 (2012) and 2095 (2013) and encouraged UNSMIL and the Libyan government to support Panel investigatory work inside Libya, including by sharing information, facilitating transport and granting access to weapons storage facilities, as appropriate.

20. In resolution 2146 (2014), the Council expanded the Panel's mandate to the measures imposed by that resolution and directed the Panel to monitor the implementation of these measures. These measures related to the prevention of illicit oil exports.

21. In resolution 2174 (2014) the Council requested the Panel to provide information on individuals and entities who meet additional designation criteria related to acts that threaten the peace, stability or security of Libya, or obstruct or undermine the successful completion of its political transition.

22. By resolution 2213 (2015), the Council extended the mandate of the Panel of Experts established pursuant to resolution 1973 (2011) for a period of thirteen months, to carry out the following tasks: to assist the Committee in carrying out its mandate as specified in paragraph 24 of resolution 1970 (2011); to gather, examine and analyse information from States, relevant United Nations bodies, regional organizations and other interested parties regarding the implementation of the measures decided upon in resolution 1970 (2011), 1973 (2011) and modified in resolutions 2009 (2011), 2040 (2012), 2095 (2013), 2144 (2014), 2146 (2014), 2174 (2014) and 2213 (2015) in particular incidents of non-compliance; to make recommendations on actions that the Council, the Committee, the Libyan government or other States may consider to improve implementation of the relevant measures; and to provide to the Council an interim report on its work no later than 180 days after its appointment and a final report no later than 15 March 2016 with its findings and recommendations.

23. Resolution 2278 (2016) extended until 31 July 2017 the authorisations provided by and measures imposed by resolution 2146 (2014) for the prevention of illicit oil exports. It further extended the Panel's mandate until 31 July 2017.

24. In Resolution 2362 (2017), the authorisations provided by and measures imposed by resolution 2146 (2014) were extended until 5 November 2018. It was further decided that the measures would apply to both crude oil and refined petroleum products. This resolution also renewed the mandate of the Panel of Experts to 15 November 2018. The Panel's mandated tasks would remain as defined in resolution 2213 (2015) and would also apply to the measures updated in this resolution. The Panel is required to provide an interim report on its work no later than 28 February 2018 and a final report no later than 15 September 2018 with its findings and recommendations.

Annex 4 Institutions/individuals consulted

List of institutions/individuals consulted

This list excludes certain individuals, organisations or entities with whom the Panel met, in order to maintain the confidentiality of the source(s) and not to impede the ongoing investigations of the Panel.

Belgium	
Organizations:	European Union External Action Service, World Customs Organisation, NGOs
Cyprus	
Private entities	Various
Egypt	
Private entities	Various
France	
Government	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Defence, Ministry of Economy and Finance, Presidency
Greece	
Private entities	Various
Italy	
Government:	Ministry of Defence, Ministry of Finance, Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Interior, Ministry of Justice, Bank of Italy, Ministry of Transport
Libya	
Government	Presidency Council, National Oil Corporation, Chief of Staff, Libyan Investment Authority, Port Authority, Coast Guards
Sudan	
Government	Ministry of Defence, Ministry of Interior, Ministry of Foreign Affairs
Tunisia	
Organizations	EUBAM, UNSMIL, World Bank, IOM, UNODC, UNMAS, Amnesty International, International Crisis Group
Embassies	EU Delegation, France, Turkey, UK, USA
Private entities	Various
Turkey	
Private entities	Various
United Kingdom	
Government:	Foreign & Commonwealth Office, HM Treasury,
Organizations:	Libyan Investment Authority
USA	
	United Nations and Permanent Missions

Annex 5 Outgoing correspondence

Panel official outgoing correspondence to Member States since the drafting of its previous report (S/2017/128)

OC no.	Addressee	About	Date
2278 mandate			
47	Turkey	Arms Embargo	7-Apr-17
48	Czech Republic	Arms Embargo	7-Apr-17
49	Malta	Arms Embargo	3-May-17
50	SC President	Final Report	4-May-17
51	Italy	Arms Embargo	4-May-17
52	EUNAVFOR cc EU Delegation in New York	Arms Embargo	1-Jun-17
53	Chair of the Committee	Report follow up	8-Jun-17
54	China	Arms Embargo	8-Jun-17
55	Chair of the Committee	Report follow up	21-Jun-17
56	Chair of the Committee	Oil Measures	11-Jul-17
57	Chair of the Committee	Oil Measures	17-Jul-17
2362 mandate			
58	World Customs Organization	Arms Embargo	14-Aug-17
59	Libya	Visa	14-Aug-17
60	Tunisia	Visa	16-Aug-17
61	Chair of the Committee	Oil Measures	23-Aug-17
62	Chair of the Committee	Oil Measures	28-Aug-17
63	Sudan	Visit	29-Aug-17
64	Qatar	Arms Embargo	1-Sep-17
65	Turkey	Arms Embargo	1-Sep-17
66	France	Arms Embargo and Assets Freeze	5-Sep-17
67	Egypt	Visit	13-Sep-17
68	Chad	Visit	13-Sep-17
69	Sudan	Visit	13-Sep-17
70	Djibouti	Oil Measures	15-Sep-17
71	Saint Vincent and the Grenadines	Oil Measures	15-Sep-17
72	Tanzania	Oil Measures	15-Sep-17
73	Spain	Visit	22-Sep-17
74	Italy	Visit	25-Sep-17
75	France	Visit	25-Sep-17
76	Turkey	Arms Embargo	27-Sep-17
77	IOMAX cc USA	Arms Embargo	2-Oct-17
78	Chair of the Committee	Oil Measures	3-Oct-17
79	Lebanon	Oil Measures	4-Oct-17
80	RF	Arms Embargo	11-Oct-17
81	China	Arms Embargo	11-Oct-17
82	Bulgaria	Arms Embargo	11-Oct-17
83	Tanzania	Oil Measures	11-Oct-17
84	Djibouti	Oil Measures	11-Oct-17

OC no.	Addressee	About	Date
85	Saint Vincent and the Grenadines	Oil Measures	11-Oct-17
86	UAE	Arms Embargo	12-Oct-17
87	Egypt	Oil Measures	18-Oct-17
88	Night Owl Optics_cc US	Arms Embargo	18-Oct-17
89	Belgium	Arms Embargo	18-Oct-17
90	Turkey	Arms Embargo	18-Oct-17
91	Malta	Oil Measures	18-Oct-17
92	Chair of the Committee	Oil Measures	18-Oct-17
93	Comoros	Oil Measures	19-Oct-17
94	Turkey	Oil Measures	26-Oct-17
95	Uvas-Trans Ltd cc Ukraine	Oil Measures	26-Oct-17
96	Libya	Oil Measures	30-Oct-17
97	Spain	Visit	30-Oct-17
98	Niger	Armed Groups	2-Nov-17
99	Chad	Armed Groups	2-Nov-17
100	United Maritime Services Ltd. cc UK	Oil Measures	2-Nov-17
101	Tanzania	Oil Measures	2-Nov-17
102	Tunisia	Oil Measures	2-Nov-17
103	International Atomic Energy Agency	Arms embargo	2-Nov-17
104	Limbado Finance cc UK	Oil Measures	7-Nov-17
105	Volont S&T cc Marshall Islands	Oil Measures	7-Nov-17
106	Panama	Oil Measures	7-Nov-17
107	China	Arms Embargo	7-Nov-17
108	Alfamarine cc Lebanon	Oil Measures	7-Nov-17
109	Morgan cc Lebanon	Oil Measures	7-Nov-17
110	Netherlands	Meeting Request	8-Nov-17
111	Egypt	Arms Embargo	9-Nov-17
112	LIA	Asset Freeze	11-Nov-17
113	Turkey	Oil Measures	14-Nov-17
114	China	Arms Embargo	14-Nov-17
115	Alfamarine Shipping cc Lebanon	Oil Measures	14-Nov-17
116	Volont S&T	Oil Measures	14-Nov-17
117	Chair of the Committee	Oil Measures	15-Nov-17
118	Libya	Oil Measures	17-Nov-17
119	Evalend cc Greece	Oil Measures	17-Nov-17
120	Lebanon	Oil Measures	22-Nov-17
121	Netherlands	Asset Freeze	24-Nov-17
122	FM Capital	Asset Freeze	18-Nov-17
123	USA	Arms Embargo	27-Nov-17
124	Tanzania	Asset Freeze	27-Nov-17
125	Oman	Oil Measures	8-Dec-17
126	Chair of the Committee	Oil Measures	13-Dec-17
127	Yemen	Oil Measures	14-Dec-17
128	Spain	Arms Embargo	15-Dec-17

OC no.	Addressee	About	Date
1	EU	Asset Freeze	2-Jan-18
2	Egypt	Oil Measures	2-Jan-18
3	Netherlands	Asset Freeze	4-Jan-18
4	UAE	Arms Embargo	5-Jan-18
5	LIA cc Libya	Asset Freeze	5-Jan-18
6	Italy	Armed Groups	4-Jan-18
7	Swedbank cc Sweden	Asset Freeze	8-Jan-18
8	Panama	Oil Measures	8-Jan-18
9	UAE	Oil Measures	8-Jan-18
10	Djibouti	Oil Measures	8-Jan-18
11	ABC Bank cc Bahrain	Asset Freeze	10-Jan-18
12	CBL cc Libya	Asset Freeze	11-Jan-18
13	EU	Asset Freeze	11-Jan-18
14	Italy	Asset Freeze	15-Jan-18
15	Switzerland	Asset Freeze	15-Jan-18
16	UAE	Asset Freeze	15-Jan-18
17	US	Asset Freeze	15-Jan-18
18	Greece	Arms Embargo	15-Jan-18
19	President of the Security Council	Interim Report	16-Jan-18
20	Turkey	Visit	17-Jan-18
21	Niger	Visit	17-Jan-18
22	Chair of 1970 Committee	Oil Measures	17-Jan-18
23	Palau	Oil Measures	17-Jan-18
24	Syria	Oil Measures	17-Jan-18
25	Panama	Oil Measures	23-Jan-18
26	UK	Asset Freeze	24-Jan-18
27	USA	Meeting Request	19-Jan-18
28	Tunisia	Asset Freeze	24-Jan-18
29	Jordan	Meeting Request	19-Jan-18
30	Germany	Arms Embargo	23-Jan-18
31	Chair of 1970 Committee	Asset Freeze	25-Jan-18
32	Glow Shipping Lines LLC cc UAE	Asset Freeze	25-Jan-18
33	Mr. Trabish, Attorney at Law	Oil Measures	25-Jan-18
34	Libya	Oil Measures	26-Jan-18
35	MIDROC cc Ethiopia	Oil Measures	31-Jan-18
36	Palau	Oil Measures	31-Jan-18
37	Panama	Arms Embargo	2-Feb-18
38	Syria	Oil Measures	5-Feb-18
39	Liechtenstein	Oil Measures	5-Feb-18
40	Lebanon	Oil Measures	5-Feb-18
41	Italy	Arms Embargo	13-Feb-18
42	Chad	Arms Embargo	13-Feb-18
43	IMO	Arms Embargo	15-Feb-18
44	Wintershall AG cc Germany	Visit	15-Feb-18
45	UAE	Visit	15-Feb-18
46	Djibouti	Oil Measures	21-Feb-18
47	Turkey	Oil Measures	22-Feb-18

OC no.	Addressee	About	Date
48	Tunisia	Oil Measures	26-Feb-18
49	Switzerland	Visit	5-Mar-18
50	Chair of the Committee 1970	Interim Report in Media	7-Mar-18
51	UAE	Asset Freeze	12-Mar-18
52	United Power Marine cc UAE	Oil Measures	15-Mar-18
53	Palau	Oil Measures	15-Mar-18
54	Qatar	Visit request	16-Mar-18
55	India	Oil Measures	16-Mar-18
56	Switzerland	Asset Freeze	20-Mar-18
57	UAE	Visit	20-Mar-18
58	Chair of the Committee 1970	Oil Measures	21-Mar-18
59	Jordan	Asset Freeze	26-Mar-18
60	Germany	Asset Freeze	26-Mar-18
61	Switzerland	Asset Freeze	26-Mar-18
62	Ethiopia	Visit request	26-Mar-18
63	African Union	Visit request	26-Mar-18
64	MIDROC cc Ethiopia	Arms Embargo	29-Mar-18
65	UK	Asset Freeze	29-Mar-18
66	Ethiopia	Arms Embargo	29-Mar-18
67	Saint Vincent and the Grenadines	Oil Measures	2-Apr-18
67*	Libya (Attorney General)	Information request	4-Apr-18
68	Ireland	Asset Freeze	2-Apr-18
69	India	Oil Measures	4-Apr-18
70	Egypt	Visit request	4-Apr-18
71	Libya	Arms Embargo	6-Apr-18
72	Italy	Arms Embargo	6-Apr-18
73	Ukraine	Arms Embargo	6-Apr-18
74	Lebanon	Arms Embargo	6-Apr-18
75	Tunisia	Arms Embargo	6-Apr-18
76	Luxembourg	Asset Freeze	9-Apr-18
77	Belgium	Asset Freeze	9-Apr-18
78	Libya	Visit request	13-Apr-18
79	Chair of the Committee 1970	Oil Measures	16-Apr-18
80	Palau	Oil Measures	16-Apr-18
81	India	Oil Measures	16-Apr-18
82	UAE	Oil Measures	16-Apr-18
83	United Power Marine cc UAE	Reminder	16-Apr-18
84	France	Visit request	17-Apr-18
85	Chad	Visit Request	17-Apr-18
86	Chair of the Committee 1970	Oil Measures	20-Apr-18
87	Germany	Asset Freeze	24-Apr-18
88	Netherlands	Asset Freeze	24-Apr-18
89	US	Asset Freeze	24-Apr-18
90	Belgium	Asset Freeze	24-Apr-18
91	Turkey	Arms Embargo	15-May-18
92	Greece	Arms Embargo	10-May-18

OC no.	Addressee	About	Date
93	Tanzania	Arms Embargo	7-May-18
94	Libya	Visit	7-May-18
95	Tunisia	Visit	14-May-18
96	France	Arms Embargo	14-May-18
97	Carter Ruck-Solicitors	Armed Groups	14-May-18
98	PIAM_cc_Netherlands	Asset Freeze	18-May-18
99	Marshall Islands	Oil Measures	22-May-18
100	Al Khair Shipping Management cc UAE	Oil Measures	22-May-18
101	ABC Bank cc Bahrain	Asset Freeze	24-May-18
102	HSBC Bank	Asset Freeze	24-May-18
103	Greece	Arms Embargo	24-May-18
104	Qatar	Visit	25-May-18
105	Chair of the Committee 1971	Oil Measures	25-May-18
106	Italy	Arms Embargo	31-May-18
107	Turkey	Armed Groups	31-May-18
108	Sudan	Armed Groups	31-May-18
109	Ethiopia	Armed Groups	31-May-18
110	Eritrea	Armed Groups	31-May-18
111	Nigeria	Armed Groups	5-Jun-18
112	UAE	Arms Embargo	5-Jun-18
113	UAE	Asset Freeze	6-Jun-18
114	Ireland	Asset Freeze	6-Jun-18
115	Luxembourg	Asset Freeze	6-Jun-18
116	Wilton Resources Inc cc Canada	Oil Measures	6-Jun-18
117	Carter Ruck-Solicitors	Armed Groups	6-Jun-18
118	Malta	Arms Embargo	8-Jun-18
119	Jordan	Oil Measures	8-Jun-18
120	SGS cc Switzerland	Asset Freeze	12-Jun-18
121	Libya	Asset Freeze	14-Jun-18
122	Alubaf International Bank/Tunis cc Tunisia	Asset Freeze	14-Jun-18
123	Libya	Visit	14-Jun-18
124	Libya	Armed Groups	18-Jun-18
125	Netherlands	Arms Embargo	19-Jun-18
126	Moldova	Arms Embargo	19-Jun-18
127	USA	Arms Embargo	19-Jun-18
128	Palladyne International Asset Management B.V. cc Netherlands	Asset Freeze	22-Jun-18
129	Tunisia	Armed Groups	25-Jun-18
130	CBL cc Libya	Asset Freeze	26-Jun-18
131	Libya (Attorney General)	Armed Groups	26-Jun-18
132	Carter Ruck-Solicitors	Armed Groups	29-Jun-18
133	Malta	Asset Freeze	2-Jul-18
134	Chair of the Committee 1970	Recommendations	3-Jul-18

Annex 6 Responsiveness table

Table showing level of responsiveness by Member States or Organizations to requests for information and/or visit from the Panel from 7 April 2017 until 15 July 2018

Member State or Organization	Number of letters sent	Requested info fully supplied	Info partially supplied	No answer / information not supplied	Request for visit
Belgium	3	3			Granted
Bulgaria	1	1			
Chad	4	2		2	Granted
China	3		3		
Comoros	1			1	
Czech Republic	1	1			
Djibouti	4	1	1	2	
Egypt	4	3	1	1	Granted
Eritrea	1	1			
Ethiopia	3	1		2	No response
France	3	3			Granted
Germany	3	3			
Greece	3	3			Granted
India	2	2			
Ireland	2			2	
Italy	7	6	1		Granted
Jordan	3	2		1	
Lebanon	4	2		2	
Libya	9	4		5	Granted
Liechtenstein	1	1			
Luxembourg	2			2	No response
Malta	5	2	2	1 (recent)	
Marshall Islands	1			1	
Netherlands	4	2	1	1	Granted

Niger	2	1		1	Granted
Nigeria	1			1	
Oman	1			1	
Palau	3	3			
Panama	4			4	
Qatar	3	2		1	Granted
Russian Federation	1	1			
Spain	3	3			Granted
St Vincent and Grenadines	3			3	
Sudan	3	2		1	Granted
Switzerland	5	4		1 (recent)	Granted
Syria	2			2	
Tanzania	5	2		3	
Tunisia	7	1	3	3	Granted
Turkey	9	4	3	2	Granted
Ukraine	1	1			
United Arab Emirates	10	2		8	Granted
United Kingdom	2	1	1		Granted
United States	4	2		2	Granted
Yemen	1			1	
African Union	1			1	No response
EU	2	2			Granted
EU NAVFOR	1	1			Granted
IAEA	1			1	
IMO	1	1			Granted
World Customs Organization	1	1			Granted

Annex 7 Letter addressed by the Chairman of the National Oil Corporation to the Ambassador of Canada to Libya

المؤسسة الوطنية للنفط

NATIONAL OIL CORPORATION

Date:20/02/2018 Ref: ...784.....

Mrs. Hilary Childs-Adams
Ambassador of Canada to Libya

Dear Ambassador Childs-Adams,

It is with alarm and regret that I write to you this afternoon, with regard to the [redacted], which now poses a threat to the lives of NOC staff. I must request that you take action to help safeguard these employees, in the short term, and to safeguard Libyans more generally in the longer term, by ensuring that militias do not overrun the National Oil Corporation.

The armed group that you and I discussed by text message about two weeks ago is headed by Alhadi Aweinat. You will remember the group came to NOC on 7 February 2018, claiming to represent [redacted], a Canadian company, in a deal Wilton had been trying to put together with AGOCO, our subsidiary in eastern Libya. Aweinat's militia, which has a reputation for violence and is affiliated with the armed group of Haithem Tajouri, is attempting still to force its way into NOC, Libya's economic lifeblood.

I hope you will permit me to lay out the most recent chain of events:

Yesterday morning the Petroleum Facilities Guards Commander Captain Najeeb Esh-shikh called my office at NOC and said Alhadi Aweinat wanted to see Abulgasem Shengheer, the NOC board member for exploration and production, and that they had an appointment to see Mr. Shengheer. This was not true. Later that afternoon, Capt Esh-Sheikh came to NOC headquarters, and asked Mr. Shengheer to come with him to the Almahari hotel to meet Aweinat. I said Aweinat should come instead to NOC offices. After speaking to Aweinat, Capt Esh-Sheikh then said in the manner of a threat that it would be better if Mr Shengheer went to the hotel. This is all recorded.

Mr. Shengheer went to the Almahari Hotel, where he met Alhadi Aweinat and two other unidentified individuals. They asked him why Mustafa Sanalla called them militias and, as proof, they showed him my private text messages to you which had been translated into Arabic.

They also told Mr. Shengheer about my conversation with Hashem Beshir last Monday 12 February at NOC headquarters. And they told him in a manner he understood to be threatening that they were interested in the return of the foreign companies, and that they were interested in [redacted] and other companies.

I contacted Prime Minister Serraj. He told me that he would use his contacts to find a solution, and phoned me after the return of Mr. Shengheer from Almahari Hotel to say Mr. Shengheer had returned without any problems. Mr. Serraj said that he would travel today and that when he returned he would meet with me to find an amicable solution, as he described it.

In my opinion, we at NOC have to draw a line here and now over the use of threats of violence as a business negotiating tool. If we do not, we will be quickly overwhelmed.

Page 1 of 2

+ 218 21 333 7141 - 44 / + 218 21 334 5700 - 09 : شارع بشير السعداوي _ (ميدان جنة العريف) طرابلس / ليبيا - هاتف

Bashir Sadawi st r. P .o Box : 2655 - 5335 Tripoli - Libya Tel : + 218 21 334 5700 - 09 / + 218 21 333 7141 _ 44

المؤسسة الوطنية للنفط

NATIONAL OIL CORPORATION

Given the central role played by a Canadian company in this situation, and given Canada's expressed commitment to promoting a rules-based international order, I must ask you, as the Canadian ambassador, to please take the following action:

1. Provide me with a list of the people outside the Canadian government with whom you shared our text message conversation;
2. Contact [redacted] leadership and demand from them immediately the identity of their Italian agent, so we can pass this information on to the Italian authorities to investigate;
3. Join with me, Mr. Serraj, and other members of the international community to publicly condemn militia encroachment into NOC business. I personally believe that the Canadian government would not prioritise commercial advantage for its companies over the survival of the rule of law in Libya – but I urge you to make that clear. I have copied the Italian ambassador, Mr Perrone, and will ask him also to stand with us, together.

I'm sure you will understand that, from our perspective, [redacted] has been at best naïve in engaging an untrustworthy agent; and at worst complicit and prepared to use unlawful means to secure a deal. Just as this behaviour jeopardises the progressive values to which we know and believe Canada to be committed, so it endangers Libyans and Libya in a real and intolerable way.

As you can imagine, we have no choice but to permanently and publicly blacklist any company that attempts to circumvent the normal channels for doing business with NOC – and in so doing, empower the very militia that have violently pushed the country to the edge of the abyss. This predation must not be normalised.

The above approach holds very serious risks to the lives of Mr Shengheer, myself and possibly other NOC officials, but I believe we are duty-bound to pursue it. If we allow this attempt to go unchallenged, every militia in the country will start insisting that business with NOC can only be negotiated through them. We can only hope that the spotlight of publicity will deter them from retaliating.

I thank you for your attention and sincerely hope you will stand with me in definitively outlawing the encroachment of armed groups onto the Libyan state economy. Let us, please, use this unfortunate incident as an opportunity to set the normative boundaries in this regard, and to signal that Libya has not yet succumbed to the law of the gun.

Best wishes

20-2-2018

Mustafa A. Sanalla
Chairman of the Board

Cc : Board Membres.

Page 2 of 2

+ 218 21 333 7141 - 44 / + 218 21 334 5700 - 09 : شارع بشير السعداوي _ (ميدان جنة العريف) طرابلس / ليبيا - هاتف

Bashir Sadawi st r. P .o Box : 2655 - 5335 Tripoli - Libya Tel : + 218 21 334 5700 - 09 / + 218 21 333 7141 _ 44

Source: Confidential

Annex 8 Role of Ibrahim Jadran in the Oil Crescent

Estimation of the value of daily production losses due to the attack by Ibrahim Jadran forces against oil terminals

الإدارة العامة للتسويق الدولي

الإدارة التجارية

الخسائر اليومية المترتبة على توقف أنتاج النفط الخام / الغاز الطبيعي من ميناءي السدرة وراس لانوف

وفق متوسط أسعار الخامات الليبية حسب منشورات نشرة البلاتس

نوع الخام	الكمية/برميل	متوسط السعر/ تقديري	القيمة دولار /للبرميل
السدرة	310.000	72.463	22,463,530.00
أمنا	125.000	73.413	9,176,625.00
سيرتيكا	15.000	72.563	1,088,445.00

غاز/ حقل الفارغ	73 مليون قدم متر مكعب	4.440/ مليون قدم متر مكعب	324,120.00
إجمالي القيمة بالدولار			33,052,720.00

Source: The National Oil Corporation

25. The table above also provides an estimate of daily losses due to the shutdown of oil terminals, following the 14 June 2018 led Ibrahim Jadran.

26. The NOC evaluated the cost of actions, from 2013 onward, that led to an interruption of oil production and exports, and also of destruction and deterioration of oil infrastructure to be more than USD 56 billion. The armed group of Ibrahim Jadran is responsible for most actions conducted in the Oil Crescent.

27. Here are some examples of costs incurred due to acts by the armed group led by Ibrahim Jadran:

- Cost for Waha Oil: USD 13,981,791,320; Acts: Shutting down of the Oil Crescent ports by PFGs (Central Region) on the pretext of the alleged metering system in Es-sidra Port affiliated to Waha Oil Company and the declaration of Force Majeure; Dates: 28/7/2013 – 26/08/2014.
- Cost for Waha Oil: USD 125,195,000; Acts: Attack by Ibrahim Jadran against oil terminals on 14 June 2018; Dates: 15/06/2018 – 20/06/2018.

28. Jadran is under an arrest warrant by the Attorney General Office in Libya.

Annex 9 Role of Nasser Bin Jreid and his links with the Union des Forces de la Resistance (UFR)

29. Bin Jreid is a former Libyan army officer, who had operated Sudanese armed groups in Libya under the former regime. From 2014 onward, he started operating groups from Chad and Sudan on behalf of the LNA. More recently, according to several sources including from within the Chadian opposition movements, Bin Jreid split from the LNA to join the former regime camp. Following accusations made against him of having joined the attack led by Jadran against oil terminals, Bin Jreid, in a televised intervention, denied having split from the LNA.

30. Bin Jreid is also known for his ties with the UFR of Timrane Erdemi, previously allied with the LNA. According to Chadian opposition sources, he played a role in recruiting Chadians to join Al Mabrouk Hneish in his attempt to move on Tripoli in November 2017. In December 2017, several commanders of the UFR were killed during a meeting hosted by Bin Jreid in a farm near Sabha. The UFR, headed by Timran Erdemi and commanded by members of his clan in Libya, is composed of several ethnic groups, including the Wedaya and Arab Mahamids, who had successively fought alongside the LNA, the BDB and Jadran Forces.

Annex 10 Documents attesting integration of military elements of the Sudanese opposition into LNA units.



الى /

منطقة سبها العسكرية

جميع البوابات ونقاط التفتيش

تتحرك عدد (17) الية مسلحة باسلحة متوسطة من منطقة الجفرة مروراً بمنطقة سبها الى منطقة ام الارانب بإمرة **اللواء جابر** احد قادة المعارضة السودانية والتابعة لغرفة عمليات الجفرة وذلك اعتبارا من الساعة 7:00 صباح يوم الثلاثاء الموافق 2017/10/03م.

يرجى الاستلام،،،

عميد ركن

علي محمد عمر سعد

آمر غرفة عمليات الجفـــرة

Source: Facebook

1. The following is an unofficial translation of the above document.

Translated from Arabic

Libya Arab Armed Forces
The General Command
Al-Jufra Operations Room

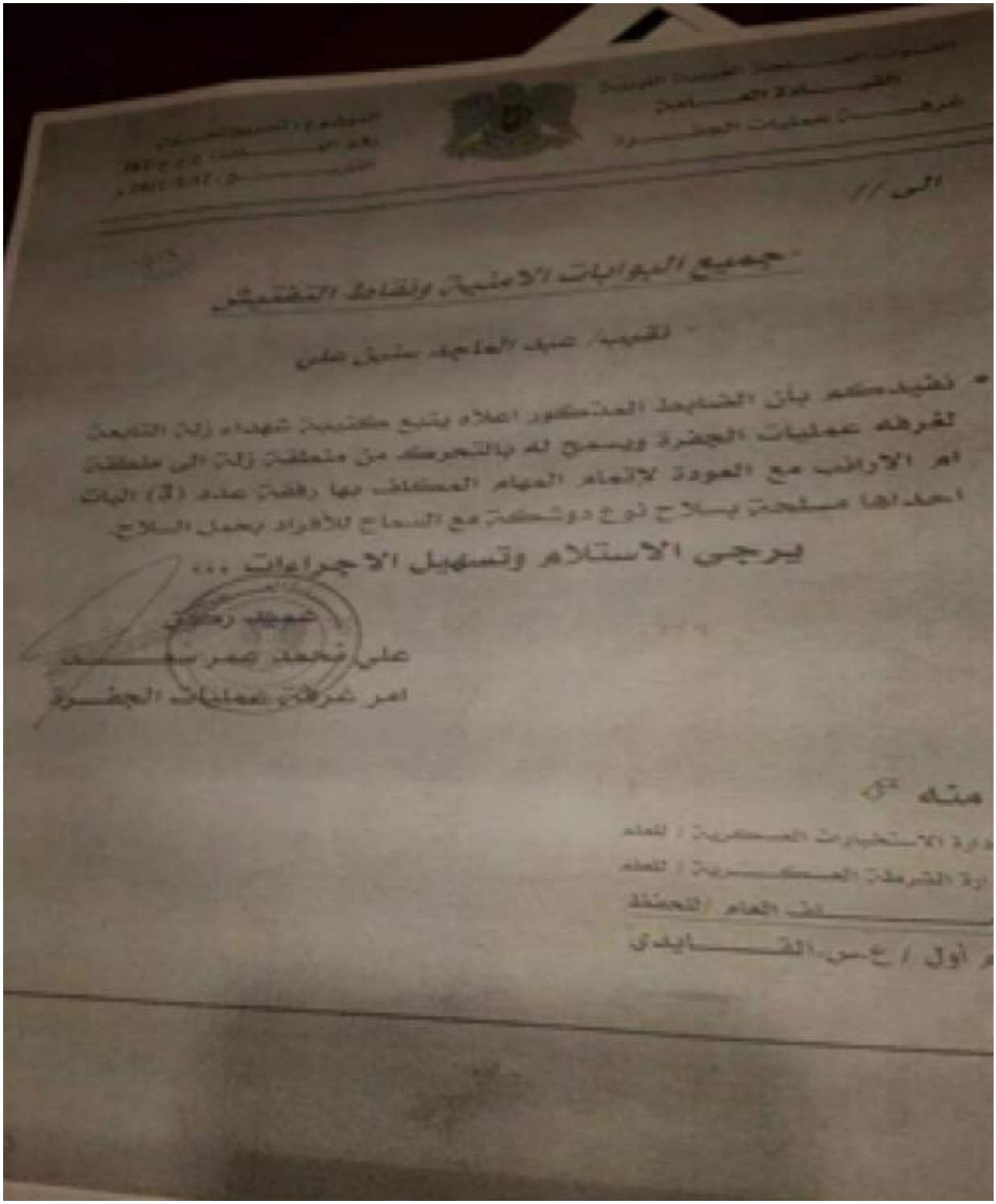
Date: 2.10.2017

Addressed to Sebha Military Zone, and all Checkpoints,

Laissez-passer for a convoy of 17 vehicles equipped with medium machine guns from al-Jufra to Um al-Araneb through Sebha under the command of Major General Jaber, one of the leaders of the Sudanese opposition, and affiliated with the Operations Room al-Jufra from Tuesday 03/10/2017 at 07:00.

Signed by Staff Brigadier Ali Mohammad Omar Saad, Commander of the al-Jufra Operations Room.

Source: Confidential



جميع البوابات الالكترونية وأماكن التفتيش

تفيدكم بأن الشابط المذكور اعلاه يتبع مكتبين شهداء زلتن التابعين لفرقة عمليات الجفرة ويسمح له بالتحرك من منطقة زلتن الى منطقتنا ام الاراني مع العودة للانهاء المهام المكلف بها رفقة عدد (٤) اليات احداها مسلحة بسلاح نوع دوشكا مع السماح للافراد بحمل السلاح.

يرجى الاستلام وتسهيل الاجراءات ...

شعبان رمضان
على فرحات عمر
امر شركات عمليات الجفرة

Source: Facebook

2. The following is an unofficial translation of the above document.

Translated from Arabic

Libya Arab Armed Forces
The General Command
Al-Jufra Operations Room

Date: …2017

Addressed to all Checkpoints,

Captain Abd al-Majid Senine Ali

We inform that the Captain mentioned above is affiliated with the Zela Martyrs' Brigade of al-Jufra Operations Room and is authorized to freely move in the region between Zela and Um al-Araneb, accompanied by three vehicles.

Signed by Staff Brigadier Ali Mohammad Omar Saad, Commander of the al-Jufra Operations Room.

Source: Confidential

القيادة العامة للقوات المسلحة العربية الليبية
غرفة عمليات سرت الكبرى

التاريخ 2016/9/20
الاشاري ..د.ا.....

القائد العام للقوات المسلحة العربية الليبية

تحية اجلال و تقدير

بمناسبة ترقيتكم إلى رتبة مشير عقب الانتصارات التي تحققت في منطقة الهلال النفطي لصالح القوات المسلحة العربية الليبية يطيب باسمي و باسم ضباط و جنود غرفة عمليات سرت الكبرى ان نزف أجمل آيات التبريكات والتهاني القلبية ونسأل الله العلي القدير أن يمتعكم بمزيد من الصحة والعافية

و في اطار حرص سيادتكم بمتابعة اخر التطورات الميدانية في مناطق الهلال النفطي فأننا نبلغكم المستجدات التالية:

نود ابلاغكم بوجود 118 قبرا للقوات الصديقة كانوا قد قتلوا نتيجة الاشتباكات خلال الفترة الماضية مما قد يتسبب لنا مستقبلا في اشكاليات نحن في غنى عنها

و نحيطكم علما اننا اجتمعنا مع الاخ / هلال بوعمود لغرض اقناع على اسحاق جابر امر كتائب القوات الصديقة لغرض فتح القبور لإعادة دفنها في اماكن نائية بعيدا عن المناطق الرعوية حيث اقترح اعادة الدفن في عددا من المواقع بينها وديان الشريف او المزوغيات او في شعبة البن في ضواحي زلة

القيادة العامة
قوة عمليات الوسطى
غرفة عمليات سرت الكبرى

تعلياتكم بالخصوص

والسلام عليكم ورحمة الله وبركاته

عقيد
سالم درياق
امر قوة عمليات المنطقة الوسطى

نسخة :
امين سر القيادة العامة
امر غرفة عمليات سرت الكبرى
المكتب الدوري العام

Source: Confidential

3. The following is an unofficial translation of the above document.

Translated from Arabic

General Command of Libya Arab Armed Forces
Grand Sirte Operations Room

Date: 28.9.2017

Addressed to the General Commander of the Libyan Arab Armed Forces,

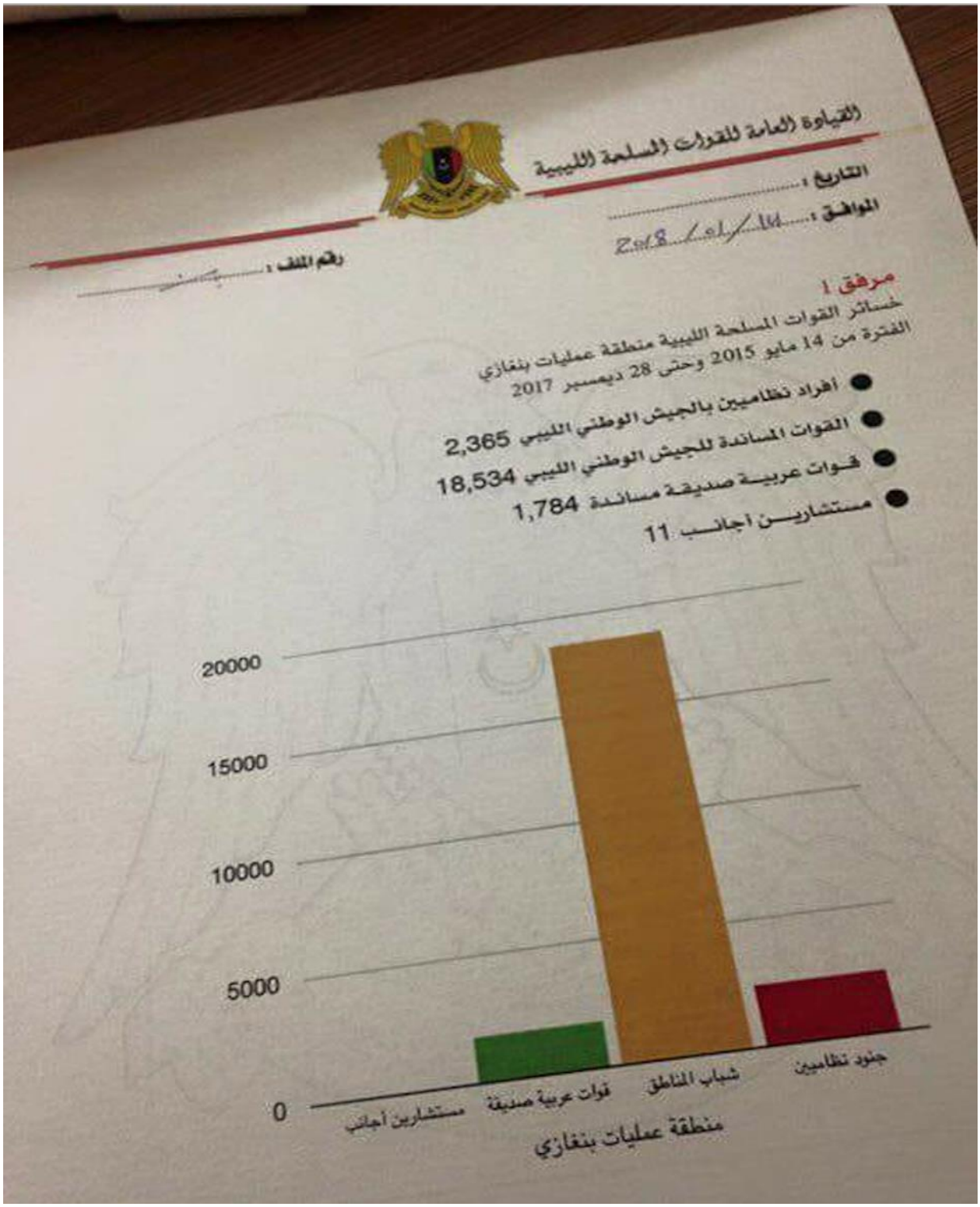
(…)

In order to update you on the latest field developments in the Oil Crescent, we provide with the following information:

The presence of 118 graves belonging to allied forces killed during the latest combats could be a source of tensions with local populations in the future. We met with Mr. Hilal Bu Amud to convince Isaac Jaber, commander of the allied forces, to transport the sepulchres from pastoral zones to remote areas. We proposed several locations (…).

Signed by Staff Brigadier Ali Mohammad Omar Saad, Commander of the al-Jufra Operations Room.

Source: Confidential



Source: Confidential

4. Thefollowing is an unofficial translation of the above document.

Translated from Arabic

The General Command of the Libyan Armed Forces

Date: 11.01.2018

Annex I,

Human losses of the Libyan Armed Forces in Benghazi operations zone, from 14 May 2015 to 28 December 2017.

Regular troops: 2.365

Support forces (local youth): 18.534

Allied Arab forces: 1.784

Foreign (non-Arab) advisors: 11

Source: Confidential

Annex 11 Statement of the chairman of the NOC on the blockade against al-Sarah field on 2 November 2017

NOC chairman Mustafa Sanalla has made the following statement on the situation at Jikharra:

"The Jikharra community is very important to us. We actively consult with its leaders and the people in a brotherly and cooperative spirit. We hear their grievances and we try to improve their lives. At the end of the day, what we want as NOC and what the Jikharra community wants is not different -- we all want a better life for the people of this country.

"Oil production from the Sara field at Jikharra has been reduced by 50,000 b/d as a result of protests, at a cost to the Libyan people of approximately $3 million per day. Individuals in Jikharra have made a series of demands linked to the implementation of new contract terms for Wintershall, the field operator. However, at NOC we have a very clear position of not making concessions to blockaders. We can discuss what can be done to support the valued and respected Jikharra community once production is restarted, but there is nothing to discuss while production is shut in.

"Moreover, we are investigating the circumstances of the shut-in and will refer the matter to the public prosecutor if warranted. We are aware of efforts to involve other communities in this blockade action, which were rejected. Blockades can destroy the country. They are a form of national suicide. Nothing can justify the use of this tactic.

"Finally, the NOC board is very concerned that Wintershall decided to shut production without consulting NOC. We have demanded an explanation, particularly since the protests at Jikharra are explicitly intended to block the implementation of new contract terms for Wintershall. This is a very serious matter, so let me make something very clear. We will not allow Wintershall to go back on its contractual commitments to the people of Libya. That game is already over. Wintershall will not continue to produce oil under different terms from every other international oil company working in the country. If it wishes, the new agreement will be finalized very soon. It will be good for Libya and good for the people of Jikharra, especially since it places extensive corporate social responsibility and environmental obligations on Wintershall. If it does not wish to implement the new terms, it is free to leave."

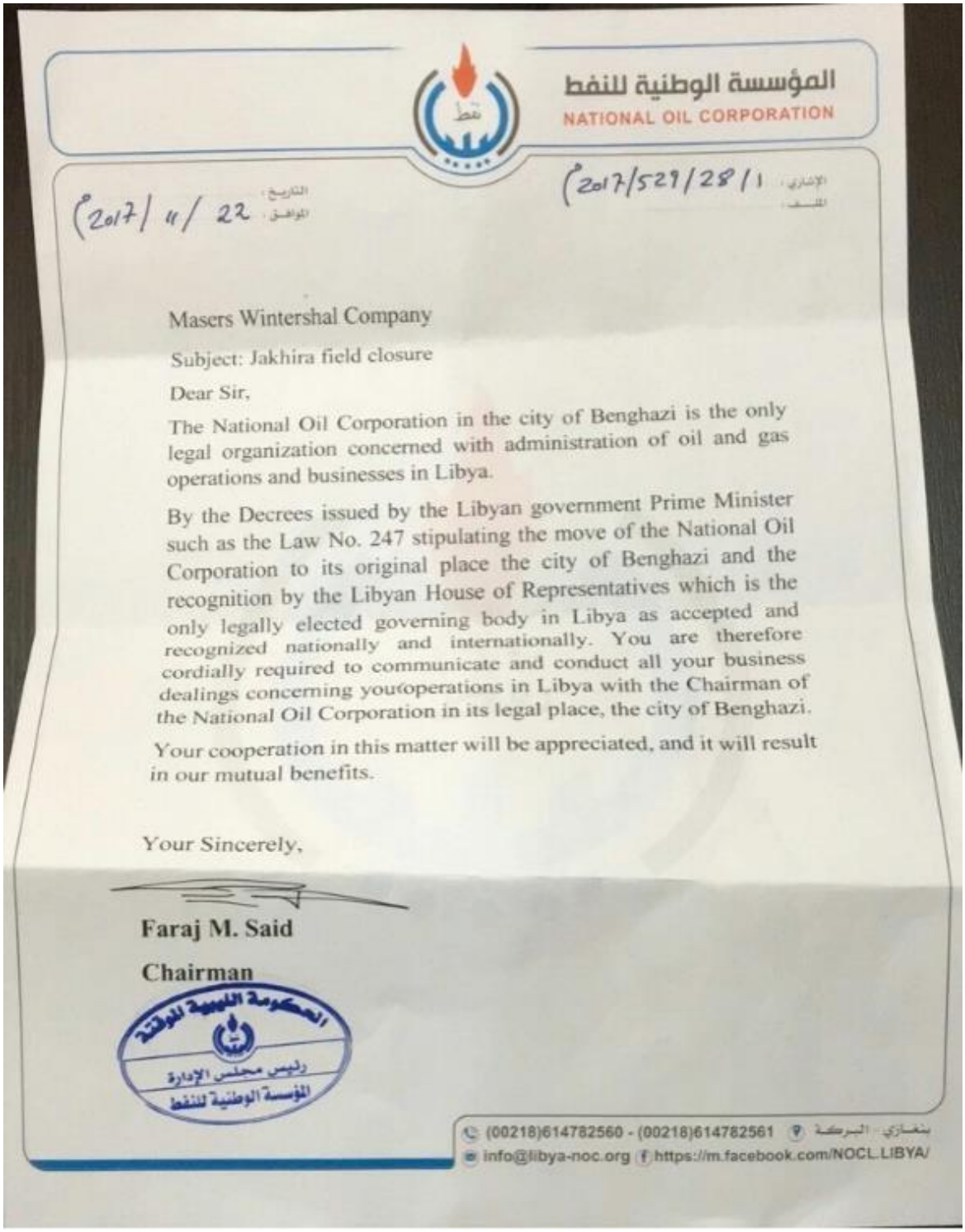
2 November 2017

Tripoli

Source: National Oil Corporation[2]

[2] https://noc.ly/index.php/en/

Annex 12 Letter by the Chairman of the Eastern NOC on 22 November 2017



المؤسسة الوطنية للنفط
NATIONAL OIL CORPORATION

التاريخ: 2017/11/22
الموافق:

الإشارة: 2017/529/28/1
الملف:

Masers Wintershal Company

Subject: Jakhira field closure

Dear Sir,

The National Oil Corporation in the city of Benghazi is the only legal organization concerned with administration of oil and gas operations and businesses in Libya.

By the Decrees issued by the Libyan government Prime Minister such as the Law No. 247 stipulating the move of the National Oil Corporation to its original place the city of Benghazi and the recognition by the Libyan House of Representatives which is the only legally elected governing body in Libya as accepted and recognized nationally and internationally. You are therefore cordially required to communicate and conduct all your business dealings concerning your operations in Libya with the Chairman of the National Oil Corporation in its legal place, the city of Benghazi.

Your cooperation in this matter will be appreciated, and it will result in our mutual benefits.

Your Sincerely,

Faraj M. Said

Chairman

الحكومة الليبية للوفاق
رئيس مجلس الإدارة
المؤسسة الوطنية للنفط

بنغازي - البركة (00218)614782560 - (00218)614782561
info@libya-noc.org https://m.facebook.com/NOCL.LIBYA/

Source: Confidential

Annex 13 Letter signed by the Commander of the Martyr Fathi Arhim Brigade and addressed to Wintershall



القيادة العامة للقوات المسلحة الليبية
جهاز حرس المنشآت النفطية
كتيبة 152 مشاة آلية
سرية الشهيد فتحي ارحيم

الموضوع: عدم استئناف التشغيل
رقم الملف: ك152 م أ/ 48/
التاريخ: 04/ جمادي 1/ 1439هـ
الموافق: 21/ 01/ 2018م

إلـــــى

مدير شركة الونترشال

بعد التحية .

اجراءاتكم بعدم استئناف تشغيل الحقل الي حين التحقيق في سبب الايقاف من عدمه

والسلام عليكم ورحمة الله وبركاته

اعتماد//

آمر سرية الشهيد فتحي أرحيم

صوره منه إلى
الملـــــــــف الدوري للحفظ

ج/ م.بوالربده : ج/م. بوالربده

Source: Facebook.

31. The following is an unofficial translation of the above document.

Translated from Arabic

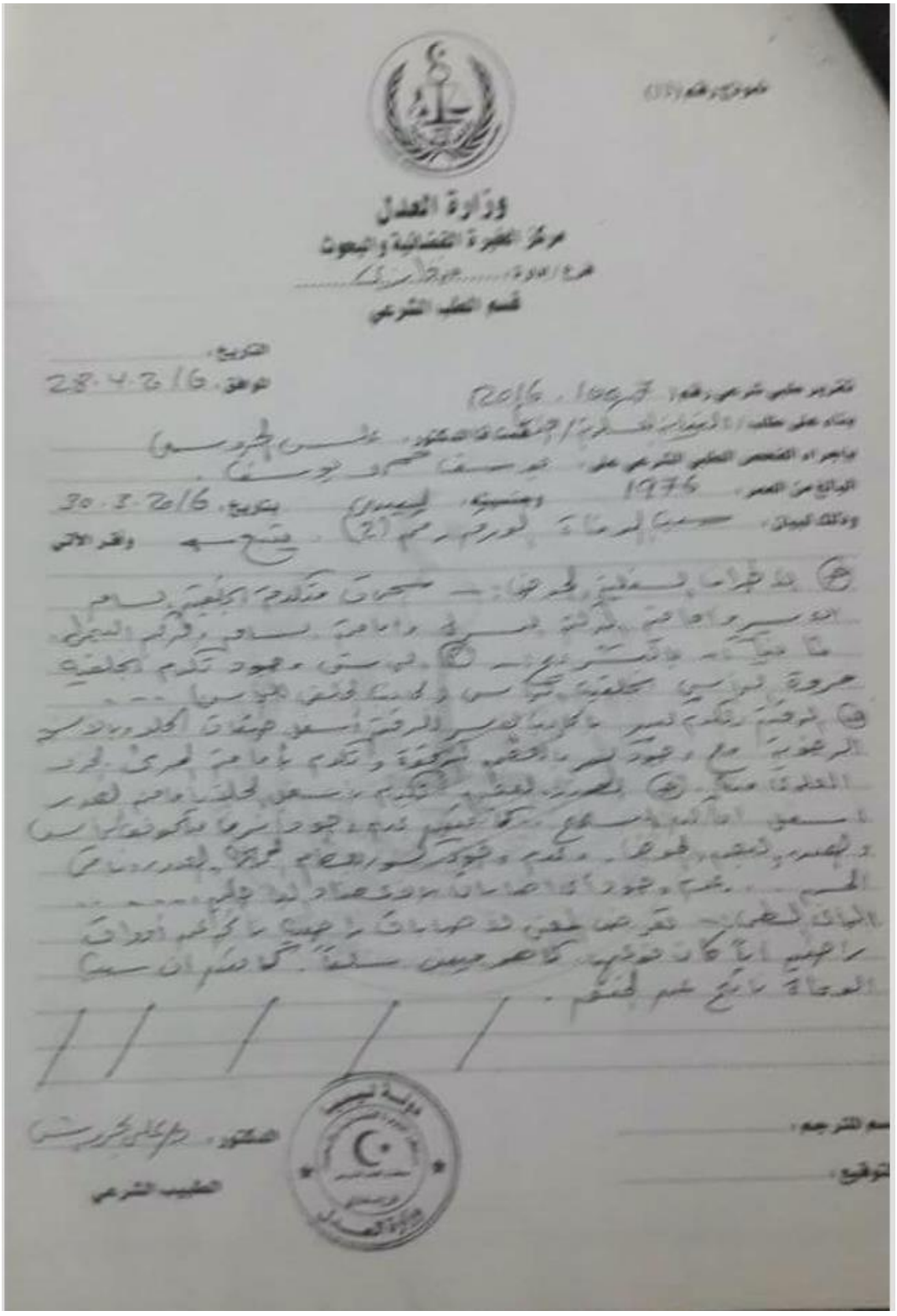
The General Command of the Armed Forces
The Petroleum Facilities Guard
The 152 Motorized Brigade
Fathi Arhim Martyr Company

Date: 1.11.2017

Addressed to the Director of Wintershall Company,
Please instruct not to resume production of oil (…).
Signed by the Commander of Martyr Fathi Arhim Company

Source: Facebook.

Annex 14 Medical report of a former detainee in Brigade 152 of the LNA



وزارة العدل
مركز الخبرة القضائية والبحوث
فرع الإدارة .....
قسم الطب الشرعي

التاريخ: 28.4.2016 الموافق

تقرير طبي شرعي رقم (1) لسنة 2016

بناء على طلب / السيد/ المحقق/ الدكتور: عادل الجروشي

بإجراء الفحص الطبي الشرعي على: يوسف محمد يوسف

البالغ من العمر: 1976 وجنسه: ليبي

وذلك ليبان: بتاريخ: 30.3.2016

وفحص الرعاية الأولية رقم (2) وتبين الآتي

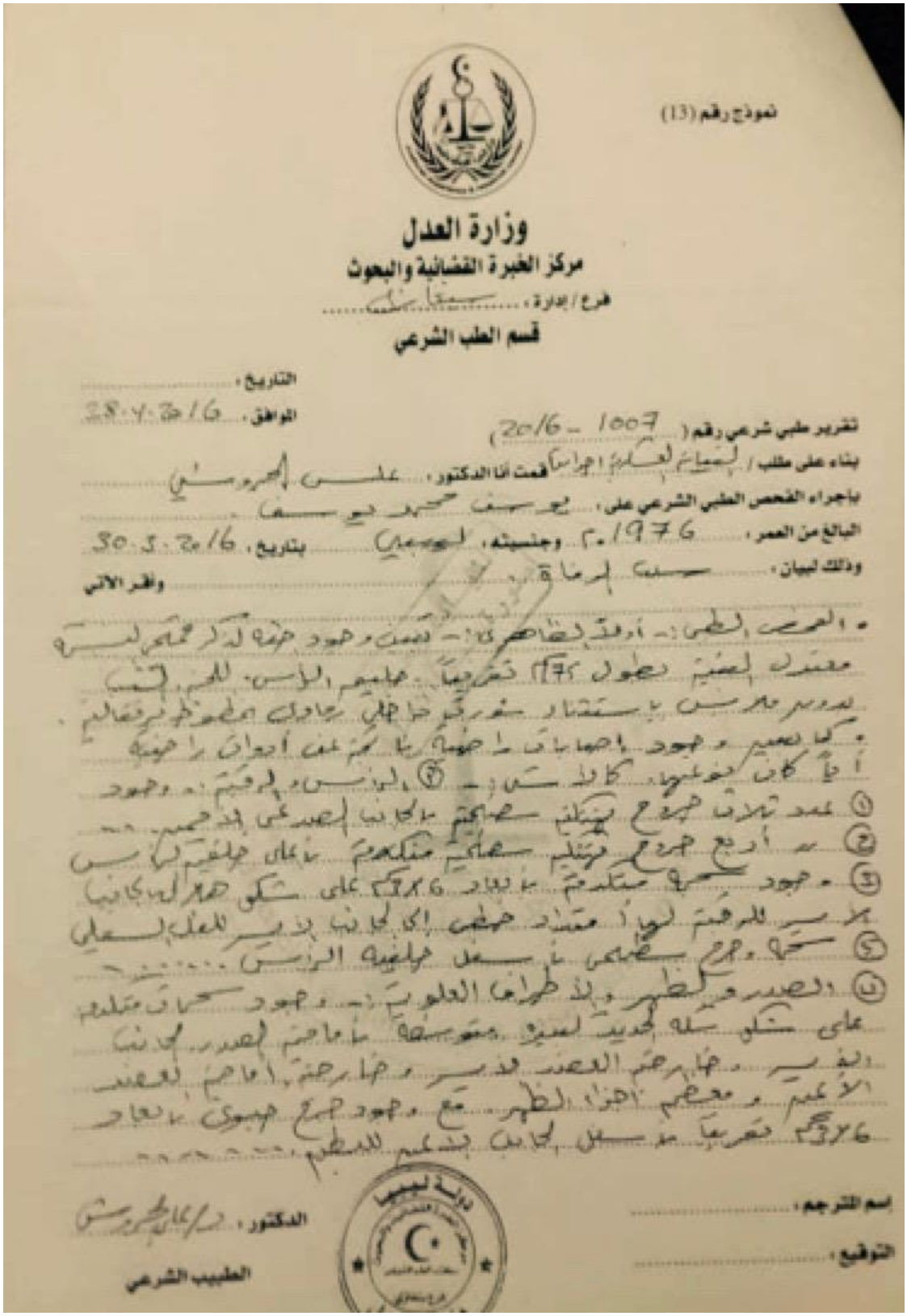
(1) بالفحص الظاهري: - ... (2) ... (3) ... (4) ... (5) ... (6) ... (7) ... (8) ... (9) ... (10) ... (11) ... (12) ... (13) ... (14) ... (15) ... (16) ... (17) ... (18) ... (19) ... (20) ... (21) ... (22) ... (23) ... (24) ... (25) ... (26) ... (27) ... (28) ... (29) ... (30) ... (31) ... (32) ... (33) ... (34) ... (35) ... (36) ... (37) ... (38) ... (39) ... (40) ... (41) ... (42) ... (43) ... (44) ... (45) ... (46) ... (47) ... (48) ... (49) ... (50) ... (51) ... (52) ... (53) ... (54) ... (55) ... (56) ... (57) ... (58) ... (59) ... (60) ... (61) ... (62) ... (63) ... (64) ... (65) ... (66) ... (67) ... (68) ... (69) ... (70) ... (71) ... (72) ... (73) ... (74) ... (75) ... (76) ... (77) ... (78) ... (79) ... (80) ... (81) ... (82) ... (83) ... (84) ... (85) ... (86) ... (87) ... (88) ... (89) ... (90) ... (91) ... (92) ... (93) ... (94) ... (95) ... (96) ... (97) ... (98) ... (99) ... (100) ... (101) ... (102) ... (103) ... (104) ... (105) ... (106) ... (107) ... (108) ... (109) ... (110) ... (111) ... (112) ... (113) ... (114) ... (115) ... (116) ... (117) ... (118) ... (119) ... (120) ... (121) ... (122) ... (123) ... (124) ... (125) ... (126) ... (127) ... (128) ... (129) ... (130) ... (131) ... (132) ... (133) ... (134) ... (135) ... (136) ... (137) ... (138) ... (139) ... (140) ... (141) ... (142) ... (143) ... (144) ... (145) ... (146) ... (147) ... (148) ... (149) ... (150) ... (151) ... (152) ... (153) ... (154) ... (155) ... (156) ... (157) ... (158) ... (159) ... (160) ... (161) ... (162) ... (163) ... (164) ... (165) ... (166) ... (167) ... (168) ... (169) ... (170) ... (171) ... (172) ... (173) ... (174) ... (175) ... (176) ... (177) ... (178) ... (179) ... (180) ... (181) ... (182) ... (183) ... (184) ... (185) ... (186) ... (187) ... (188) ... (189) ... (190) ... (191) ... (192) ... (193) ... (194) ... (195) ... (196) ... (197) ... (198) ... (199) ... (200) ... (201) ... (202) ... (203) ... (204) ... (205) ... (206) ... (207) ... (208) ... (209) ... (210) ... (211) ... (212) ... (213) ... (214) ... (215) ... (216) ... (217) ... (218) ... (219) ... (220) ... (221) ... (222) ... (223) ... (224) ... (225) ... (226) ... (227) ... (228) ... (229) ... (230) ... (231) ... (232) ... (233) ... (234) ... (235) ... (236) ... (237) ... (238) ... (239) ... (240) ... (241) ... (242) ... (243) ... (244) ... (245) ... (246) ... (247) ... (248) ... (249) ... (250) ... (251) ... (252) ... (253) ... (254) ... (255) ... (256) ... (257) ... (258) ... (259) ... (260) ... (261) ... (262) ... (263) ... (264) ... (265) ... (266) ... (267) ... (268) ... (269) ... (270) ... (271) ... (272) ... (273) ... (274) ... (275) ... (276) ... (277) ... (278) ... (279) ... (280) ... (281) ... (282) ... (283) ... (284) ... (285) ... (286) ... (287) ... (288) ... (289) ... (290) ... (291) ... (292) ... (293) ... (294) ... (295) ... (296) ... (297) ... (298) ... (299) ... (300) ... (301) ... (302) ... (303) ... (304) ... (305) ... (306) ... (307) ... (308) ... (309) ... (310) ... (311) ... (312) ... (313) ... (314) ... (315) ... (316) ... (317) ... (318) ... (319) ... (320) ... (321) ... (322) ... (323) ... (324) ... (325) ... (326) ... (327) ... (328) ... (329) ... (330) ... (331) ... (332) ... (333) ... (334) ... (335) ... (336) ... (337) ... (338) ... (339) ... (340) ... (341) ... (342) ... (343) ... (344) ... (345) ... (346) ... (347) ... (348) ... (349) ... (350) ... (351) ... (352) ... (353) ... (354) ... (355) ... (356) ... (357) ... (358) ... (359) ... (360) ... (361) ... (362) ... (363) ... (364) ... (365) ... (366) ... (367) ... (368) ... (369) ... (370) ... (371) ... (372) ... (373) ... (374) ... (375) ... (376) ... (377) ... (378) ... (379) ... (380) ... (381) ... (382) ... (383) ... (384) ... (385) ... (386) ... (387) ... (388) ... (389) ... (390) ... (391) ... (392) ... (393) ... (394) ... (395) ... (396) ... (397) ... (398) ... (399) ... (400) ... (401) ... (402) ... (403) ... (404) ... (405) ... (406) ... (407) ... (408) ... (409) ... (410) ... (411) ... (412) ... (413) ... (414) ... (415) ... (416) ... (417) ... (418) ... (419) ... (420) ... (421) ... (422) ... (423) ... (424) ... (425) ... (426) ... (427) ... (428) ... (429) ... (430) ... (431) ... (432) ... (433) ... (434) ... (435) ... (436) ... (437) ... (438) ... (439) ... (440) ... (441) ... (442) ... (443) ... (444) ... (445) ... (446) ... (447) ... (448) ... (449) ... (450) ... (451) ... (452) ... (453) ... (454) ... (455) ... (456) ... (457) ... (458) ... (459) ... (460) ... (461) ... (462) ... (463) ... (464) ... (465) ... (466) ... (467) ... (468) ... (469) ... (470) ... (471) ... (472) ... (473) ... (474) ... (475) ... (476) ... (477) ... (478) ... (479) ... (480) ... (481) ... (482) ... (483) ... (484) ... (485) ... (486) ... (487) ... (488) ... (489) ... (490) ... (491) ... (492) ... (493) ... (494) ... (495) ... (496) ... (497) ... (498) ... (499) ... (500) ... (501) ... (502) ... (503) ... (504) ... (505) ... (506) ... (507) ... (508) ... (509) ... (510) ... (511) ... (512) ... (513) ... (514) ... (515) ... (516) ... (517) ... (518) ... (519) ... (520) ... (521) ... (522) ... (523) ... (524) ... (525) ... (526) ... (527) ... (528) ... (529) ... (530) ... (531) ... (532) ... (533) ... (534) ... (535) ... (536) ... (537) ... (538) ... (539) ... (540) ... (541) ... (542) ... (543) ... (544) ... (545) ... (546) ... (547) ... (548) ... (549) ... (550) ... (551) ... (552) ... (553) ... (554) ... (555) ... (556) ... (557) ... (558) ... (559) ... (560) ... (561) ... (562) ... (563) ... (564) ... (565) ... (566) ... (567) ... (568) ... (569) ... (570) ... (571) ... (572) ... (573) ... (574) ... (575) ... (576) ... (577) ... (578) ... (579) ... (580) ... (581) ... (582) ... (583) ... (584) ... (585) ... (586) ... (587) ... (588) ... (589) ... (590) ... (591) ... (592) ... (593) ... (594) ... (595) ... (596) ... (597) ... (598) ... (599) ... (600) ... (601) ... (602) ... (603) ... (604) ... (605) ... (606) ... (607) ... (608) ... (609) ... (610) ... (611) ... (612) ... (613) ... (614) ... (615) ... (616) ... (617) ... (618) ... (619) ... (620) ... (621) ... (622) ... (623) ... (624) ... (625) ... (626) ... (627) ... (628) ... (629) ... (630) ... (631) ... (632) ... (633) ... (634) ... (635) ... (636) ... (637) ... (638) ... (639) ... (640) ... (641) ... (642) ... (643) ... (644) ... (645) ... (646) ... (647) ... (648) ... (649) ... (650) ... (651) ... (652) ... (653) ... (654) ... (655) ... (656) ... (657) ... (658) ... (659) ... (660) ... (661) ... (662) ... (663) ... (664) ... (665) ... (666) ... (667) ... (668) ... (669) ... (670) ... (671) ... (672) ... (673) ... (674) ... (675) ... (676) ... (677) ... (678) ... (679) ... (680) ... (681) ... (682) ... (683) ... (684) ... (685) ... (686) ... (687) ... (688) ... (689) ... (690) ... (691) ... (692) ... (693) ... (694) ... (695) ... (696) ... (697) ... (698) ... (699) ... (700) ... (701) ... (702) ... (703) ... (704) ... (705) ... (706) ... (707) ... (708) ... (709) ... (710) ... (711) ... (712) ... (713) ... (714) ... (715) ... (716) ... (717) ... (718) ... (719) ... (720) ... (721) ... (722) ... (723) ... (724) ... (725) ... (726) ... (727) ... (728) ... (729) ... (730) ... (731) ... (732) ... (733) ... (734) ... (735) ... (736) ... (737) ... (738) ... (739) ... (740) ... (741) ... (742) ... (743) ... (744) ... (745) ... (746) ... (747) ... (748) ... (749) ... (750) ... (751) ... (752) ... (753) ... (754) ... (755) ... (756) ... (757) ... (758) ... (759) ... (760) ... (761) ... (762) ... (763) ... (764) ... (765) ... (766) ... (767) ... (768) ... (769) ... (770) ... (771) ... (772) ... (773) ... (774) ... (775) ... (776) ... (777) ... (778) ... (779) ... (780) ... (781) ... (782) ... (783) ... (784) ... (785) ... (786) ... (787) ... (788) ... (789) ... (790) ... (791) ... (792) ... (793) ... (794) ... (795) ... (796) ... (797) ... (798) ... (799) ... (800) ... (801) ... (802) ... (803) ... (804) ... (805) ... (806) ... (807) ... (808) ... (809) ... (810) ... (811) ... (812) ... (813) ... (814) ... (815) ... (816) ... (817) ... (818) ... (819) ... (820) ... (821) ... (822) ... (823) ... (824) ... (825) ... (826) ... (827) ... (828) ... (829) ... (830) ... (831) ... (832) ... (833) ... (834) ... (835) ... (836) ... (837) ... (838) ... (839) ... (840) ... (841) ... (842) ... (843) ... (844) ... (845) ... (846) ... (847) ... (848) ... (849) ... (850) ... (851) ... (852) ... (853) ... (854) ... (855) ... (856) ... (857) ... (858) ... (859) ... (860) ... (861) ... (862) ... (863) ... (864) ... (865) ... (866) ... (867) ... (868) ... (869) ... (870) ... (871) ... (872) ... (873) ... (874) ... (875) ... (876) ... (877) ... (878) ... (879) ... (880) ... (881) ... (882) ... (883) ... (884) ... (885) ... (886) ... (887) ... (888) ... (889) ... (890) ... (891) ... (892) ... (893) ... (894) ... (895) ... (896) ... (897) ... (898) ... (899) ... (900) ... (901) ... (902) ... (903) ... (904) ... (905) ... (906) ... (907) ... (908) ... (909) ... (910) ... (911) ... (912) ... (913) ... (914) ... (915) ... (916) ... (917) ... (918) ... (919) ... (920) ... (921) ... (922) ... (923) ... (924) ... (925) ... (926) ... (927) ... (928) ... (929) ... (930) ... (931) ... (932) ... (933) ... (934) ... (935) ... (936) ... (937) ... (938) ... (939) ... (940) ... (941) ... (942) ... (943) ... (944) ... (945) ... (946) ... (947) ... (948) ... (949) ... (950) ... (951) ... (952) ... (953) ... (954) ... (955) ... (956) ... (957) ... (958) ... (959) ... (960) ... (961) ... (962) ... (963) ... (964) ... (965) ... (966) ... (967) ... (968) ... (969) ... (970) ... (971) ... (972) ... (973) ... (974) ... (975) ... (976) ... (977) ... (978) ... (979) ... (980) ... (981) ... (982) ... (983) ... (984) ... (985) ... (986) ... (987) ... (988) ... (989) ... (990) ... (991) ... (992) ... (993) ... (994) ... (995) ... (996) ... (997) ... (998) ... (999) ... (1000)

اسم المترجم:

التوقيع:

الدكتور: ...

الطبيب الشرعي



نموذج رقم (13)

وزارة العدل

مركز الخبرة القضائية والبحوث

فرع / إدارة: .....

قسم الطب الشرعي

التاريخ:

الموافق: 28/4/2016

تقرير طبي شرعي رقم (2016 - 1007)

بناء على طلب / لتمام العلم اجراسا قمت انا الدكتور: علي الحروشي

بإجراء الفحص الطبي الشرعي على: يوسف محمد يوسف

البالغ من العمر: 1976 وجنسيته: ليبي بتاريخ: 30/3/2016

وذلك لبيان: حسب الإحالة

وفقر الآتي

• الفحص الطبي:- أولاً الظاهري:- تبين وجود جرح لاكر ملتحم لسطحي مقدمة الصدر بطول 17سم تقريباً. عديم الإسن للجرح. ليس بالجرح مدبب بإستثناء سفر قيح خارجي حاول الطبيب الشرعي تنظيفه.

• كما تبين وجود إصابات أخرى بالجسم على أعضاء أخرى أياً كان نوعها.

كالتالي:- ① بالرأس لم يتبين وجود

② بعد ثلاثة جروح ترتيبي سطحي بالجانب الأيمن للصدر.

③ بعد أربع جروح ترتيبي سطحي متكدمة بأعلى الجانب الأيسر

④ وجود جرح متكدم بأبعاد 3×6 سم على شكل هلالي بالجانب الأيسر للرقبة لونه متعدد حيث الجانب الأيسر للعنق السفلي

⑤ جرح سطحي بالسفل الجانب الأيسر

⑥ الصدر والظهر والأطراف العلوية:- وجود كدمات متفرقة على شكل بقع الحديد لسيخ متوسطة بأعلى الصدر الجانب الأيسر. الجانب الأيمن للصدر والظهر الجانب الأيسر والجانب الأيمن للعضد الأيسر والأيمن وبعض أجزاء الظهر. مع وجود جرح مهبوش بأبعاد 3×6 سم تقريباً بالسفل الجانب الأيسر للظهر.

الدكتور: د/ علي الحروشي

الطبيب الشرعي

اسم المترجم: .....

التوقيع: .....

Source: Confidential

32. This report is handwritten. Due to the poor resolution of the image, the Panel was only able to translate it partially. Sections from the medical report clearly indicate that the individual died from torture during his detention by Brigade 152.

33. The following is a translation of the above document.

Translated from Arabic

(Page 1)

Ministry of Justice

Judicial Expertise Centre

Criminal Forensic Department

Date: 28.4.2016

Medical Report number: 1007_2016

Upon a request by: Military Prosecution

Examined: Youssef Mohammad Youssef

Born: 1976 Nationality: Libyan Examined on: 30.3.2016

Cause of Death: Haematoma n°2

(…)

(Page 2)

Medical Report number: 1007_2016

Upon a request by: Military Prosecution

Examined: Youssef Mohammad Youssef

Born: 1976 Nationality: Libyan Examined on: 30.3.2016

(…)

Examination of the body reveals the existence of multiple injuries due to the use of hard tools, regardless of their specific type.

Head and neck and area:

1. Three superficial wounds on the right side of the head.
2. Four wounds and bruises on the rear of the head

3. Large bruise (3cmx6cm) in the form of a crescent on the left side of the neck, which reaches the left side of the jaw.

4. A bruise and a superficial wound on the lower backside of the head.

Chest, back and arms

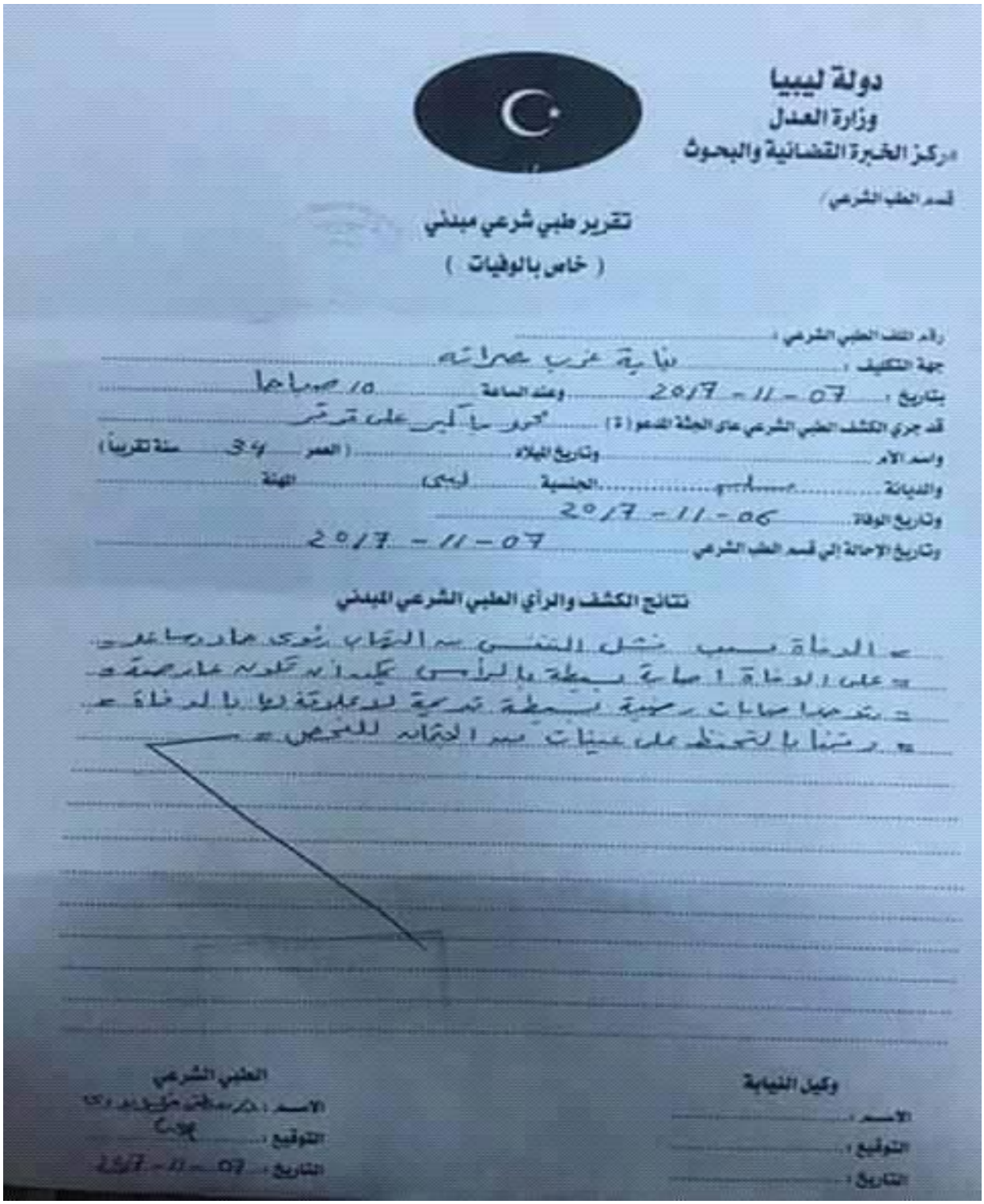
1. Bruises on chest in the form of railways, on the left side of the chest, on the arms and most of the back.

2. Deadly wound on the right lower side of the belly.

(…)

Source: Confidential

Annex 15 The case of Mohammad Bakir (a.k.a Al Nahla)



دولة ليبيا
وزارة العدل
مركز الخبرة القضائية والبحوث
قسم الطب الشرعي

تقرير طبي شرعي مبدئي
(خاص بالوفيات)

رقم الكشف الطبي الشرعي :
جهة التكليف : نيابة غرب بنغازي
بتاريخ : 2017 - 11 - 07 وعند الساعة 10 صباحا
قد جرى الكشف الطبي الشرعي على الجثة المدعو (ة) محمد بابكر علي قرقر
واسم الأم وتاريخ الميلاد (العمر 34 سنة تقريباً)
والديانة الجنسية ليبي الهنة
وتاريخ الوفاة 2017 - 11 - 05
وتاريخ الإحالة إلى قسم الطب الشرعي 2017 - 11 - 07

نتائج الكشف والرأي الطبي الشرعي المبدئي

- الوفاة بسبب نزيف التنفس من الصدر نتيجة طلق ناري
- على الوفاة إصابة بسيطة بالرأس يحتمل أن تكون عارضة
- توجد إصابات رضية بسيطة تدريجية لم تعالج قبل الوفاة
- رهنا بالتحفظ على عينات من الجثة للفحص

الطبي الشرعي
الاسم :
التوقيع :
التاريخ : 2017 - 11 - 07

وكيل النيابة
الاسم :
التوقيع :
التاريخ :

Source: Confidential

34. The following is an unofficial translation of the above document.

Translated from Arabic

Ministry of Justice

Judicial Expertise Centre

Criminal Forensic Department

Date: 7.11.2016

Medical Report number: 1007_2016

Upon a request by: West Misrata Attorney Office

Examined: Mohammad Bakir Ali Karkar

Born: 1976 Nationality: Libyan Examined on: 30.3.2016

Cause of Death: Strong lung infection.

Were noted on the body a light injury on the head (…) as well as several bruises on the body that seem old and not related to the death.

Source: Confidential

Annex 16 Letter by Omar al-Mokhtar Operations Room



القوات المسلحة العربية الليبية
رئاسة الأركان العامة
مجموعة عمليات عمر المختار

التاريخ: 2018.6.27
الموافق:
رقم الملف:
الموضوع:

2079

الى/

امر سرية شهداء عين مارة

* في إطـــار تكليفكـــم بتامين مدينة درنـة

علـــة إجراءاتكم بالسماح للعائلات بالدخول الى منازلهم في المناطق المحررة وعدم التعرض لهم من بعض الإفراد المخـالفين للتعليمات والقوانين وعلـــى العسكرين إخلاء منازل المواطنين في المناطق المحررة

إجراءاتكم بالخصوص

اللـــواء
سالم مفتاح حسين الرفادي
أمر مجموعة عمليات عمر المختار القتالية

صورة إلى
الشرطة العسكرية بالمجموعة .....للعلم
ركن الاستخبارات العسكرية بالمجموعة.....للعلم
الملف الدوري.....للحفظ
☑ اللواء س / م الرفادي
☐ ر ع و / شخي / اللواء

Source: Facebook

35. The following is an unofficial translation of the above document.

Translated from Arabic

The Armed Arab Libyan Forces
The Chief of Staff
Omar al-Mokhtar Operations Room

Date: 27.06.2018

Addressed to the Commander of Ayn Mara Martyrs' Company,
(…) to allow families to return to their homes in liberated areas and not to harm them by individuals in violation of instructions and laws. Instruct to evacuate the houses of civilians by military personnel.

Signed by Major General Salem Muftah Hussein al-Refadi

Commander of Omar al-Mokhtar Operations Room

Source: Facebook

Annex 17 The smugglers marketing to attract candidates for migration to Europe via Libya

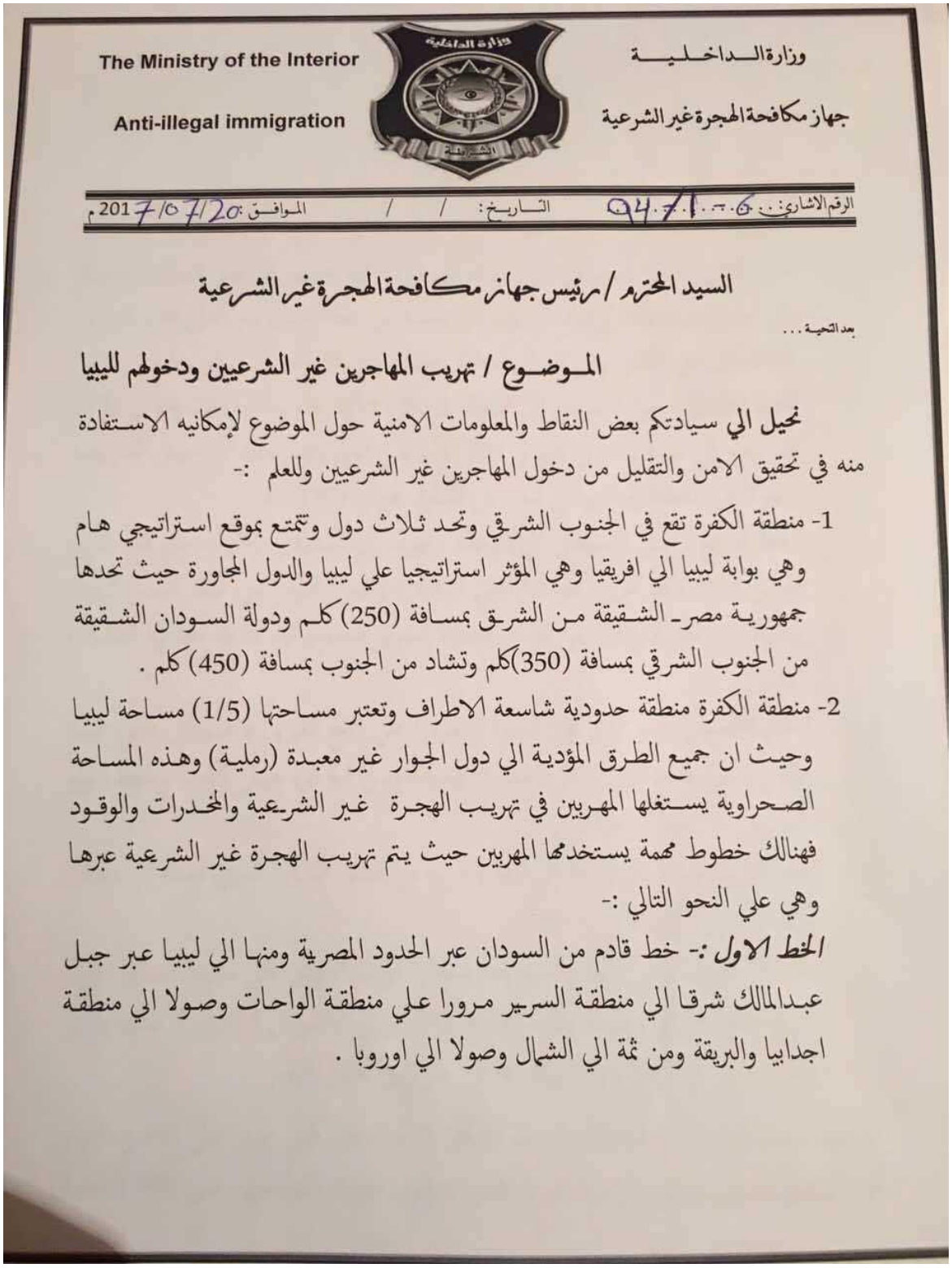
A Facebook page titled “Wishing to immigrate to Europe via Libya” posted in September 2014 guarantees comfort and safety



Source: Media[3]

[3] Christopher Miller, “Smugglers use social media to lure migrants in the Mediterranean”, Mashable, 25 April 2015. Available from https://mashable.com/2015/04/25/mediterranean-smugglers-facebook/?europe=true

Annex 18 Director of Al-Kufra detention centre reports on illegal migration



The Ministry of the Interior
Anti-illegal immigration

وزارة الداخلية
جهاز مكافحة الهجرة غير الشرعية

الرقم الاشاري: 6.....94.7.1 التاريخ: / / الموافق: 20/7/2017 م

السيد المحترم / رئيس جهاز مكافحة الهجرة غير الشرعية

بعد التحية ...

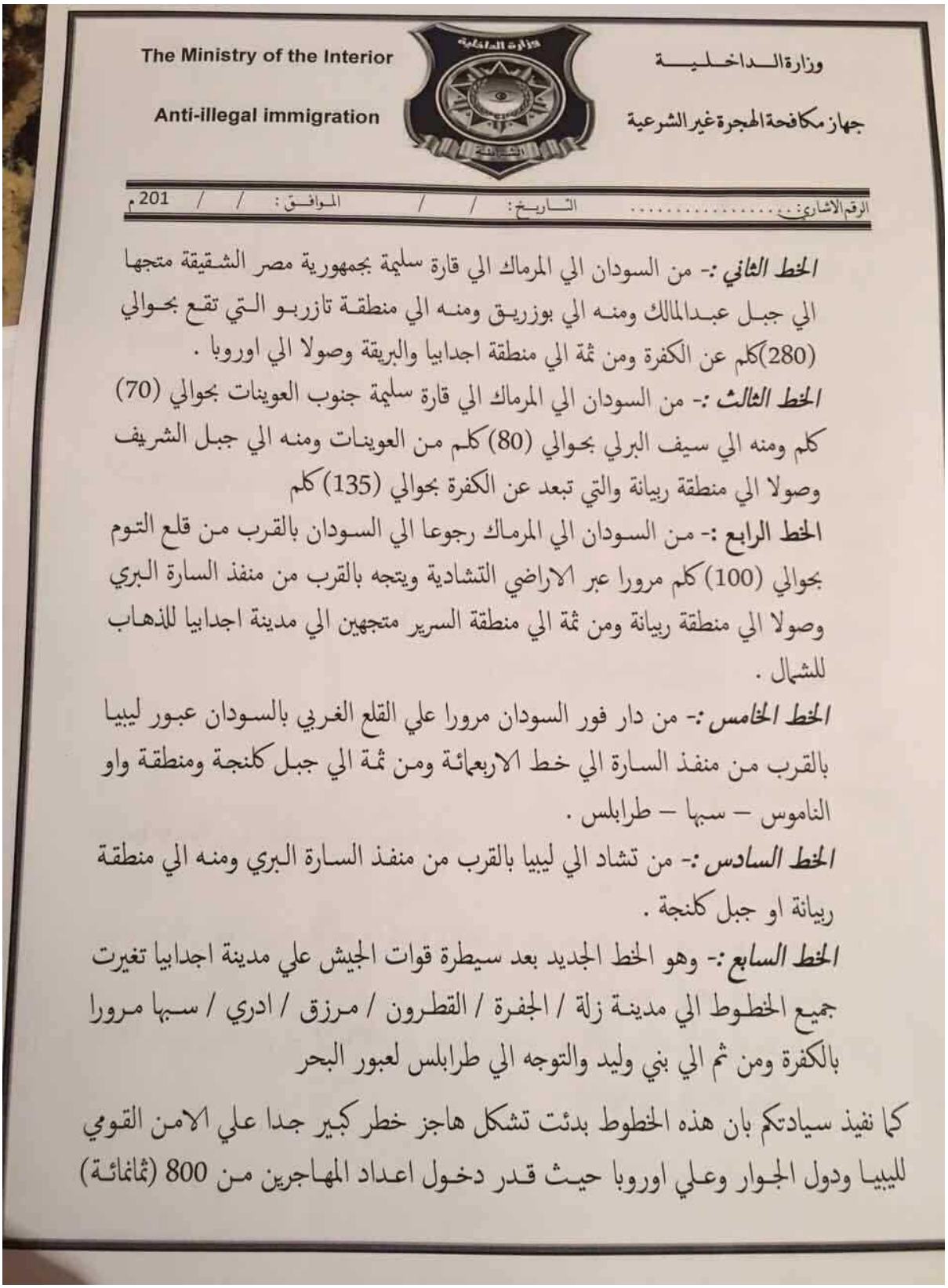
الموضوع / تهريب المهاجرين غير الشرعيين ودخولهم لليبيا

نحيل الي سيادتكم بعض النقاط والمعلومات الامنية حول الموضوع لإمكانيه الاستفادة منه في تحقيق الامن والتقليل من دخول المهاجرين غير الشرعيين وللعلم :-

1- منطقة الكفرة تقع في الجنوب الشرقي وتحد ثلاث دول وتتمتع بموقع استراتيجي هام وهي بوابة ليبيا الي افريقيا وهي المؤثر استراتيجيا علي ليبيا والدول المجاورة حيث تحدها جمهورية مصر الشقيقة من الشرق بمسافة (250) كلم ودولة السودان الشقيقة من الجنوب الشرقي بمسافة (350)كلم وتشاد من الجنوب بمسافة (450) كلم .

2- منطقة الكفرة منطقة حدودية شاسعة الاطراف وتعتبر مساحتها (1/5) مساحة ليبيا وحيث ان جميع الطرق المؤدية الي دول الجوار غير معبدة (رملية) وهذه المساحة الصحراوية يستغلها المهربين في تهريب الهجرة غير الشرعية والمخدرات والوقود فهنالك خطوط مهمة يستخدمها المهربين حيث يتم تهريب الهجرة غير الشرعية عبرها وهي علي النحو التالي :-

الخط الاول :- خط قادم من السودان عبر الحدود المصرية ومنها الي ليبيا عبر جبل عبدالمالك شرقا الي منطقة السرير مرورا علي منطقة الواحات وصولا الي منطقة اجدابيا والبريقة ومن ثمة الي الشمال وصولا الي اوروبا .



The Ministry of the Interior
Anti-illegal immigration
وزارة الداخلية
جهاز مكافحة الهجرة غير الشرعية

الرقم الاشاري: ..... التاريخ: / / الموافق: / / 201م

الخط الثاني :- من السودان الي المرماك الي قارة سليمة بجمهورية مصر الشقيقة متجها الي جبل عبدالمالك ومنه الي بوزريق ومنه الي منطقة تازربو التي تقع بحوالي (280)كلم عن الكفرة ومن ثمة الي منطقة اجدابيا والبريقة وصولا الي اوروبا .

الخط الثالث :- من السودان الي المرماك الي قارة سليمة جنوب العوينات بحوالي (70) كلم ومنه الي سيف البرلي بحوالي (80) كلم من العوينات ومنه الي جبل الشريف وصولا الي منطقة ربيانة والتي تبعد عن الكفرة بحوالي (135) كلم

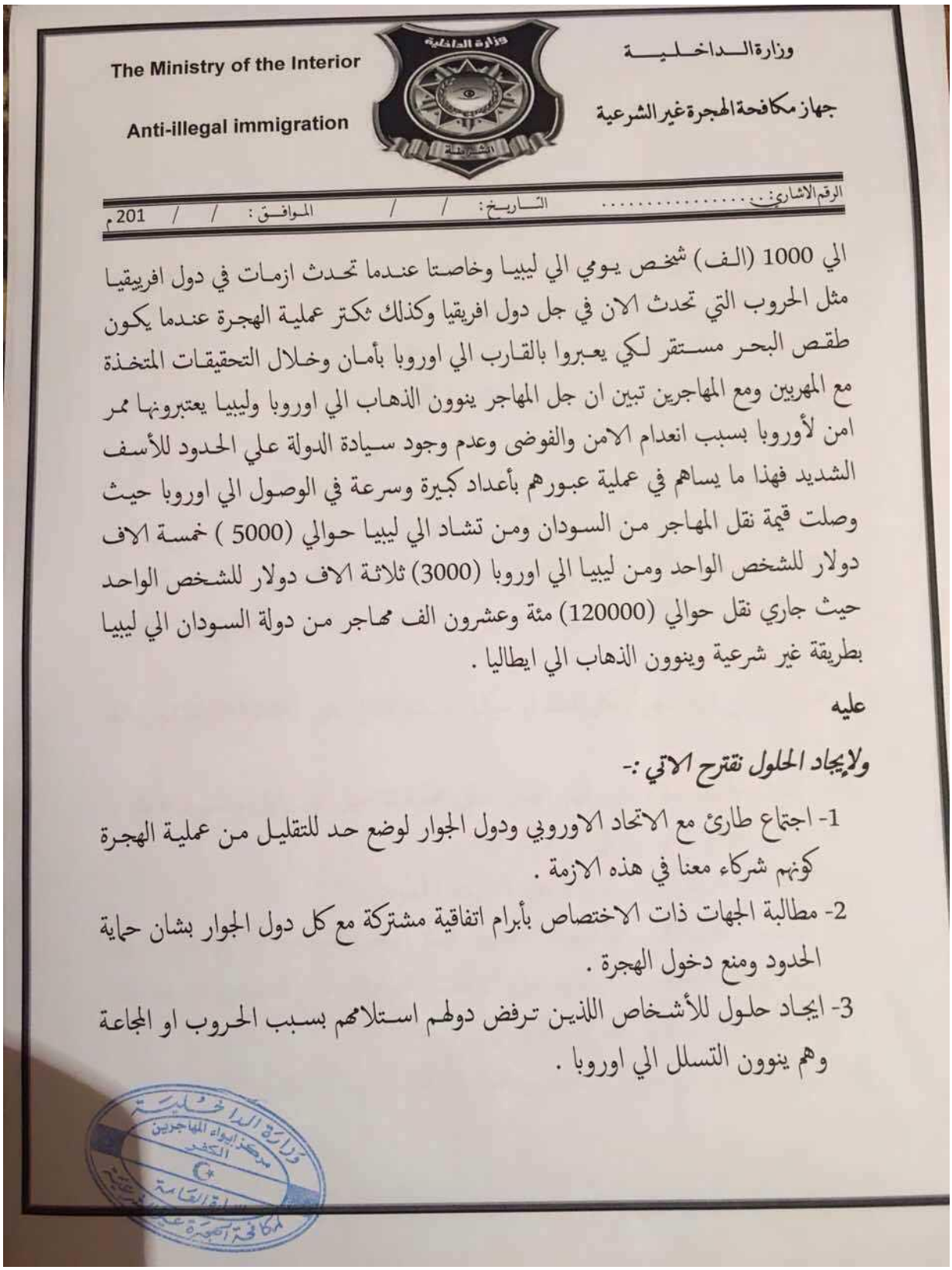
الخط الرابع :- من السودان الي المرماك رجوعا الي السودان بالقرب من قلع التوم بحوالي (100) كلم مرورا عبر الاراضي التشادية ويتجه بالقرب من منفذ السارة البري وصولا الي منطقة ربيانة ومن ثمة الي منطقة السرير متجهين الي مدينة اجدابيا للذهاب للشمال .

الخط الخامس :- من دار فور السودان مرورا علي القلع الغربي بالسودان عبور ليبيا بالقرب من منفذ السارة الي خط الاربعمائة ومن ثمة الي جبل كلنجة ومنطقة واو الناموس – سبها – طرابلس .

الخط السادس :- من تشاد الي ليبيا بالقرب من منفذ السارة البري ومنه الي منطقة ربيانة او جبل كلنجة .

الخط السابع :- وهو الخط الجديد بعد سيطرة قوات الجيش علي مدينة اجدابيا تغيرت جميع الخطوط الي مدينة زلة / الجفرة / القطرون / مرزق / ادري / سبها مرورا بالكفرة ومن ثم الي بني وليد والتوجه الي طرابلس لعبور البحر

كما نفيذ سيادتكم بان هذه الخطوط بدئت تشكل هاجز خطر كبير جدا علي الامن القومي لليبيا ودول الجوار وعلي اوروبا حيث قدر دخول اعداد المهاجرين من 800 (ثمانمائة)



وزارة الداخلية
جهاز مكافحة الهجرة غير الشرعية

The Ministry of the Interior
Anti-illegal immigration

الرقم الاشاري: ..... التاريخ: / / الموافق: / / 201م

الي 1000 (الف) شخص يومي الي ليبيا وخاصتا عندما تحدث ازمات في دول افريقيا مثل الحروب التي تحدث الان في جل دول افريقيا وكذلك تكتر عملية الهجرة عندما يكون طقص البحر مستقر لكي يعبروا بالقارب الي اوروبا بأمان وخلال التحقيقات المتخذة مع المهربين ومع المهاجرين تبين ان جل المهاجر ينوون الذهاب الي اوروبا وليبيا يعتبرونها ممر امن لأوروبا بسبب انعدام الامن والفوضى وعدم وجود سيادة الدولة علي الحدود للأسف الشديد فهذا ما يساهم في عملية عبورهم بأعداد كبيرة وسرعة في الوصول الي اوروبا حيث وصلت قيمة نقل المهاجر من السودان ومن تشاد الي ليبيا حوالي (5000) خمسة الاف دولار للشخص الواحد ومن ليبيا الي اوروبا (3000) ثلاثة الاف دولار للشخص الواحد حيث جاري نقل حوالي (120000) مئة وعشرون الف مهاجر من دولة السودان الي ليبيا بطريقة غير شرعية وينوون الذهاب الي ايطاليا .

عليه

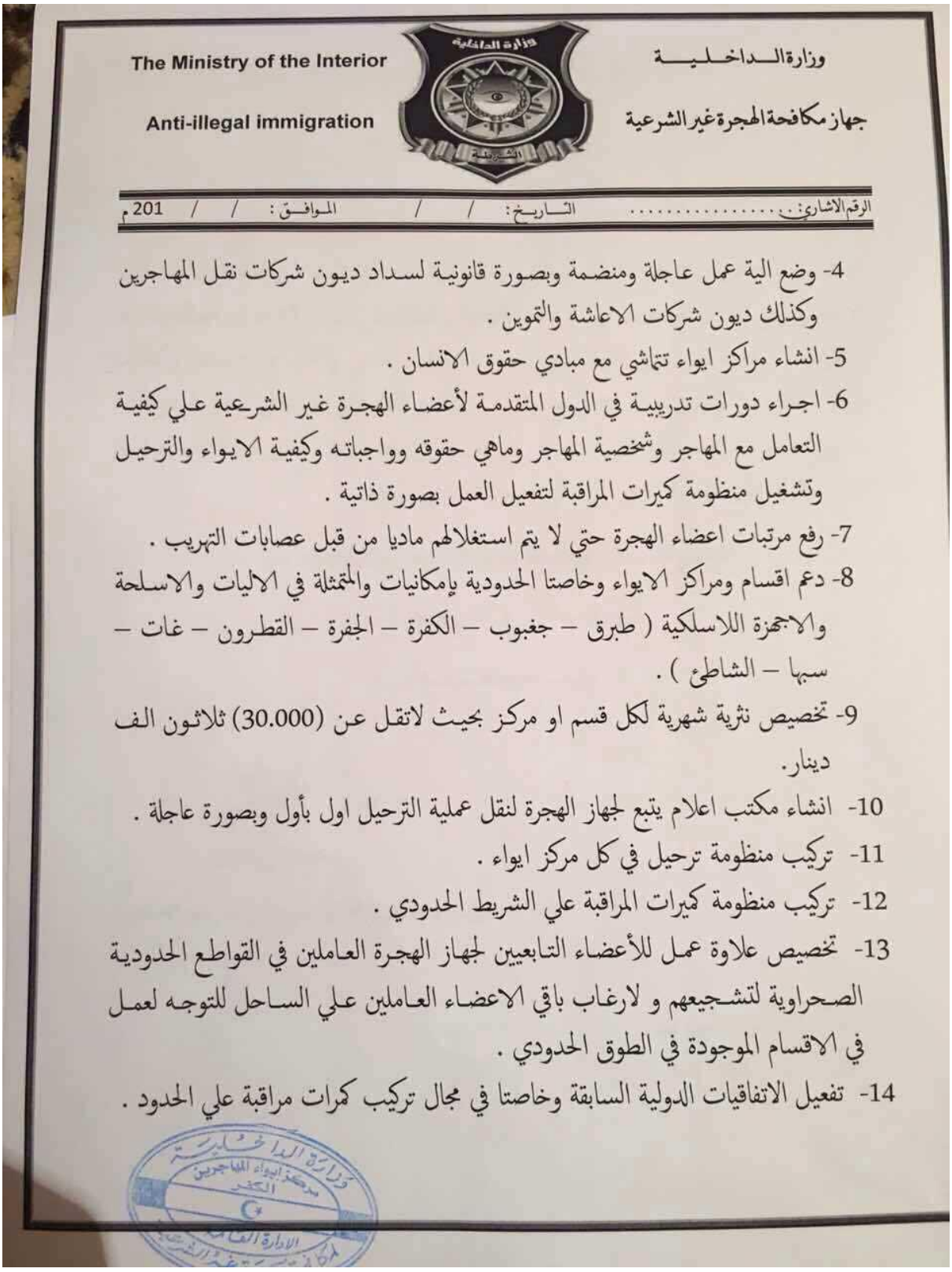
ولايجاد الحلول نقترح الاتي :-

1- اجتماع طارئ مع الاتحاد الاوروبي ودول الجوار لوضع حد للتقليل من عملية الهجرة كونهم شركاء معنا في هذه الازمة .

2- مطالبة الجهات ذات الاختصاص بأبرام اتفاقية مشتركة مع كل دول الجوار بشان حماية الحدود ومنع دخول الهجرة .

3- ايجاد حلول للأشخاص اللذين ترفض دولهم استلامهم بسبب الحروب او المجاعة وهم ينوون التسلل الي اوروبا .

وزارة الداخلية
مديرية أبواب المهاجرين
التكفير
المديرية العامة
لمكافحة الهجرة غير



The Ministry of the Interior

Anti-illegal immigration

وزارة الداخلية

جهاز مكافحة الهجرة غير الشرعية

الرقم الاشاري: ..... التاريخ: / / الموافق: / / 201 م

4- وضع الية عمل عاجلة ومنضمة وبصورة قانونية لسداد ديون شركات نقل المهاجرين وكذلك ديون شركات الاعاشة والتموين .

5- انشاء مراكز ايواء تتماشي مع مبادي حقوق الانسان .

6- اجراء دورات تدريبية في الدول المتقدمة لأعضاء الهجرة غير الشرعية علي كيفية التعامل مع المهاجر وشخصية المهاجر وماهي حقوقه وواجباته وكيفية الايواء والترحيل وتشغيل منظومة كميرات المراقبة لتفعيل العمل بصورة ذاتية .

7- رفع مرتبات اعضاء الهجرة حتي لا يتم استغلالهم ماديا من قبل عصابات التهريب .

8- دعم اقسام ومراكز الايواء وخاصتا الحدودية بإمكانيات والمتمثلة في الاليات والاسلحة والاجهزة اللاسلكية (طبرق – جغبوب – الكفرة – الجفرة – القطرون – غات – سبها – الشاطئ) .

9- تخصيص نثرية شهرية لكل قسم او مركز بحيث لاتقل عن (30.000) ثلاثون الف دينار.

10- انشاء مكتب اعلام يتبع لجهاز الهجرة لنقل عملية الترحيل اول بأول وبصورة عاجلة .

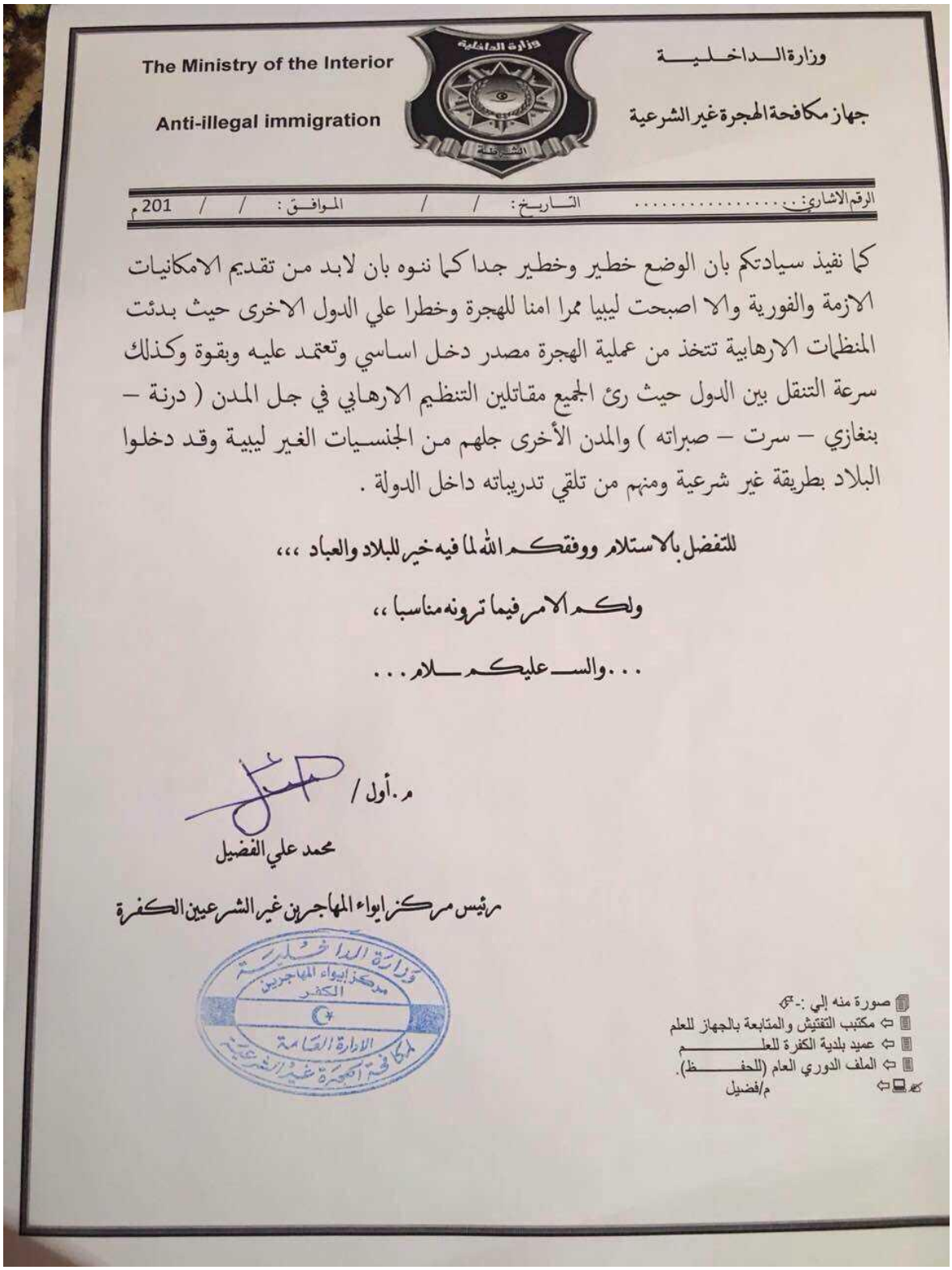
11- تركيب منظومة ترحيل في كل مركز ايواء .

12- تركيب منظومة كميرات المراقبة علي الشريط الحدودي .

13- تخصيص علاوة عمل للأعضاء التابعيين لجهاز الهجرة العاملين في القواطع الحدودية الصحراوية لتشجيعهم و لارغاب باقي الاعضاء العاملين علي الساحل للتوجه لعمل في الاقسام الموجودة في الطوق الحدودي .

14- تفعيل الاتفاقيات الدولية السابقة وخاصتا في مجال تركيب كمرات مراقبة علي الحدود .

وزارة الداخلية
مركز ايواء المهاجرين
الكفرة
الادارة العامة



The Ministry of the Interior

Anti-illegal immigration

وزارة الداخلية

جهاز مكافحة الهجرة غير الشرعية

الرقم الاشاري: ..... التاريخ: / / الموافق: / / 201م

كما نفيد سيادتكم بان الوضع خطير وخطير جدا كما ننوه بان لابد من تقديم الامكانيات الازمة والفورية والا اصبحت ليبيا ممرا امنا للهجرة وخطرا علي الدول الاخرى حيث بدئت المنظمات الارهابية تتخذ من عملية الهجرة مصدر دخل اساسي وتعتمد عليه وبقوة وكذلك سرعة التنقل بين الدول حيث رئ الجميع مقاتلين التنظيم الارهابي في جل المدن (درنة – بنغازي – سرت – صبراته) والمدن الأخرى جلهم من الجنسيات الغير ليبية وقد دخلوا البلاد بطريقة غير شرعية ومنهم من تلقي تدريباته داخل الدولة .

للتفضل بالاستلام ووفقكم الله لما فيه خير للبلاد والعباد ،،،

ولكم الامر فيما ترونه مناسبا ،،

...والسلام عليكم...

م.أول /

محمد علي الفضيل

رئيس مركز ايواء المهاجرين غير الشرعيين الكفرة

وزارة الداخلية
مركز ايواء المهاجرين
الكفرة
الادارة العامة
لمكافحة الهجرة غير الشرعية

صورة منه إلي :-
⇦ مكتب التفتيش والمتابعة بالجهاز للعلم
⇦ عميد بلدية الكفرة للعلم
⇦ الملف الدوري العام (للحفظ).
م/فضيل

Source: Confidential

36. The following is an official translation of the above document.

1808046E

Translated from Arabic

Ministry of the Interior
Department for Combatting Illegal Migration

No.: 6-1/94
Date: 20 July 2017

Subject: Smuggling of illegal migrants into Libya

Sir,

We should like to draw your attention to some security-related information and matters that may be useful in establishing security and reducing the number of illegal migrants.

1. The Kufrah region lies in the south-west and borders three States. Its location is strategically important and the region serves as the gateway of Libya to Africa. It is strategically significant to Libya and neighbouring States. The region borders Egypt (250 km), the Sudan (350 km) and Chad (450 km).

2. Kufrah is a vast border region that makes up one fifth of the area of Libya. All the roads that connect to neighbouring States are unpaved (dirt). Smugglers use this vast desert area to smuggle illegal migrants, drugs and fuel. Following are some of the most important routes that smugglers use to move illegal migrants:

Route 1. This route runs from the Sudan, through Egypt and then east into Libya across Jabal Abdulmalik. It then continues to the Sarir region via the Wahat region before reaching Ajdabiyah and Burayaqah, and then on to the north towards Europe.

Route 2. This route runs from the Sudan to Marmak, then to a safe haven in Egypt and then on to Jabal Abdulmalik. From there it runs to Bu Zrayq and then Tazerbu, which is some 280 km from Kufrah. It then runs through Ajdabiyah and Burayaqah, and then on to the north towards Europe.

Route 3. This route runs from the Sudan to Marmak and then to a safe haven some 70 km south of Awaynat. From there, it runs to Sayf al-Barli, some 80 km from Awaynat, then Jabal al-Sharif and then on to the Rabyanah area, which some 135 km from Kufrah.

Route 4. This route runs from the Sudan to Marmak and then back into the Sudan, some 100 km from Qal‘ al-Tum. It then runs through Chadian territory, passing near the Sarah land entry/exit point, and then on to Rabyanah and Sarir, before heading towards Ajdabiyah and on to the north.

Route 5. This route runs from Darfur, the Sudan, to Qal‘ al-Gharbi, the Sudan, crossing into Libya near the Sarah land entry/exit point. It then proceeds to Khatt al-Arba‘mi’ah, Jabal Kalanjah, Waw al-Namus, Sabha and, finally, Tripoli.

Route 6. This route runs from Chad to Libya, passing near the Sarah land entry/exit point, and from there on to either Rabyanah or Jabal Kalanjah.

Route 7. This is a new route that was opened after army troops took control of Ajdabiyah. All of the routes changed [sic] to the cities of Zallah, Jufrah, Qatrun, Mirzaq and Sabha, passing through Kufrah. From there, it goes to Bani Walid and then to Tripoli, in order to cross the sea.

His Excellency the Director of the Department for Combatting Illegal Migration

We should also like to inform you that the above-mentioned routes constitute a serious threat to the national security of Libya and the security of its neighbouring States and Europe. It is estimated that 800 to 1,000 migrants enter Libya daily. They enter, in particular, in times of crisis, such as the wars that are occurring in many African countries. Migration also increases when the seas are calm, as that enables migrants to cross safely to Europe using boats. Interviews with smugglers and migrants have revealed that most of the migrants intend to go to Europe. They consider Libya to be a safe corridor to Europe because of the lack of security, the state of chaos and the inability of the State to control the borders. Unfortunately, those factors enable large numbers of migrants to pass through quickly and reach Europe. It currently costs approximately $5,000 to transport one migrant from the Sudan and Chad to Libya, and approximately $3,000 to transport one migrant from Libya to Europe. Some 120,000 migrants who want to go to Europe are being transported illegally from the Sudan to Libya.

In order to resolve this problem, we should like to propose the following:

1. An emergency meeting must be convened with the European Union and neighbouring States, which, like us, are being affected by this crisis, in order to develop means of reducing the flow of migrants.

2. The competent authorities should be called upon to conclude an agreement with neighbouring States concerning border protection and preventing the entry of migrants.

3. A solution must be found to the problem of individuals who want to enter surreptitiously into Europe and whose States [of nationality] refuse to take them back because of war or famine.

4. We must urgently establish an organized and lawful mechanism to pay off the debts of the companies that transport migrants and of the companies that provide sustenance and provisions.

5. We must set up shelters that conform to human rights standards.

6. We must organize training courses in developed countries for Department for Combatting Illegal Migration personnel. These courses should address how to deal with migrants, the rights and responsibilities of migrants, how to shelter and deport [migrants], and how to enable automatic operation of video monitoring systems.

7. The salaries of Department for Combatting Illegal Migration officials must be raised, in order to prevent smuggling gangs from offering them material inducements.

8. Shelters, particularly those on the borders, must be given the weapons, equipment and wireless communication devices that they need, including the shelters at Turbruq, Jaghbub, Kufrah, Jufrah, Qatrun, Ghat, Sabha and Shati'.

9. Each shelter must be given at least 30,000 dinars per months for petty expenses.

10. The Department for Combatting Illegal Migration should be given a press office, which can provide up-to-the-minute information on the deportation process.

11. An expulsion system must be set up at each shelter.

12. A video monitoring system must be set up on the border strip.

13. Department for Combatting Illegal Migration staff who are posted to the border sectors should be given a bonus, in order to encourage them and entice other staff who are posted in the coastal areas to work the borders.

14. We must give effect to existing international agreements, particularly those relating to the installation of border monitoring cameras.

We should also like to inform Your Excellency that the situation is extremely critical. It is imperative that the necessary capacity should be made available. Otherwise, Libya will become a safe corridor for migration and a threat to other States. Migration has become a major source of income on which terrorist organization are extremely dependent. I In addition, it has enabled them to move [members] quickly between States. Everyone is aware that there are foreign terrorist fighters in Darnah, Benghazi, Sirte, Sabratah and various other cities, and that those fighters entered the country illegally and received their training here.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

(*Signed*) Lieutenant Muhammad Ali **al-Fadil**
Director
Illegal Migrant Shelter, Kufrah

Source: Confidential (translated by the United Nations)

Annex 19 LNA units' involvement in the smuggling of migrants in al Kufra region

37. LNA's Subul al-Salam Brigade orders to combat smuggling activities between Southern border and al-Kufra.



القيادة العامة للقوات المسلحة العربية الليبية
رئاسة الاركان العامة
منطقة الكُفرة العسكرية
كتيبة سُبل السّلام

الموضوع :. إعلان
رقم الملف :ك س ل /107/ بلا
التاريخ : 18 / رمضان /1438 هـ
الموافق 13 / 6 / 2017م

إعلان

بالاشارة الى القرار رقم 147/8 الصادر من القائد العام للقوات المسلحة العربية الليبية المشير اركان حرب خليفة ابوالقاسم حفتر بتاريخ :2017/1/29 بشأن منع التهريب ومنع أي نشاط آخر يمس الأمن القومي الليبي .

عليه :

تعلن **كتيبة سُبل السّلام / الكفرة** إلى كافة سائقي السيارات والشاحنات بأنه إبتداءً من يوم الاربعاء الموافق :2017/7/5 سيتم إيقاف الحركة في الحدود (**الليبية السودانية التشادية الى الحدود المصرية**) واي سيارة يتم ضبطها تعتبر في حالة تهريب وان كانت خالية من أي شحنة إلا إذا كانت تحمل تصريح محدد الوجهة صادر من **كتيبة سُبل السّلام** وتنبه الكتيبة بأنه سوف تكون هناك إجراءات صارمة وهي المصادرة بحق أي سيارة او شاحنة تُغادر نحو السودان أو تشاد أو تأتي منهما ما لم تكن قد تحصلت على تصريح من الكتيبة .

وأنه لن تقبل أي شفاعة أو وساطة مهما كانت الظروف والاسباب .

عبدالرحمن هاشم الكيلاني
آمر كتيبة سُبل السّلام / الكُفرة

صدر في الكفرة بتاريخ :2017/6/13

Source: Confidential

38. The following is an official translation of the above document.

Translated from Arabic

Libyan Arab Armed Forces General Command
Office of the General Staff
Kufrah Military Zone
Subul al-Salam Battalion

Subject: Notice
File No.: *ka sin lam 107 bala*
19 Ramadan A.H. 1438
13 June 2017

Notice

In reference to Decision No. 8/147 issued on 29 January 2017 by Marshal Khalifah Belqasim Haftar, Commander-in-Chief of the Libyan Arab Armed Forces, regarding the prevention of smuggling or any other activity damaging to Libyan national security:

The Subul al-Salam Battalion in Kufrah hereby serves notice to all drivers of cars and trucks that as of Wednesday, 5 July 2017, all traffic between the Libyan-Sudanese-Chadian border and Egypt will be stopped. Any vehicle stopped will be treated as a smuggling vehicle, even if it contains no cargo, unless it has a special authorization issued by the Subul al-Salam Battalion. The Battalion hereby warns that there will be strict measures taken, including the seizure of any car or truck leaving towards or entering from the Sudan or Chad without having first obtained authorization from the Battalion.

There will be no means of mediation or appeal, under any circumstance or for whatever reason.

Abdulrahman Hashim al-Kilani
Commander of the Subul al-Salam Battalion in Kufrah

[Seal of the Subul al-Salam Battalion, Kufrah Military Zone]

Issued in Kufrah on 13 June 2017

Source: Confidential (translated by the United Nations)

LNA entrusts Subul al-Salam Brigade with special mandate to combat the smuggling of migrants



الجيش الليبي
رئاسة الأركان العامة
منطقة الكفرة العسكرية

نحن لن نستسلم نحيا او نموت

الموضوع: تمشيط وتكليف
الرقم الاشاري: ع/ق/147/8
التاريخ: 3/1/2017

519

إلى / كتيبة سبل السلام

بالإشارة إلى قرار القائد العام للقوات المسلحة العربية الليبية المرقم م ق ع /147/8 والمؤرخ في 29/ 1/ 2017 م والخاص بتكليفكم بحماية ومنع التهريب . عليه أكلفكم بالآتي : -

1- حماية السد حول مدينة الكفرة
2- منع التهريب بجميع أنواعه وخاصة الهجرة الغير شرعية
3- منع تهريب الآليات والآلات بجميع أنواعها
4- منع تهريب السلع التموينية والمواد المنزلية والكهربائية والالكترونية
5- منع تهريب جميع أنواع الوقود ومشتقاته
6- منع سرقة ثروات الشعب الليبي مثل الذهب وغيرها
7- منع أي مواد أخرى يتم تهريبها

وعلى أن يتم تطبيق قرار القائد العام للقوات المسلحة رقم (69) لسنة / 2015م بخصوص المضبوطات التي يتم ضبطها .

أجراءتكم بالخصوص

المرفقات
صوره من القرار

المبروك محمد علي الغزوي
أمر منطقة الكفرة العسكرية

صورة منه الي :
القيادة العامة للقوات المسلحة العربية الليبية – للعلم
فرع الاستخبارات العسكرية الكفرة – للعلم
ملف المعاملة – للحفظ

م / عميد / م / الغزوي - ط / رع و / م / أسحيم

Source: Confidential

39. The following is an official translation of the above document.

Libyan Army
General Command
Kufrah Military Zone

Subject: Authorization
File No.: [*illegible*]/167
Date: 13 [*illegible*] 2017

"We will never give up – Victory or death"

[*Handwritten*] 519

To: The Subul al-Salam Battalion

In reference to the decision of the Commander-in-Chief of the Libyan Arab Armed Forces, No. *mim qa ayn*/8/147 dated 29 January 2017, charging you with preventing smuggling, I hereby charge you with the following:

1. Protecting the perimeter of the city of Kufrah;
2. Preventing smuggling of any kind, and particularly illegal migration;
3. Preventing the smuggling of vehicles or machines of any kind;
4. Preventing the smuggling of food commodities, household items and electronics;
5. Preventing the smuggling of fuel or fuel products of any kind;
6. Preventing the theft of the Libyan people's resources, such as gold, etc.;
7. Interdicting any other goods that are being smuggled.

The provisions of the Decision of the Commander-in-Chief of the Armed Forces No. 69 (2015) shall be applicable to any items seized.

Please take appropriate measures.

Annexes:
Copy of the decision

(*Signed*) Mabruk Muhammad Ali al-Ghazawi
Commander of the Kufrah Military Zone

cc:
Libyan Arab Armed Forces General Command (for information)
Military Intelligence Branch - Kufrah (for information)
Archive

Mim / Amid / *mim* / al-Ghazawi – *ta* / *ra ayn waw* / *mim* / Ashim

---

Source: Confidential (translated by the United Nations)

Annex 20 Premises used to detain and abuse migrants

40. Musa's farm in Bani Walid (26 March 2018). Blue roofs are warehouses used for the housing of migrants with capacity estimated to 1,500. Central courtyard is reportedly used for torture. Lower left corner is the network's accomodation. The parked trucks are used for the transportation of migrants to coastal areas.



Source: Google Earth (imagery from 26 March 2018)

Annex 21 Escape of migrants from the premises on 23 May 2018

An Eritrean migrant bearing bullet wounds in leg.



Source: Confidential. Picture from 23 May 2018

A migrant with broken legs and traces of burning due to torture.



Source: Confidential. Picture from 23 May 2018

A migrant bearing burns and bruises due to torture.



Source: Confidential. Picture from 23 May 2018

Annex 22 El Muktar Annex

41. Examples of the items seized are shown below.

Self contained rocket launch systems

Picture 1 RPG 26



Source: Panel of Experts, September 2017

Picture 2 RPG 27



Source: Panel of Experts, September 2017

Picture 3 RPG 27



Source: Panel of Experts, September 2017

42. All three of these items are reported to be products of Joint Stock Company Scientific Production Association Bazalt (JSC SPA Bazalt) however the Russian Federation reports being unable to find further information on the basis of the markings shown. The markings match those on weapons from a separate seizure made under the Yemen sanctions regime. The Panel is investigating the potential for these items to be copies of Russian products made in a third country.

Picture 4 RPO-A Shmel



Source: Panel of Experts, September 2017

43. Panel research indicated that the RPO-A Shmel was manufactured by KBP Instrument Design Bureau in Russia. In response to Panel enquiries the Russian Federation has indicated that this device was one of a shipment of 1,000 items which was exported to Libya in 2007.

44. It is worth noting that the RPO-A Shmel is described as a rocket flamethrower and is a thermobaric weapon rather than an anti-tank munition.

Picture 5 WPF 89-2



Source: Panel of Experts, September 2017

45. The WPF 89-2 is another thermobaric weapons system. In response to the Panel's enquiries the People's Republic of China, where the system is manufactured, stated that "no individual Fuel-Air Explosive rocket launcher had ever been exported to Libya" but did not indicate where the system shown above had been exported.

46. This weapon appears to have been part of the same batch as another WPF launcher identified in a Small Arms Survey Report on the Online weapons trade in Libya.[4]

47. The following anti-tank missiles were also identified without their associated launchers.

Picture 6 9M111M



Source: Panel of Experts, September 2017

Picture 7 9M111M



Source: Panel of Experts, September 2017

[4] N.R. Jenzen-Jones and Graeme Rice, "The Online Trade of Light Weapons in Libya", Small Arms Survey, Security assessment in North Africa, Dispatch No. 6, April 2016, Available from www.smallarmssurvey.org/de/sana/publications/listed-in-chronological-order/dispatches/sana-dispatch-6.html.

Photograph 1: 9M113



Source: Panel of Experts, September 2017

Photograph 2: 9M131M



Source: Panel of Experts, September 2017

48. The 9M111M, 9M113 and 9M131 are all reported to be products of the KBP Instrument Design Bureau in Russia. Panel enquiries with the Russian Federation indicated that the 9M131M number 1358 was exported to Libya in 2008 as part of a shipment of 500 such items.

49. The 9M111M also appears to be from the same batch as one shown ina report on the online weapons trade in Libya[5].

[5] Ibid.

Launched anti-tank rounds

Photograph 3: OG-9 recoilless rifle



Source: Panel of Experts, September 2017

Photograph 4: OG-7VMZ 40mm fragmentation round



Source: Panel of Experts, September 2017

Photograph 5: PG-9 recoilless rifle round



Source: Panel of Experts, September 2017

Photograph 6: PG-7 round



Source: Panel of Experts, September 2017

50. Panel research suggested that all of these items were manufactured by Vasovski Mashinostroitelni Zavodi EAD in Bulgaria. Bulgaria has responded to Panel enquiries indicating that the OG-7VMZ was not produced by VMZ JSCo and no items were produced by that company with the lot number shown.

51. The other munitions were all manufactured in Bulgaria between 1980 and 1985 however no records for the exports have been kept as Bulgarian law only requires companies to maintain records for 10 years. This does however suggest that the original export took place before 2011 although it cannot be confirmed that the items entered Libya before that time.

7.62 MAG general purpose machine gun

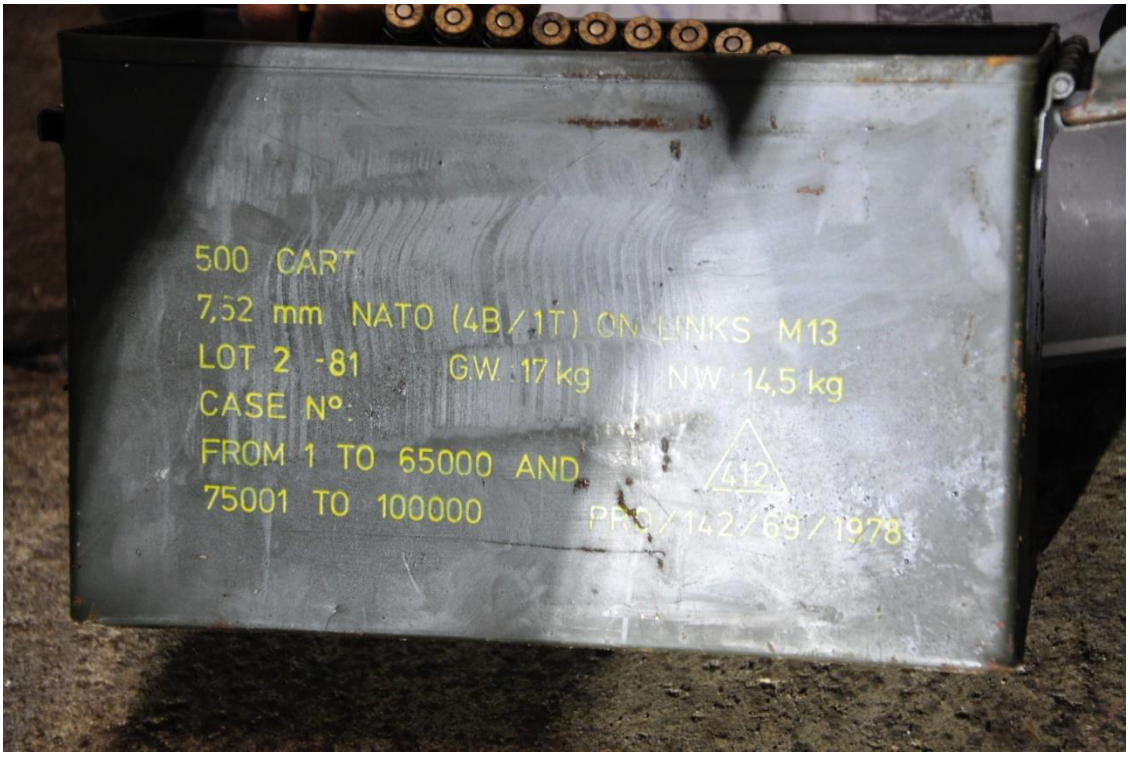
Photograph 7: 7.62 MAG general purpose machine gun





Source: Panel of Experts, September 2017

Photograph 8: 7.62 ammunition



Source: Panel of Experts, September 2017

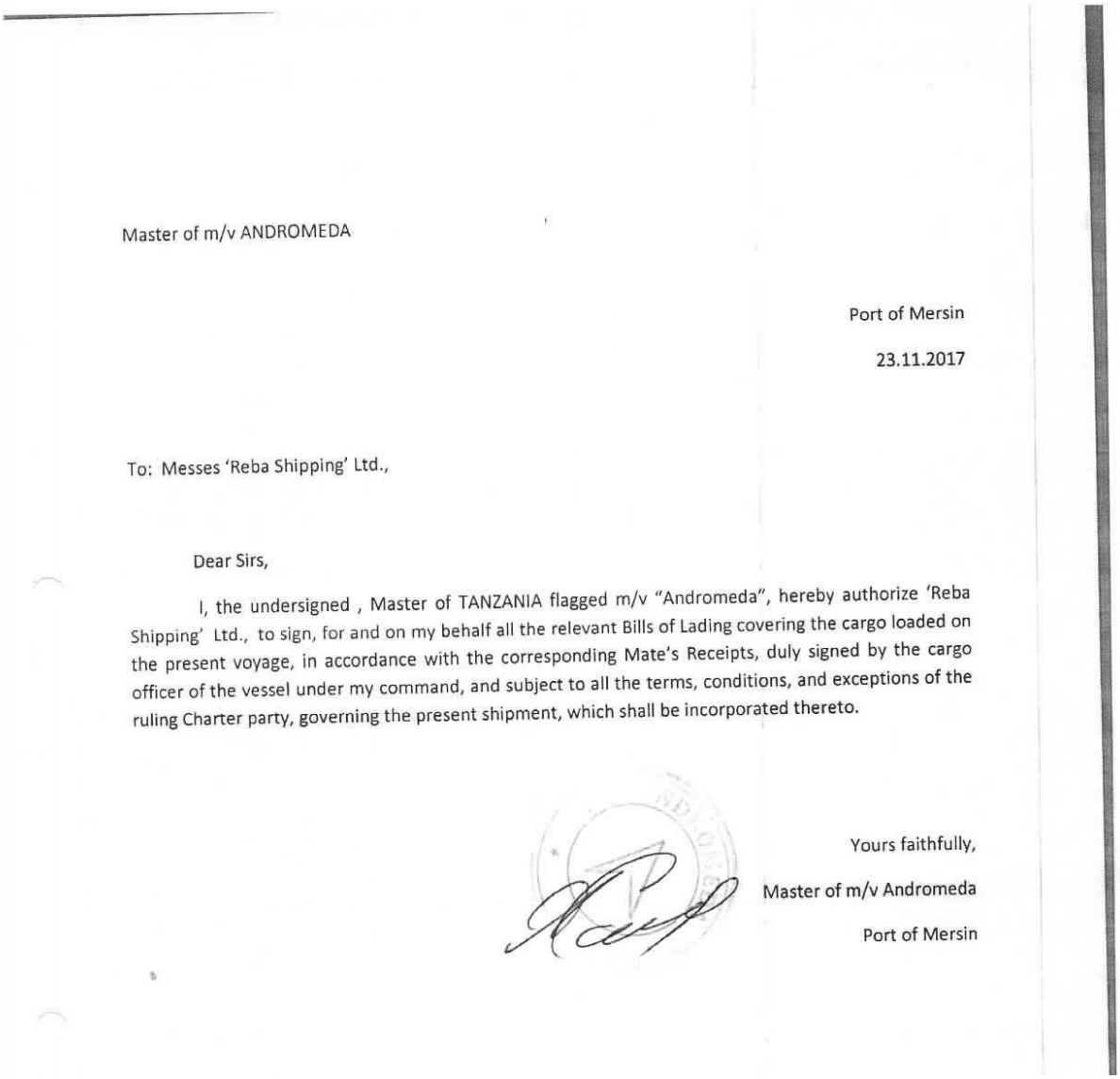
52. The markings on both the machinegun and ammunition indicate that they were manufactured by Fabrique National d'Herstal (FN Herstal) manufactured by in Belgium. The Belgian authorities have indicated that the ammunition was manufactured in 1981; however, they no longer have the ammunition archives. The machine gun was part of a shipment exported to Libya on 13 January 1976.

53. In addition to these items the seizure also included a complete 60mm mortar system (including range card), a 12.7mm Heavy Machine Gun, 3 assault rifles, magazines, mortar fuses, propelling charges and various calibres of ammunition.

54. The replies to Panel enquiries received so far indicate that at least part of this shipment originated from former regime stockpiles however the apparent lack of exports of WPF-2 launchers may indicate that some elements of the shipment entered Libya after 2011.

Annex 23 MV Andromeda relevant shipping documents

55. The Bill of Lading was signed by the freight handler Reba Shipping Ltd. in Mersin. It had received the authorization to sign cargo documents by the master of the MV Andromeda:



Master of m/v ANDROMEDA

Port of Mersin

23.11.2017

To: Messes 'Reba Shipping' Ltd.,

Dear Sirs,

I, the undersigned , Master of TANZANIA flagged m/v "Andromeda", hereby authorize 'Reba Shipping' Ltd., to sign, for and on my behalf all the relevant Bills of Lading covering the cargo loaded on the present voyage, in accordance with the corresponding Mate's Receipts, duly signed by the cargo officer of the vessel under my command, and subject to all the terms, conditions, and exceptions of the ruling Charter party, governing the present shipment, which shall be incorporated thereto.

Yours faithfully,

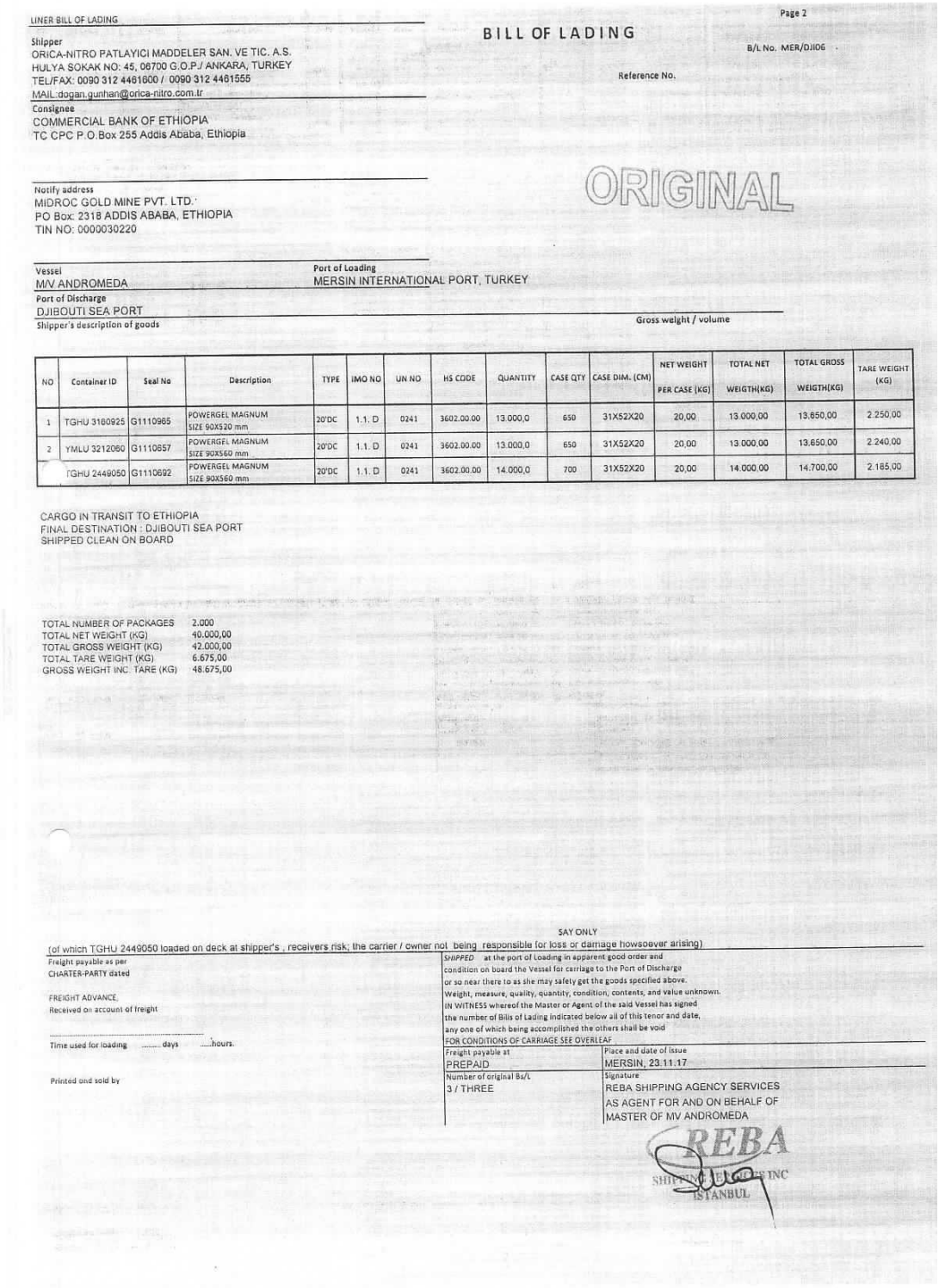
Master of m/v Andromeda

Port of Mersin

Source: Confidential

56. Armada in Istanbul (agent) was the freight agent for Orica Nitro (seller). It brokered the freight contract for Orica Nitro with Andromeda Shipmanagement A.S. (carrier) and Navi Trade Shipping Agency, alias Contchart Commodities Ltd, Lebanon (charterer):

Copy of one of the original Bills of Lading mentioning that the freight was prepaid:



LINER BILL OF LADING

BILL OF LADING

Page 2

B/L No. MER/DJI06

Reference No.

Shipper
ORICA-NITRO PATLAYICI MADDELER SAN. VE TIC. A.S.
HULYA SOKAK NO: 45, 06700 G.O.P./ ANKARA, TURKEY
TEL/FAX: 0090 312 4461600 / 0090 312 4461555
MAIL:dogan.gunhan@orica-nitro.com.tr

Consignee
COMMERCIAL BANK OF ETHIOPIA
TC CPC P.O.Box 255 Addis Ababa, Ethiopia

ORIGINAL

Notify address
MIDROC GOLD MINE PVT. LTD.
PO Box: 2318 ADDIS ABABA, ETHIOPIA
TIN NO: 0000030220

Vessel
M/V ANDROMEDA

Port of Loading
MERSIN INTERNATIONAL PORT, TURKEY

Port of Discharge
DJIBOUTI SEA PORT

Shipper's description of goods

Gross weight / volume

NO	Container ID	Seal No	Description	TYPE	IMO NO	UN NO	HS CODE	QUANTITY	CASE QTY	CASE DIM. (CM)	NET WEIGHT PER CASE (KG)	TOTAL NET WEIGTH(KG)	TOTAL GROSS WEIGTH(KG)	TARE WEIGHT (KG)
1	TGHU 3160925	G1110965	POWERGEL MAGNUM SIZE 90X520 mm	20'DC	1.1. D	0241	3602.00.00	13.000,0	650	31X52X20	20,00	13.000,00	13.650,00	2.250,00
2	YMLU 3212060	G1110857	POWERGEL MAGNUM SIZE 90X560 mm	20'DC	1.1. D	0241	3602.00.00	13.000,0	650	31X52X20	20,00	13.000,00	13.650,00	2.240,00
	TGHU 2449050	G1110692	POWERGEL MAGNUM SIZE 90X560 mm	20'DC	1.1. D	0241	3602.00.00	14.000,0	700	31X52X20	20,00	14.000,00	14.700,00	2.185,00

CARGO IN TRANSIT TO ETHIOPIA
FINAL DESTINATION : DJIBOUTI SEA PORT
SHIPPED CLEAN ON BOARD

TOTAL NUMBER OF PACKAGES	2.000
TOTAL NET WEIGHT (KG)	40.000,00
TOTAL GROSS WEIGHT (KG)	42.000,00
TOTAL TARE WEIGHT (KG)	6.675,00
GROSS WEIGHT INC. TARE (KG)	48.675,00

SAY ONLY

(of which TGHU 2449050 loaded on deck at shipper's , receivers risk; the carrier / owner not being responsible for loss or damage howsoever arising)

Freight payable as per
CHARTER-PARTY dated

FREIGHT ADVANCE
Received on account of freight

Time used for loading ..... days .....hours.

Printed and sold by

SHIPPED at the port of Loading in apparent good order and condition on board the Vessel for carriage to the Port of Discharge or so near there to as she may safely get the goods specified above.
Weight, measure, quality, quantity, condition, contents, and value unknown.
IN WITNESS whereof the Master or Agent of the said Vessel has signed the number of Bills of Lading indicated below all of this tenor and date, any one of which being accomplished the others shall be void
FOR CONDITIONS OF CARRIAGE SEE OVERLEAF

Freight payable at
PREPAID

Place and date of issue
MERSIN, 23.11.17

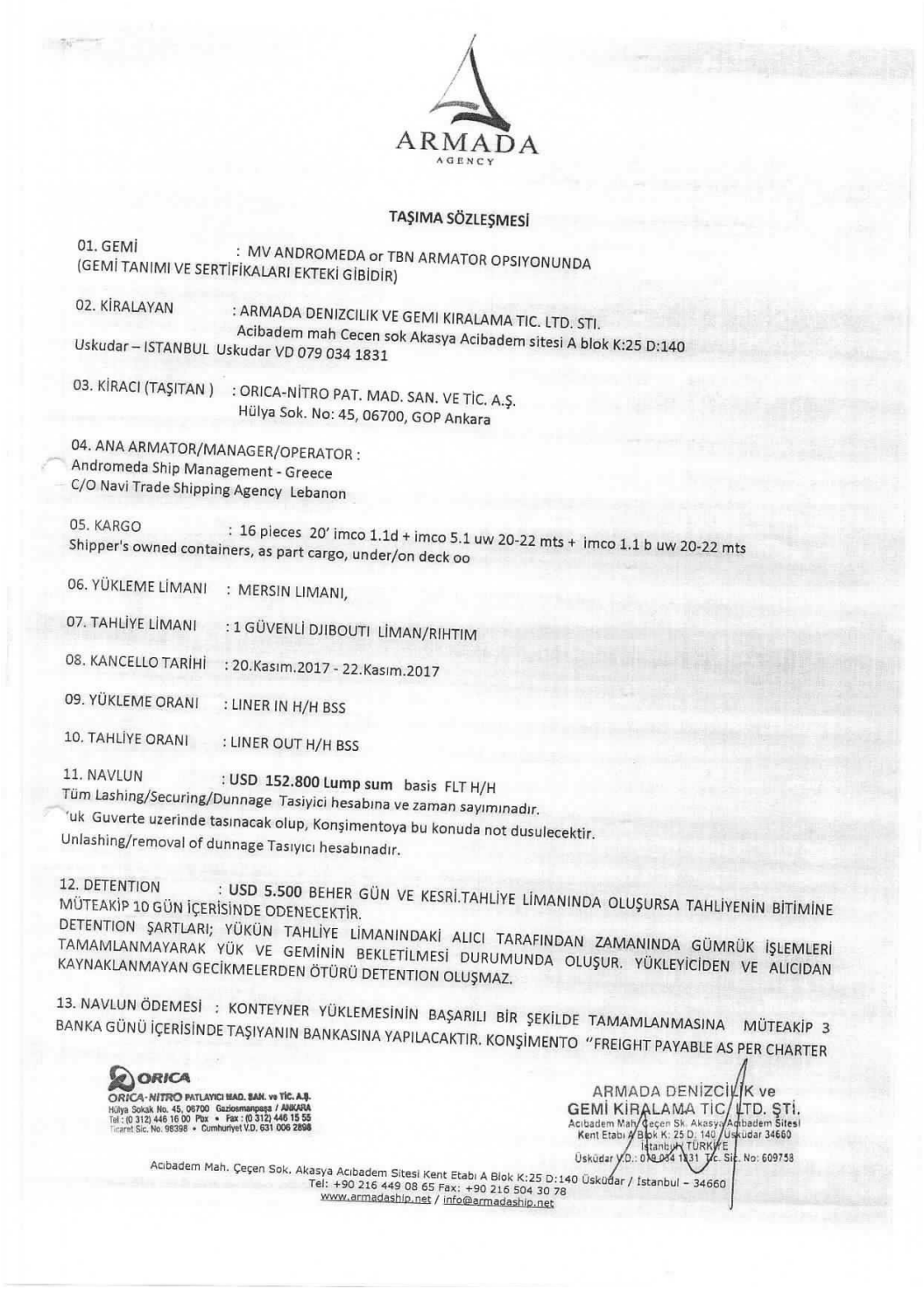
Number of original Bs/L
3 / THREE

Signature
REBA SHIPPING AGENCY SERVICES
AS AGENT FOR AND ON BEHALF OF
MASTER OF MV ANDROMEDA

REBA
SHIPPING AGENCY SERVICES INC
ISTANBUL

Source: Confidential

Copy of the freight contract by Armada Ltd:



ARMADA
AGENCY

TAŞIMA SÖZLEŞMESİ

01. GEMİ : MV ANDROMEDA or TBN ARMATOR OPSIYONUNDA
(GEMİ TANIMI VE SERTİFİKALARI EKTEKİ GİBİDİR)

02. KİRALAYAN : ARMADA DENIZCILIK VE GEMI KIRALAMA TIC. LTD. STI.
Acibadem mah Cecen sok Akasya Acibadem sitesi A blok K:25 D:140
Uskudar – ISTANBUL Uskudar VD 079 034 1831

03. KİRACI (TAŞITAN) : ORICA-NİTRO PAT. MAD. SAN. VE TİC. A.Ş.
Hülya Sok. No: 45, 06700, GOP Ankara

04. ANA ARMATOR/MANAGER/OPERATOR :
Andromeda Ship Management - Greece
C/O Navi Trade Shipping Agency Lebanon

05. KARGO : 16 pieces 20' imco 1.1d + imco 5.1 uw 20-22 mts + imco 1.1 b uw 20-22 mts
Shipper's owned containers, as part cargo, under/on deck oo

06. YÜKLEME LİMANI : MERSIN LIMANI,

07. TAHLİYE LİMANI : 1 GÜVENLİ DJIBOUTI LİMAN/RIHTIM

08. KANCELLO TARİHİ : 20.Kasım.2017 - 22.Kasım.2017

09. YÜKLEME ORANI : LINER IN H/H BSS

10. TAHLİYE ORANI : LINER OUT H/H BSS

11. NAVLUN : **USD 152.800 Lump sum** basis FLT H/H
Tüm Lashing/Securing/Dunnage Tasiyici hesabına ve zaman sayımınadır.
'uk Guverte uzerinde tasınacak olup, Konşimentoya bu konuda not dusulecektir.
Unlashing/removal of dunnage Tasıyıcı hesabınadır.

12. DETENTION : **USD 5.500** BEHER GÜN VE KESRİ.TAHLİYE LİMANINDA OLUŞURSA TAHLİYENİN BİTİMİNE MÜTEAKİP 10 GÜN İÇERİSİNDE ODENECEKTİR.
DETENTION ŞARTLARI; YÜKÜN TAHLİYE LİMANINDAKİ ALICI TARAFINDAN ZAMANINDA GÜMRÜK İŞLEMLERİ TAMAMLANMAYARAK YÜK VE GEMİNİN BEKLETİLMESİ DURUMUNDA OLUŞUR. YÜKLEYİCİDEN VE ALICIDAN KAYNAKLANMAYAN GECİKMELERDEN ÖTÜRÜ DETENTION OLUŞMAZ.

13. NAVLUN ÖDEMESİ : KONTEYNER YÜKLEMESİNİN BAŞARILI BİR ŞEKİLDE TAMAMLANMASINA MÜTEAKİP 3 BANKA GÜNÜ İÇERİSİNDE TAŞIYANIN BANKASINA YAPILACAKTIR. KONŞİMENTO "FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER

ORICA
ORICA-NITRO PATLAYICI MAD. SAN. ve TİC. A.Ş.
Hülya Sokak No. 45, 06700 Gaziosmanpaşa / ANKARA
Tel.: (0 312) 446 16 00 Pbx • Fax: (0 312) 446 15 55
Ticaret Sic. No. 98398 • Cumhuriyet V.D. 631 006 2898

ARMADA DENİZCİLİK ve
GEMİ KİRALAMA TİC. LTD. ŞTİ.
Acıbadem Mah. Çeçen Sk. Akasya Acıbadem Sitesi
Kent Etabı A Blok K: 25 D: 140 Üsküdar 34660
İstanbul TÜRKİYE
Üsküdar V.D.: 079 034 1831 Tic. Sic. No: 609758

Acıbadem Mah. Çeçen Sok. Akasya Acıbadem Sitesi Kent Etabı A Blok K:25 D:140 Üsküdar / İstanbul – 34660
Tel: +90 216 449 08 65 Fax: +90 216 504 30 78
www.armadaship.net / info@armadaship.net

Source: Confidential

Copy of the certificate of origin for the export license:

1. İhracatçı
Consignor
Expéditeur

ORICA-NİTRO
PATLAYICI MAD.SAN.VE TİC.A.Ş.
Hülya sok. No:45 GOP/ANKARA

No M 0486865

ORJİNAL
ORIGINAL
ORIGINAL

MENŞE ŞAHADETNAMESİ
CERTIFICATE OF ORIGIN
CERTIFICAT D'ORIGINE

2. Alıcı
Consignee
Destinataire

MIDROC GOLD MINE PVT.LTD.
PO Box. 2318 ADDIS ABABA.
ETHIOPIA
TIN NO: 0000030220

3. Menşe Ülkesi
Country of Origin
Pays d'origine

TURKEY / INDIA

4. Taşımaya İlişkin Bilgiler (Tercihe Bağlı)
Transport Details (Optional)
Informations relatives au transport (mention facultative)

By Vessel

5. Gözlemler
Remarks
Remarques

6. Sıra No; kolilerin marka ve işaretleri, sayı ve türleri; eşyanın tanımı
Item number; marks, numbers, number and kind of packages; description of goods
Numéro d'ordre – Marques, numéros, nombre et nature des colis – Désignation des marchandises

7. Miktar
Quantity
Quantité

ANFO	84.800,00 Kg
Powergel Magnum 365 (Size: 38x560mm)	5.250,00 Kg
Electric Detonator, 2.5m Al Wire	5,90 Kg
EXEL LP 5 M, No: 1,2,3,6,7,8,9,10,14	126,40 Kg
	90.182,30 Kg

Packing : 3.471.Pcs
Gross Weight : 90.182,30.Kg
Net Weight : 85.111,30.Kg

8. Yukarıda Tanımlanan Eşyaların 3 Nolu Kutuda Belirtilen Ülke Menşeli Olduğu Tasdik Olunur.
The Undersigned Authority Certifies That The Goods Described Above Originate In The Country Shown In Box 3
L'autorité soussignée certifie que les marchandises désignées ci–dessus sont originaires du pays figurant dans la case No 3

Ankara Sanayi Odası
24.11.2017

24 NOV 2017

Düzenleme Yeri ve Tarihi, İsim, İmza ve Yetkili Mercinin Mührü
Place and date of issue, name, signature and stamp of competent authority
Lieu et date de délivrance, désignation, signature et cachet de l'autorité compétente

KILIÇASLAN 384 34 84 • 15-62133

Source: Confidential

Copy of the end user certificate:

MIDROC GOLD Mine
Private Limited Company

ሚድሮክ ወርቅ ማዕድን
ኃላፊነቱ የተወሰነ የግል ማኅበር

Date Nov 27,2017

END USER CERTIFICATE

TO WHOM IT MAY CONCERN

This is to certify that items listed below are to be supplied by ORICA-NITRO PATLAYICI MADDELER SAN.VE TIC.A.S. at Hulya Sokas No: 45 06700 GOP, Ankara,TURKEY Tel:0090312 4461600; Fax 0090312 4461555 via M/V ANDROMEDA(IMO NO:7614666 vessel are for the use of our Mining Operations at Legadembi Gold Mine undertaken by MIDROC Gold Mine PLC With the control and permission of Ethiopian Federal Democratic Republic of Ethiopia National Intelligence and security Services.

Item No	Item description	Unit	Quantity
1	Powergel magnum 365(size:38X560mm)	KG	16,000
2	Powergel magnum 365(size:50X450mm)	PC	4,400
3	Powergell magnum (size:90X560mm)	KG	72,000
4	ANFO	KG	80,000
5	Detonating cord (6 gm/m)	MT	16,000
6	Electric detonator,2.5m Al Wire	EA	500
7	EXEL HTD 5 M,25ms (Nonelectric Detonator)	PC	1,000
8	EXEL LP 5 M,100 ms No:1 (Nonelectric Detonator)	EA	8.300
9	AMMONIUM NITRATE (AS AQUOES SOLITON-MATRIX)	KG	40,000

We hereby certify that the above items and transferred technology acquired from the seller will not be sold, re-exported or transferred to any third party without the written permission of competent Turkish Authorities and Ethiopian Federal Democratic Republic of Ethiopia National Intelligence and Security Services.

ሚድሮክ ወርቅ ማዕድን ኃ.የተ.የግ.ማ.
MIDROC GOLD Mine P.L.C.

Post Office Box 2318, TIN No. 0000030220 Addis Ababa, Ethiopia

	Tel..PBX	Tel., Direct	Fax	E-mail
G.M & Managing Directors	A.A. (251-11) 3728218/19	(251-11) 3728234	(251-11) 3728227	contact@gold.midroc-ceo.com
Public Relation Services	A.A. (251-11) 3728218/19	(251-11) 3728220	(251-11) 3728227	mekonnen@gold.midroc-ceo.com
Procurement Services	A.A. (251-11) 3728218/19	(251-11) 3728238	(251-11) 3728239	ibrahim.o@gold.midroc-ceo.com
Financial Services	A.A. (251-11) 3728218/19	(251-11) 3728232	(251-11) 3728237	henok.s@gold.midroc-ceo.com
Human Resource Services	A.A. (251-11) 3728218/19	(251-11) 3728230	(251-11) 3728226	debebe.a@gold.midroc-ceo.com
Store Service		(251-11) 4402788	(251-11) 4404111	mekonnen.t@gold.midroc-ceo.com
Legadembi H.R	Leg. 251-463340312	Leg. 251-468349001	Leg. 251-463341172	birhanu.w@gold.midroc-ceo.com

Source: Confidential

Copy of the contract between Orica Nitro and the Ethiopian buyer:

SALES CONTRACT

DATE: 08.10.2015, No:P-15.10/323

THIS AGREEMENT MADE AND ENTERED INTO ON 30 October 2015 BY AND BETWEEN:

ORICA-NITRO PATLAYICI MADDELER SAN. Ve TIC. A.S.
ADDRESS: Hülya Sok. No: 45 06700 G.O.P. ANKARA-TURKEY
Phone/Fax: 00903124461600/4461555
Email: dogan.gunhan@orica-nitro.com.tr
Represented By: Hidayet OSMANOĞLU, Sales And Marketing Coordinator
(Hereinafter called "The Seller")

and

MIDROC GOLD MINE PVT. LTD.
located at PO Box: 2318 ADDIS ABABA, ETHIOPIA
Phone/Fax: 00251 113728239 / 251 113728241
Email: foreign.p@gold.midroc-ceo.com
Represented By: Dr. Arega YIRDAW, General Manager And CEO
(Hereinafter called "The Buyer")

Whereas,

The Buyer and The Seller confirm that each is fully empowered, legally qualified, and duly authorized to execute and deliver this document, and to be bound by its terms and conditions.

Whereas,

The Buyer and The Seller have by mutual request to each other reached agreement for the purchase and sale of specified Products in consideration of the representations, warranties, covenants and agreements made by and between the parties. It is hereby agreed that the Buyer and Seller shall proceed to execute the following terms and conditions.

1. DEFINITIONS

"Parties"	: Collectively Buyer and Seller
"Explosives"	: Commercial Explosives and Blasting Accessories manufactured and/or supplied by the Seller
"Emulsion"	: Subtek Velcro Brand Emulsion Manufactured and/or supplied by the Seller
"Charging Unit"	: Underground Charging Unit - UGS328 Maxipump
"Products"	: Collectively Explosives, Emulsion and Charging Unit
"PO"	: Purchase Order issued by the Buyer
"IBC"	: Intermediate Bulk Carrier with Pallet and Metal Protection Frame

ORICA
ORICA NITRO PATLAYICI MAD. SAN. ve TIC. A.Ş.
Hülya Sokak No: 45 G.O.P. ANKARA / TURKİYE
Tel: (0)312 446 15 00 PBX Faks: (0)312 446 15 55
Cumhuriyet V.D. 031 006 2698

MIDROC GOLD Mine P.L.C.

"Site" : Underground Mine owned and operated by the Buyer in Ethiopia
"Facility" : Production Plants of the Seller located in Ankara, Turkey

2. SCOPE

The scope of this Contract is to define all aspects of supplying Explosives, Emulsion and Charging Unit to the Buyer including sales terms, delivery, payment, guarantee and commissioning terms.

3. PRODUCTS

The Term Products refers to Explosives, Emulsion and Charging Unit collectively with details provided at *Appendix A.*

4. QUANTITY

4.1. The Buyer guarantees to buy 1.500 (OneThousandFiveHundred) tons of Emulsion in 3 years. Each year 500 (FiveHundred) tons of Emulsion will be delivered unless *a FORCE Majeure condition does not occur as per Clause 12.*

4.2. The quantity of Explosives and Accessories, provided at *Appendix A,* is indicative potential requirement by the buyer. Actual purchase quantity will be decided by the buyer based on the needs of the operation and ordered from the Seller.

4.3. The quantity of Charging Unit is 1 (one).

5. DELIVERY

5.1. Delivery Terms of the Products is *CFR Djibouti Port.*

5.2. The Buyer is responsible for the collection of Products from the customs with all legal import permits and permissions from the relevant authorities.

5.3. All duties, import tax, discharging port fees, inland transportation cost and related safety measurements in Ethiopia shall be followed by the Buyer.

6. SHIPMENT

6.1. Emulsion will be shipped with Partial Orders. The Buyer shall send PO for each partial shipment.
The quantity of each partial shipment will be agreed by both parties.

The Emulsion will be shipped by 20'DC and/or 40'DC standard containers as stuffed in IBC – (Intermediate Bulk Carrier) as 800 Kg. to 1.000 Kg. per IBC depending on the density of the Emulsion.

Each 20'DC shall be stuffed with 16 to 20 pieces of IBC.

ሚድሮክ ወርቅ ማዕድን ኃ/የተ/ማ/ማ.
MIDROC GOLD Mine P.L.C.
Human Resources A.A

ORICA
ORICA NITRO PATLAYICI MAD. SAN. VE TIC. A.S.
Hülya Sokak No. 12 E.S.O.P. ANKARA / TÜRKİYE
Tel: (0)312 446 16 00 PBX Faks: (0)312 446 15 55
Cumhuriyet V.D. Hesap No: 631 006 2696

Source: Confidential

Annex 24 MV Andromeda timeline and route

1. Vessel information:

Ship Name **ANDROMEDA**	Shiptype **General Cargo Ship**
IMO/LR No. **7614666**	Gross **1,590**
Call Sign **5IM702**	Deadweight **2,155**
MMSI No. Year of Build **1979**	Flag **Tanzania (Zanzibar)**
Status **In Service/Commission**	Operator **Andromeda Shipmanagement SA**

2. The analysis of the course taken by the MV *Andromeda* provides no substantial evidence that the vessel was heading to Libya. To appreciate the case, it is helpful to superimpose two sets of communication on the route taken by the vessel: First, the commercial dispute between the freight agents and the vessel manager; Second, the exchange between Andromeda managers and business associates with port agents. Copies of the emails are stored in the Panel's archives.

3. Different phases can be distinguished:

1. Loading of the cargo and sailing to Port Said anchorage to cross the Suez Canal.
2. Sailing to Larnaca and Limassol, Cyprus, and drifting.
3. Return to Port Said anchorage.
4. Sailing away from Port Said towards Crete due to bad weather condition.
5. Sailing in direction to bay of Kalamata.
6. Sailing towards Heraklion, Crete, to avoid bad weather and seizure.

Table: The timeline compiles two types of data: First it retraces the main itinerary taken by the MV *Andromeda*; Second, it places against it the communication between the parties involved in the shipment's logistics.

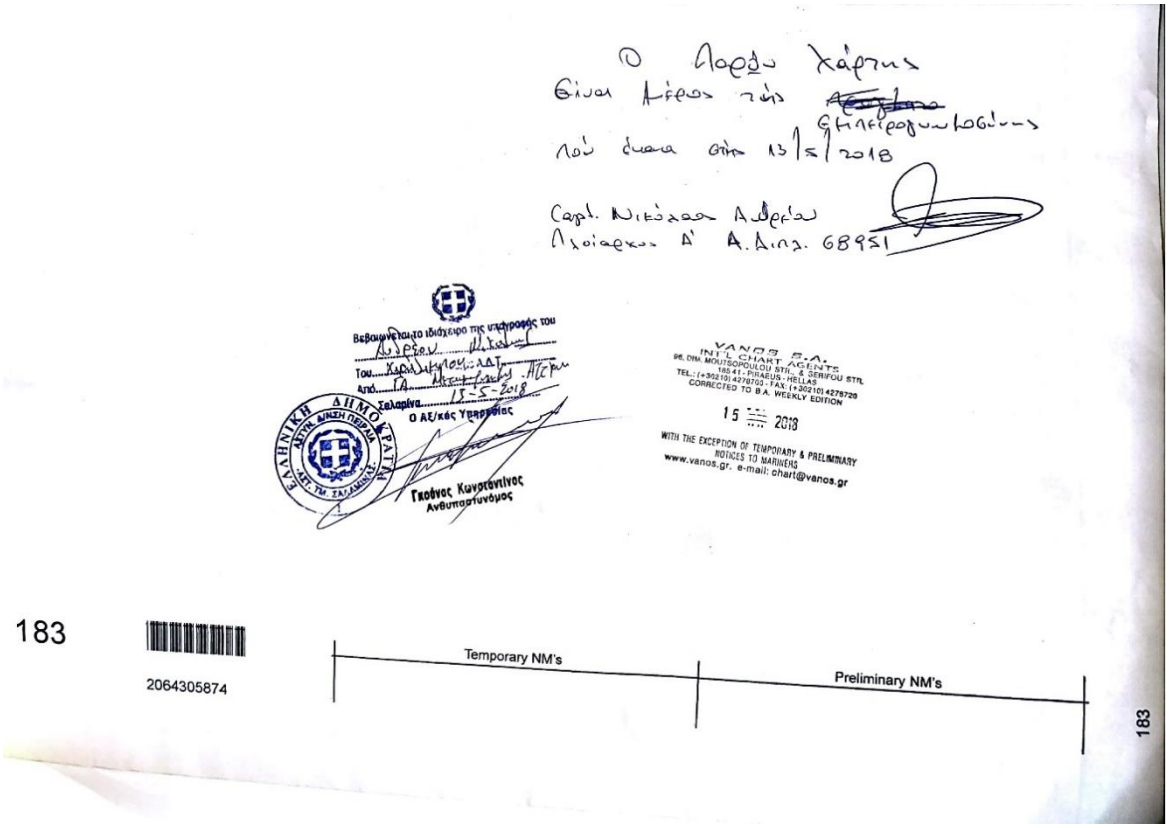
Date	**Event data**	**Sender/ Source**	**Summary**
17 Nov 2017	Position	Log book	Arrival Iskanderun
18 Nov 2017	Position	Log book	Loading of gas tanks; Departure
19 Nov 2017	Position	Log book	Mersin port; Loading and paperwork starts
23 Nov 2017	Position	Log book	Departure; sailing to Port Said
25 Nov 2017	Position	Log Book	Anchorage Port Said
26 Nov 2017	Email	Andromeda management	Andromeda Shipmanagement copies all parties concerned claiming that the Bill of Lading is fraudulent. Complains that Suez Canal fees not paid.
30 Nov 2017	Email	Andromeda management	Vessel manager claims that the ship's master was not in a position to authorize the freight handler, Reba, at Mersin port. Asks for new Bill of Lading.

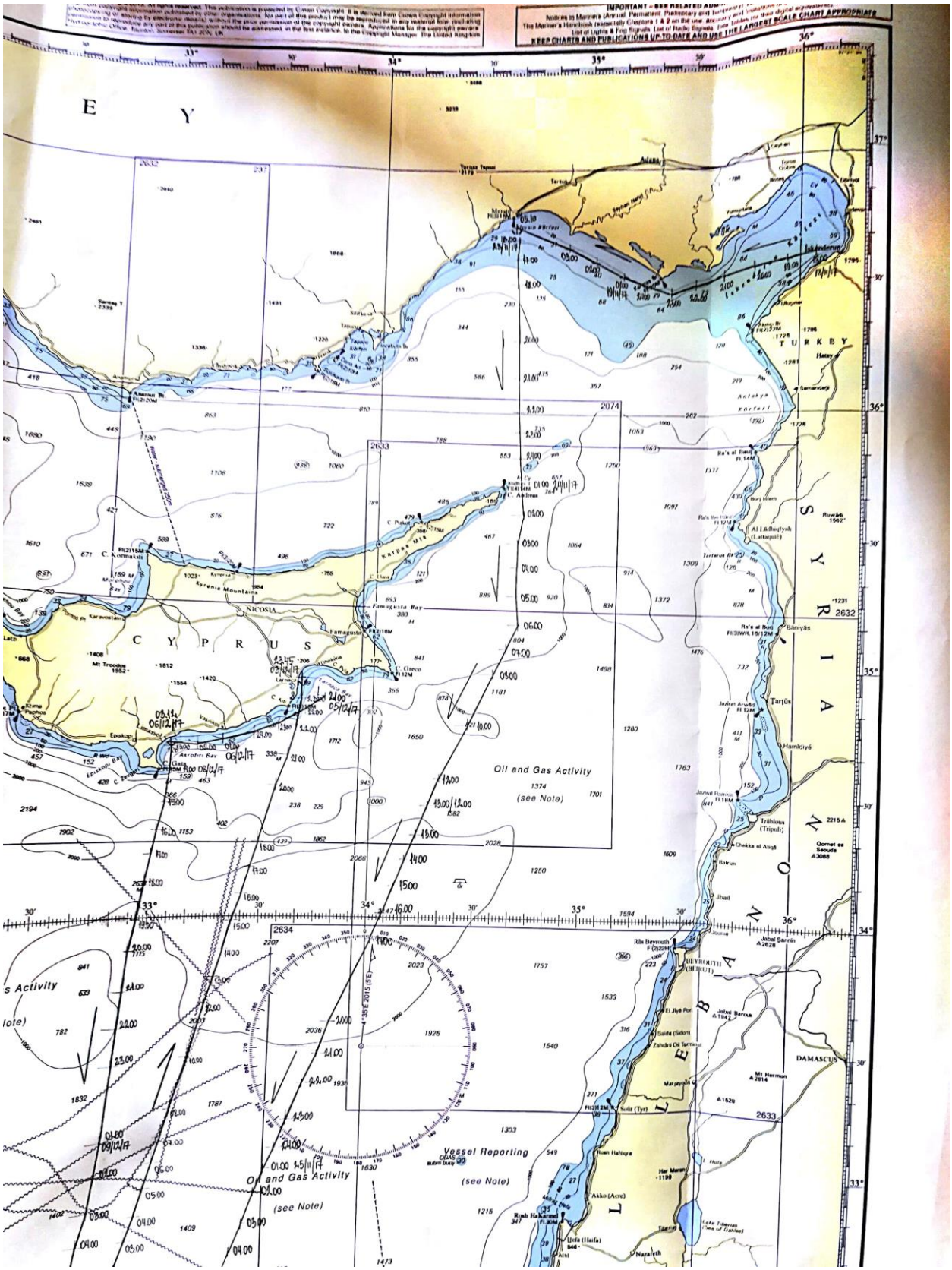
	Email	Charterer's lawyer	Suez Canal fees will be paid after Andromeda shows proof of insurance (P&I) for Red Sea.
2 Dec 2017	Position	Log book	MV sailing to Larnaca, Cyprus
5 Dec	Position	Log Book	MV drifting offshore Limassol, Cyprus
	Email	Andromeda management	Exchange with Cyprus port authority
6 Dec 2017	Email	Charterer	Confirming payment of freight to account of Destel
8 Dec 2017	Email	Lawyer Hamburg	Stressing that they need a proof that Orica Nitro made a loss (material). This would be the only way to get an arrest warrant in Cyprus.
	Position	Log book	Andromeda leaves Limassol anchorage sails to Port Said
	Email	Andromeda management	Confirming receipt of USD 58,581.95; Claiming freight and costs still shortpaid.
9 Dec 2017	Email	Suez Canal	Awaiting payment of canal fees
14 Dec 2017	Email	Andromeda management	Requests warehousing for 10 day transit of all cargo at Misrata port
	Position	Log book	Anchorage Port Said
15 Dec 2017	Position	Log book	Andromeda sails out of Port Said anchorage, heading west along Egyptian coast
16 Dec 2017	Email	Andromeda management	Request for warehousing granted by Misrata. Andromeda management asks for quote for 3 weeks of warehousing
19 Dec 2017	Position	Log book	Vessel sails toward Island of Crete
20 Dec 2017	Position	Log book	Vessel adrift in Greek territorial waters in front of Kriti Kalsi, Crete
	Email	Destel Group	Places a distress call to Astakos port, Greece, asking for warehousing of dangerous goods, until commercial dispute with charterer is resolved.
21 Dec 2017	Email	Charterer	Charterer replies to Vessel manager with all parties copied. Accuses manager of piracy, claims the manager has no intention to cross Suez Canal.
25 Dec 2017	Position	Log book	Vessel sails north-west of Crete towards the bay of Kalamata at the Peloponnese.
27 Dec 2017	Email	Lawyer Turkey	Report on meeting with Andromeda management and Destel in Athens. Agreed to pay. Sum to be determined; no agreement on best method of payment. Escrow account with Destel Group.
	Email	Andromeda management	Vessel manager confirms that partial agreement was reach during meeting in Athens and that he has instructed the vessel to sail to Port Said to transit the Suez Canal. He expects the lawyer's office will settle all outstanding issues and the Suez Canal fees will be paid on time for the vessel to transit.

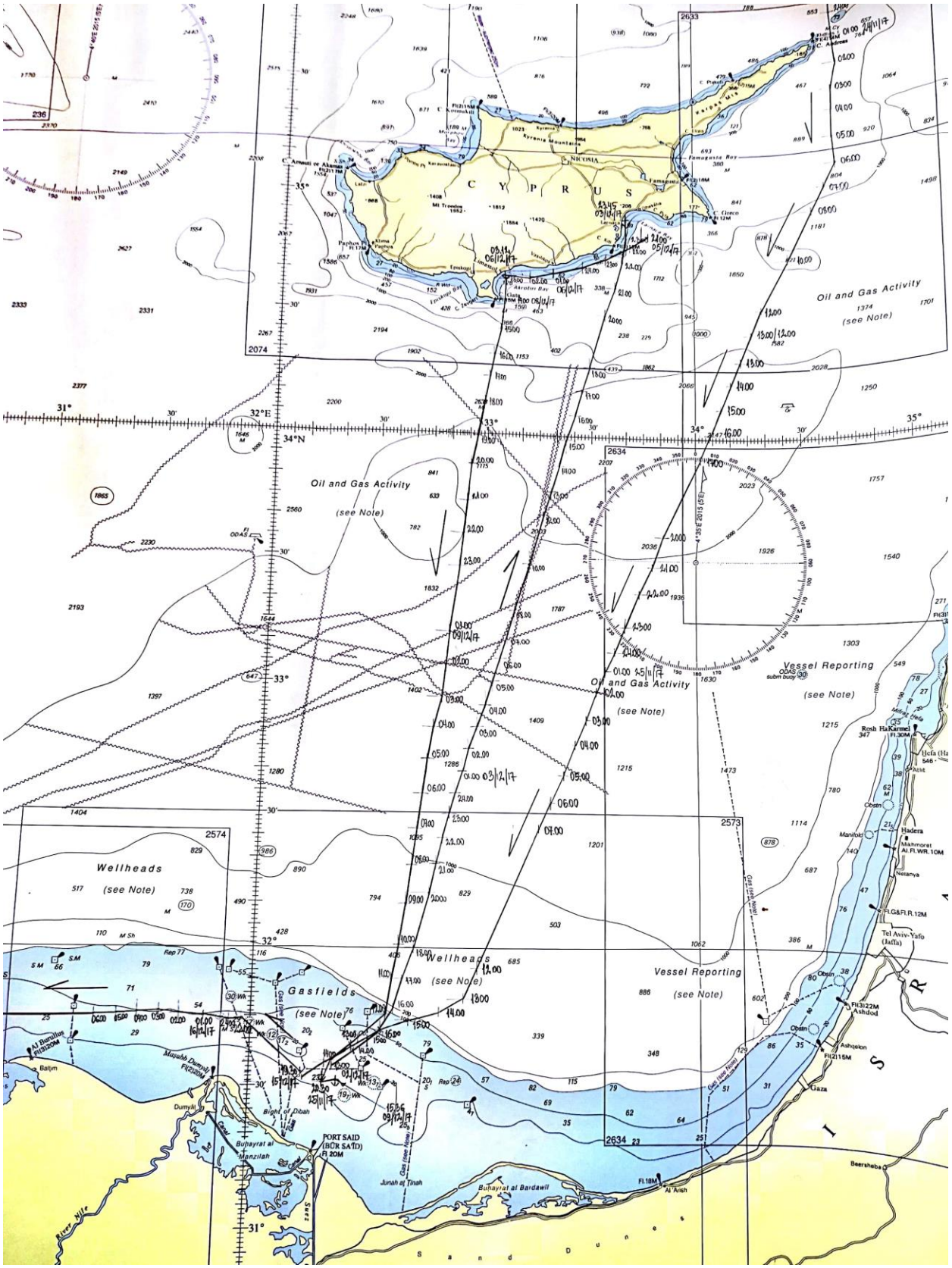
27 Dec 2017	Position	Log book	Vessel sails along Cretan shores in direction of Heraklion
28 Dec 2017	Position	Log book	Vessel anchors in front of Sitia, Crete
29 Dec 2017	Message	Andromeda management and Agent in port of Bar	Request to warehouse cargo at dangerous goods facility of port of Bar, Montenegro
2 Jan 2018	Email	Lawyer Turkey	Mentions that Andromeda management does not agree with the USD 80,000 agreed. Asks Destel to intervene
	Email	Charterer	Claims that there is good AIS signal and that MV Andromeda shelters near Libyan coast. Stresses that he wants to find a solution and is ready to proceed with payment.
	Email	Destel Group	States that the deal made in Athens with Andromeda management was valid until 29 December 2017. The deadline had passed and the sum agreed upon was USD 100,000.
3 Jan 2018	Email	Andromeda management	Stresses that a solution should be possible, but reiterate the threat to warehouse the dangerous goods highlighting that the vessel and the crew are in a difficult situation.
3 Jan 2018	Position	Log book	Vessel sails to Golf of Mirabello, Agios Nikolaos, Crete
6 Jan 2018	Position	Log book	Hellenic Coastguard approach MV Andromeda in Gulf of Mirabello, Crete
7 Jan 2018	Position	Log book	Hellenic Coastguard escort vessel to port of Heraklion, Crete
8 Jan 2018	Email	Destel Group	Business associate informs Andromeda manager that the Charterer through his lawyer have agreed to pay.

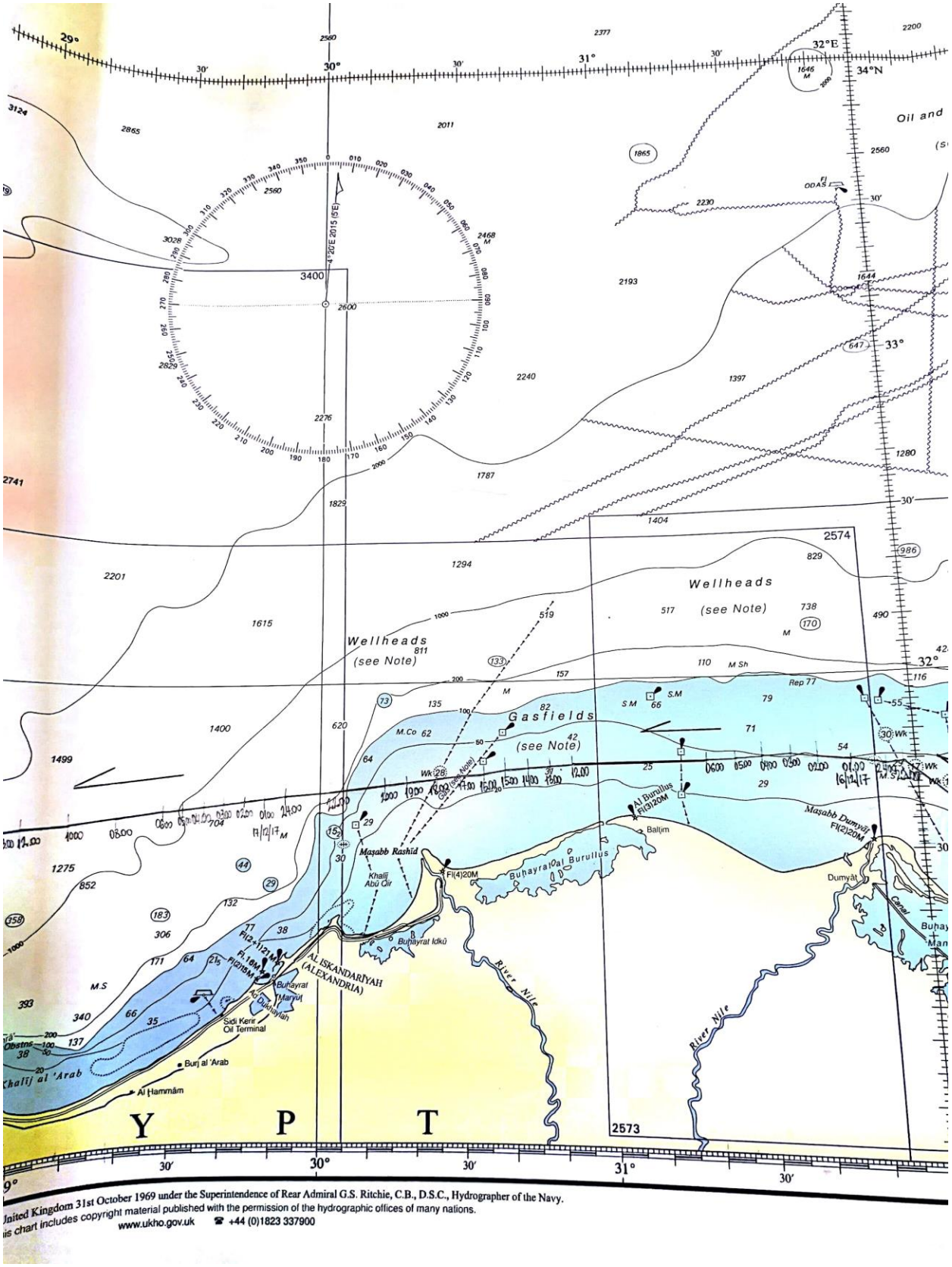
4. The AIS signal of the vessel was erratic and the unit was not functioning most of the time. The Panel reconstructed the route of MV Andromeda using a navigation map replicating the master's log book by an independent expert.

Below the certified navigation map:

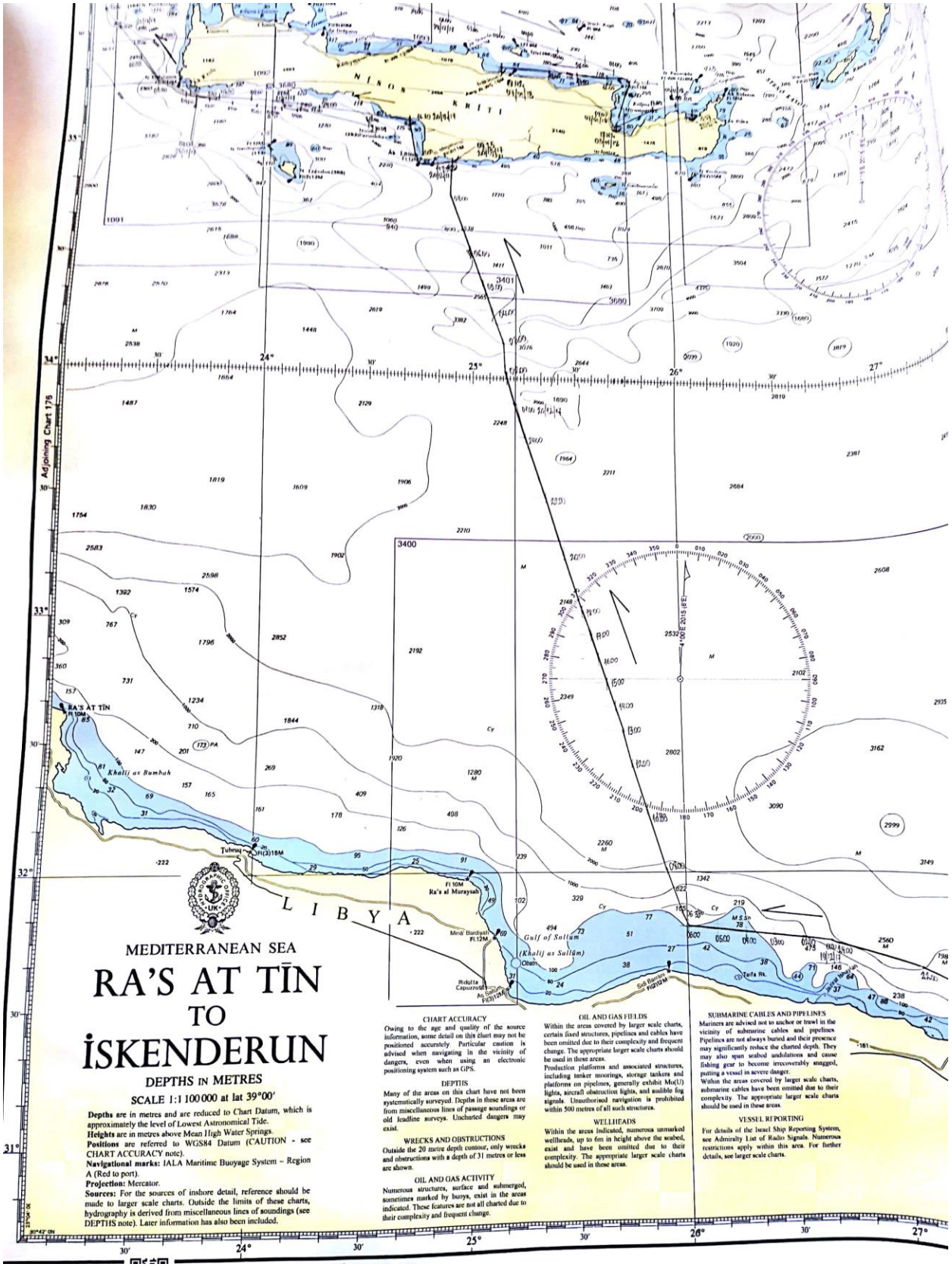


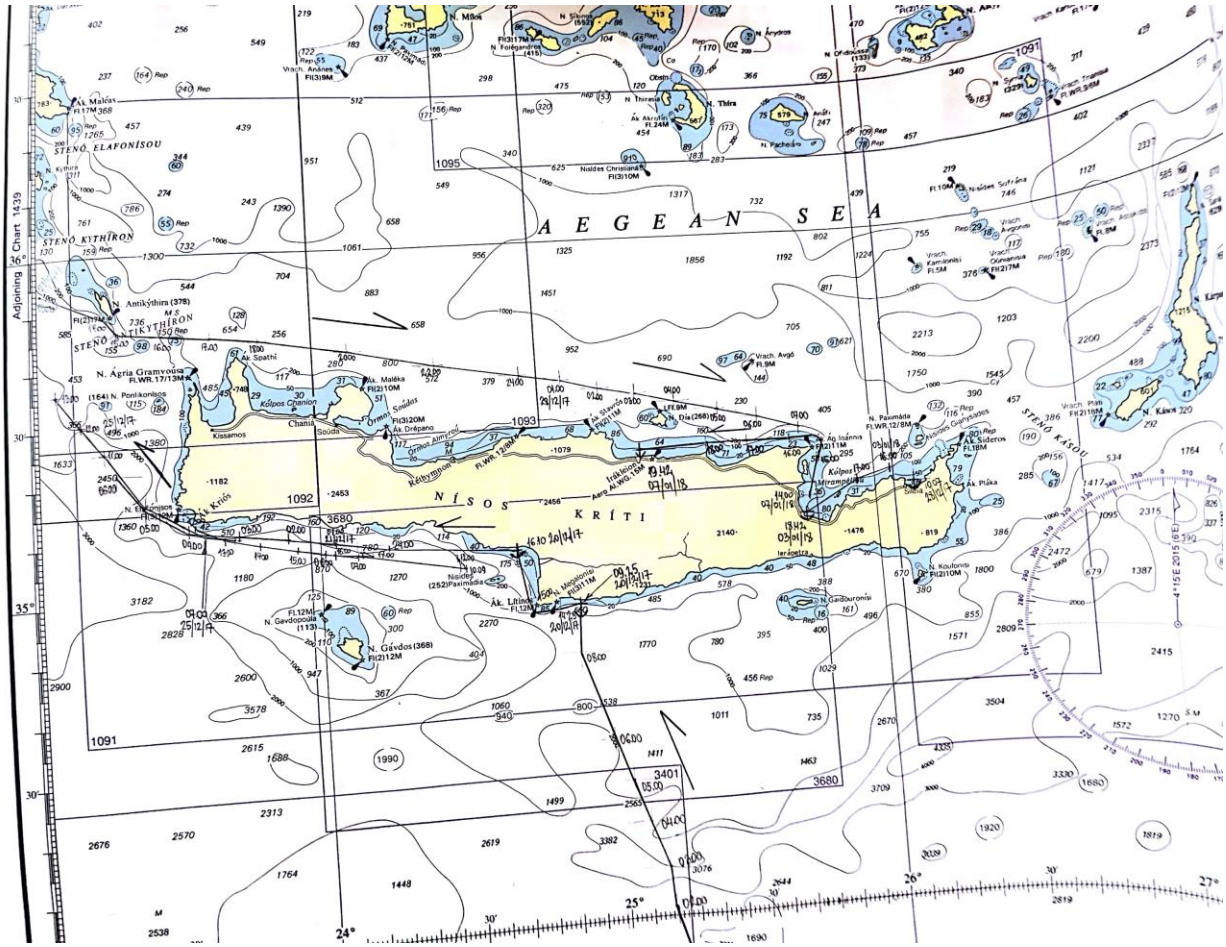

IMPORTANT – SEE RELATED ADMI
KEEP CHARTS AND PUBLICATIONS UP TO DATE AND USE THE LARGEST SCALE CHART APPROPRIATE
E Y
C Y P R U S
NICOSIA
Kyrenia Mountains
Famagusta Bay
Mt Troodos 1952
T U R K E Y
S Y R I A
L E B A N O N
Oil and Gas Activity
(see Note)
Vessel Reporting
(see Note)
Oil and Gas Activity
(see Note)
BEYROUTH (BEIRUT)
DAMASCUS
Mt Hermon A 2814
Akko (Acre)
Haifa
Nazareth
Tarţūs
Hamidiyé
Trâblous (Tripoli)
Jbail
Jabal Sannin A 2628
Jabal Barouk A 1942
2633
2634
2074
2632


C Y P R U S
NICOSIA
Oil and Gas Activity
(see Note)
Vessel Reporting
(see Note)
Wellheads
(see Note)
Gasfields
(see Note)
PORT SAID
(BOR SAID)
Fl 20M
Ashdod
Ashqelon
Gaza
Beersheba
Tel Aviv-Yafo
(Jaffa)
Hadera
Netanya
Buhayrat al Manzilah
Buhayrat al Bardawil
Junah al Tinah
Bight of Dibah
Dumyat
River Nile
Sand Dunes



United Kingdom 31st October 1969 under the Superintendence of Rear Admiral G.S. Ritchie, C.B., D.S.C., Hydrographer of the Navy.
This chart includes copyright material published with the permission of the hydrographic offices of many nations.
www.ukho.gov.uk ☎ +44 (0)1823 337900


MEDITERRANEAN SEA
RA'S AT TĪN
TO
İSKENDERUN
DEPTHS IN METRES
SCALE 1:1 100 000 at lat 39°00′
Depths are in metres and are reduced to Chart Datum, which is approximately the level of Lowest Astronomical Tide.
Heights are in metres above Mean High Water Springs.
Positions are referred to WGS84 Datum (CAUTION - see CHART ACCURACY note).
Navigational marks: IALA Maritime Buoyage System – Region A (Red to port).
Projection: Mercator.
Sources: For the sources of inshore detail, reference should be made to larger scale charts. Outside the limits of these charts, hydrography is derived from miscellaneous lines of soundings (see DEPTHS note). Later information has also been included.
CHART ACCURACY
Owing to the age and quality of the source information, some detail on this chart may not be positioned accurately. Particular caution is advised when navigating in the vicinity of dangers, even when using an electronic positioning system such as GPS.
DEPTHS
Many of the areas on this chart have not been systematically surveyed. Depths in these areas are from miscellaneous lines of passage soundings or old leadline surveys. Uncharted dangers may exist.
WRECKS AND OBSTRUCTIONS
Outside the 20 metre depth contour, only wrecks and obstructions with a depth of 31 metres or less are shown.
OIL AND GAS ACTIVITY
Numerous structures, surface and submerged, sometimes marked by buoys, exist in the areas indicated. These features are not all charted due to their complexity and frequent change.
OIL AND GAS FIELDS
Within the areas covered by larger scale charts, certain fixed structures, pipelines and cables have been omitted due to their complexity and frequent change. The appropriate larger scale charts should be used in these areas.
Production platforms and associated structures, including tanker moorings, storage tankers and platforms on pipelines, generally exhibit Mo(U) lights, aircraft obstruction lights, and audible fog signals. Unauthorised navigation is prohibited within 500 metres of all such structures.
WELLHEADS
Within the areas indicated, numerous unmarked wellheads, up to 6m in height above the seabed, exist and have been omitted due to their complexity. The appropriate larger scale charts should be used in these areas.
SUBMARINE CABLES AND PIPELINES
Mariners are advised not to anchor or trawl in the vicinity of submarine cables and pipelines. Pipelines are not always buried and their presence may significantly reduce the charted depth. They may also span seabed undulations and cause fishing gear to become irrecoverably snagged, putting a vessel in severe danger.
Within the areas covered by larger scale charts, submarine cables have been omitted due to their complexity. The appropriate larger scale charts should be used in these areas.
VESSEL REPORTING
For details of the Israel Ship Reporting System, see Admiralty List of Radio Signals. Numerous restrictions apply within this area. For further details, see larger scale charts.
LIBYA
Gulf of Sallūm
(Khalīj as Sallūm)
Khalij as Bumbah
RA'S AT TĪN
Tubruq
Ra's al Murayah
Mina' Burdiyah
Rodella
Capuzzo
Tolfa Rk.
Adjoining Chart 176



Source: Confidential

5. The manager of MV *Andromeda* previously experienced problems with the AIS signal and asked Marine Traffic to solve the issue in October 2017. Marine Traffic confirmed that the signal was producing wrong results, because in all likelihood another vessel received the same MMSI code from the Flag State, Tanzania:

[redacted] (MarineTraffic Support)

Oct 31, 12:00 EET

Hello again,

I hope you are doing well. Thank you for being so patient while we were working on resolving the issue you described.

As originally suspected, the issue you mentioned had to do with the fact that, as previously discussed, there is another vessel that shares the same MMSI, Call Sign

and moves around the same area as your vessel, causing an issue for the data we receive from both vessels to be appropriately translated into our Database.

From our side, the only viable option to avoid this mix up moving forward is to establish a different MMSI for your vessel in our system. This is the only way to make sure that the signals we receive from your vessel are correctly translated into our database, and subsequently in our Live Map. As you might have already noticed, since doing that, you have been receiving a normal amount of positions the last few days.

Once again thank you for being patient and I do apologise for any inconvenience caused so far. If there is anything else I can help you with, please let me know.

Best regards,

[redacted]

Add value to your business: Solutions | Book your demo | Business Directory
MarineTraffic

[redacted] (MarineTraffic Support)
Oct 17, 15:52 EEST

Hello again,

Thank you for your immediate response. I have now escalated this ticket and passed it over to the appropriate department. As soon as I have more information, I will let you know.

In the meantime, if there is anything else I can do for you, please don't hesitate to contact me again.

All the Best,

[redacted]
MarineTraffic

Coasters Ship

Oct 17, 15:18 EEST

COASTERS MARINE CORP

[redacted]

Dear Sirs,

Further to your last request, please be informed that after Zwarah port, Vessel has reached Alexandria port, Abu qir port (Egypt), while now is reaching Sidon port (Lebanon)

Kindly

[redacted] (MarineTraffic Support)

Oct 17, 15:12 EEST

Hello again,

I hope you are doing well. I can see that indeed the vessel you are referring to has not displayed a position for the past few weeks. I truly apologize for this inconvenience. There is a possibility that the use of the same MMSI that we noticed last time, is causing some confusion. I will have to contact the data Team about this issue.

Before escalating the issue for a further investigation, I will kindly ask you to provide me with some more information about the recent locations that the vessel has travelled to, so I can give them more information.

Thank you in advance. I'm looking forward to hearing from you.

Kind Regards,

[redacted]
MarineTraffic

Coasters Ship

Oct 17, 11:46 EEST

This is a follow-up to your previous request #71992 "Mv/Andromeda Call Sign"

[redacted]

There seems to be a problem between your support services and Vessel Andromeda. Although AIS works normally, on your Site Vessel seems to be still at Zwarah, Libya, where it was about a month ago. When we try to track the Vessel through another Site, Vessel is correctly reachable. Can you pls find out and try to solve the proble with 'Marine Traffic'?

Thank you in advance

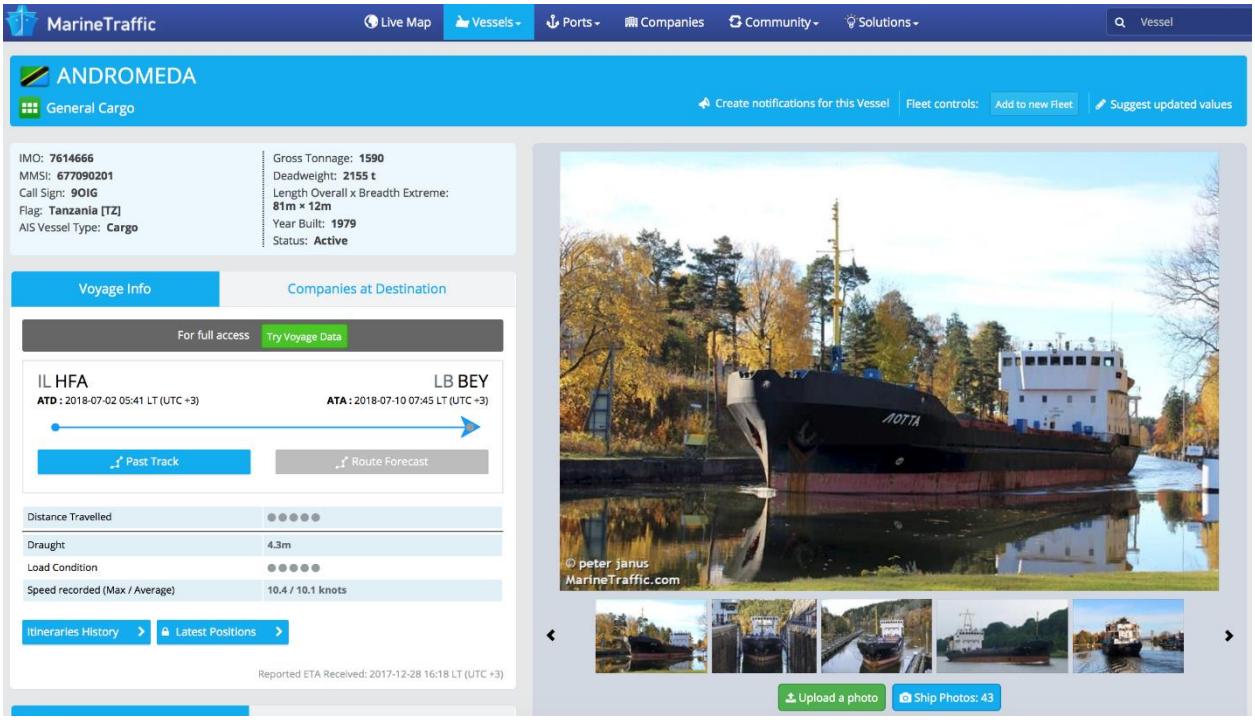
Kindly

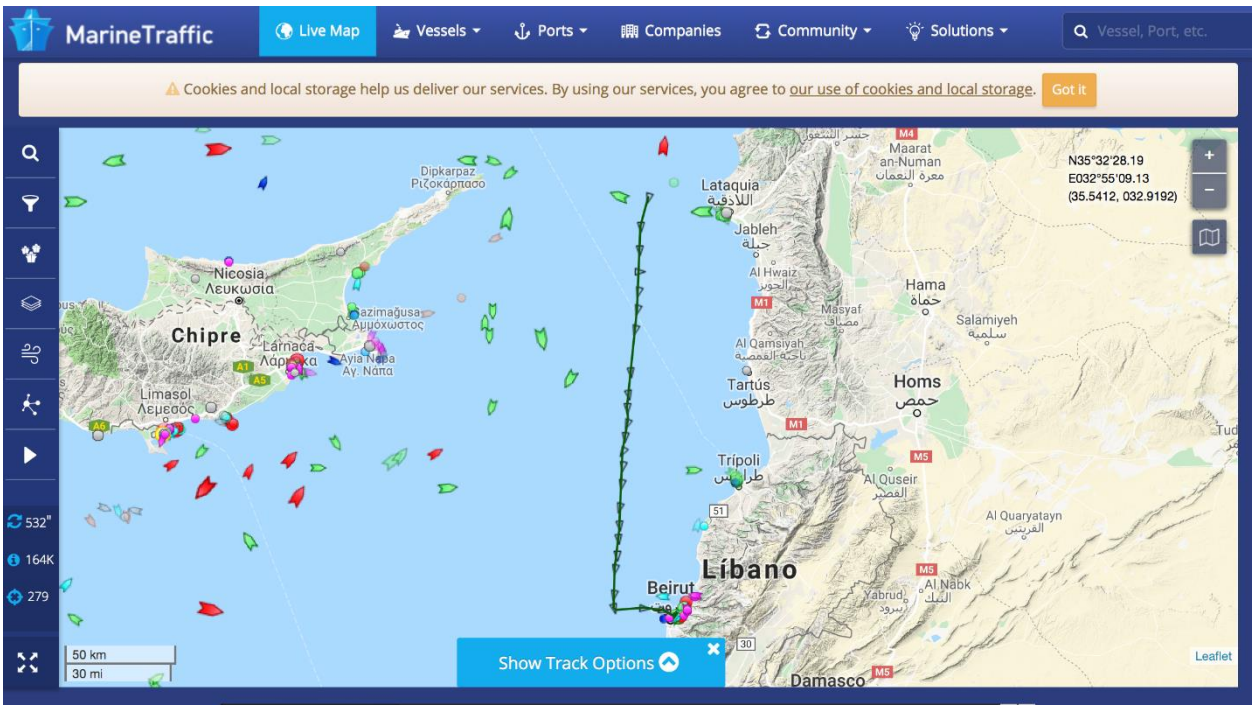
Operation Depart

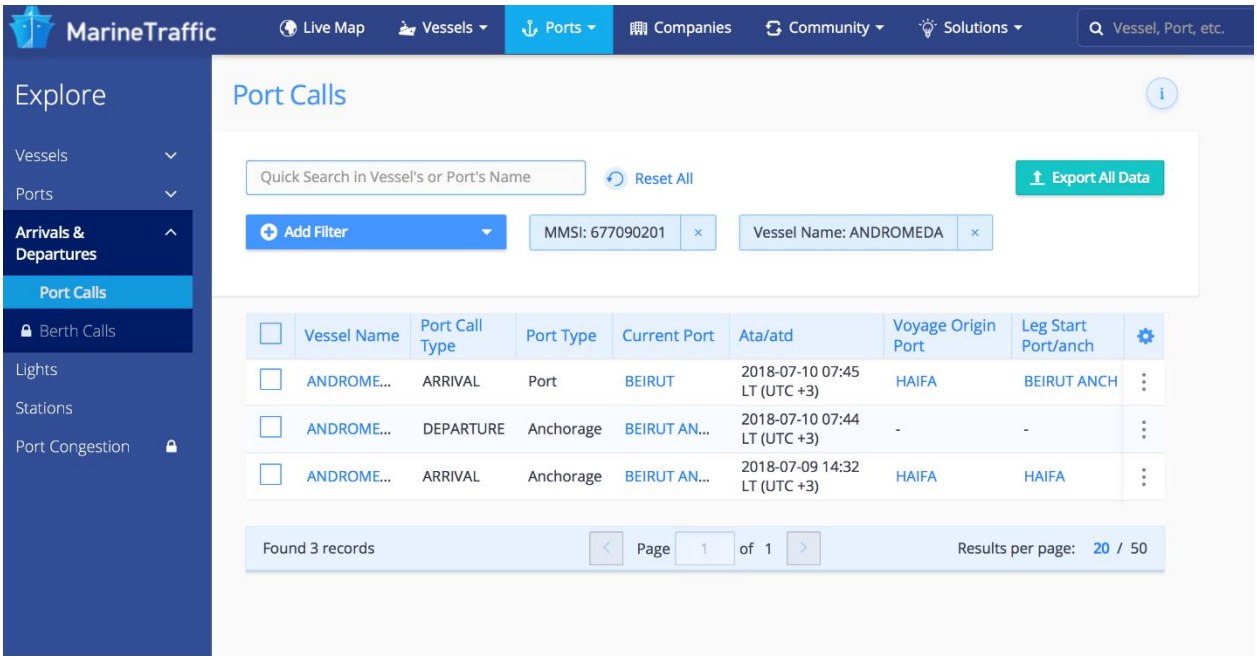
Source: Confidential

6. The Panel requested from the Flag State, Tanzania, the Long-range identification and tracking system (LRIT), but did not receive a reply. At the same time, the Panel noted that Marine Traffic

continued to show AIS information on its map, though the MV *Andromeda* remained at the port of Heraklion. For example, Marine Traffic showed MV *Andromeda* sailing from Haifa, Israel, to Beirut, Lebanon, between 2 to 10 July 2018:







Source: marinetraffic.com, 10 July 2018.

Annex 25 Annex Andromeda warehousing requests

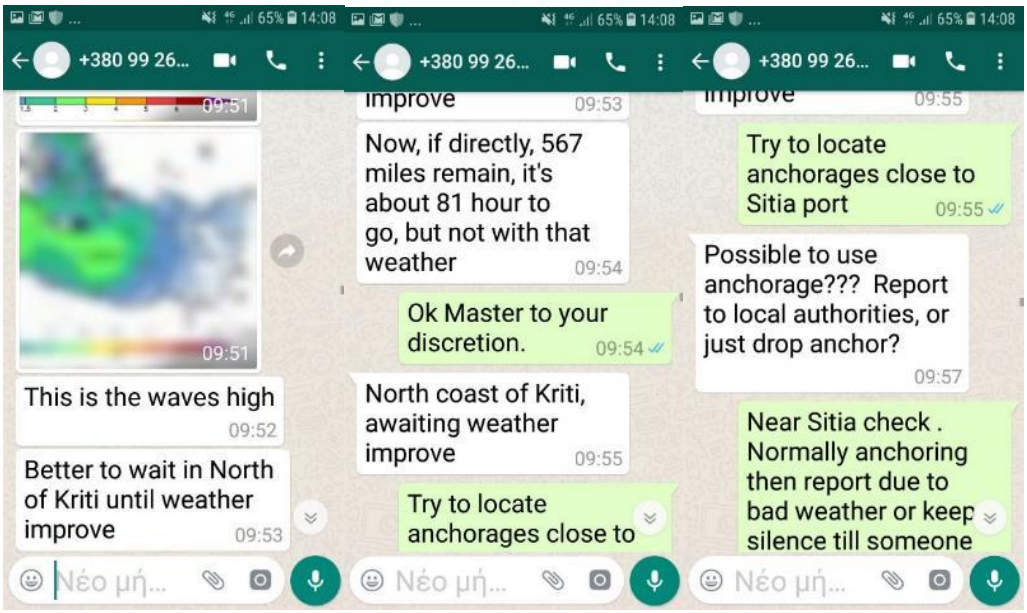
7. The management of the MV *Andromeda* tried to warehouse the whole cargo on three occasions. The first request to Misrata port authority received a positive response on 14 December 2018. Nonetheless, the ship management did not instruct the crew to sail to Misrata, though MV *Andromeda* began to leave Port Said anchorage. The second request was sent as a distress signal to Astakos port, Greece, on 20 December 2018. It was denied. The third request was directed to the port of Bar, Montenegro on 22 December 2017 and was not granted.

8. The representatives of the Shipowner informed the Panel that he had contacted a freight agent in Libya called Bab al-Medina, who serves as local agent for the port of Misrata. The agent confirmed to the Panel that he had previously worked with the owner in 2012 and 2013. The MV *Andromeda* had delivered cement and heavy machinery. He noted that they had communicated through a translator. The owner requested to warehouse the cargo in transit for a period of ten days. The agent also informed the Panel that the owner had shared the bills of lading, mentioned the dangerous goods, and stressed that they would be delivered to Ethiopian mining companies via the port of Djibouti. According to the agent the Misrata Free Trade Zone granted the request for a period of ten days, although the port had no facilities for storage of dangerous goods.

9. Copies of the emails are stored in the Panel’s archives.

Annex 26 MV Andromeda manager instructions to sail to Port Said

Excerpts from communication between master and manager of MV Andromeda 29-30 December 2018:





Source: Confidential

Annex 27 C-17 Globemaster III flights to Benina and Misrata airports

Table: of C17 military transport aircraft bound to Libya March to June 2018:

Departure	Arrival	Dep. Airport	Arrival Airport	Tail-Number	Hexcode
03.16.2018 05:02:41	03.16.2018 08:45:41	ETAR	HLMS	99206A	AE49C2
03.17.2018 07:58:47	03.17.2018 11:39:41	ETAR	HLLB	99206A	AE49C2
03.18.2018 08:12:00	03.18.2018 11:28:42	ETAR	HLLB	99206A	AE49C2
03.29.2018 09:45:20	03.29.2018 15:37:31	HDAM	HLMS	77185A	AE20C6
04.14.2018 00:15:00	04.14.2018 06:09:37	HDAM	HLMS	10197A	AE10C0
04.15.2018 15:10:00	04.15.2018 16:51:07	LGSA	HLMS	10197A	AE10C0
05.20.2018 17:36:00	05.20.2018 21:03:30	ETAR	HLLB	77185A	AE20C6
05.22.2018 19:24:00	05.22.2018 22:37:05	ETAR	HLMS	77185A	AE20C6
05.24.2018 01:49:00	05.24.2018 05:01:05	ETAR	HLMS	77185A	AE20C6
05.25.2018 06:16:00	05.25.2018 09:47:14	ETAR	HLLB	77185A	AE20C6
05.26.2018 17:00:11	05.26.2018 20:22:35	ETAR	HLLB	77185A	AE20C6
05.27.2018 16:06:00	05.27.2018 19:46:31	EGVN	HLMS	ZZ172	43C172
05.27.2018 22:42:00	05.28.2018 00:09:25	LICT	HLLB	ZZ172	43C172
06.02.2018 17:57:00	06.02.2018 19:25:58	LICT	HLLB	ZZ172	43C172
06.02.2018 23:08:00	06.03.2018 00:17:31	LICT	HLMS	ZZ172	43C172

Source: Eurocontrol, 2018

Annex 28 L-39 Case and Falcon F900 used by Khalifa Haftar and the LNA

10. The Albatros L-39C (serial number 533623, tail number N393WA) was decommissioned and demilitarized in November 2000. Riccardo Mortara, the CEO of Sonnig S.A., a Geneva-based air company, bought the aircraft in 2009. The aircraft is registered in the United States, where it can operate with an experimental license. To obtain and keep a United States registration it must be owned by a company registered in the United States. This is made possible through trust agreements.

Table: Overview of the L-39C N393WA ownership history:

Dates	Ownership
1 January 1985	Constructed as a L-39C, Owned by Eastern European air forces
15 November 2000	Aircraft decommissioned and sold to private company, Deer Valley, AZ with tail number N393WA.
25 July 2001 to 2004	Sold to private individual, Highland Falls, NY.
March 2005	Sold to private company Corporate Aircraft Partners Inc, Cleveland, OH.
January 2006	Sold to private company, Klamath Falls, OR.
6 March 2006	Sold to private company, Wilmington, DE.
27 July 2006	Sold to ***Cite Aviation LLC***, Wilmington, DE.
27 August 2010	Sold to Wells Fargo Bank Northwest Na Trustee under trust agreement, Salt Lake City, UT Operated with **Sonnig S.A**. painting
28 November 2017	Sold to ***Cite Aviation LLC***, Wilmington, DE Registration status unclear Operated by Sonnig International Private Jets, Fujairah.

11. Cite Aviation LLC owned the L-39 from July 2006 until August 2010 when it was operated by Million-Air in the USA. The FAA's review of the aircraft records shows the last U.S. owner of record as Wells Fargo Bank Northwest NA trustee under a trust agreement dated as of August 3, 2010. Wells Fargo sold the aircraft to Cite Aviation LLC per a bill of sale filed with the FAA on November 28, 2017.

FAA REGISTRY
N-Number Inquiry Results

N393WA is Assigned

Aircraft Description

Serial Number	533623	**Status**	In Question
Manufacturer Name	AERO VODOCHODY	**Certificate Issue Date**	None
Model	L39C	**Expiration Date**	None
Type Aircraft	Fixed Wing Single-Engine	**Type Engine**	Turbo-fan
Pending Number Change	None	**Dealer**	No
Date Change Authorized	None	**Mode S Code (base 8 / oct)**	51107743
MFR Year	1985	**Mode S Code (base 16 / hex)**	A48FE3
Type Registration	Individual	**Fractional Owner**	NO

Registered Owner

Name	SALE REPORTED		
Street	1209 N ORANGE ST		
City	WILMINGTON	**State**	DELAWARE
County	NEW CASTLE	**Zip Code**	19801-1120
Country	UNITED STATES		

Airworthiness

Engine Manufacturer	IVCHENKO	**Classification**	Experimental
Engine Model	AL-25SERIES	**Category**	Exhibition
A/W Date	01/17/2012	**Exception Code**	No

The information contained in this record should be the most current Airworthiness information available in the historical aircraft record. However, this data alone does not provide the basis for a determination regarding the airworthiness of an aircraft or the current aircraft configuration. For specific information, you may request a copy of the aircraft record at http://aircraft.faa.gov/e.gov/ND/

Other Owner Names

SOLD TO CITE AVIATION LLC

Temporary Certificates

None

Source: Riccardo Mortara

Demilitarization certificate by the manufaturer of the L-39, Aero Vodochody.

Aero | VODOCHODY

TO WHOM IT MAY CONCERN

AIRCARFT DEMILITARIZATION STAUTUS

Aircraft: AERO L-39C – jet trainer
Aircrfat Manufacturer: AERO Vodochody
c/n 5336223
Registration No.: N393WA

Aircraft demilitarization status was evaluated according to AERO Vodochody Bulletin No. 03039277.

Bulletin Article	Compliance	Description of the way how bulletin requirements reached
6.1.1	YES	New front instrument panel
6.1.2	YES	New panel on the center console
6.1.3	YES	Connection V26 not found
6.1.4	YES	Circuit broker connected to AUX FUEL PUMP
6.1.5	YES	New aircraft control stick
6.2.1	YES	New rear instrument panel
6.2.2	YES	Connection V26 not found
6.2.3	YES	MP-28A removed, connection not found
6.3.1	NO	Pylons not removed, but all electrical system inside pylons removed
6.3.2	YES	PUS-36DM removed, connection R16 not found
6.3.3	YES	Blinder is possible to remove
6.3.4	NO	Connections V18 and V19 exists
6.3.5	NO	Cables from connection V11 not disconnected
6.3.6	NO	Cables from connection V13 not disconnected

With the respect to the fact that ends of cables are free and not connected to any relevant equipment, which was removed according to other bulletin articles, items 6.3.4, 6.3.5 and 6.3.6 can be supposed as compliant with bulletin requirements.

Conclusion:

AERO L-39C, c/n 533623, N393WA was found as demilitarized. Military systems and equipment were removed from this aircraft and its demilitarization status is compliant with manufacturer's demilitarization Bulletin No. 03039277.

Evaluation of demilitarization status: Karel Endres, weapon specialist, May 15th, 2012

Milos Trnobransky
Head of Design Organization

AERO Vodochody a.s. | U Letiště 374 | 250 70 Odolena Voda | Czech Republic | www.aero.cz
Company ID 00010545, VAT No. CZ00010545, Bank Name: KB a.s. Prague | Account No.: 10006-1700201/0100,
Registered in the Commercial Register maintained by the Municipal Court in Prague on January 2, 1991, Section B, Insert 449.

Source: Confidential

12. The owner of the plane has shared with the Panel all the flights conducted since the L-39 is stationed in Benghazi including the names of the pilots on the plane. The flights are limited to 20 minutes each. According to the owner, the aim was to maintain his skills and those of his company's pilots.

Tabel of the L-39C flights in Benghazi.

DATE	AIRCRAFT	FROM	TO	T/O	LANDING	FLIGHT TIME	PILOTS
29-03-18	L39 N393WA	TORINO	PERUGIA	9:30	10:30	1:00	DALLA POZZA CARLO
29-03-18	L39 N393WA	PERUGIA	LAMEZIA TERME	12:30	13:40	1:10	DALLA POZZA CARLO
29-03-18	L39 N393WA	LAMEZIA TERME	BENGHAZI	15:30	17:10	1:40	DALLA POZZA CARLO
31-03-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	11:00	11:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO
31-03-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	17:00	17:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO
01-04-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	11:00	11:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO
01-04-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	17:00	17:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO
30-04-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	16:00	16:20	0:20	MORTARA RICCARDO, FALCHETTI MATTEO
01-05-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	15:00	15:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DUDA MARIIA
04-05-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	11:00	11:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO
04-05-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	17:00	17:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO
05-05-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	18:00	18:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO
06-05-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	17:00	17:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO
07-05-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	10:00	10:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO
07-05-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	15:55	16:15	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO
07-05-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	17:00	17:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO
12-05-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	14:00	14:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO
12-05-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	15:00	15:20	0:20	DALLA POZZA CARLO, GATTI ANDREA
24-05-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	17:00	17:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO
26-05-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	16:00	16:20	0:20	MORTARA RICCARDO, ZANASSI FRANCESCO
29-05-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	15:30	15:50	0:20	DALLA POZZA CARLO, GATTI ANDREA
02-06-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	17:00	17:20	0:20	MORTARA RICCARDO, ZANASSI FRANCESCO
05-06-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	13:00	13:20	0:20	MORTARA RICCARDO, GAPONENKO IULIIA
05-06-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	15:00	15:20	0:20	MORTARA RICCARDO, DUDA MARIIA
05-06-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	17:00	17:20	0:20	MORTARA RICCARDO ALONE
13-06-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	18:30	18:50	0:20	MORTARA RICCARDO, MARTIN CYRILLE
15-06-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	16:00	16:20	0:20	DALLA POZZA CARLO, GATTI ANDREA
19-06-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	16:30	16:50	0:20	DALLA POZZA CARLO, GATTI ANDREA
21-06-18	L39 N393WA	BENGHAZI	BENGHAZI	16:30	16:50	0:20	MORTARA RICCARDO, DALLA POZZA CARLO

Source: Riccardo Mortara

Annex 29 Armoured vehicles of LNA armed groups

13. The LNA attack on Derna brought to light the substantial military build-up in the east of Libya, though the units there are not part of the units under control of the GNA.

Picture 8 Armoured infantry vehicle al-Wahsh by King Abdullah II Design and Development Bureau (KADDB) of Jordan, equipped with a closed snakehead turret used by LNA's 106 Brigade in Derna in June 2018. The turret provides full protection to the fighter shooting



Source: LNA Media Office, 26 June 2018[6]

[6] https://www.youtube.com/watch?v=cbmPOzd8Bls

Picture 9 Panthera F9 MRAP by Minerva Special Purpose Vehicles en route to Derna on 16 May 2018.



Source: LNA Media Office, 16 May 2018[7]

Picture 10 Several Toyota pick up trucks mounted with heavy machine guns. LNA convoy en route to Derna on 16 May 2018



Source: LNA Media Office, 16 May 2018[8]

[7] https://www.youtube.com/watch?v=Sdf4IKSHSgQ
[8] Ibid.

Picture 11 Streit Spartan ASV used by the LNA, participating in the attacks in Derna, June 2018



Source: Media office of the LNA, 26 June 2018[9]

Picture 12 Armoured infantry vehicles (Nimr Jais MRAP on the left and Caiman MRAP on the right, both with closed turrets), of the Bou Hdima Martyrs Brigade of the LNA in Benghazi, preparing for the siege of Derna in August 2017



Source: Social media[10]

[9] درنه في المسلحة القوات بها قامت محكمة نوعية عملية في عائلة أنقاذ , Youtube.com, 26 June 2018,

[10] https://ar-ar.facebook.com/khalifa.haftr/posts/1964501903823862

Annex 30 Czech rotary-wing aircraft Mi-24v attempted retransfer to Libya

14. The Panel had reported previously (S/2017/466, Annex 38) on the attempted re-transfer of Mi-24v rotary wing aircraft, sold by the Czech state-owned company LOM Praha s.p. to the United Arab Emirates (UAE). The Panel contacted the Czech authorities, who confirmed that seven Mi-24v were sold to the UAE and the export license granted in September 2015. As of May 2017, the overhauled airframes, gearboxes as well as the auxiliary power units (in April 2017) had been delivered to the UAE. After the Panel informed the Czech authorities, the delivery of the TV3-117V engines was suspended until further clarification by the UAE. The Panel had regularly following up with the Czech authorities and requested a statement from the buyer AAL Group Ltd.

15. The UAE later informed the Panel that the Mi-24v were received and that Czech representatives attended an inspection of the rotary-wing aircraft on 6 December at the Sweihan Airbase in Abu Dhabi.

Annex 31 Moldovan civilian cargo planes

Confirmation of the Moldovan Security Information Service that investigations are ongoing on illegal air transports, dated 02.10.2017

Ex. nr. 1

SERVICIUL DE INFORMAŢII ŞI SECURITATE AL REPUBLICII MOLDOVA

MD 2004, mun. Chişinău, bd. Ştefan cel Mare şi Sfânt, 166, tel. 022-239-625, fax 022-234-068, e-mail: sis@sis.md

"02" 10 2017 Nr. 8-389/17

La nr. 156/06-09-2017

Asociaţiei Reporteri de Investigaţie şi Securitate Editorială
MD-2012, Chişinău, str. Armenească nr. 44/1, of. 3

În contextul solicitării Dumneavoastră, relevăm că Serviciul de Informații și Securitate investighează posibila implicare a unor operatori aerieni din Republica Moldova în transportări ilegale, sub aspectul riscurilor pentru securitatea națională și/sau internațională.

În situaţia constatării circumstanţelor de interes public, Serviciul va prezenta informaţia la acest subiect, adiţional.

Gheorghe RACOVIŢA
Şef al Aparatului directorului SIS

Source: Media[11]

[11] Rise Moldova, "Avioane De Razboi", 30 November 2017, https://www.rise.md/video-avioane-de-razboi/

Picture 13 IL-76 sighted in Benina, 4-6 May 2017 IL 18D sighted in Benina, May 2017



Source: Confidential

Annex 32 Detonating cord

16. The case of the vessel El-Mukhtar (see paragraph 78 and 79) has confirmed the Panel's previous reporting on regular weapons transfers from Misrata to the Benghazi Revolutionary Shura Council (BRSC). The Panel has received footage of LNA specialized units defusing IEDs in Benghazi featuring large boxes containing detonating cords manufactured by an explosive manufacturer based in Turkey. and surrounding areas. Part of that footage shows the seizure in early 2017 of large boxes wrapped with multiple layers of plastic foil on board a vessel sailing from Misrata. The boxes seized contained explosives including detonating cords and still featured stickers of the manufacturing company. The sticker mentions following company information:

KAPEKS URETIM PATLAYICI MADDELER TIC LTD.STI Umit Mah 2528 Sok.No3 Cankaya Ankara Posta Kodu 06810 Turkiye www.kapeks.com.tn

Picture 14 Close-up of the Kapeks company sticker on one of the boxes



Source: Confidential, 2017

Picture 15 Detonating cord produced by Kapeks Ltd. (One of the boxes featuring the caution symbol for explosives and an unpacked roll of detonating cord above the box)



Source: Confidential, 2017

17. The same detonating cord is featured on the website of the company.[12] In reply to the Panel's inquiries, the Turkish authorities declared that the company had no records of exports to Libya between the dates 1 March 2011 and 4 October 2017.

[12] Kapeks company website presenting type of detonation chord: http://www.kapeks.com.tr/detonating-cord,22,22.

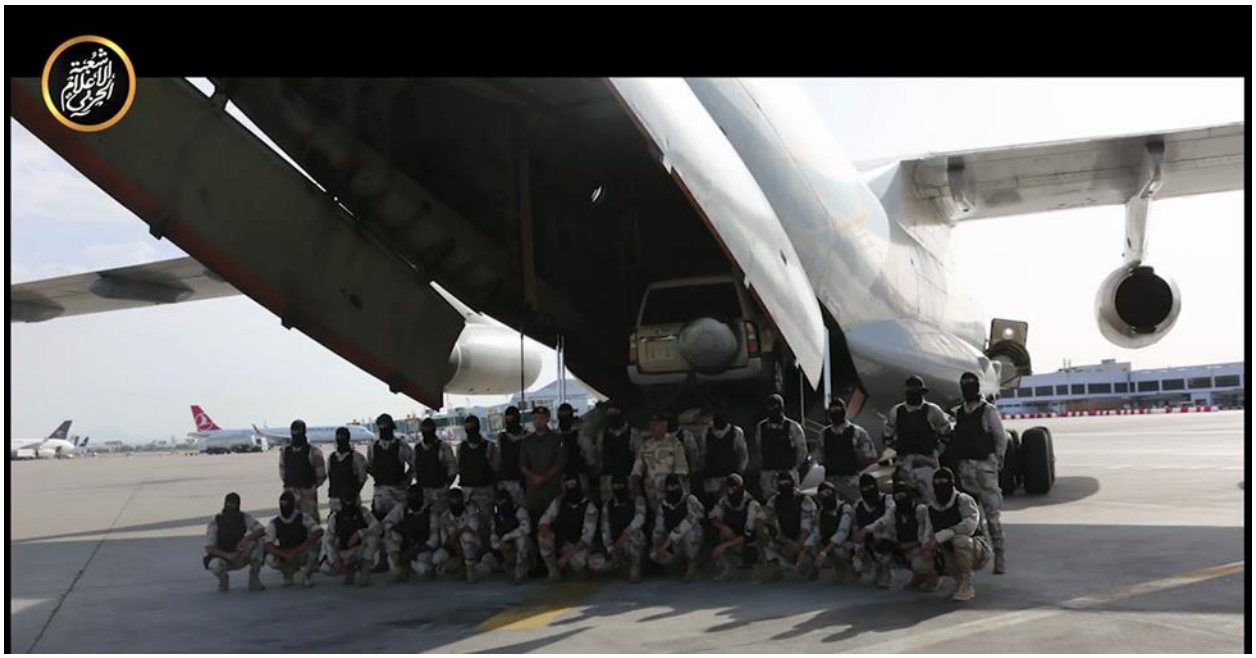
Annex 33 Khalifa Hafter's visit to Tunis

18. Based on the analysis of the video footage and pictures released by the LNA's media office, the equipment transferred out of Libya includes at least:

- 30 self-loading rifles
- 2 marksman rifles
- 2 Rocket- propelled grenade launchers (RPG)
- Over 30 handguns (9mm)
- One roof-mounted counter-IED system

19. As video footage of his visit documents, he flew on a private airplane and his security detail landed at Tunis Carthage Airport on board of an IL-76TD cargo airplane.

Picture 16 Haftar's special protection forces in front of IL-76TD cargo airplane



Source: Media Office – General Command of the LNA[13]

[13] Video available at Media Office channel: http://www.youtube.com/watch?time_continue=2&v=qf9ZfK96GNs.

Picture 17 Protection unit with RPG



Source: Ibid.

20. Haftar flew from eastern Libya to Tunis on board a private F900 jet with the tail number P4-RMA. The Falcon jet plane is owned by a UAE-based company called Sonnig International Group Ltd, and operated by Golden Eagle Trading FZE based in Dubai but registered in the Caribbean Netherlands. The CEO of Sonnig confirmed to the Panel that he is also the CEO of Golden Eagle Trading. The companies have set up an operational branch at the Benghazi airport and charter two Falcon jets amongst others to Khalifa Haftar.

Annex 34 Tunisia

21. The Panel received information on only two seized caches:

Date	Location	Materiel
12.07.2017	Sfax	Unspecified arms cache
07.02.2017	Sakah (Remada)	6 rocket-propelled grenade launchers; 1 AKM self-loading rifle

Source: Confidential

22. The Panel documented the arms seized and stocked with the Tunisian National Army. The material offers little clue to any specific source of arms other then those identified in previous reports (see S/2017/466 para 171 and 172).

Picture 18 Several hand-held anti-tank grenade launchers (RPG) were seized in 2017 including RPG 27 and RPG 26 tube, both manufactured in 2007



Source: Panel of Experts

Picture 19 AKM-type self-loading rifle, Tula Arsenal, Russia





Source: Panel of Experts

Picture 20 AKM-type self-loading rifle, Zastava factory, Yugoslavia (Serbia)



Source: Panel of Experts

Annex 35 Seized arms and related material in Niger

1. The Panel has received photographs and lists of weapons seized by the Gendarmerie from late 2016 to July 2017 in the regions of Arlit, Bilma, Dirkou and Madama.

Materiel	Quantity
AK-pattern self-loading rifles	57
PKM machine gun	3
Dragunov marksman rifle	2
FN FAL self-loading rifle	9
Shotgun	1
Pump-action rifle	4
Grenade launcher	1
9mm submachine gun	1
RPG 7	4
Unidentified rocket launcher	4
Handgun	11
Ammunition	6197
Magazines	151

2. Conflict Armament Research has further shared with the Panel pictures and data on weapons and ammunition seized in Niger until March 2017. For most of these arms the Libyan origin is highly probable as detailed below.

Materiel	Quantity	Country of manufacture
AK-pattern self-loading rifle	84	Algeria (2), Bulgaria (4), China (16), Czechoslovakia (1), East-Germany (5), Egypt (4) Hungary (1), Iraq (2), Poland (10), Romania (14), Russia (24), Yugoslavia (1)
Blank pistols (9 x 22 mm)	62	Turkey (49)
7.62 x 51 mm self-loading rifle	10	Belgium (6), France (4)
RPG-launchers	5	Bulgaria (5)
Semi-automatic pistols	3	Brazil (1), Czechoslovakia (1), France (1)
5.56 x 45 mm self-loading rifle	2	Israel (2)
Pump-action shotgun	2	Turkey (2)
Sniper rifle	1	Romania (1)

Annex 36 AIK trading and White Star company

The risk of diversion and misuse of end-user certificates

1. The Deputy Minister of Defence, Khaled al-Sharif, figured most prominently as signatory of end-user certificates for large-scale transfers of small arms and light weapons as well as ammunition. Khaled al-Sharif has stated to the Panel that in his function he was in charge of signing end-user certificates, but was not the person deciding about the purchase of equipment. The Minister of Defence or the Chief of Staff were generally deciding on purchases and needed verification by the Military Procurement Department.

AIK Trading

2. The Panel obtained an of the end-user certificate that indicates a possible instance of non-compliance with the arms embargo in mid-2013. On 17 September 2013, Bulgaria submitted an incomplete notification to the Committee on the transfer of 2,028,000 rounds of 7.62x39mm ammunition. The exporting Bulgarian company was Vazovski Machinostroitelni Zavodi (VMZ) and the broker was AIK Trading Limited registered in Cyprus. Based on the Panel's enquiry Bulgaria, noted that the export licence for the ammunition was cancelled on 15 October 2013. AIK Ltd however received on 5 June 2013 the full payment showed on the proforma invoice of Euro 381,264.00.

3. The money was transferred throught the account of company registered in Tunisia, called "Société Al Bayan de Commerce International" (Al Bayan). The transfer from Al Bayan suggests that the delivery had taken place before a licence was issued.

4. Khaled al-Sharif denied that he had any involvement in the transaction. He insisted that the end-user certificate features a forged signature. He pointed out that he used to always add a signature next to his signature, which was missing on the copy obtained by the Panel. Therefore, the Panel verified the end-user certificate submitted by Bulgaria on 17 September 2013. This copy features a hand-written date just next to his signature.

White Star company

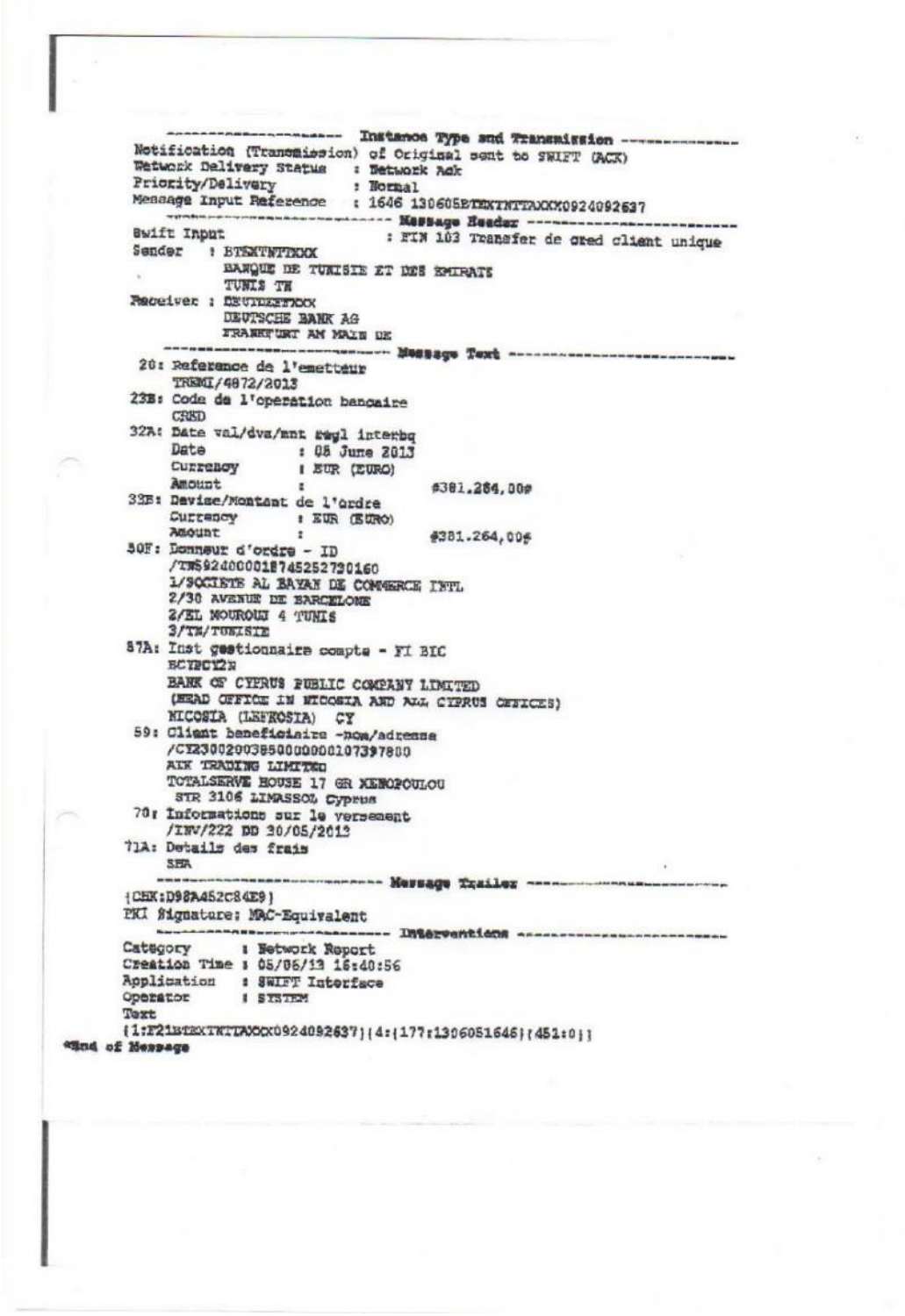
5. The Panel reviewed the financial transaction from Al Bayan's Tunisian bank account. From January 2013 to May 2015, the company received funds from several Libyan accounts of over 253 million USD. In the same time period, the company transferred approximately the same amount of money to companies and offshore trading companies in several countries. Further investigations brought to light a payment of two million Euro to a Greek company. The company confirmed to the Panel that it was the down payment by the Libyan company White Star for the purchase of 181 tanker trucks for the Ministry of Defence.

6. A Greek broker had introduced the Greek manufacturer to Khaled al-Sharif. The first meeting in Tripoli in early 2013 was attended by Khaled al-Sharif, Abd al-Hakim Belhaj, and the Director of White Star Mustapha Abd al-Rahman. It was followed by a visit to the factory in Greece to Athens.

White Star signed the contract to purchase 181 tanker trucks. The down payment of 2 million Euro, however, was done through the intermediary of Al Bayan's Tunisian bank account

7. It seems that Al Bayan was used to channel money from Libyan companies to veil the origin of the funds. The Panel, therefore, investigated whether Mr. Sharif or Mr Belhadj had any private interests in the White Star company. Mr. Sharif and Mr Belhadj confirmed to the Panel that they visited the factory in Greece. They both stressed that they had not connections with White Star, but knew the director, Abd al-Rahman. The managers of the Greek company, on contrast, mentioned that Mr. Sharif had given the instruction to Mr. Abd al-Rahaman to conclude the deal. The managers of the Greek company was under the impression that White Star and al Bayan were used as front companies.

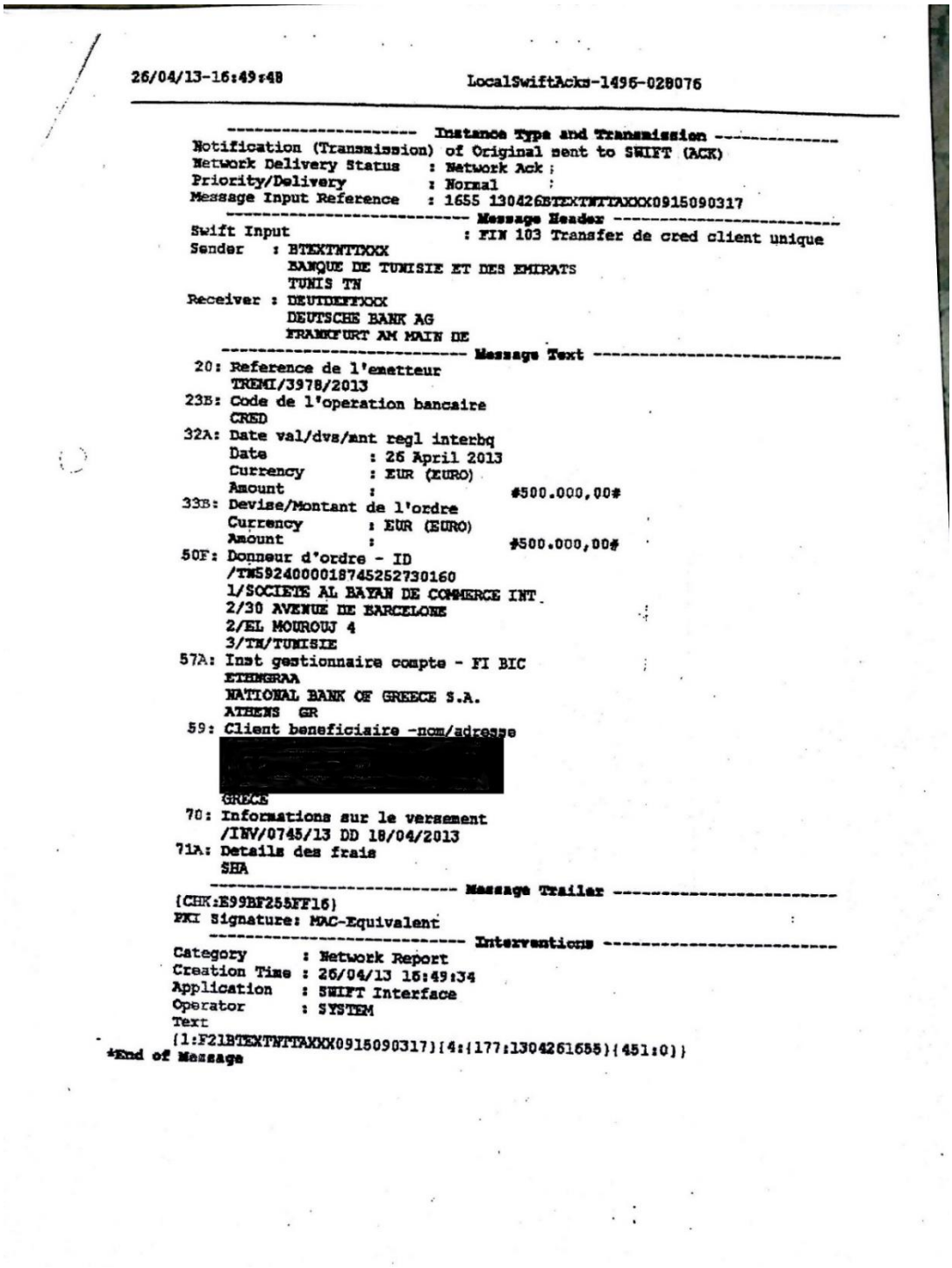
Bank transfer from Al Bayan to AIK Traiding Limited, Cyprus, dated 08.06.2017



```
---------- Instance Type and Transmission ----------
Notification (Transmission) of Original sent to SWIFT (ACK)
Network Delivery Status    : Network Ack
Priority/Delivery          : Normal
Message Input Reference    : 1646 130605BTEXTNTTAXXX0924092637
---------- Message Header ----------
Swift Input                : FIN 103 Transfer de cred client unique
Sender    : BTEXTNTTXXX
            BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS
            TUNIS TN
Receiver  : DEUTDEFFXXX
            DEUTSCHE BANK AG
            FRANKFURT AM MAIN DE
---------- Message Text ----------
 20: Reference de l'emetteur
     TRRMI/4872/2013
 23B: Code de l'operation bancaire
     CRSD
 32A: Date val/dvs/mnt rgyl interbq
     Date          : 08 June 2013
     Currency      : EUR (EURO)
     Amount        :              #381.264,00#
 33B: Devise/Montant de l'ordre
     Currency      : EUR (EURO)
     Amount        :              #381.264,00#
 50F: Donneur d'ordre - ID
     /TN5924000018745252730160
     1/SOCIETE AL BAYAN DE COMMERCE INTL
     2/30 AVENUE DE BARCELONE
     2/EL MOUROUJ 4 TUNIS
     3/TN/TUNISIE
 57A: Inst gestionnaire compte - FI BIC
     BCYPCY2N
     BANK OF CYPRUS PUBLIC COMPANY LIMITED
     (HEAD OFFICE IN NICOSIA AND ALL CYPRUS OFFICES)
     NICOSIA (LEFKOSIA)  CY
 59: Client beneficiaire -nom/adresse
     /CY23002003850000000107397800
     AIK TRADING LIMITED
     TOTALSERVE HOUSE 17 GR XENOPOULOU
      STR 3106 LIMASSOL Cyprus
 70: Informations sur le versement
     /INV/222 DD 30/05/2013
 71A: Details des frais
     SHA
---------- Message Trailer ----------
{CHK:D98A452C84E9}
PKI Signature: MAC-Equivalent
---------- Interventions ----------
Category      : Network Report
Creation Time : 05/06/13 16:40:56
Application   : SWIFT Interface
Operator      : SYSTEM
Text
{1:F21BTEXTNTTAXXX0924092637}{4:{177:1306051646}{451:0}}
*End of Message
```

Source: Confidential

Bank transfer from the same Al Bayan account to Greek company, dated 26.04.2013



26/04/13-16:49:48 LocalSwiftAcks-1496-028076

---------- Instance Type and Transmission ----------
Notification (Transmission) of Original sent to SWIFT (ACK)
Network Delivery Status : Network Ack
Priority/Delivery : Normal
Message Input Reference : 1655 130426BTEXTNTTAXXX0915090317
---------- Message Header ----------
Swift Input : FIN 103 Transfer de cred client unique
Sender : BTEXTNTTXXX
BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS
TUNIS TN
Receiver : DEUTDEFFXXX
DEUTSCHE BANK AG
FRANKFURT AM MAIN DE
---------- Message Text ----------
20: Reference de l'emetteur
TREMI/3978/2013
23B: Code de l'operation bancaire
CRED
32A: Date val/dvs/mnt regl interbq
Date : 26 April 2013
Currency : EUR (EURO)
Amount : #500.000,00#
33B: Devise/Montant de l'ordre
Currency : EUR (EURO)
Amount : #500.000,00#
50F: Donneur d'ordre - ID
/TN5924000018745252730160
1/SOCIETE AL BAYAN DE COMMERCE INT
2/30 AVENUE DE BARCELONE
2/EL MOUROUJ 4
3/TN/TUNISIE
57A: Inst gestionnaire compte - FI BIC
ETHNGRAA
NATIONAL BANK OF GREECE S.A.
ATHENS GR
59: Client beneficiaire -nom/adresse
[redacted]
GRECE
70: Informations sur le versement
/INV/0745/13 DD 18/04/2013
71A: Details des frais
SHA
---------- Message Trailer ----------
{CHK:E99BF255FF16}
PKI Signature: MAC-Equivalent
---------- Interventions ----------
Category : Network Report
Creation Time : 26/04/13 16:49:34
Application : SWIFT Interface
Operator : SYSTEM
Text
{1:F21BTEXTNTTAXXX0915090317}{4:{177:1304261655}{451:0}}
*End of Message

Source: Confidential

EUC for AIK Trading Ltd Contract signed by Khaled al-Sharif, dated 27.05.2013

Ministry of Defence
Republic of Libya

Date
EUC NO :

END USER CERTIFICATE

1. Name and Address of End User :
   Ministry of Defense of the Republic of Libya
2. Name and Address of Exporter :
   AIK TRADING LTD , 17 Gr.Xenopoulou, 3106 Limassol, Cyprus
3. Contract or Order Reference CONTRACT 130393
4. Date : 27.05.2013
5. Articles / Data :
   We certify that we have placed an order for the following articles/data in the quantity shown below:

Quantity	Articles/Data Description
2,028,000	1- 7,62x39 mm ammunitions

6. Certification of End-User :

We certify that we are the end-user of the articles/data listed in item 5. We undertake not to sell, lend or delivery to any third party under any conditions whatsoever, with or without compensation, temporarily or permanently, the articles/data listed in item 6 including equipment and spares, delivered in connection with the after-sales support, documentation and operating manuals, without the prior written approval of the ----------AUTHORITIES

Name & title of aplicant :

Name & title of signer

Name and title of :

Signiture

Signature of official of end-user
Ministry of Defense of LIBYA
Signature:

Source: Confidential

Offer for 181 trucks from White Star Company to Ministry of Defence signed by Mustapha Abd al-Raham, dated 15.05.2013



شركة النجمة البيضاء

التاريخ 2013-5-15

الرقم الإرشادي 13-501-2 N

السادة - وزارة الدفاع .

بعد التحية .....

نحن شركة النجمة البيضاء لاستيراد وسائل النقل والمعدات - نتقدم اليكم بهذا العرض والذي يتضمن خزانات نوع [اتش بي اي 201] مصنوعة من الالمونيوم العالي الجودة حسب المواصفات الاوروبية و الامريكية ذات سعة 20 الف لتر وذات جودة عالية ويستعمل لاغراض متعددة ومنها الوقود و المياه. سهل الحركة و النقل بالطيران [سي 130] العسكرية وجرا بالعربات في الصحراء ويوجد به نظام فلتر عالي الجوده لتزويد الطيران و الالات العسكرية وبه مضخة سريعة لتزويد الوقود الموجود فيه في فتره زمنيه قدرها 15 دقيقه وكذلك يستعمل كمحطات وقود متنقلة في الصحراء والمواقع العسكرية و الحدودية .

العدد	النوع	سعر القطعة	السعر بدينار الليبي	الاجمالي
181	HBA 201	Euro 97,000	169,750	30,724,750

- للتسليم فور التسوية المالية حسب الشرط .

- ضمانة لمدة سنتين .

ولكم منا جزيل الشكر والاحترام

رئيس مجلس الادارة

مصطفى عبد الرحمن

حي الأندلس هاتف 021 477 4343 فاكس 021 477 3568

Source: Confidential

Request for procurement of tanker trucks by Khaled al-Sharif



6

رئاسة مجلس الوزراء
وزارة الدفاع
ديوان الوزارة

Ministry of Defense

التاريخ Date 1434 / 7 / 11
الموافق 2013 / 5 / 21
رقم الإشارة Ref. Number 7349 - 57

إلى / إدارة المشتريات العسكرية

نُحيل إليكم... كتاب رئيس هيئة الامداد و التموين المرقم (هـ.أ.ت/1629/126) بتاريخ 2013/05/21م و الخاص بتوريد خزانات مصنعة من الالمنيوم.

وذلك... من حيث الاختصاص.

والسلام عليكم ورحمة الله وبركاته

21.5.2013

خالد محمد الشريف

وكيل وزارة الدفاع

للشؤون الادارية و المالية

صورة منه إلى
- مكتب المتابعة بالوزارة /للعلم
- الملف الدوري /للحفظ

بريد الشرعية ص.ب ماندوق

Tel Fax +218 21 481 2559 +218 21 481 1214
www.defense.gov.ly

Source: Confidential

Approval of the procurement of tanker trucks by White Star Company signed by Khaled al-Sharif and Abd al-Raham al-Tawil



وزارة الدفـــــاع
رئاســـة الأركـــان العـــامة
هيئـــة الإمـــداد والتمـــوين

الموضوع : بشأن توريد خزانات
التاريخ : 1434/ / هـ
الموافق : 2013/05/ 21 م
الرقم الإشاري : هـ.إ.ت/126/

001629

نحن لا نستسلم .. ننتصر أو نموت

الـى / وزارة الدفـــــاع

- اشـــارة الى كتـــاب شـــركة النجمـــة البيضـــاء المـــرقم (ن.ج/501- 13) والخـــاص بعـــرض توريـــد خزانـــات نـــوع (اتـــش.بـــي.اي201) مصـــنعة مـــن الالمنيـــوم وفـــق المواصـــفات الاوربيـــة والأمريكيـــة ذات ســـعة (20,000) عشرون الف لتر .
- نفيـــدكم بأنـــه لامـــانع لـــدينا مـــن توريـــد هـــذه الخزانـــات وفـــق المواصـــفات المـــذكورة ، وذلـــك لاســـتعمالها كمحطـــات وقـــود ومياـــه ثابتـــة ومتحركـــة وخاصة في المواقع الحدودية والمواقع العسكرية المختلفة .

يرجى التفضل بالإطلاع وامركم .....

العميد الركن
عبدالرحمن عمران الطويل
رئيس هيئة الإمداد والتموين

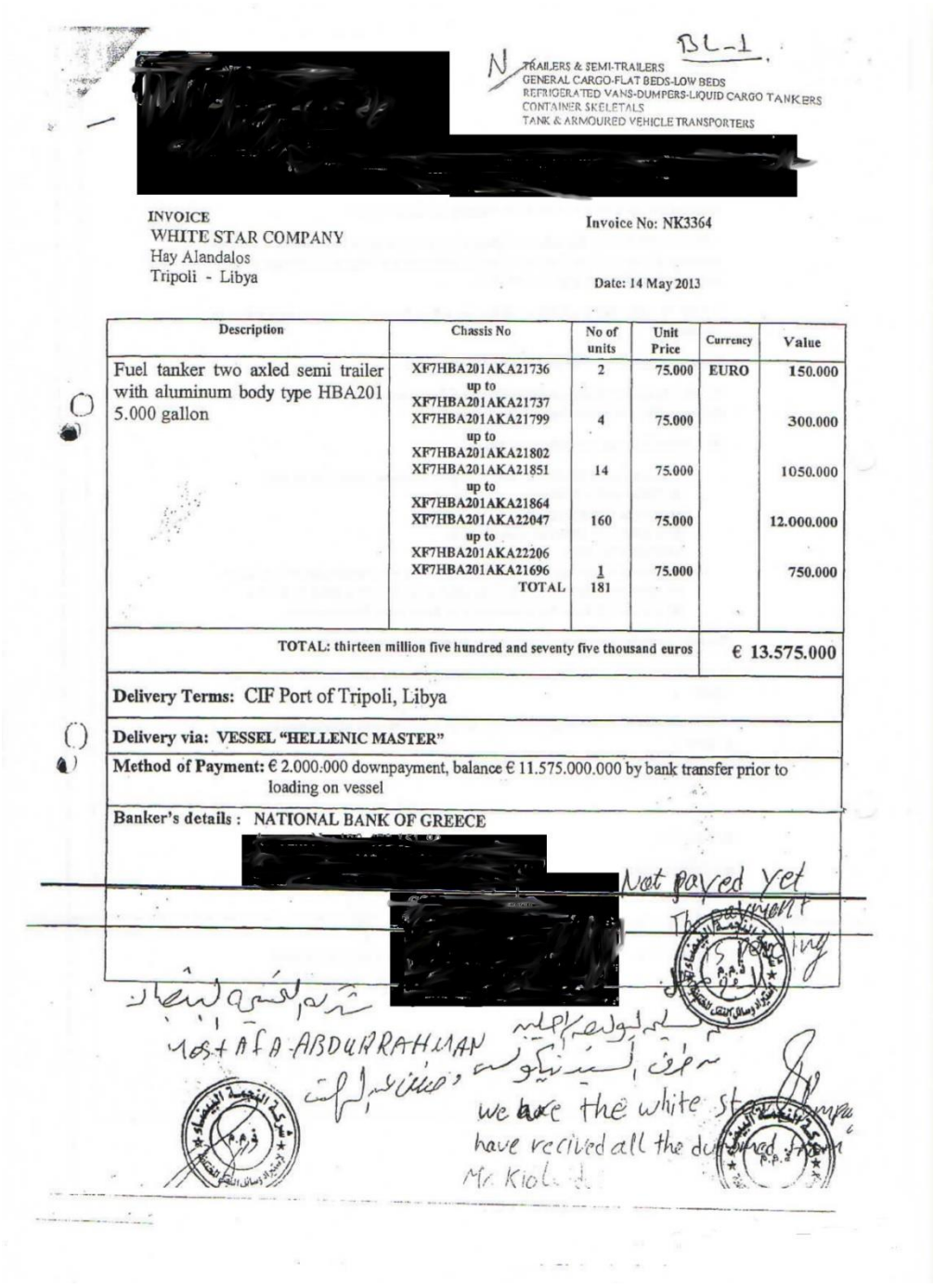
يحال الى ادارة المشتريات العسكرية للاختصاص ولـ
21-5-2013

منه
ادارة الاستخبارات العسكرية / للعلم
المكتب الفني / للعلم / للعمل
المكتب المقدم / ع . ح الطيب
ر.ع و/ح . م . فرحات

الحكومة الليبية المؤقتة
وزارة الدفاع
الوارد
6615
21 - 5 - 2013

Source: Confidential

Confirmation of delivery of the tanker trucks to Tripoli signed by White Star Company



BL-1

[redacted]

TRAILERS & SEMI-TRAILERS
GENERAL CARGO-FLAT BEDS-LOW BEDS
REFRIGERATED VANS-DUMPERS-LIQUID CARGO TANKERS
CONTAINER SKELETALS
TANK & ARMOURED VEHICLE TRANSPORTERS

INVOICE
WHITE STAR COMPANY
Hay Alandalos
Tripoli - Libya

Invoice No: NK3364

Date: 14 May 2013

Description	Chassis No	No of units	Unit Price	Currency	Value
Fuel tanker two axled semi trailer with aluminum body type HBA201 5.000 gallon	XF7HBA201AKA21736 up to XF7HBA201AKA21737	2	75.000	EURO	150.000
	XF7HBA201AKA21799 up to XF7HBA201AKA21802	4	75.000		300.000
	XF7HBA201AKA21851 up to XF7HBA201AKA21864	14	75.000		1050.000
	XF7HBA201AKA22047 up to XF7HBA201AKA22206	160	75.000		12.000.000
	XF7HBA201AKA21696	1	75.000		750.000
	TOTAL	181			
TOTAL: thirteen million five hundred and seventy five thousand euros					€ 13.575.000

Delivery Terms: CIF Port of Tripoli, Libya

Delivery via: VESSEL "HELLENIC MASTER"

Method of Payment: € 2.000.000 downpayment, balance € 11.575.000.000 by bank transfer prior to loading on vessel

Banker's details : NATIONAL BANK OF GREECE

[redacted]

Not payed yet

MOSTAFA ABDURRAHMAN

we have the white st

have received all the

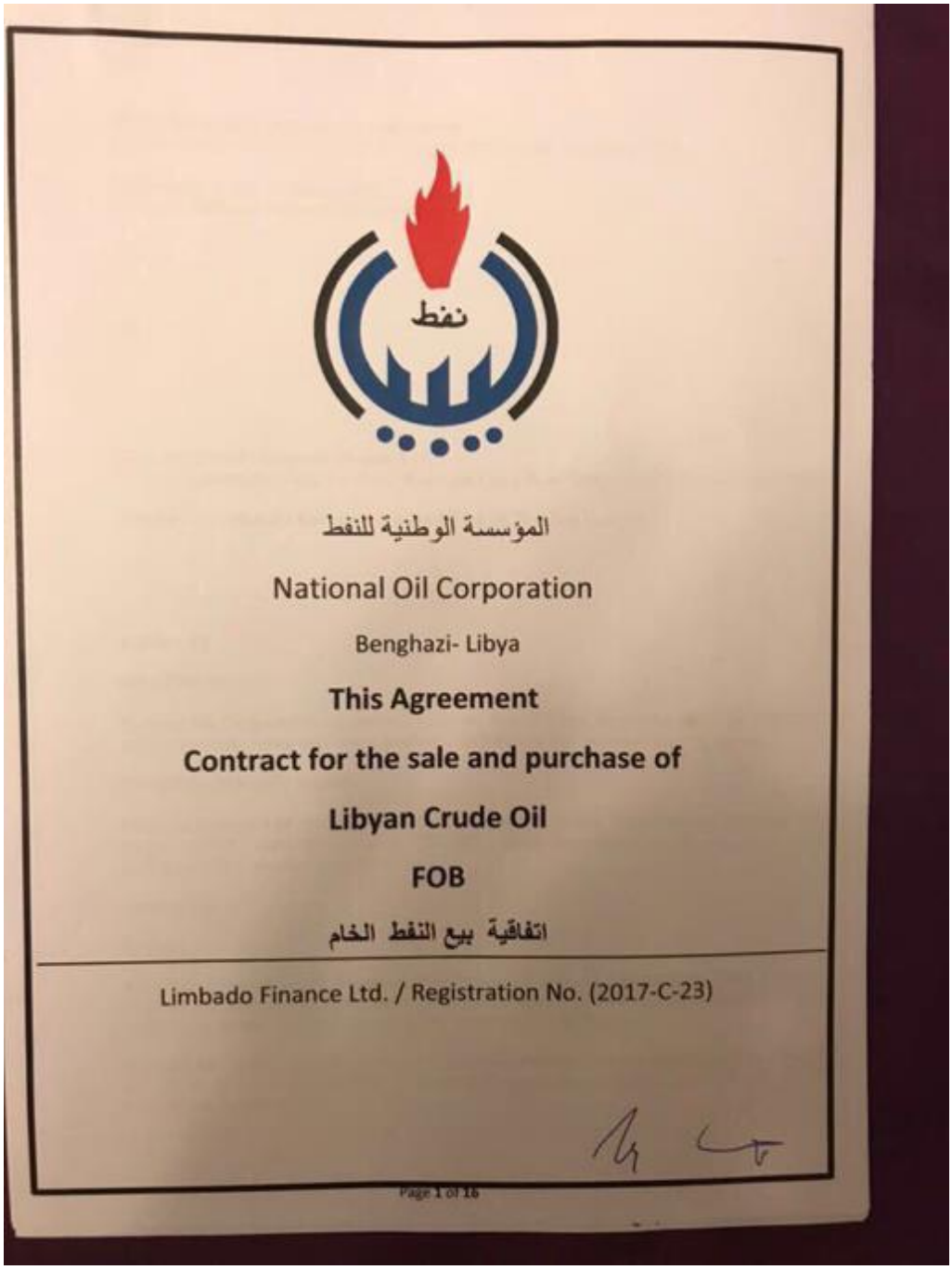
Mr Kiol

Source: Confidential

Annex 37 Documented attempts to illicitly export crude oil from Eastern National Oil Corporation

Limbado case

1. The following is an extract of the agreement signed between National Oil Corporation of Benghazi and "Limbado Finance Ltd." on 3 October 2017.



المؤسسة الوطنية للنفط

National Oil Corporation

Benghazi- Libya

This Agreement

Contract for the sale and purchase of

Libyan Crude Oil

FOB

اتفاقية بيع النفط الخام

Limbado Finance Ltd. / Registration No. (2017-C-23)

Page 1 of 16

THIS AGREEMENT IS MADE ON 3 OCTOBER 2017 BETWEEN

SELLERS NAME: National Oil Corporation
Address: Jamal Abdel Naser Street, Berka, NOC HQ Bulding, Benghazi, Libya.

Representative: **Mr. Mohamed Atia**
Position: Chairman, National Oil Corporation

and

BUYERS NAME: Limbado Finance Ltd.
Address: Vanterpool Plaza, 2nd floor, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, British Virgin Islands

Director: **Mr. Michalis Korellis, Director, M.K.C.K. Services Limited**

Article (1)

SELLERS NAME:

National Oil Corporation incorporated under the laws of Libya, hereinafter called the "SELLER", which expression where the context so admits, shall include their personal representatives.

BUYERS COMPANY NAME:

Limbado Finance Ltd., incorporated under the laws of the British Virgin Islands, registered under number 1943396, hereinafter called the "BUYER", which expression where the context so admits, shall include their personal representatives.

Article (2)

Terms:

WHEREAS The Seller with full authority, hereby agrees to supply and deliver the herein mentioned crude oil and fulfill all the requirements referenced to herein and shall provide the referenced crude under the terms and conditions and at the time so agreed by both Parties.

WHEREAS The buyer makes an irrevocable and firm commitment to purchase and load the crude oil also makes an irrevocable and firm commitment to accept the said product in accordance with the terms of this Agreement.

Page 2 of 16

Date: 3 October 2017

Signed by:

SELLERS NAME: **National Oil Corporation**
Address:Jamal Abdel Naser Street, Berka, NOC HQ Bulding, Benghazi, Libya.

Prepared by: **Dr. Almabruk Sultan.**
Position: Member of Board of Directors for International Marketing, National Oil Corporation

Representative: **Mr. Mohamed Atia**
Position: Chairman, National Oil Corporation

and

We, as Buyer, hereby with full corporate responsibility and with the power vested in its Officer, accept, confirm and agree to abide by this Agreement.

date:

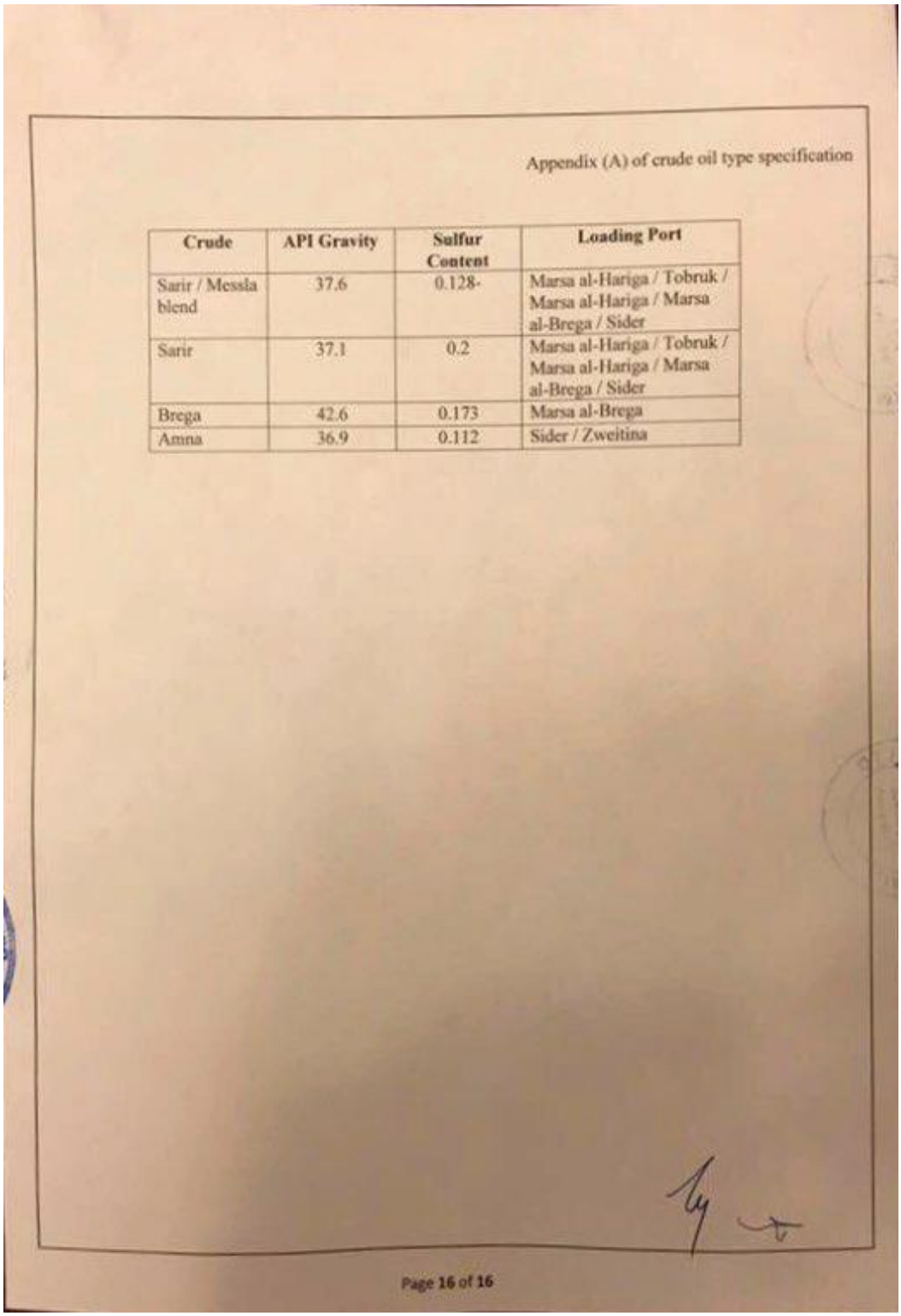
Signed by:

BUYERS NAME: **Limbado Finance Ltd.**

Director: **Mr. Michalis Korellis, Director, M.K. Trust Services Limited**

LIMBADO FINANCE LTD B.V.I. Business Company

Page 15 of 16



Appendix (A) of crude oil type specification

Crude	API Gravity	Sulfur Content	Loading Port
Sarir / Messla blend	37.6	0.128-	Marsa al-Hariga / Tobruk / Marsa al-Hariga / Marsa al-Brega / Sider
Sarir	37.1	0.2	Marsa al-Hariga / Tobruk / Marsa al-Hariga / Marsa al-Brega / Sider
Brega	42.6	0.173	Marsa al-Brega
Amna	36.9	0.112	Sider / Zweitina

Page 16 of 16

Source: Confidential

Volont case

2. The following is an extract of the agreement signed between National Oil Corporation of Benghazi and “Volont Shipping and Trading.” on 12 October 2017.



المؤسسة الوطنية للنفط

National Oil Corporation

Benghazi- Libya

This Agreement

Contract for the sale and purchase of

Libyan Crude Oil

FOB

اتفاقية بيع النفط الخام

VOLONT SHIPPING & TRADING S.A./ Registration NO. (2017-C-013)

Page 1 of 14

THIS CONTRACT AGREEMENT MADE ON BETWEEN

SELLERS NAME: National Oil Corporation
Address:Jamal Abdel Naser Street, Berka, NOC HQ Bulding, Benghazi, Libya.

Representative: **Mr. Mohamed Atia**
Position: Chairman, National Oil Corporation

And

BUYERS NAME: VOLONT SHIPPING & TRADING S.A.

Representative: **Mr. Dimitri Xenikakis**
Position: CEO

National Oil Corporation
Contract Number:
012 - OCT - 2017
Date: 12/10/2017

Paragraph (1)

SELLERS NAME:

The Entity incorporated under the laws of Libya, hereinafter called the "SELLER", which expression where the context so admits, shall include their personal representatives.

BUYERS COMPANY NAME:
The Entity incorporated under the laws of Marshal Islands , hereinafter called the "BUYER", which expression where the context so admits, shall include their personal representatives.

Paragraph (2)

Terms:

WHEREAS The Seller with full authority, hereby agrees to supply and deliver the herein mentioned crude oil and fulfill all the requirements referenced to herein and shall provide the referenced crude under the terms and conditions and at the time so agreed by both Parties.

WHEREAS The buyer makes an irrevocable and firm commitment to purchase and load the crude oil also makes an irrevocable and firm commitment to accept the said product according to this contract terms

Paragraph (8)

DECLARATION:

The undersigned declare that the foregoing instrument fully sets forth the entire agreement between the parties and that the signatories below have been fully and duly authorised to enter into and bind each representative company to the contract.

SELLER AND BUYER'S ACKNOWLEDGEMENT:

Paragraph (9)

We, as Seller, hereby with full corporate responsibility and with the power vested in its Officer, accept, confirm and agree to abide by this Contract. The Seller has all rights to revoke the entire Contract if Buyer failed to meet terms of this Contract.

Date:

Signed by:

SELLERS NAME: National Oil Corporation
Address:Jamal Abdel Naser Street, Berka, NOC HQ Bulding, Benghazi, Libya.

Prepared by : Dr. Almabruk Sultan.
Position: Member of the Board of Directors

Libya Goverment
National oil corporation

Representative: Mr. Mohamed Atia

Position: Chairman, National Oil Corporation

Libya Goverment
National oil corporation

And

We, as Buyer, hereby with full corporate responsibility and with the power vested in its Officer, accept, confirm and agree to abide by this Contract.

date:

Signed by:

BUYERS NAME: VOLONT SHIPPING & TRADING S.A.

Representative: Mr. Dimitri Xenikakis
Position: CEO

Appendix (A) of crude oil type specification

Crude	API Gravity	Sulfur Content	Loading Port
Messla	-	-	Marsa al-Hariga / Tobruk
Sarir	37.1	0.2	Marsa al-Hariga / Tobruk

Page 14 of 14

Source: Confidential

Rao Rosneftegazstory case

3. The following is a letter signed by the National Oil Corporation of Benghazi to confirm a cargo availability in the favour of "Rao Rosneftegazstory", on 12 October 2017.



المؤسسة الوطنية للنفط
NATIONAL OIL CORPORATION

التاريخ : 2017/10/12
الموافق :

الإشاري : I.M.17_10_110
الملف :

To : RAO ROSNEFTEGAZSTORY
Attention : Dr. Ivan I. Mazur.
Reference No. : IM. 17.10_110
Subject : Allocation Certificate

Allocation Certificate No 110.10/2017

National Oil Corporation of Libya (NOC) has the pleasure to allocate to **RAO ROSNEFTEGAZSTORY** in our call, 24,000,000 bbls of Sarir/Messla blend crude oil loading Marsa El Hariga On FOB (NOC-FEB-2017) (2016-C-132) port (Marsa El Hariga), to be loaded between 19th of October 2017 till the 16th of November 2017, as per contract No.(RAO ROSNEFTEGAZSTORY-(NOC-FEB-2017)-(2016-C-132). And we will accommodate your nominated vessel accordingly.

Yours Sincerely,

Libyan Government
Marketing Coordinator
National Oil Corporation (NOC)

Emad Mohamed
International Marketing Coordinator

cc:
- NOC Chairman
- Crude Dept.
- Company file

(00218)614782560 - (00218)614782561 بنغازي - البرقة
info@libya-noc.org https://m.facebook.com/NOCL.LIBYA/

Source: Confidential

Quelson case

4. The following is a letter signed by the National Oil Corporation of Benghazi to confirm a cargo availability in the favour of "Quelson Overseas Inc", on 26 February 2018.



المؤسسة الوطنية للنفط
NATIONAL OIL CORPORATION

التاريخ : 2018/2/26
الموافق :

الإشاري : I.M.18-02.025
الملف :

To : QUELSON OVERSEAS INC
Attention : Mr. Jean-Marc Pizano
Reference No. : IM.17_02.025
Subject : Proof of Cargo

Proof of Cargo Availably Certificate No 001/02/2018

National Oil Corporation of Libya (NOC) has the pleasure to confirm to **QUELSON OVERSEAS INC** the availability of a first cargo of 1 Million barrels of Sarir/Messla blend crude oil, Loading Marsa El Hariga on FOB QUELSON OVERSEAS INC (010-AUG-2017) (2017-C-021), to be loaded between 1st of March 2018 and 1st of April 2018, during the mutually agreed laydays and we will accommodate the vessel nominated by QUELSON OVERSEAS INC accordingly.

Yours Sincerely,

Libyan Government
Int. Marketing Coordinator
National Oil Corporation (NOC)

Emad Mohamed
International Marketing Coordinator
National Oil Corporation

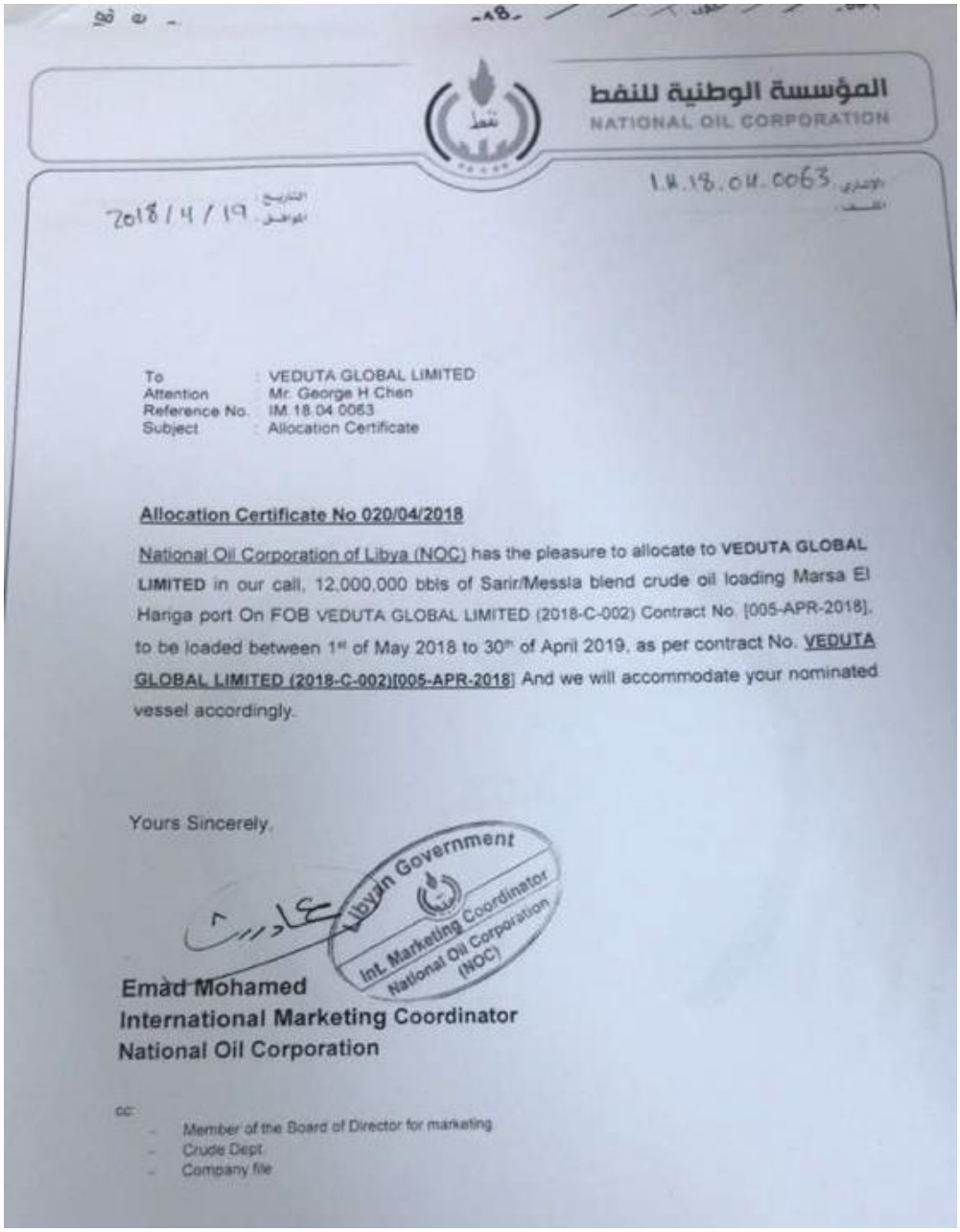
cc:
- NOC Chairman
- Crude Dept.
- Company file

(00218)614782560 - (00218)614782561 بنغازي - البرقة
info@libya-noc.org https://m.facebook.com/NOCL.LIBYA/

Source: Confidential

Veduta case

5. The following is a letter signed by the National Oil Corporation of Benghazi to confirm a cargo availability in the favour of "Veduta Global Limited", on 19 April 2018.



المؤسسة الوطنية للنفط
NATIONAL OIL CORPORATION

التاريخ: 2018/4/19
الموافق
الإشارة: IM.18.04.0063

To : VEDUTA GLOBAL LIMITED
Attention : Mr. George H Chen
Reference No. : IM.18.04.0063
Subject : Allocation Certificate

Allocation Certificate No 020/04/2018

National Oil Corporation of Libya (NOC) has the pleasure to allocate to **VEDUTA GLOBAL LIMITED** in our call, 12,000,000 bbls of Sarir/Messla blend crude oil loading Marsa El Hariga port On FOB VEDUTA GLOBAL LIMITED (2018-C-002) Contract No. [005-APR-2018], to be loaded between 1st of May 2018 to 30th of April 2019, as per contract No. **VEDUTA GLOBAL LIMITED (2018-C-002)[005-APR-2018]** And we will accommodate your nominated vessel accordingly.

Yours Sincerely,

Libyan Government
Int. Marketing Coordinator
National Oil Corporation (NOC)

Emad Mohamed
International Marketing Coordinator
National Oil Corporation

cc:
- Member of the Board of Director for marketing
- Crude Dept
- Company file

Source: Confidential

Phaedra Bright-1 case

6. The following is a letter from the National Oil Corporation addressed to the Panel of Experts, on 13 May 2018, on an illicit attempt conducted by the Eastern National Oil Corporation.



المؤسسة الوطنية للنفط
NATIONAL OIL CORPORATION

Date: 13/05/2018
Ref No: 466

PANEL OF EXPERTS ON LIBYA/ UN

Dear Sir/Madam,

With reference to the series of clear resolutions and statements of the United Nations, including UN Security Council Resolution 2278, regarding the prevention of illicit oil exports, and UNSCR 2259 which is strongly opposes activities which could damage integrity and unity of the NOC, and UNSCR 2213 which implement sanctions against individuals or entities that support criminal networks through the illicit exploitation of crude oil or any other natural resources in Libya, and paragraph 10 of resolution 2146 (2014) as extended and modified by paragraph 2 of resolution 2362 (2017).

We also make reference to the previous correspondences regarding the continuous attempts to sell crude oil via unlawful channels,

Unfortunately, those attempts are still on-going, where it came to our attention that a vessel called: Seaways Josefa Comejo ,IMO 9213301 (which could be currently named Phaedra Bright-1), has been nominated to load a cargo of 600,000 – 750,000 bbls from Marsa Al-Hariga with an ETA of 17/05/2018 (Dwt 112,200, length 250m, built 2001,flag Marshall Islands and the client is unknown).

Therefore, please do whatever in your power to prevent it from being successful, where successfully bypassing NOC will lead to more damage on Libyan sovereignty and unity.

Thank you for your constant support.

Yours sincerely

Ahmed Shawki
General Manager
International Marketing Department- NOC

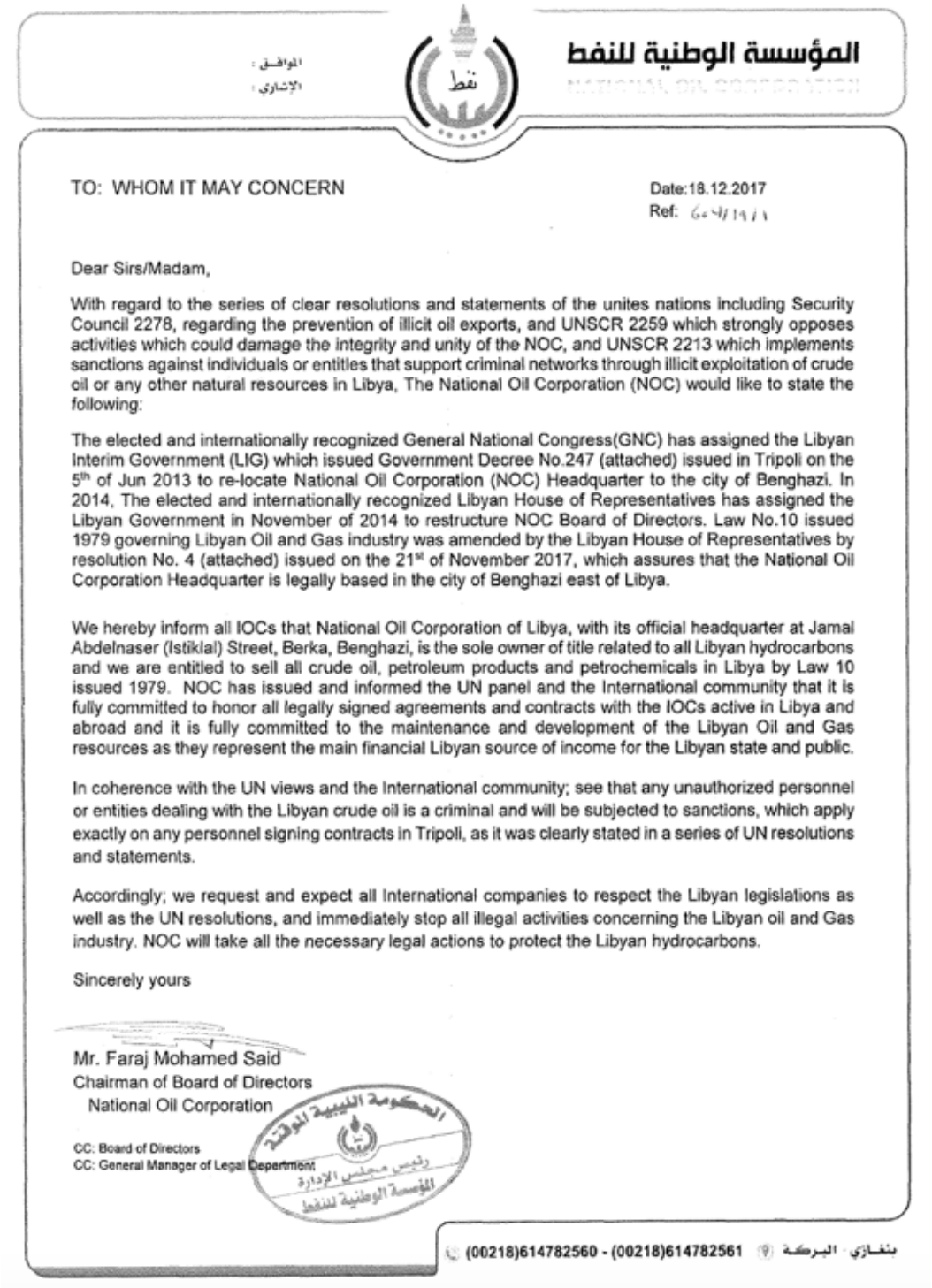
NATIONAL OIL CORPORATION G. MANAGER INT. MARKETING

CC: Mustafa Sanallah – Chairman of the Board of Directors.
CC: General Manager of Legal Department

+218 21 334 5700 - 09 / +218 21 333 7141 - 44 : شارع بشير السعداوي - (ميدان جنة العريف) طرابلس / ليبيا - هاتف
Bashir Sadawi st r . P .o Box : 2655 - 5335 Tripoli - Libya Tel : +218 21 334 5700 - 09 / +218 21 333 7141 - 44

Source: National Oil Corporation

Annex 38 Letter from the Eastern National Oil Corporation claiming to be the sole legitimate institution authorized to export crude oil



المؤسسة الوطنية للنفط

الموافق :
الإشاري :

TO: WHOM IT MAY CONCERN

Date:18.12.2017
Ref: ٦٠٧/١٩٧١

Dear Sirs/Madam,

With regard to the series of clear resolutions and statements of the unites nations including Security Council 2278, regarding the prevention of illicit oil exports, and UNSCR 2259 which strongly opposes activities which could damage the integrity and unity of the NOC, and UNSCR 2213 which implements sanctions against individuals or entitles that support criminal networks through illicit exploitation of crude oil or any other natural resources in Libya, The National Oil Corporation (NOC) would like to state the following:

The elected and internationally recognized General National Congress(GNC) has assigned the Libyan Interim Government (LIG) which issued Government Decree No.247 (attached) issued in Tripoli on the 5th of Jun 2013 to re-locate National Oil Corporation (NOC) Headquarter to the city of Benghazi. In 2014, The elected and internationally recognized Libyan House of Representatives has assigned the Libyan Government in November of 2014 to restructure NOC Board of Directors. Law No.10 issued 1979 governing Libyan Oil and Gas industry was amended by the Libyan House of Representatives by resolution No. 4 (attached) issued on the 21st of November 2017, which assures that the National Oil Corporation Headquarter is legally based in the city of Benghazi east of Libya.

We hereby inform all IOCs that National Oil Corporation of Libya, with its official headquarter at Jamal Abdelnaser (Istiklal) Street, Berka, Benghazi, is the sole owner of title related to all Libyan hydrocarbons and we are entitled to sell all crude oil, petroleum products and petrochemicals in Libya by Law 10 issued 1979. NOC has issued and informed the UN panel and the International community that it is fully committed to honor all legally signed agreements and contracts with the IOCs active in Libya and abroad and it is fully committed to the maintenance and development of the Libyan Oil and Gas resources as they represent the main financial Libyan source of income for the Libyan state and public.

In coherence with the UN views and the International community; see that any unauthorized personnel or entities dealing with the Libyan crude oil is a criminal and will be subjected to sanctions, which apply exactly on any personnel signing contracts in Tripoli, as it was clearly stated in a series of UN resolutions and statements.

Accordingly; we request and expect all International companies to respect the Libyan legislations as well as the UN resolutions, and immediately stop all illegal activities concerning the Libyan oil and Gas industry. NOC will take all the necessary legal actions to protect the Libyan hydrocarbons.

Sincerely yours

Mr. Faraj Mohamed Said
Chairman of Board of Directors
National Oil Corporation

CC: Board of Directors
CC: General Manager of Legal Department

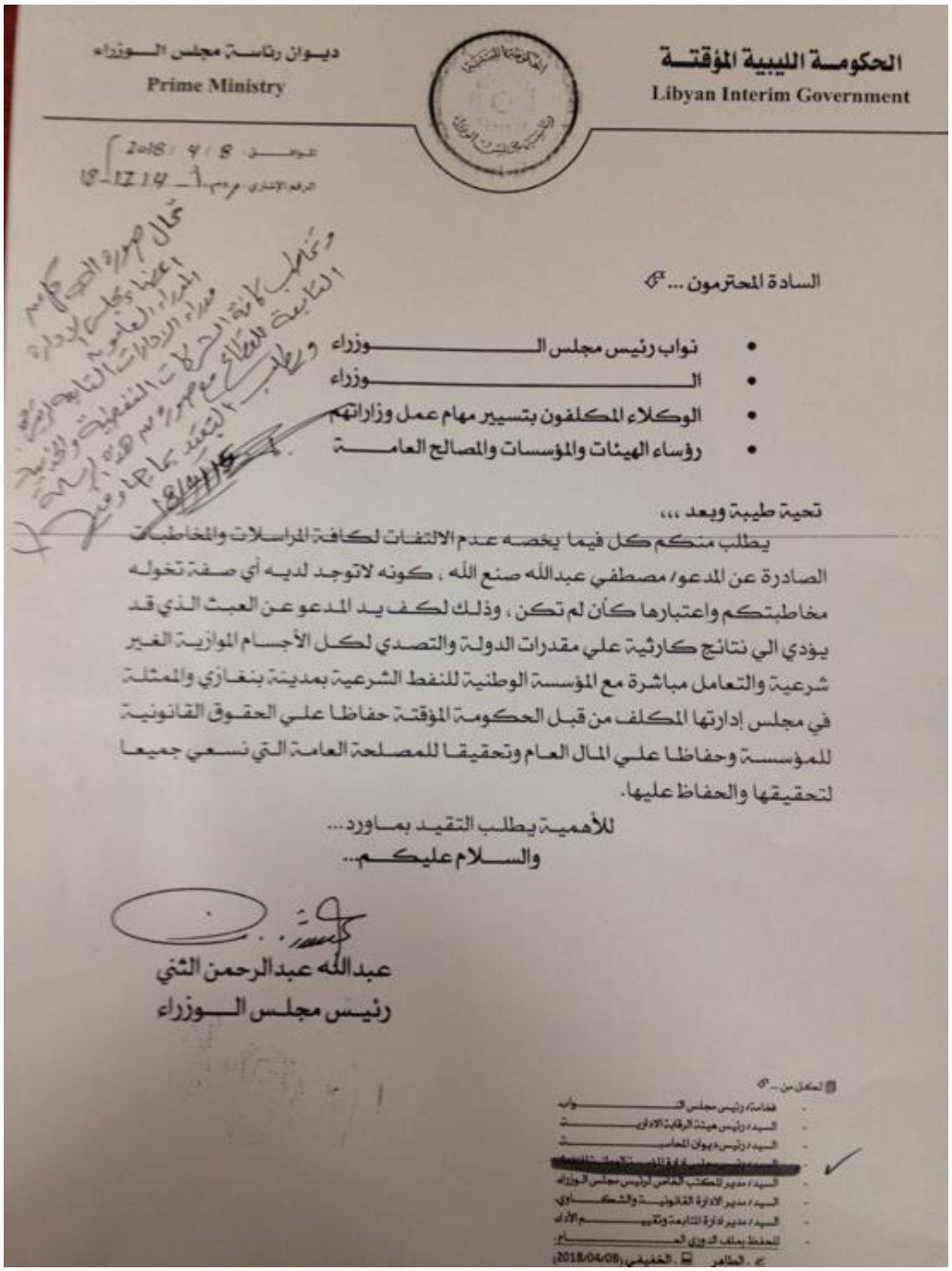
الحكومة الليبية المؤقتة
رئيس مجلس الإدارة
المؤسسة الوطنية للنفط

(00218)614782560 - (00218)614782561 بنغازي - البركة

Source: Eastern National Oil Corporation

Annex 39 Letter from the Interim Government on Mustafa Sanalla

1. The following is a letter signed by the Chairman of the Eastern National Oil Corporation, dated 8 April 2018, requesting to disregard all communications from Mustafa Sanalla.



الحكومة الليبية المؤقتة
Libyan Interim Government

ديوان رئاسة مجلس الوزراء
Prime Ministry

السادة المحترمون ...

- نواب رئيس مجلس الوزراء
- الوزراء
- الوكلاء المكلفون بتسيير مهام عمل وزاراتهم
- رؤساء الهيئات والمؤسسات والمصالح العامة

تحية طيبة وبعد ،،،

يطلب منكم كل فيما يخصه عدم الالتفات لكافة المراسلات والمخاطبات الصادرة عن المدعو/ مصطفي عبدالله صنع الله ، كونه لاتوجد لديه أي صفة تخوله مخاطبتكم واعتبارها كأن لم تكن ، وذلك لكف يد المدعو عن العبث الذي قد يؤدي الي نتائج كارثية علي مقدرات الدولة والتصدي لكل الأجسام الموازية الغير شرعية والتعامل مباشرة مع المؤسسة الوطنية للنفط الشرعية بمدينة بنغازي والممثلة في مجلس إدارتها المكلف من قبل الحكومة المؤقتة حفاظا علي الحقوق القانونية للمؤسسة وحفاظا علي المال العام وتحقيقا للمصلحة العامة التي نسعي جميعا لتحقيقها والحفاظ عليها.

للأهمية يطلب التقيد بما ورد...

والسلام عليكم...

عبدالله عبدالرحمن الثني
رئيس مجلس الوزراء

Source: Confidential

2. The following is an official translation of the document indicated in para 1.

Libyan Interim Government

Secretariat of the Office of the Prime Minister

Date: 8 April 2018

Ref.: *ra'mim alif*–1714–18

[Handwritten notation]

Copy to all members of the Board of Directors, general directors and heads of departments [illegible]. Contact all oil and service companies and provide them with a copy of this letter. Please adhere to what is set out in it.

18 April 2018

[Body of letter]

Sirs,

You are all requested, within your respective areas of competence, to disregard all communications and letters from Mustafa Abdullah San'allah, because he is not authorized to address any communications to you, and to consider such communications and letters as though they had never been written. You are being requested to do this in order to prevent the above-mentioned individual from engaging in tampering that could have catastrophic consequences for State resources. You should disregard all illegal parallel institutions and deal directly with the legitimate National Oil Corporation in Benghazi and its Board of Directors, which was appointed by the Libyan Interim Government. Doing so will safeguard the legal rights of the Corporation and public property, and serve the public interest, which we are striving to realize and safeguard.

It is very important that you should comply with the above.

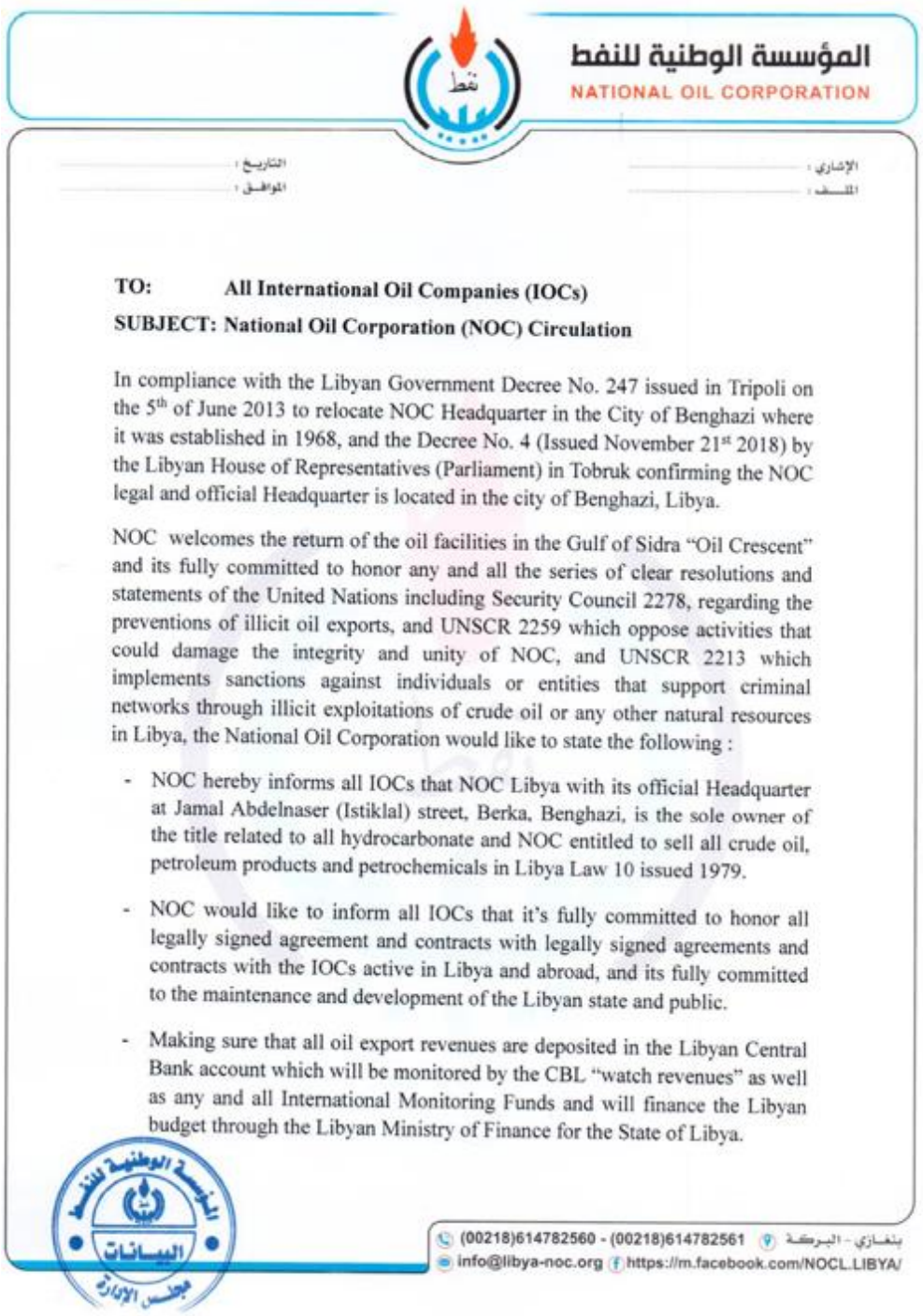
Accept, Sirs, the assurances of my highest consideration.

(Signed) Abdullah Abdulrahman **al-Thani**
Prime Minister

Source: Confidential (translated by United Nations)

Annex 40 Letter from the Eastern National Oil Corporation to international oil companies.

1. The following is a letter from the Eastern National Oil Corporation addressed to international oil companies.



المؤسسة الوطنية للنفط
NATIONAL OIL CORPORATION

التاريخ :
الموافق :

الإشاري :
الملف :

TO: **All International Oil Companies (IOCs)**

SUBJECT: **National Oil Corporation (NOC) Circulation**

In compliance with the Libyan Government Decree No. 247 issued in Tripoli on the 5th of June 2013 to relocate NOC Headquarter in the City of Benghazi where it was established in 1968, and the Decree No. 4 (Issued November 21st 2018) by the Libyan House of Representatives (Parliament) in Tobruk confirming the NOC legal and official Headquarter is located in the city of Benghazi, Libya.

NOC welcomes the return of the oil facilities in the Gulf of Sidra "Oil Crescent" and its fully committed to honor any and all the series of clear resolutions and statements of the United Nations including Security Council 2278, regarding the preventions of illicit oil exports, and UNSCR 2259 which oppose activities that could damage the integrity and unity of NOC, and UNSCR 2213 which implements sanctions against individuals or entities that support criminal networks through illicit exploitations of crude oil or any other natural resources in Libya, the National Oil Corporation would like to state the following :

- NOC hereby informs all IOCs that NOC Libya with its official Headquarter at Jamal Abdelnaser (Istiklal) street, Berka, Benghazi, is the sole owner of the title related to all hydrocarbonate and NOC entitled to sell all crude oil, petroleum products and petrochemicals in Libya Law 10 issued 1979.
- NOC would like to inform all IOCs that it's fully committed to honor all legally signed agreement and contracts with legally signed agreements and contracts with the IOCs active in Libya and abroad, and its fully committed to the maintenance and development of the Libyan state and public.
- Making sure that all oil export revenues are deposited in the Libyan Central Bank account which will be monitored by the CBL "watch revenues" as well as any and all International Monitoring Funds and will finance the Libyan budget through the Libyan Ministry of Finance for the State of Libya.

المؤسسة الوطنية للنفط
البيانات
مجلس الإدارة

(00218)614782560 - (00218)614782561 بنغازي - البرقة
info@libya-noc.org https://m.facebook.com/NOCL.LIBYA/



المؤسسة الوطنية للنفط
NATIONAL OIL CORPORATION

الإشاري :
الملـــف :
التاريـخ :
الموافـق :

- NOC has 2 branches in Tripoli and Sebha which will accommodate all NOC activities on the state of Libya.
- In coherence with the UN view and the international community, we request and expect all international companies to respect the Libyan legislations as well as UN resolutions, and immediately stop all illegal activities concerning the Libyan oil and gas industry. NOC will take all necessary legal actions to protect the Libyan hydrocarbons.
- The Libyan Audit Bureau 2017 proved beyond doubts that more than 1 billion US Dollar was unaccounted for, this funds the attacks on the Libyan oil facilities and damage the integrity of the Libyan lands. NOC will take immediate actions to collect these revenues for Libya.
- We assure Libyans as well as the international community that NOC will work for all Libyans with transparency and according to the best standards.

National Oil Corporation

المؤسسة الوطنية للنفط
البيانات
مجلس الإدارة

(00218)614782560 - (00218)614782561 بنغـازي - البـركـة
info@libya-noc.org https://m.facebook.com/NOCL.LIBYA/

Source: Confidential

Annex 41 Orders by the head of the Petroleum Facilities Guard, East and Central region.

1. The following is an order, dated 26 June 2018, by Naji al Maghrebi, head of Petroleum Facilities Guard, East and Central region, to companies in charge of oil terminals to prevent tankers from loading crude oil until further instruction by the General Command of the LNA.



FROM :

FAX NO. :

B26

((نموذج برقية))

الرقم : ...../.....

لاغراض المواصلات العامة / الاستعمال المقيد فقط: ...../.....

الأسبقية // التلغرافية	الأسرية // للمعلومات	وقت الاقفاء ويومه	تعليمات الرسالة
فورية	غير مسبقة	الأربعاء 2018/06/27م	

التعريف عدد المجموعات

درجة الكتمان سري جداً .

رقم المنشأ/ ج.ح.ن/

1534 /59

من / جهاز حرس المنشآت النفطية بالمنطقة الوسطى والشرقية .

إلى / الأخ / رئيس لجنة الأدارة بشركة ..... سرت .

الأخ/ رئيس لجنة الأدارة بالشركة الليبية للتسويق للأسمدة .

الأخ/ رئيس لجنة الأدارة بشركة ..... رأس لانوف .

الأخ/ مراقب ميناء الزويتينة .

الأخ/ مراقب ميناء السدرة .

الأخ/ مراقب ميناء الحريقة/ طبرق .

الأخ/ مراقب ميناء الهروج .

للمعلومات/ القيادة العامة ..... للعلم

مكتب الحماية والحراسة بالجهاز للمتابعة والأجراء

بناء على تعليمات القائد العام للقوات المسلحة العربية الليبية ، عليه يمنع أستقبال البواخر لغرض التصدير من الموانئ المذكورة ويستمر الأستمرار بالعمل في الحقول والموانئ لحين صدور تعليمات لأحقه .

« والسلام عليكم ورحمة الله وبركاته سلام » ...

أحمد موسى المغربي

آمر جهاز حرس المنشآت النفطية

بالمنطقة الوسطى والشرقية

المرسل/ ..... ساعة الأرسال/ .....

المستلم/ ..... ساعة الأستلام/ .....

Source: Confidential

2. The following is an official translation of the document indicated in para. 1.

From the Petroleum Facilities Guard in the central and eastern region to:

Chairman of the Management Committee of Sirte Oil Co.

Chairman of the Management Committee of the Libyan Marketing (promotion) for Fertilizer Company

Chairman of the Management Committee of Ras Lanuf Company

Supervisor of Zueitina port

Supervisor of Hariga/Tobruk port

Supervisor of Harouge port

Instructions were issued by the General Command and conveyed by the security Coordinator – PFG

Upon the orders of the General Commander of the Arab Libyan Armed Forces (the LNA), it is prohibited to receive vessels intending to export from the above-mentioned ports as well as work in ports and fields is prohibited until further notice.

Sincerely,

Naji Ahmad Moussa el-Maghribi

Commander of the Petroleum Facilities Guard

Central and Eastern region/branch

Transmitter: Time of transmission

Consignee: Time of reception

Source: Confidential (Translated by United Nations)

3. The following is an order, dated 10 July 2018, also from Naji al Maghrebi, head of Petroleum Facilities Guard, to rescind the previously-given instructions.



القوات المسلحة العربية الليبية
القيادة العامة
جهاز حرس المنشآت النفطية
للمنطقة الوسطى والشرقية

الموضوع :استئناف تصدير النفط
رقم الملف :ف.ح.م.ش./08/1705
تاريخ 27 شوال 1439ر
الموافق 10/07/2018م

إلى

رئيس لجنة الإدارة بشركة سرت لإنتاج و تصنيع النفط و الغاز
رئيس لجنة الإدارة الخليج العربي للنفط
المدير التنفيذي للشركة الليبية النروجية للأسمدة
رئيس لجنة الإدارة بشركة الهروج للعمليات النفطية
رئيس لجنة الإدارة بشركة رأس لانوف
رئيس لجنة الإدارة بشركة الواحة للنفط
رئيس لجنة الإدارة بشركة الزويتينة للنفط

بناءً/ على اوامر القائد لقوات المسلحة العربية الليبية بتاريخ 2018/07/10م و الخاصة بالأذن باستئناف التصدير من الموانئ النفطية التابعة لكم .

عليه يلغى ما جاءفي برقيتنا المرقمة ج و ش /1534/59 بتاريخ 2018/06/27م و الخاصة بإيقاف استقبال البواخر لغرض التصدير من الموانئ النفطية علماً بأنه صدرت التعليمات إلى وحدات حماية الأصول النفطية التابعة للجهاز باستئناف عمليات التصدير

(والسلام عليكم ورحمة الله وبركاته)

لواء /
ناجي احمد موسى المغربي
أمر الجهاز حرس المنشآت النفطية
بالمنطقة الوسطى و الشرقية

صورة منه إلى :
القيادة العامة للقوات المسلحة العربية الليبية / للعلم
المؤسسة الوطنية للنفط / للعلم
منسق الحماية و الحراسة بفرع الجهاز بالمنطقة الوسطى و الشرقية / للعلم
مكتب أمن حرس المنشآت النفطية بالمنطقة الوسطى و الشرقية / للعلم
الملف الدوري / للحفظ

م / عبيد / ص يوشحة /// / //// موظف ف المغربي

Source: Confidential

4. The following is an official translation of the document indicated in para 3.

Libyan Arab Armed Forces

General Command

Petroleum Facilities Guard, Central and Eastern Regions

Subject: Resumption of oil exports

Ref.: *fa'jim waw shin* / 08 / 1705

27 Shawwal, A.H. 1439 (10 July, A.D. 2018)

Sirs,

I write further to the orders given by the Commander-in-Chief of the Libyan Arab Armed Forces on 10 July 2018 authorizing the resumption of exports from your ports.

In accordance with those orders, the provisions of our telegram jim waw shin / 59 / 1534 of 27 June 2018, which stated that vessels would no longer be granted permission to export from oil ports, are hereby rescinded. The Petroleum Facilities Guard units responsible for protecting oil assets have received instructions that export activities may resume.

May the peace and mercy of God and his blessings be upon you.

(Signed) Major General Naji Ahmad Musa al-Maghribi

Commander, Petroleum Facilities Guard/Central and Eastern Regions

Chair, Board of Directors, Sirte Company for the Production and Manufacturing of Oil and Gas

Chair, Board of Directors, Arabian Gulf Oil Company

Executive Director, Libyan Norwegian Fertilizer Company

Chair, Board of Directors, Harouge Oil Operations

Chair, Board of Directors, Ras Lanouf Company

Chair, Board of Directors, Waha Oil Company

Chair, Board of Directors, Zueitina Oil Company

Copied:

Libyan Arab Armed Forces General Command, for information

National Oil Corporation, for information

Coordinator of Protection, Central and Eastern Regions Branch, Petroleum Facilities Guard, for information

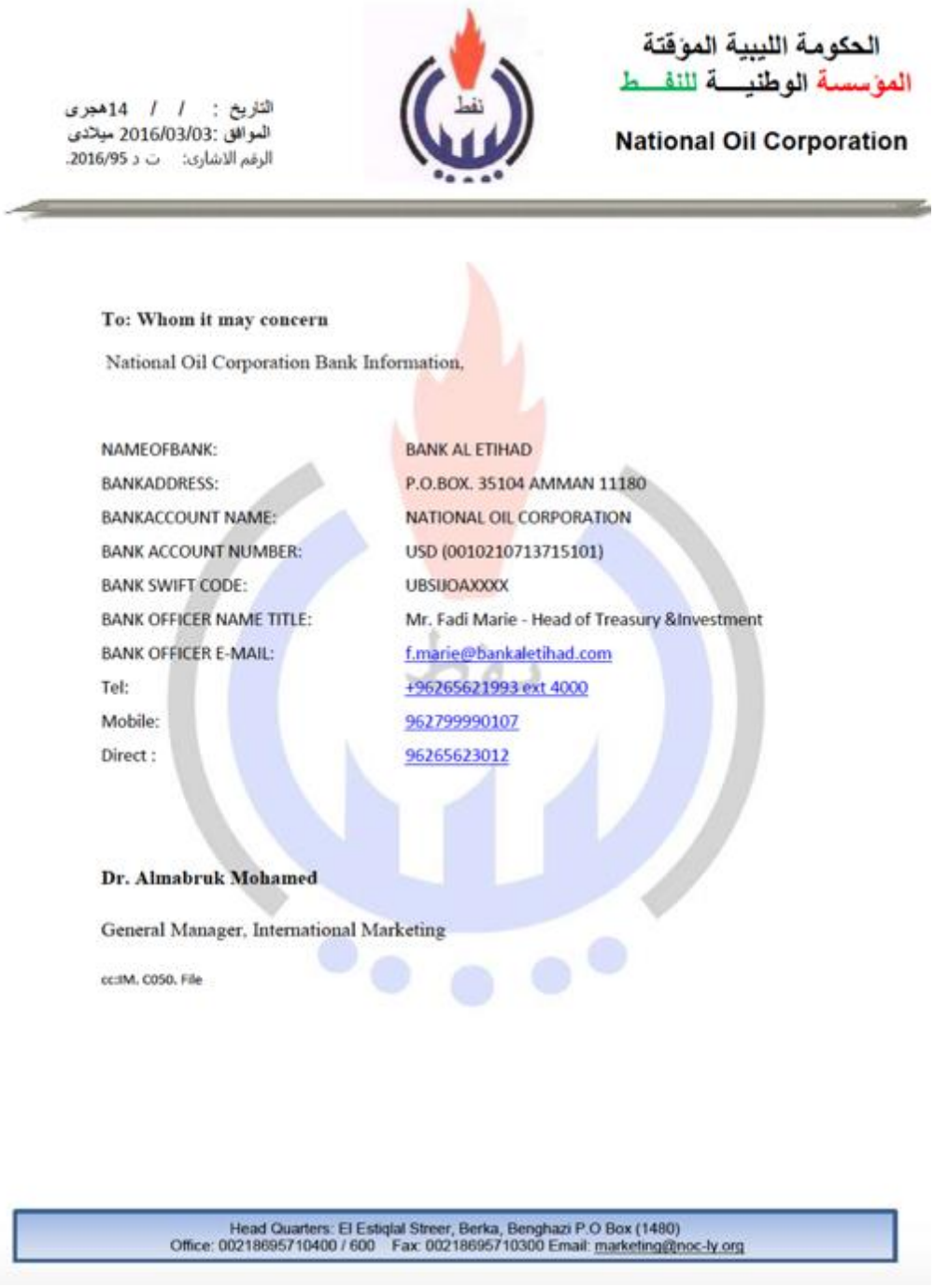
Security desks of the Petroleum Facilities Guard, Central and Eastern Regions, for information

Records, for archiving.

Source: Confidential (Translated by United Nations)

Annex 42 Eastern National Oil Corporation bank accounts

1. The following is the bank account details provided by the Eastern National Oil Corporation to receive the revenues of oil exports.



الحكومة الليبية المؤقتة
المؤسسة الوطنيـــة للنفـــط
National Oil Corporation

التاريخ : / / 14هجرى
الموافق :2016/03/03 ميلادى
الرقم الاشارى: ت د 2016/95.

To: Whom it may concern

National Oil Corporation Bank Information,

NAMEOFBANK:	BANK AL ETIHAD
BANKADDRESS:	P.O.BOX. 35104 AMMAN 11180
BANKACCOUNT NAME:	NATIONAL OIL CORPORATION
BANK ACCOUNT NUMBER:	USD (0010210713715101)
BANK SWIFT CODE:	UBSIJOAXXXX
BANK OFFICER NAME TITLE:	Mr. Fadi Marie - Head of Treasury &Investment
BANK OFFICER E-MAIL:	f.marie@bankaletihad.com
Tel:	+96265621993 ext 4000
Mobile:	962799990107
Direct :	96265623012

Dr. Almabruk Mohamed

General Manager, International Marketing

cc:IM, C050, File

Head Quarters: El Estiqlal Streer, Berka, Benghazi P.O Box (1480)
Office: 00218695710400 / 600 Fax: 00218695710300 Email: marketing@noc-ly.org

Source: Confidential

Annex 43 List of fuel smugglers issued by the Libyan Attorney General Office

1. The Panel holds a copy and official translation of the list of fuel smugglers issued by the Attorney General Office in December 2017.

Annex 44 List of petrol stations involved in fuel smuggling according to Brega Petroleum Marketing Company

1. The Panel holds a copy and official translation of the list of petrol stations involved in fuel smuggling according to Brega Petroleum Marketing Company, obtained in May 2018.

Annex 45 List of petrol stations opened after 2011

1. The Panel holds a list of the petrol stations, licensed by the four distributor companies, created after 2011. It is not officially translated. The four distrubituors are: Oil Libya, Al Rahila, Sharara Oil Services, and Highway Service Company.

Annex 46 New standards to be met by petrol stations in Libya

1. The following is a document defining the criteria for a petrol station to be opened in Libya, dated 1 November 2017.



المحتويات

ر م	المحتوى
1	لائحة شروط وإجراءات إنشاء محطات توزيع الوقود
2	إجراءات الحصول على الموافقة المبدئية لإنشاء محطة توزيع وقود
3	الشروط والمستندات المطلوبة لإنشاء محطة توزيع وقود
4	نموذج إيصال استلام النماذج – نموذج (01)
5	نموذج رسالة إحالة مستندات الى الفريق الفني – نموذج (02)
6	نموذج رسالة الموافقة المبدئية – نموذج (03)
7	المستندات المطلوبة للحصول على الموافقة النهائية لإنشاء محطة وقود
8	نموذج رسالة الموافقة النهائية – نموذج (04)

لائحـــــة شروط وإجراءات إنشاء محطـــات توزيع الوقـــــود

أولاً: التعريفات:

تكون الكلمات والعبارات التالية الواردة في هذه اللائحة حيثما وردت للمعاني الموضحة قرينها.

- المؤسسة: المؤسسة الوطنية للنفط.
- الوقود: مشتقات نفطية عضوية تستخدم لتوليد الطاقة في الآليات والمركبات مثل (بنزين السيارات ، وقود الديزل ، كيروسين منزلي ، غاز الطهي وغيرها ... كما تشمل زيوت المحركات).
- محطـة وقـــود: المكان المخصص والمرخص له بممارسة نشاط بيع الوقود مع بعض الخدمات الأخرى التي يمكن اقامتها ضمن المحطة حسب درجة تصنيفها الواردة بهذه اللائحة.
- طالب الموافقة : المالك الرسمي للأرض أو من يمثله قانوناً والراغب في إنشاء محطة توزيع الوقود.
- المرخص له: الشخص الحاصل على رخصة سارية المفعول لإنشاء محطة توزيع الوقود.
- الموقع: قطعة الأرض المحددة رسمياً وواضحة المساحة والمعالم والحدود والاتجاه والمراد إنشاء محطة وقود عليها.
- المخـطـطات: مجموعة الخرائط والمقاطع التي توضح الكيفية التي سيصير عليها تنفيذ المشروع من الناحية الإنشائية والمعمارية والكهربائية و الميكانيكية.
- الطريق: الطريق الذى يربط بين المناطق.
- الشارع: الشارع داخل المدينة.
- التقاطع: عبارة عن تقاطع طريقين أو أكثر من أي نوع.
- الطرق الفرعية: الطرق المتفرعة من الطرق الرئيسية.

(2)

مبنى في المحطة بـ (2) متر على الأقل وتنتهي فوهتها العليا دون أي عائق في الهواء الطلق بكوع قصير مناسب مزود بشبكة من سلك رفيع من مادة مناسبة مقاومة للصدأ أو التآكل مثل النحاس الأحمر أو الأصفر أو البلاستيك المقوى ، ولا تقل أبعاد فتحتها عن (6) مم ، وتزود الخزانات المقسمة إلى أجزاء من الداخل بماسورة تهوية بنفس المواصفات السابقة لكل جزء منها في حالة تعبئة كل جزء منها بشكل منفصل عن الأخر.

ثامناً:المضخات:

1- يجب أن تكون المضخات ووصلات التغذية بالوقود والكهرباء حديثة وذات مواصفات عالمية معتمدة.

2- أن يكون رصيف المضخات بعرض لا يقل عن (1.25) متر ، وألا يزيد طول الرصيف عن (10.5) متر حسب عدد المضخات ، وألا يقل البعد بين نهاية الرصيف ومركز المضخات في الإتجاه الطولي عن (1.5) متر.

3- يجب ألا تقل المسافة بين أية مضخة وحدود عقار المحطة من جهة الطريق عن (4) متر.

تاسعاً: الإنارة والتمديدات الكهربائية :

1- يجب إنارة المحطة بالكهرباء وعلى صاحب المحطة في جميع الأحوال تأمين الكهرباء في المحطة من الشبكة العامة مع توفير مولد احتياطي جاهز دائماً للعمل ، وبطاقة مناسبة لاستمرار العمل والإنارة.

2- أن تكون جميع المواد الكهربائية التي تستخدم في التركيبات والإنشاءات من الأنواع المعالجة خصيصاً ضد الحرائق وتكون مصنعة طبقاً للمواصفات العالمية الخاصة لمقاومة الحريق والانفجار .

عاشراً: الأبنية والشكل العام للمحطة :

1- يجب أن تكون أبنية المحطة وجميع منشآتها وأبوابها ونوافذها من مواد غير قابلة للاحتراق.

(10)

2- يجب إحاطة المحطة بسور من مواد غير قابلة للاحتراق بارتفاع لا يقل عن (2) متر، أما من الجهة المجاورة للطريق العام فيجب تحديد مداخل المحطة ومخارجها ويمكن أن يتم ذلك بوساطة أرصفة أو حواجز ثابتة بدلاً من السور.

3- تعبيد الممرات الخاصة بالسيارات وعمل أرصفة وإضاءة لها .

4- يتم تكسية الحوائط في منطقة خدمات السيارات ودورات المياه والمطابخ بالسيراميك ناعم الملمس وسهل التنظيف ، ويمكن استخدام دهان بلاستيك ثلاثة أوجه مع الأساس في أماكن الاستراحة والمطعم والمكاتب .

5- مراعاة شفافية الواجهات للأنشطة الموجودة بالمحطة عدا مبنى استراحة العاملين.

6- وضع لوحة منفصلة باسم وشعار المحطة تكون مضاءة وبحجم وارتفاع مناسبين.

7- توضع لوحات إرشادية واضحة في مكان بارز للدلالة على الأماكن والخدمات المختلفة في الموقع مثل المسجد ، المطعم ، الاستراحة ، دورات المياه ، وذلك بأبعاد ورموز مناسبة.

8 - تنسيق الموقع العام بشكل جميل بحيث يشتمل على مناطق خضراء وأحواض زهور مع تهيئة أماكن استراحة خارجية لمرتادي المحطة.

9 - مراعاة عدم التداخل في الحركة داخل المحطة بين مواقع الخزانات وخط تزويد الوقود وخط الغسيل والتشحيم والخدمات المتوفرة بالمحطة.

10 - لا يسمح باستخدام الاسفلت في الأرضيات عدا ممرات السيارات ، أما أرضيات الخدمات الملحقة بالمحطة (المطعم ، الاستراحة ، النشاطات التجارية) فتكون من الرخام اوالسيراميك اوما شابههما.

11 - يتم تخطيط أرضية المحطة بالعلامات المرورية الأرضية التي تشير إلى الدخول والخروج وبيان مسار الحركة بالمحطة والمواقف وتجديدها دورياً.

12 - ألا يقل الحد الأدنى لارتداد مباني المحطة عن حدود الجار عن (3) ثلاثة متر.

(11)

أحكام عامة:

يمنع منعا باتاً استخدام المحطة لغير الغرض المرخص بها وبما لا يتعارض مع القوانين النافذة ويتحمل المرخص له كافة النتائج عن المخالفات التى تحصل في المحطة سواء حدثت هذه المخالفات منه مباشرة او عن أحد العاملين التابعين له. ومن هذه المخالفات ما يلي:

أ- خلط المشتقات النفطية او إحداث أي تغيير بمواصفاتها الأصلية.

ب- التلاعب في أجهزة قياس المشتقات النفطية المستلمة او المباعة والمخزون.

ج- الشراء والمتاجرة بالمشتقات النفطية مع غير المرخص لهم او بطريقة مخالفة للقوانين والأنظمة والتعليمات الصادرة عن الجهات المختصة.

د- الاهمال الذى يؤدي الى خلط المشتقات النفطية بالماء او غيره.

هـ- كافة الأعمال التى تؤدى الى الغش في كميات او مواصفات المشتقات النفطية.

و- مخالفة التعليمات الصادرة عن هيئة السلامة الوطنية بخصوص إجراءات الأمن والسلامة ومكافحة الحرائق.

ح- في حالة ضبط المخالفة يتم ايقاف تزويد المحطة بالمشتقات النفطية لمدة (2) شهرين ولمدة (6) أشهر في حالة تكرار المخالفة بعد ذلك ، مع احتفاظ المؤسسة الوطنية للنفط بحقها في إيقاف تزويد المرخص له بالمشتقات النفطية في حالة تكرار المخالفات.

ي- في حالة ضبط أي مخالفة من الخالفات المذكورة أعلاه او غيرها مما يتعارض مع القوانين النافذة ، يتم احالة المرخص له والشخص او الأشخاص المخالفين الى المحاكم المختصة وحسب القوانين النافذة.

لا تحول هذه الإجراءات دون إتخاذ اية إجراءات قانونية اخرى من الجهات القضائية.

(12)

المؤسسة الوطنية للنفط

إجراءات الحصول على الموافقة المبدئية لإنشاء محطة توزيع وقود

تدل الكلمات والعبارات الواردة فيما بعد على المعاني المقابلة لها.

لجنة منح الموافقات: لجنة منح الموافقات على إنشاء محطات توزيع وقود جديدة والمُشكلة بموجب قرار من المؤسسة الوطنية للنفط.

فرق عمل فنية: فرق عمل فنية مهمتها زيارة محطات الوقود بعد الإنتهاء من إنشائها والتأكد من تنفيذ المحطة حسب الخرائط والمواصفات المعتمدة.

1. يقوم المواطن الذي يرغب في الحصول على الموافقة على إنشاء محطة توزيع وقود بتقديم طلب كتابي للّجنة منح الموافقات ، ويُرفق مع الطلب المذكور المستندات الأصلية المطلوبة والمبينة في قائمة الشروط والمستندات المطلوبة لإنشاء محطة توزيع وقود والقيام بالزيارة الميدانية لموقع المحطة. وتسلم هذه المستندات الى لجنة منح الموافقات بالمؤسسة الوطنية للنفط أو إلى أقرب مكتب تابع للمؤسسة.

2. تقوم لجنة منح الموافقات أو المخولين بمكاتب المؤسسة الوطنية للنفط بإستلام الطلبات والمستندات المرفقة ويشترط أن تكون جميع المستندات مستوفاة وتقييدها في السجل المُعد لهذا الغرض، ويُصرف للمواطن إيصال استلام (نموذج رقم 01)

3. تقوم لجنة منح الموافقات بمخاطبة الفريق الفني (نموذج رقم 02) لغرض القيام بزيارة لمعاينة المواقع المقترحة لإنشاء محطات توزيع الوقود.

4. يقوم الفريق الفني بالتنسيق مع أقرب مكتب للمؤسسة الوطنية للنفط في تلك المنطقة وكذلك مقدمي الطلبات بزيارة المواقع المقترحة لإنشاء محطات توزيع الوقود والتأكد من تحقيق هذه المواقع للشروط الواردة في لائحة مشاركة القطاع الأهلي في مجال النفط والغاز.

5. يقوم الفريق الفني بمخاطبة لجنة منح الموافقات كتابيا حول نتائج زيارة كل موقع وتبين ما إذا كان الموقع يحقّق الشروط الواردة في لائحة مشاركة القطاع الأهلي في مجال النفط والغاز. في حالة كون الموقع المقترح لا يحقّق الشروط الواردة في اللائحة المذكورة يقوم الفريق الفني بإخطار صاحب الموقع كتابيا وفي هذه الحالة

(13)

يجوز له إجراء التعديلات المطلوبة والتي يحددها الفريق الفني لكي يحقّق الموقع الشروط المطلوبة ، على أن يقوم الفريق الفني بالتنسيق مع المعني لزيارة الموقع مرة أخرى.

6. تقوم لجنة منح الموافقات فى حالة كون الموقع يحقّق الشروط الواردة فى اللائحة وبناء على إفادة الفريق الفني بإخطار المعنى بذلك ويمنح **موافقة مبدئية** (نموذج رقم 03) لغرض استكمال بقية الإجراءات والحصول على الموافقة النهائية.

7. يقوم المواطن الذى تحصل على الموافقة المبدئية بتقديم المستندات المبينة فى قائمة المستندات المطلوبة للحصول على الموافقة النهائية لإنشاء محطة توزيع وقود إلى لجنة منح الموافقات لغرض الحصول على الموافقة النهائية.

8. فى حالة استكمال الإجراءات وبما لا يتعارض مع القوانين واللوائح السارية تقوم لجنة منح الموافقات بإصدار **الموافقة النهائية** (نموذج رقم 04).

9. يجب الشروع فى عمليات إنشاء محطة الوقود خلال فترة لا تتجاوز ستة (6) اشهر من تاريخ الموافقة النهائية وإلا اعتبرت الموافقة لاغيه. ويجوز للجنة منح الموافقات تجديد الموافقة مرة واحدة ولمدة لا تزيد على (3) ثلاثة اشهر بناء طلب كتابى يقدم الى لجنة منح الموافقات قبل انتهاء الموافقة النهائية بمدة لا تقل عن (30) ثلاثون يوما من تاريخ انتهاء الموافقة.

10. يقوم صاحب المحطة بعد الانتهاء من جميع عمليات إنشاء المحطة بإخطار لجنة منح الموافقات كتابيا بالانتهاء كليا من تنفيذ المحطة.

11. تقوم لجنة منح الموافقات بتكليف الفريق الفنى كتابيا وتطلب زيارة محطة الوقود المستكملة ومعاينتها والتاكد من مطابقة تنفيذ هذه المحطة للمواصفات المعتمدة بالخرائط واللائحة وتقدم تقرير عن نتائج زيارة كل محطة.

12. بناء على نتائج زيارة الفريق الفنى وفى حالة أن تنفيذ المحطة كان مطابق للمواصفات المعتمدة بالخرائط_واللائحة تقوم لجنة منح الموافقات بمخاطبة الشركة المتعهدة بتزويد المحطة المعنية بالوقود والإفادة بالموافقة على تزويد المحطة بالمشتقات النفطية وحسب الإجراءات المتبعة في هذا الخصوص.

(14)

المؤسسة الوطنية للنفط

الشروط والمستندات المطلوبة لإنشاء محطة توزيع وقود

المستندات المطلوبة للقيام بالزيارة الميدانية لموقع المحطة:

1. طلب كتابي بالرغبة في الحصول على الموافقة لإنشاء محطة لتوزيع الوقود.
2. شهادة عقارية حديثة وغير محملة بأثقال أو رهن معتمدة من السجل العقاري.
3. افادة من المجلس البلدي أو من يحل محله بالمنطقة بعدم وجود نزاع على الموقع المقترح لإنشاء المحطة عليه.
4. موافقة الهيئة العامة للسلامة الوطنية.
5. شهادة رفع الصبغة الزراعية.
6. وصفة فنية وخريطة عقارية معتمدة من التخطيط العمراني.
7. الحصول على موافقة الجهات التالية:
   - 7-1 شركة البريقة لتسويق النفط (عدم وجود مسارات خطوط أنابيب).
   - 7-2 الشركة العامة للمياه والصرف الصحي(عدم وجود خطوط مياه أوصرف صحي)
   - 7-3 الشركة العامة للكهرباء (عدم وجود خطوط كهرباء بالموقع).
   - 7-4 مصلحة الطرق والجسور.
8. موافقة احدى شركات توزيع الوقود على تزويد المحطة بالمشتقات النفطية.
9. تعهد بالقدرة المالية على انجاز المحطة وفق التصاميم والمواصفات المعتمدة والانتهاء من عمليات البناء خلال مدة أقصاها(12)شهرا من تاريخ منح الموافقة النهائية
10. تعهد يلتزم بموجبه طالب الموافقة بعدم الشروع في تنفيذ الإنشاءات إلا بعد الحصول على الموافقة النهائية من لجنة منح الموافقات.
11. دارسة الجدوى الإقتصادية.
12. ضرورة التأمين الشامل على المحطة والمحيطين بها (الجيران).

(15)

المؤسسة الوطنية للنفط

المستندات المطلوبة للحصول على الموافقة النهائية

لإنشاء محطة توزيع وقود

1. الموافقة المبدئية من لجنة منح الموافقات على إنشاء محطة توزيع الوقود.
2. شهادة برفع الصبغة الزراعية عن الموقع المُراد إنشاء المحطة عليه.
3. رخصة البناء سارية المفعول.
4. رخصة مزاولة النشاط من وزارة الإقتصاد.
5. خرائط إنشائية ومعمارية للمحطة معتمدة من أحد المكاتب الهندسية والشركة المتعهدة بتزويد المحطة بالوقود على أن تشمل هذه الخرائط الأتي:

أ- خريطة تبين الموقع العام للمحطة وعلاقته بالطريق العام والمساقط الأفقية موضحاً عليها توزيع الخدمات واتجاه الحركة والإرتدادات والمداخل والواجهات.

ب-مسقط أفقي موضحاً عليه المداخل والمخارج وأماكن وقوف السيارات وكافة الخدمات الموجودة بالمشروع وأبعاده وحركة السير داخل وخارج المحطة والمظلات والجُزر ومواقع مضخات وخزانات الوقود ومواقع تفريغ الوقود.

ت-مخططات معمارية تفصيلية لمباني الخدمات الموجودة بالمحطة ومضخات وخزانات الوقود وتشتمل المخططات على ما يلي:

- المخططات الإنشائية وتشتمل على التفاصيل الإنشائية للقواعد والأرضيات والأعمدة والأسقف والسلالم وخزانات المياه والوقود والاسوار والمظلات مدعمة بالجداول اللازمة للتسليح وكيفية توزيع الحديد والتفاصيل الإنشائية والقطاعات التوضيحية بمقياس رسم مناسب.
- المخططات الكهربائية التفصيلية والقطاعات الخاصة بها.
- مخططات التمديدات الصحية مدعمة بالجداول والتفاصيل اللازمة.
- مسقط أفقي عام يوضح فيه كافة التمديدات الصحية والصرف الصحي والتغذية مع توضيح أماكن خزانات المياه وخزانات مخلفات الشحوم والزيوت وخزانات تجميع وصرف المياه وعمل التفاصيل اللازمة لوحدات معالجة المياه المختلطة بالزيوت.

(16)

6- عقد مع أحد المكاتب الهندسية المعتمدة بالموافقة على الإشراف الفني على عملية تنفيذ المحطة.

7- تعهد بعدم إجراء أي تغيير على الخرائط المعتمدة.

(17)

Source: Confidential

Annex 47 The Zawiyah Smuggling Network

1. A network of armed groups, present in Zawiyah, Sabratha, Warshefana, Zintan, Surman, al-Ojeilate and Zuwarah, benefits from fuel smuggling. They also benefited from protection provided by local and national political sponsors.

2. Between 2011 and 2014, local groups have disputed control over Zawiyah refinery. On 5 July 2014, a few days before launching of Operation Libya Dawn, the Petroleum Facilities Commander, the late Colonel Ali al-Ahrash, officially put al-Nasr Brigade, under the command of Mohammad Kachlaf, in charge of providing security to Zawiyah refinery. The control over the refinery by al Nasr was agreed with Shaaban Hadiya (a.k.a Abu Obeyda al Zawi) commander of the Libya Revolutionaries Operation Room (LROR).

3. Ahmad al-Dabbashi's armed group in Sabratha also benefited from smuggling of petroleum products by taxing truck tankers (see S/2017/466, para. 240). Other groups also profited from the smuggling. The most important are: Jamal al-Ghaeb Brigade based al-Matrad in western Zawiyah; Ali Kardamine's group in southern Zawiya; the Central Security Apparatus influential in Sabratha and Surman; al-Sobertawate Brigade in Warshefana and the Zintani al-Qorj brigade. Over the last couple of months, trucks were usually taxed between 4500 and 6000 LYD at checkpoints. Numerous attacks against fuel trucks increased insecurity in the region and deprived local populations from access to fuel.

Annex 48 Documents provided to the Panel by Mohamed Kachlaf

1. The following is an official translation of the documents provided to the Panel by Mohamed Kachlaf in April 2018.

Translated from Arabic

State of Libya

Government of National Accord

26 February 2018

Re: Request for a meeting

To: Panel of Experts of the Security Council committee established pursuant to resolution 1970 (2011) concerning Libya

From: Muhammad al-Amin al-Arabi Kashlaf

Commander of the Zawiyah support unit of the Petroleum Facilities Guard

Sir,

We would like thank you for your unwavering commitment to the rights of citizens and for maintaining the credibility and transparency of your ongoing research and fact-finding efforts. We wish to cooperate with you and would to meet with you in order correct the inaccuracies in your report on the security situation in Libya in 2016 and 2017. We therefore hope that you will set a date for our meeting. We attach herewith some documents that attest to the veracity of the information that we have submitted. Thank you for your cooperation and peace be upon you.

(Signed) Muhammad al-Amin al-Arabi Kashlaf

Sharara Oil Services Company

Date [Illegible]

Ref. No. [Illegible)

To: Zawiyah Victory squadron

Sir,

Sharara Oil Services Company conveys to you its best wishes. As part of our fruitful cooperation in the public interest, we hope that you will provide the necessary protection for

the company's facilities, namely, its sales office, oil depot and transport and distribution unit in Zawiyah city. We thank you in advance.

Long live free Libya, and peace be upon you.

(Signed) Abdulnasir al-Arabi Darra'

Director-General

cc:

Head of the Zawiyah Local Council

Head of the Zawiyah Military Council

Chair of the Board of Directors

Outgoing documents file

Government of National Accord

Ministry of Local Governance

Zawiyah Local Council

Ref. No.: 39/2017

9 Rabi' II A.H 1438 (8 January A.D. 2017)

To: Commander, Zawiyah support unit

Sir,

With regard to your letter of 5 January 2017, under reference number *waw alif za'*/102, in which you advise us that you will cease the services that the Petroleum Facilities Guard ordered you to provide pursuant to Decision No. 10 (2014), we request that you promptly resume protecting the oil region from security breaches, in order to defend the public interest.

(Signed)Najib al-Sadiq al-Bashti

Head of the Zawiyah Local Council

cc:

Deputy Head of the Council

Sectors file

Fuel Monitoring Committee file

Periodic public record file

Brega Petroleum Marketing Company

A National Oil Corporation company

Internal company correspondence

Muhammad Salim al-Qamudi, Director of the Regional Administration of Zawiyah

Bashir Muhammad Zuraybah, Director-General of regions *ghayn jim*

8 January 2017

Sir,

With reference to Decision No. 10 (2014) issued by the Ministry of Defence concerning the deployment of a support unit (Victory Company) to protect facilities belonging to the Brega Petroleum Marketing Company, we wish to inform you that there have been no attacks against the Brega Company's property in the Zawiyah oil depot between 5 July 2014, when the company was deployed, and the end of 2016. Moreover, no materials or vehicles have been stolen from company sites, and no security breaches have occurred. In contrast, during the period before the company was deployed, a number of vehicles were stolen, and the depot was closed on more than one occasion.

Peace be upon you.

Attached is a copy of the decision.

(Signed)

cc:

Depot coordinator

Outgoing documents file

Source: Mohamed Kachlaf (Translated by United Nations)

Annex 49 Collusion between the Coast Guards unit in Zawiyah and al-Nasr Brigade

1. On 28 June 2016, the Coastguard unit in Zawiyah seized a fuel tanker, the Temeteron (IMO 8917170, see S/2017/466 para. 241), off the coast of Abu Kammash near Zuwarah.[14] The tanker and its crew were then taken to Tripoli Naval Base. Three of the nine crew members held were Russian nationals. The Belize-flagged tanker was boarded by the Coastguard unit in Zawiyah. Photos obtained by the Panel show both Abd al-Rahman al-Milad (commander of Coastguard unit in Zawiyah) and Mohammad Kachlaf on board. The first one shows Mohammad Kachlaf, in his military uniform, present on the bridge of the ship and surrounded by the arrested crew. The second photo below shows al-Milad photographed from behind.

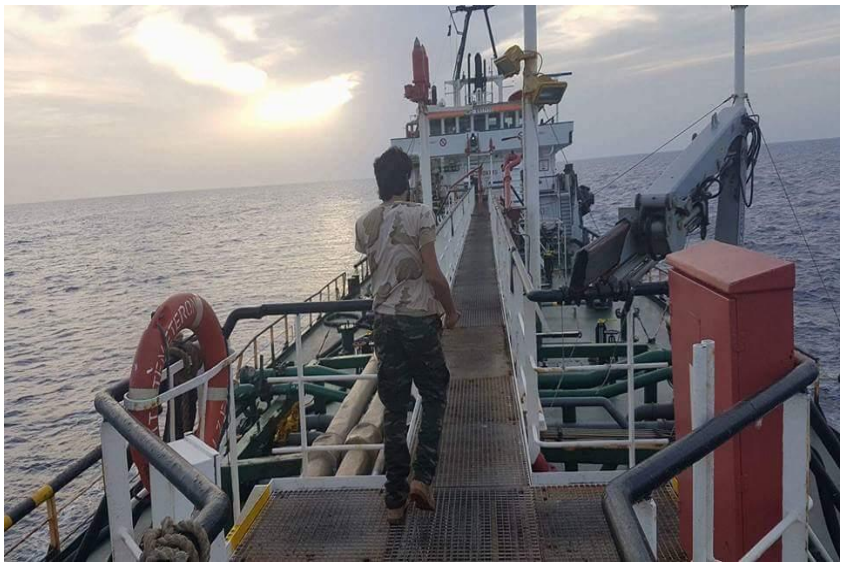
Picture 21 Mohammad Kachlaf on board the Temeteron after the seizure



Source: Confidential

[14] The Coastguard stop a fuel tanker with 5 Russians on board, al Wasat, 30 June 2017, http://alwasat.ly/ar/news/libya/110348/

Picture 22 Abd al-Rahman al-Milad on board the Temeteron



Source: Confidential

Picture 23 Temeteron seized by Zawiyah Coastguard on 28 June 2016. This picture was taken in Greece, where the vessel was seized for carrying an illegal load of diesel on 1 April 2016, prior its interception by the Libyan Coastguard



Source: Shipspotting.com[15]

2. According to sources in Zawiyah, seizures and arrests by the Coastguard unit in Zawiyah of fuel tankers are sometimes influenced by business interests of Mohammad Kachlaf. al-Milad 's appointment in the Coastguard in Zawiyah late 2014 was done following Kachlaf's intervention (See S/2017/466, annex 30). As pointed out in the previous report, al-Milad used the Coastguard's boat in order to intercept migrants at sea and transport them to al Nasr detention centre, from where they were sold again to smugglers.

[15] http://www.shipspotting.com/gallery/photo.php?lid=2253177

Annex 50 Documents provided by Abd al-Rahman al-Milad, commander of the Coastguard Unit in Zawiyah

1. The following is an official translation of the documents provided to the Panel by Abd al-Rahman al-Milad, in April 2018, attesting that the mission was conducted based on an order by his Coastguard hierarchy.

Chief of General Staff

Navy

Coast Guard and Port Security Authority

Western Sector

Zawiyah Refinery post

Subject: Report concerning the seizure of a tanker engaged in smuggling

File No. 167-18

1 July 2016

To: Commander, Western Sector, Coast Guard and Port Security Authority

We hereby inform you that, at 5 a.m. on 28 June 2016, a joint patrol comprising a Libyan Petroleum Facilities Guard support squadron and personnel from the Zawiya refinery post of the Coast Guard and Port Security Authority set out in an inflatable French S7 boat and a Korean S9 vessel, heading north-west. At 11.30 a.m., a group of vessels (three tankers of various sizes) was spotted north-west of the city of Zuwarah. We suspected that the tankers were being used to smuggle diesel fuel. A group of tugboats was spotted near the tankers. At noon, at coordinates 33° 17' N, 11° 48' E, we decided to board one of the vessels to determine whether its paperwork was in order. Once on board, we learned that the tanker was named *Temeteron*. It was flying the Ukrainian flag and was the property of Contrasto Shipping Ltd. It became apparent that the tanker was set up to smuggle fuel. There were no symbols of the Libyan State on the vessel. The crew consisted of nine persons, namely, the Russian captain, the Ukrainian chief mate, a Russian mechanical engineer, five Ukrainian sailors and one Greek national. We attach herewith a copy of the list of the crewmen’s names and nationalities.

At approximately 6 p.m., we came under heavy gunfire directed at us from a yacht with heavy weapons on board (Dushka)[*incomprehensible*]. We returned fire, wounding one person on the yacht. They fled, leaving the port of Zuwarah.

At 10.30 p.m., a vessel belonging to the Zawiyah refinery post patrol arrived because the [*incomprehensible*] of the Korean S9 vessel had broken down and it was low on fuel.

At 2.30 a.m., we arrived at Shi‘ab port in Tripoli and boarded the tanker.

At 3.30 a.m., the tanker was turned over to Captain Anwar al-Sharif of the Coast Guard and Port Security administration.

(*Signed*) Captain Abdulrahman Salim al-Milad

Commander

Zawiyah refinery post

Coast Guard and Port Security Authority

Annexes:

Copy of the patrol report

Copy of the list of crewmen's names

Copy of the specifications of the tanker

[*Illegible*] of last five ports

Source: Abderahman al al-Milad (Translated by United Nations)

2. The following is the list of the crew on board the Coastguard patrol boat that intercepted the Temeteron. Both al-Milad and Kachlaf are on the list.



الموافق / 2016/06/28

كشف بأسماء أطقم الدورية المشتركة بين نقطة حرس السواحل مصفاة الزاوية وسرية الإسناد بحرس المنشآت النفطية الذين قاموا بضبط الناقلة التهريب المسماه تمتري بتاريخ 2016/06/28

ت	الرقم	الرتبة	الاسم	ملاحظة
.1	36479	م.أول بحار	عبد الرحمن سالم ميلاد	حرس السواحل
.2	580099	ر.ع.و	محمد سالم ارحومة	حرس السواحل
.3	584213	ر.ع.و	هشام ابوعجيلة أحميدة	حرس السواحل
.4	584216	ر.ع.و	محمد علي العربي	حرس السواحل
.5	567958	ر.ع.س	عبد المنعم المدهون الأهميسى	حرس السواحل
.6	650415	جندي	عبد المهيمن غيث الغضبان	حرس السواحل
.7	650420	جندي	سعد المختار سعد الشباهي	حرس السواحل
.8	650339	جندي	احمد عبد العاطي المقوز	حرس السواحل
.9	650407	جندي	اللطيف محمد اللطيف حواص	حرس السواحل
.10	650389	جندي	نادر الهادي ارحومة جعيدة	حرس السواحل
.11	650401	جندي	علي الطاهر محمد المقوز	حرس السواحل
.12	بلا	بلا	محمد الأمين كشلاف	آمر سرية الإسناد حرس المنشآت النفطية
.13	بلا	بلا	عصام علي سالم عمران	الإسناد حرس المنشآت
.14	بلا	بلا	حسين احمد ميلاد	الإسناد حرس المنشآت النفطية
.15	بلا	بلا	عماد محمد القمودي	الإسناد حرس المنشآت النفطية
.16	بلا	بلا	احمد علي السلوقي	الإسناد حرس المنشآت النفطية

ملاحظات الدورية:

القبض على ناقلة تهريب وقود نفط

الموقع N33.17/E11:48 شمال جزيرة فروه

المسمى TEMETERON ترفع العلم الاكراني الجنسيه مالكها يدعى CONTRASTO SHIPPING LTDواتضح ان الناقله مجهزة لغرض تهريب الوقود ولا يوجد بها علم الدولة الليبية ويوجد بها طاقم متكون من 09 اشخاص كابتن السفينة روسي الجنسية والضابط الاول اكراني المهندس الماكينا روسي 5 بحاره اكران 1 يوناني

وعند الساعة 06:00 مساء تقريبا تعرضنى الى اطلاق نار كثيف من قبل يخت عليه اسلحة ثقيله (دوشكه) وبكتيات حيث قمنا بالرد عليه باطلاق اعيره ناريه وعرض احد الاشخاص على متنه الى اصابه ولاذوا بالفرار مع العلم انهم خرجوا من ميناء زواره .

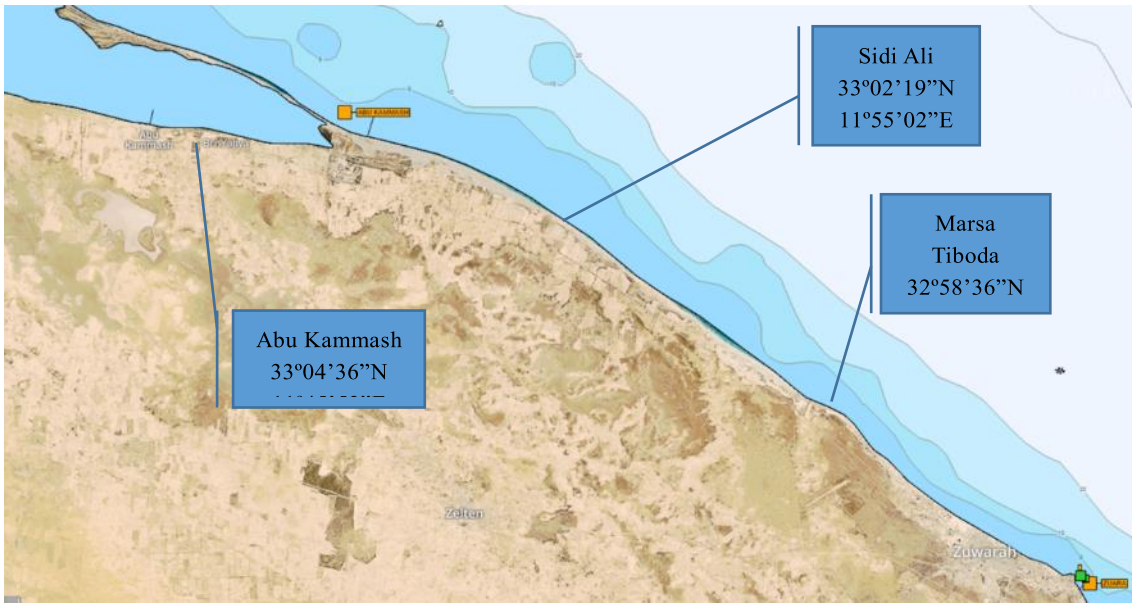
عبد الرحمن سالم ميلاد

آمر نقطة مصفاة الزاوية حرس السواحل

Source: Abderahman al al-Milad

Annex 51 Pumping stations for fuel smuggling in Zuwarah area

1. Sources informed the Panel about three pumping stations, located on the coast between Zuwarah and Abu Kammash, that supply fuel to smuggling ships. The vessels usually remain between 1 and 2 nautical miles offshore.





Source: Confidential

2. Abu Kammash is owned by Morad Idrissi, Liasa Younis Alazabi and Mohamed Jarrafa, who also "rent" the facilities to other individuals. Sidi Ali's owners are unknown, and its facilities are "rented" to several Zuwarah smugglers. Marsa Tiboda's pumpimg station is owned and operated by Fahmi Musa Bin Khalifa (a.k.a. Fahmi Slim), and his brothers.

Annex 52 Patrol boats used by smugglers in Zuwarah and Abu Kammash area

Picture 24 A motor yacht probably modified to become a patrol boat



Source: Confidential

Picture 25 A second motor yacht probably modified to become a patrol boat. On the bow and the stern, heavy machine guns



Source: Confidential

Picture 26 Probably a former pilot boat modified into a patrol boat. On the bow, an anti-aircraft 23mm machine gun



Source: Confidential

Picture 27 The former pilot boat



Source: Confidential

Annex 53 Capricorn

1. The details of the vessel are:

Information		Since
IMO number :	8900878	
Name of ship :	CAPRICORN	(since 01/12/2001)
Call sign :	UNKNOWN	
MMSI :		
Gross tonnage :	2187	(since 01/10/1989)
DWT :	4121	
Type of ship :	Oil Products Tanker	(since 01/08/1989)
Year of build :	1989	
Flag :	Tanzania	(since 01/03/2014)
Status of ship :	In Service/Commission	(since 14/03/2015)
Last update :	30/05/2017	

Source: Equasis

2. On 19 July 2017, the Chargé d'affairs a.i. of the Permanent Mission of Libya to the UN forwarded an email correspondence dated 7 July 2017 in which the focal point appointed pursuant to resolution 2146 (2014), Dr. Abdallah Ateiga, informed about a vessel loading smuggled gasoil offshore Zuwarah (Libya).

3. On 25 October 2017, the Panel received a letter, with attachment (see below), from the Permanent Representative of the United Republic of Tanzania to the United Nations indicating that the vessel *Capricorn* has been deregistered from the Tanzania Zanzibar International Register of Shipping on 10 September 2017. Its current flag remains unknown.



ZANZIBAR MARITIME AUTHORITY

PHONE NO: +255 24 2236795
FAX NO: +255 024 2236796
WEBSITE: www.zma.go.tz

E-MAIL: info@zma.go.tz

P. O. BOX 401
ZANZIBAR
TANZANIA

ZMA/RSZ/150/1/VOL.6/680 **10th September, 2017**

A & E SHIPPING INC.
PANAMA CITY, PANAMA

REF: DEREGISTRATION OF MT. CAPRICORN
IMO NO. 8900878

Reference is made to our letter with Ref. No. ZMA/RSZ/150/1/VOL.VI/117 dated 28TH July, 2017 regarding MT. Capricorn involvement in illicit export of petroleum from Libya contrary to UN Security Council resolution 2146(2014) and 2362 (2017).

Taking into account that, your company has failed to make clarification (providing information) regarding MT. Capricorn non involvement in illicit export petroleum from Libya, it is prima facie evidence that MT. Capricorn is involved in the illicit activity contrary to UN resolution.

Accordingly, we hereby officially inform you that the Authority has struck off the vessel from Tanzania Zanzibar International Register of Shipping, effective from the date of this letter. This implies that from the effective date the vessel can no longer legally fly the Tanzania flag in its sailing operation, whatsoever.

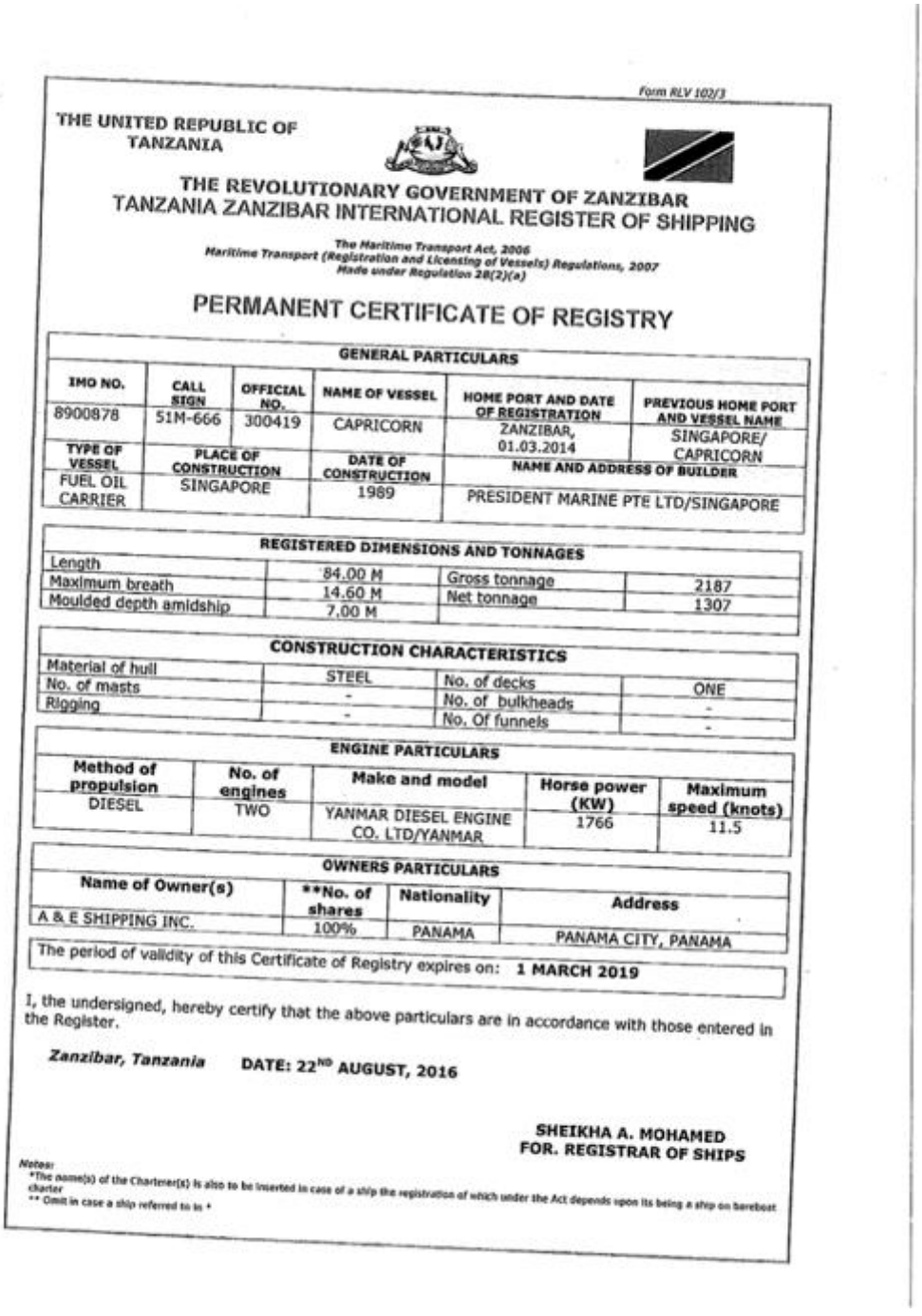
It is our hope that you will respect and heed this act.

REGISTRAR OF SHIPS ZANZIBAR

CAPT. ABDULLAH H. KOMBO
REGISTRAR OF SHIPS
ZANZIBAR MARITME AUTHORITY

Source: Zanzibar Maritime Authority

4. The *Capricorn* was registered on 1 March 2014 by "A&E Shipping Inc.", a Panamanian company based in Panama City.



Form RLV 102/3

THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

THE REVOLUTIONARY GOVERNMENT OF ZANZIBAR
TANZANIA ZANZIBAR INTERNATIONAL REGISTER OF SHIPPING

The Maritime Transport Act, 2006
Maritime Transport (Registration and Licensing of Vessels) Regulations, 2007
Made under Regulation 28(2)(a)

PERMANENT CERTIFICATE OF REGISTRY

GENERAL PARTICULARS

IMO NO.	CALL SIGN	OFFICIAL NO.	NAME OF VESSEL	HOME PORT AND DATE OF REGISTRATION	PREVIOUS HOME PORT AND VESSEL NAME
8900878	5IM-666	300419	CAPRICORN	ZANZIBAR, 01.03.2014	SINGAPORE/ CAPRICORN

TYPE OF VESSEL	PLACE OF CONSTRUCTION	DATE OF CONSTRUCTION	NAME AND ADDRESS OF BUILDER
FUEL OIL CARRIER	SINGAPORE	1989	PRESIDENT MARINE PTE LTD/SINGAPORE

REGISTERED DIMENSIONS AND TONNAGES

Length	84.00 M	Gross tonnage	2187
Maximum breath	14.60 M	Net tonnage	1307
Moulded depth amidship	7.00 M		

CONSTRUCTION CHARACTERISTICS

Material of hull	STEEL	No. of decks	ONE
No. of masts	-	No. of bulkheads	-
Rigging	-	No. Of funnels	-

ENGINE PARTICULARS

Method of propulsion	No. of engines	Make and model	Horse power (KW)	Maximum speed (knots)
DIESEL	TWO	YANMAR DIESEL ENGINE CO. LTD/YANMAR	1766	11.5

OWNERS PARTICULARS

Name of Owner(s)	**No. of shares	Nationality	Address
A & E SHIPPING INC.	100%	PANAMA	PANAMA CITY, PANAMA

The period of validity of this Certificate of Registry expires on: **1 MARCH 2019**

I, the undersigned, hereby certify that the above particulars are in accordance with those entered in the Register.

Zanzibar, Tanzania **DATE: 22ND AUGUST, 2016**

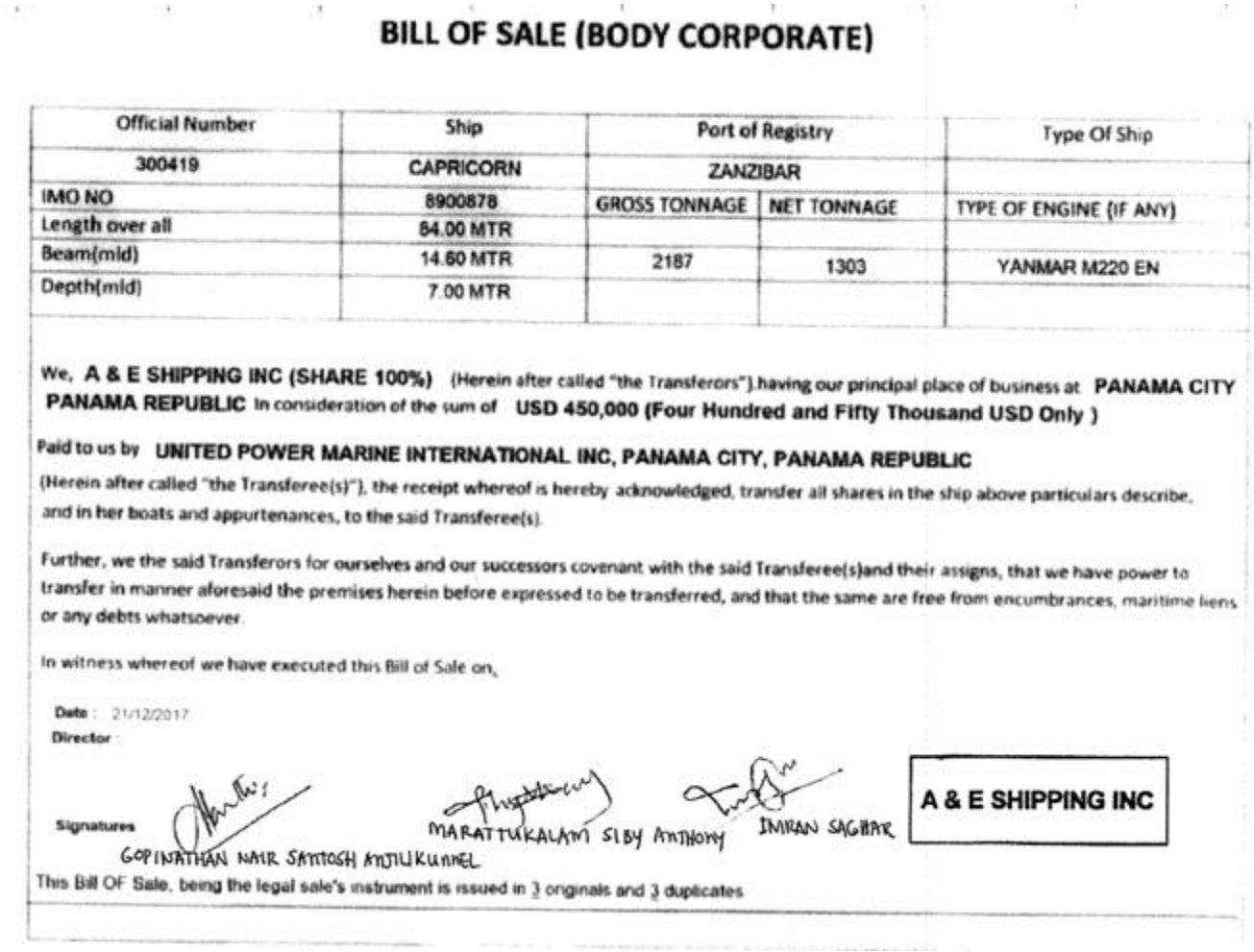
SHEIKHA A. MOHAMED
FOR. REGISTRAR OF SHIPS

Notes:
*The name(s) of the Charterer(s) is also to be inserted in case of a ship the registration of which under the Act depends upon its being a ship on bareboat charter
** Omit in case a ship referred to in *

Source: Zanzibar Maritime Authority

5. On 11 August 2017 the *Capricorn* was allowed to unload its cargo in the tanks of the "Syrian Company for Oil Transportation" by the Syrian authorities.

6. On 21 December 2018, the tanker changed ownership. It was sold by "A&E Shipping Inc" to "United Power Marine International Inc", both companies registered in Panama City, Panama Republic.



BILL OF SALE (BODY CORPORATE)

Official Number	Ship	Port of Registry		Type Of Ship
300419	CAPRICORN	ZANZIBAR		
IMO NO	8900878	GROSS TONNAGE	NET TONNAGE	TYPE OF ENGINE (IF ANY)
Length over all	84.00 MTR			
Beam(mld)	14.60 MTR	2187	1303	YANMAR M220 EN
Depth(mld)	7.00 MTR			

We, **A & E SHIPPING INC (SHARE 100%)** (Herein after called "the Transferors") having our principal place of business at **PANAMA CITY PANAMA REPUBLIC** In consideration of the sum of **USD 450,000 (Four Hundred and Fifty Thousand USD Only)**

Paid to us by **UNITED POWER MARINE INTERNATIONAL INC, PANAMA CITY, PANAMA REPUBLIC**

(Herein after called "the Transferee(s)"), the receipt whereof is hereby acknowledged, transfer all shares in the ship above particulars describe, and in her boats and appurtenances, to the said Transferee(s).

Further, we the said Transferors for ourselves and our successors covenant with the said Transferee(s)and their assigns, that we have power to transfer in manner aforesaid the premises herein before expressed to be transferred, and that the same are free from encumbrances, maritime liens or any debts whatsoever.

In witness whereof we have executed this Bill of Sale on,

Date : 21/12/2017

Director :

Signatures

GOPINATHAN NAIR SANTOSH ANJILIKUNNEL MARATTUKALAM SIBY ANTHONY IMRAN SAGHIR

A & E SHIPPING INC

This Bill OF Sale, being the legal sale's instrument is issued in 3 originals and 3 duplicates

Source: Zanzibar Maritime Authority

7. On 4 January 2018, the tanker was registered by the Palau International Ship Registry, under the new name of *Nadine*, with a restriction to navigate within the Persian Gulf area.



Palau International Ship Registry

Europe Head Office
Piraeus, 18536, Greece
5, Sachtouri Street
6th floor
T: +30 210 4293500
F: +30 210 4293505

USA Head Office
The Woodlands, TX, 77380
9595 Six Pines Drive,
Suite 8210, Office 277
T: +1 832 631 6061
F: +1 832 631 6001

info@palaureg.com
www.palaureg.com

SUBJECT OF LETTER

Date: January 04, 2018

Subject: Restriction of Navigation

Name of Vessel: Nadine
Gross Tonnage: 2187
Call Sign: T8A2751
IMO #: 8900878

To: United Power Marine International Inc.

Cc: Glow Shipping Line LLC.

Re: Restriction of Navigation

Dear Sirs,

This is not advise you that M/V Nadine Imo 8900878 is restricted to navigate within the Gulf Areas (Gulf of Persia) Only.

Leslie Mezzich
Maritime Registrar & Seafarer Director
Palau International Ship Registry

Source: Palau International Ship Registry

8. On 10 February 2018, the tanker arrived to Alang, India, to be dismantled. On 3 April 2018, the tanker was seized by the Indian authorities.



Source: Confidential

Annex 54 Lynn S

1. The details of the vessel are:

Information		Since
IMO number :	8706349	
Name of ship :	LYNN S	(since 01/02/2017)
Call sign :	J8B5544	
MMSI :	376087000	
Gross tonnage :	2910	(during 1990)
DWT :	4470	
Type of ship :	Chemical/Oil Products Tanker	(since 01/11/1990)
Year of build :	1990	
Flag :	St Vincent and Grenadines	(since 01/02/2017)
Status of ship :	In Service/Commission	(since 19/04/2010)
Last update :	27/09/2017	

Source: Equasis

2. The *Lynn S* is operated by "Morgan Navigation Co SA"[16], a subsidiary company of "Alfamarine Shipping Co Ltd"[17], both companies registered in Lebanon. The vessel is owned by "Leen Trade Co", a Liberian registered company.

3. On 27 July 2017, the Chargé d'affairs a.i. of the Permanent Mission of Libya to the UN forwarded an email correspondence dated 26 July 2017 in which the focal point appointed pursuant to resolution 2146 (2014), Dr. Abdallah Ateiga, informed about an illicit ship to ship transfer of the smuggled Libyan gasoil from the "Capricorn" to another tanker, the "Lynn S". On 2 August 2017, the *Lynn S* was added to the sanctions list.

4. According to both the owners and the master of the vessel, the ship-to-ship transfer was never performed, as the *Capricorn* refused to provide any official documents of its cargo.

[16] Morgan Navigation Co SA. 7th Floor, Bouri E1 Marfa Building, Port Street, Beirut, Lebanon. +96170247696, +96170985586, +96170995227. morgan.navigation@gmail.com

[17] Alfamarine Shipping Co Ltd. 1 st Floor, Hamka Building, BP 119720, Labban Street Beirut, Lebanon. +9611876169. alfamarineshippingcoltd@gmail.com

LEEN TRADE CO.

80 BROAD STREET MONROVIA - LIBERIA

Our Ref: LT20183105 Dated: 16/03/2018

"STATEMENT OF FACTS"

Ref: MT LYNN S Movement Records on 26-27 OF July 2017,

Dear Sir,

The said vessel was drifting on position Lat: N34 07.5, Long: E033 22.2,

Vessel master informed us that m/t CAPRICORN (IMO 8900878) was drifting in the area, and have the possibility to supply a small quantity of bunker to our master due to the lake of Diesel oil remain on board.
After contact with operation manager of the mt CAPRICORN which details received from our vessel master m/s rose fuel bunkering, we agreed for supply small quantity of bunker, we ask the master to cooperate with another tanker to make a maneuver and ship-to-ship transfer,

Master did inform us that m/t CAPRICORN moored on 26.07.2017 at 14:00hrs, in the position of Lat: N34 07.8 Long: E033 22.7,
Our instruction to master to verify bunker official document to be in the safe said; the master did report same day at 1600hrs that master of m/t CAPRICORN did refuse to provides delivery note nor analysis report.
We did contact the vessel operation manager requesting those documents, who promise to provide shortly, we did wait until the second day and repeat our request, but nothing received so far.

On the 27.07.2017 instructed our master at un-moored the other tanker due to the lake of bunker documents, after manager unable to provide the same.

Our master did confirm m/t CAPRICORN was un-moored at 1700 and sailed away.

Our master does confirm no any bunker transfer took place form mt CAPRICORN.

All above facts are true to our knowledge.

Yours faithfully

LEEN TRADE Co. MONROVIA LIBERIA

For and on behalf of
LEEN TRADE CO.

Page 1

Source: Morgan Navigation Co. S.A.

MT: LYNN S

DATED: AT SEA 18/03/2018

STATEMENT OF FACTS

Dear Sir,

Please note that following fact takes place on 26-27/07/2017:

My vessel was on position Lat: N34 07.5, Long: E033 22.2,

The m/t CAPRICORN (IMO 8900878) was drifting in the area, we did request from the ships master for supply small quantity of bunker, we did make maneuver for ship-to-ship transfer,

The m/t CAPRICORN was moored on 26.07.2017 at 14:00hrs, position: Lat: N34 07.8 Long: E033 22.7,

As master we did requested all official document from the other tanker like delivery note and analysis report, but master of m/t CAPRICORN did refuse, owners were advised, same time operation managers of the m/t CAPRICORN contacts (ROSE FUEL BUNKERING) was submitted to our vessel owners to contact for this reason.

On the 27.07.2017 at 1600 hrs. The received instruction from our vessel owners to un-mooring form the mt CAPRICORN and stay away, notice were given to mt CAPRICORN master, at 1700 master did release mooring ropes and sailed away.

I the master of the above mention vessel mt Lynn S confirm no any bunker transfer was received form mt CAPRICORN.

All above facts are true to my knowledge.

Yours faithfully

Master of M/T LYNN S

M/T LYNN S KINGSTOWN

Source: Morgan Navigation Co. S.A.

5. The *Lynn S* was removed from the Committee's sanctions list on 29 April 2018.

Annex 55 Vessels impounded by the Libyan Coastguard

Stark

1. The *Stark* (IMO 7105419) was intercepted on 28 April 2017 by the Libyan Coastguard, 1.5 nautical miles off Abu Kammash. The vessel was in the proximity of the *Ruta* at that moment

2. The vessel was loaded with 500.000 litters of diesel oil when it was boarded by the Coastguard. There were six Turkish citizens on board.

3. Anadolu Uluslararasi Ticaret[18] owns the *Stark.*

Information		Since
IMO number :	7105419	
Name of ship :	STARK	(since 01/09/2016)
Call sign :	UNKNOWN	
MMSI :		
Gross tonnage :	797	(during 1993)
DWT :	1219	
Type of ship :	Oil Products Tanker	(since 01/01/1997)
Year of build :	1973	
Flag :	Not Known	(since 01/09/2016)
Status of ship :	In Service/Commission	(during 1973)
Last update :	20/12/2016	

IMO	Role	Name of company	Address	Date of effect
9991001	ISM Manager	UNKNOWN		since 01/11/1997
1782886	Ship manager/ Commercial manager	ANADOLU ULUSLARARASI TICARET	Kat 12, Blok A, Yapi Kredi Plaza, Buyukdere Caddesi 21, Levent Mah, Besiktas, 34330 Istanbul, Turkey.	since 20/12/1996
1782886	Registered owner	ANADOLU ULUSLARARASI TICARET	Kat 12, Blok A, Yapi Kredi Plaza, Buyukdere Caddesi 21, Levent Mah, Besiktas, 34330 Istanbul, Turkey.	since 20/12/1996

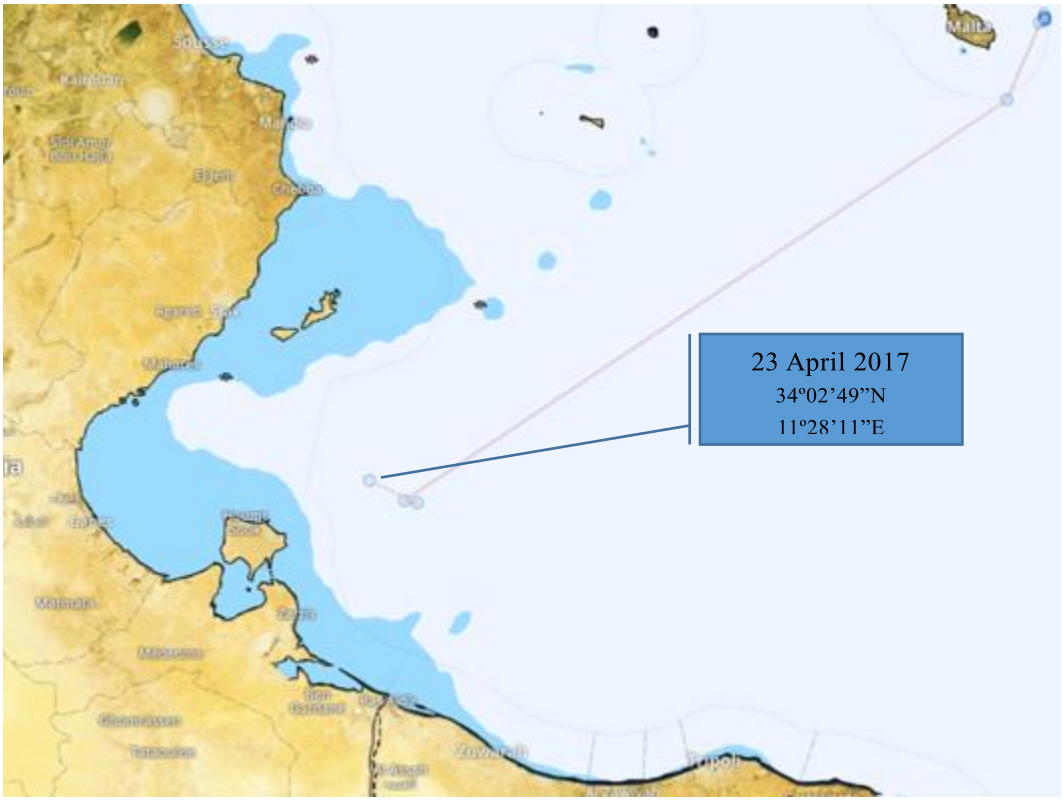
Source: Equasis

[18] http://www.anadolutr.com

7105419	STARK	IN SERVICE/COMMISSION	1219	797	Products Tanker	1973-07	Group Owner	2005-05-24	
7105419	STARK	IN SERVICE/COMMISSION	1219	797	Products Tanker	1973-07	Operator	1996-12-20	
7105419	STARK	IN SERVICE/COMMISSION	1219	797	Products Tanker	1973-07	Registered Owner	1996-12-20	
7105419	STARK	IN SERVICE/COMMISSION	1219	797	Products Tanker	1973-07	Shipmanager	1996-12-20	

Source: IHS Sea-web

4. The vessel turned off its AIS on 23 April 2017, 35 nautical miles off Zarzis, Tunisia. In the following days it turned east and headed to the coast of Zuwarah.



Source: IHS Sea-web

Ruta

5. The *Ruta* (IMO 8711899) was intercepted on 28 April 2017 by the Libyan Coastguard, 1.5 nautical miles off Abu Kammash, in the western coast of Libya.

6. The vessel was loaded with 3.000 tonnes of diesel oil. The crew was made up of fourteen Ukrainian citizens.

7. The vessel was in the proximity of the *Stark* at that moment.

8. Manchester Shipping SA[19], a company registered in Ukraine, owns the Ruta.

[19] http://www.man-ship.com (website under construction).

Information		Since
IMO number :	8711899	
Name of ship :	RUTA	(since 01/12/2005)
Call sign :	URSE	
MMSI :	272973000	
Gross tonnage :	1901	(since 01/08/1999)
DWT :	3330	
Type of ship :	Oil Products Tanker	(during 1990)
Year of build :	1989	
Flag :	Ukraine	(since 01/11/1992)
Status of ship :	In Service/Commission	(since 16/12/1989)
Last update :	18/04/2017	

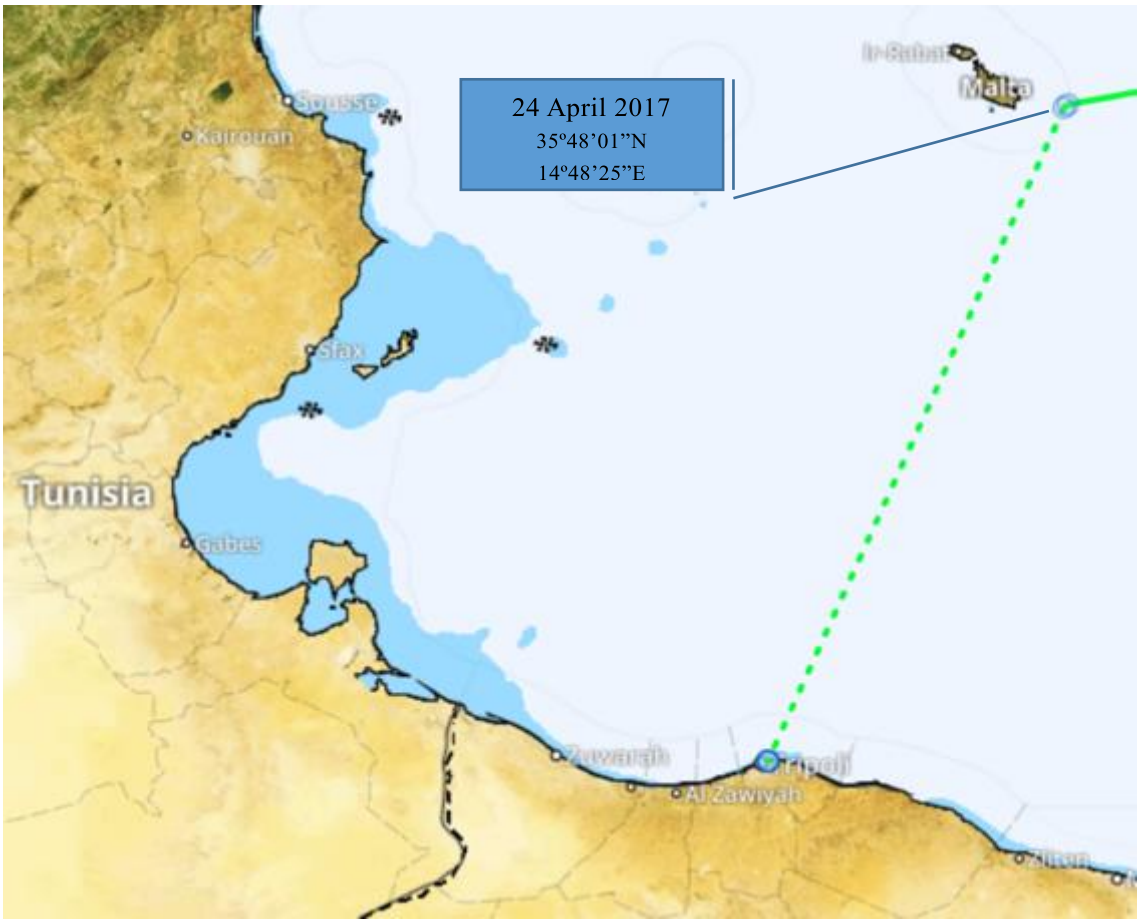
IMO	Role	Name of company	Address	Date of effect
0151376	ISM Manager	MANCHESTER SHIPPING SA	21st Floor, spusk Polskiy 6, Odessa, 65026, Ukraine.	since 16/06/2006
0151376	Ship manager/ Commercial manager	MANCHESTER SHIPPING SA	21st Floor, spusk Polskiy 6, Odessa, 65026, Ukraine.	since 01/01/2005
0151376	Registered owner	MANCHESTER SHIPPING SA	21st Floor, spusk Polskiy 6, Odessa, 65026, Ukraine.	since 01/01/2005

Source: Equasis

8711899	RUTA	IN SERVICE/COMMISSION	3330	1901	Products Tanker	1989-12	Operator	2005-01-01	
8711899	RUTA	IN SERVICE/COMMISSION	3330	1901	Products Tanker	1989-12	Registered Owner	2005-01-01	
8711899	RUTA	IN SERVICE/COMMISSION	3330	1901	Products Tanker	1989-12	Shipmanager	2005-01-01	

Source: IHS Sea-web

9. The vessel turned off its AIS on 23 April 2017, 11 nautical miles off Malta.



Source: IHS Sea-web

10. According to the investigations conducted by the Prosecutor of Catania, Italy, the *Ruta* has been involved in ship to ship operations with vessels involved in illicit smuggling of fuel from Libya, particularly the Basbosa Star (IMO 8846838) and the Sea Master X (IMO 7332488), both connected to Fahmi Slim's smuggling network (see S/2016/209 para. 206), and has reportedly unloaded the smuggled fuel in Italian ports on 13 occasions.[20]

Rex/Amargi

11. The *Rex* (IMO 7105421) was intercepted on 29 August 2017 by the Libyan Coastguard and taken to Tripoli.

12. The vessel was loaded with 1.000 tonnes of diesel oil. The crew was made up of 10 individuals of various nationalities.

13. Ilu Trade and Shipping INC[21], a company registered in Turkey, is the owner of the *Rex*, formerly called "Amargi".

[20] Case number 19269/2014 R.G.N.R., pages 6 to 9.
[21] http://www.man-ship.com (website under construction).

Information		Since
IMO number :	7105421	
Name of ship :	AMARGI	(since 01/11/2014)
Call sign :	UNKNOWN	
MMSI :		
Gross tonnage :	797	(during 1993)
DWT :	1236	
Type of ship :	Oil Products Tanker	(since 01/10/1999)
Year of build :	1974	
Flag :	In Dispute	(since 01/05/2016)
Status of ship :	In Service/Commission	(since 19/02/1974)
Last update :	25/07/2017	

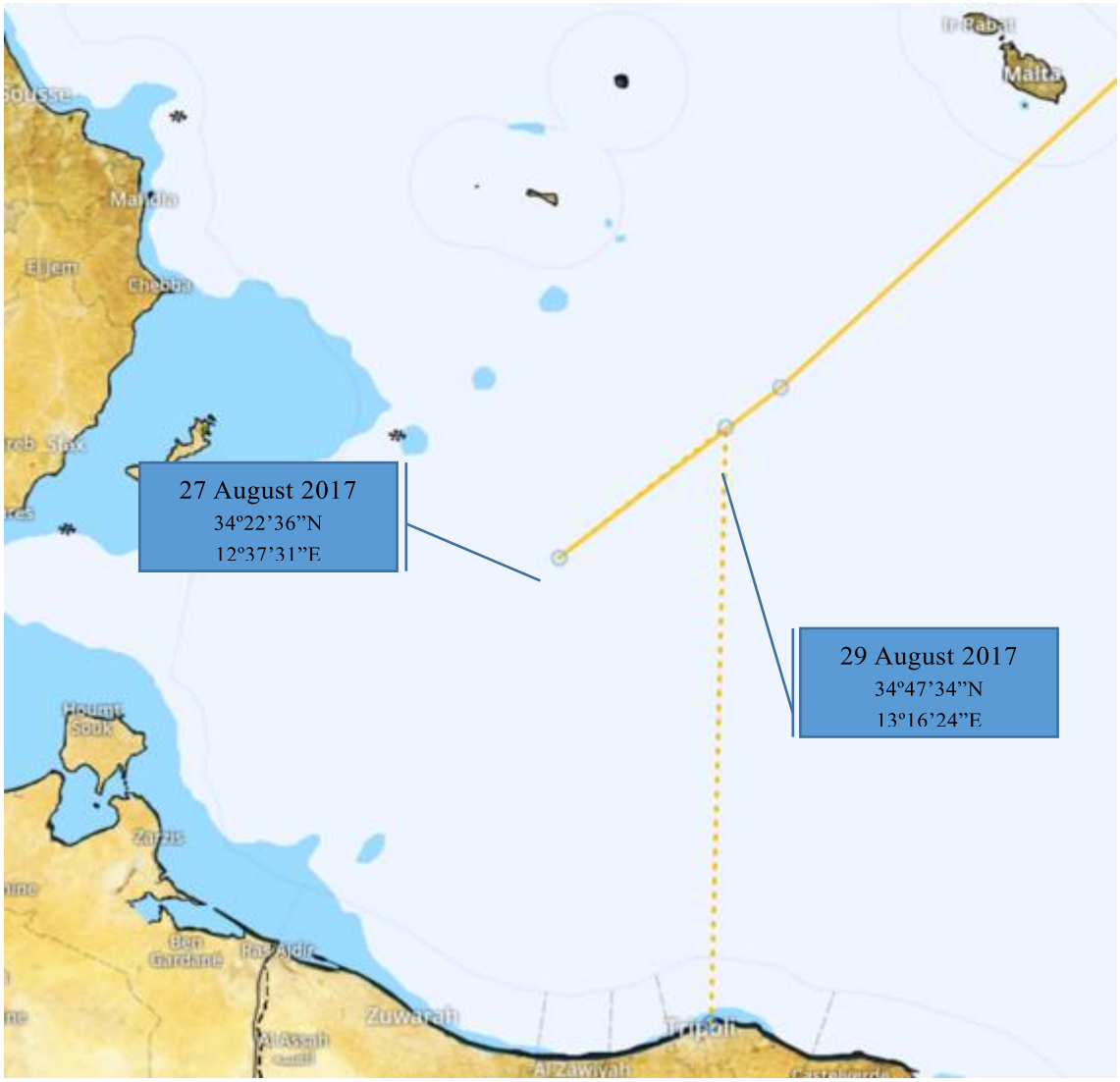
IMO	Role	Name of company	Address	Date of effect
5829829	Ship manager/ Commercial manager	SABOR INVEST LTD	Daire 14, Kat 8, Blok B1, Agaoglu My World Europe, Ayazma Mevkii, Altinsehir Yanyol, Basaksehir, 34490 Istanbul, Turkey.	since 26/11/2014
5828953	Registered owner	ILU TRADE & SHIPPING INC	Care of Sabor Invest Ltd , Daire 14, Kat 8, Blok B1, Agaoglu My World Europe, Ayazma Mevkii, Altinsehir Yanyol, Basaksehir, 34490 Istanbul, Turkey.	since 26/11/2014
9991001	ISM Manager	UNKNOWN		since 01/11/1997

Source: Equasis

LRNO	ShipName	Status	DWT	GT	Type	Built	Association	From	Until
7105421	AMARGI	IN SERVICE/COMMISSION	1236	797	Products Tanker	1974-02	Registered Owner	2014-11-26	

Source: IHS Sea-web

14. The vessel turned off its AIS between 27 and 29 August 2017, 92 nautical miles off Zuwarah.



Source: IHS Sea-web

Lamar

15. The *Lamar* (IMO 6620034) was intercepted on 15 March 2018 by the Libyan Coastguard when in front of the coast of Abu Kammash.

16. The tanker was loaded with 950.000 litres of fuel when intercepted. It was further directed to Tripoli. The crew was made up of 8 Greek citizens.

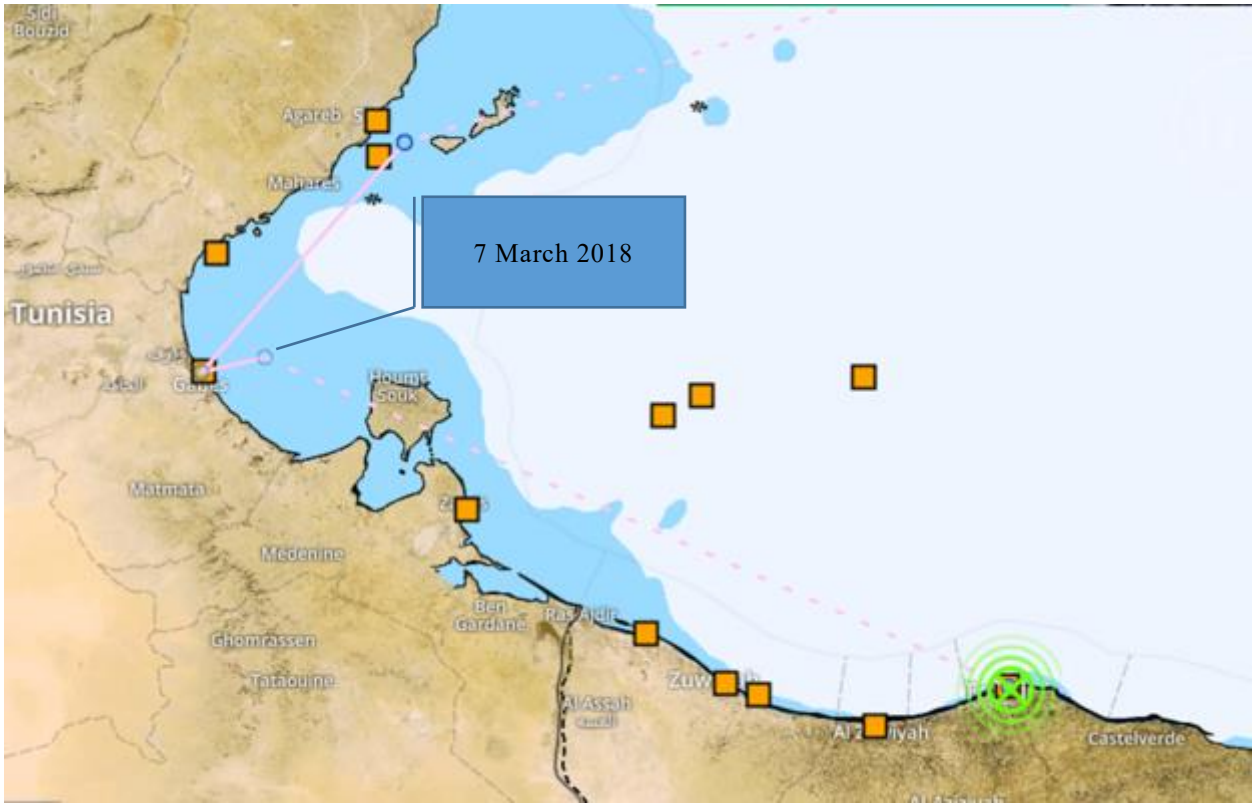
17. Muraco Management Corp, a company registered in Nigeria, is the owner of *Lamar*.

Information		Since
IMO number :	6620034	
Name of ship :	LAMAR	(since 01/01/2018)
Call sign :	UNKNOWN	
MMSI :		
Gross tonnage :	946	(since 01/06/2012)
DWT :	1700	
Type of ship :	Bunkering Tanker	(during 1966)
Year of build :	1966	
Flag :	Not Known	(since 01/03/2018)
Status of ship :	In Service/Commission	(since 09/08/2001)
Last update :	27/03/2018	

IMO	Role	Name of company	Address	Date of effect
9991001	ISM Manager	UNKNOWN		since 19/03/2018
6023707	Registered owner	MURACO MANAGEMENT CORP	Care of Pak Marine & Shipping Services Ltd , Apapa-Oshodi Expressway, Lagos, Nigeria.	since 04/01/2018
6023861	Ship manager/ Commercial manager	PAK MARINE & SHIPPING SERVICES	Apapa-Oshodi Expressway, Lagos, Nigeria.	since 04/01/2018

Source: Equasis

18. The vessel turned off its AIS between on 7 March 2018, outside Tunisian territorial waters, while heading east to Zuwarah – Abu Kammash area.



Source: IHS Sea-web

Annex 56 Goeast

1. The Libyan Coastguard opened fire on the *Goeast* (IMO 7526924) on 6 October 2017. Its AIS was disconnected at the time.

2. Arida Trade LLP, Care of Uvas-Trans Ltd, is the registered owner of the *Goeast*.

Information		Since
IMO number :	7526924	
Name of ship :	GOEAST	(since 01/03/2015)
Call sign :	D6A2091	
MMSI :	620091000	
Gross tonnage :	7886	(since 01/08/2000)
DWT :	9657	
Type of ship :	Oil Products Tanker	(during 1977)
Year of build :	1977	
Flag :	Comoros	(since 01/04/2016)
Status of ship :	In Service/Commission	(since 19/10/2017)
Last update :	07/11/2017	

Source: Equasis

IMO	Role	Name of company	Address	Date of effect
5603801	Ship manager/ Commercial manager	UVAS-TRANS LTD	ul Sverdlova 49, Kerch, Krym, 98320, Ukraine.	since 20/02/2016
5603801	ISM Manager	UVAS-TRANS LTD	ul Sverdlova 49, Kerch, Krym, 98320, Ukraine.	since 20/02/2016
5633861	Registered owner	ARIDA TRADE LLP	Care of Uvas-Trans Ltd , ul Sverdlova 49, Kerch, Krym, 98320, Ukraine.	before 03/2015

Source: Equasis

7526924	GOEAST	Comoros	In Service/Commission	9,657	7,886	Products Tanker	1977-03	6K45GF	1

Source: IHS Sea-web

3. Following the incident, the tanker headed north to Malta, off Valetta port, outside its territorial waters, where it remained adrift between 11 and 19 October 2017. According to Maltese authorities, no request was made by the *Goeast* to enter any port.

4. On 19 October 2017, the vessel set sail to the Sea of Crete and disconnected its AIS on 20 October. On 22 October it briefly reconnected its AIS before crossing the Dardanelles strait.

5. On 24 October 2017 it arrived at Ahirkapi anchorage area (near Istanbul), where it was granted anchorage permission, according to the Turkish authorities. They further stated that a gas purification process for maintenance purposes was conducted. On 1 November 2017, the tanker was granted entry to Tuzla port where it remained until 8 November 2017.

6. On 10 November 2017 it crossed the Bosporus and between 19 November and 14 December 2017 remained a few miles east of the Traffic Separation Scheme of Kerch strait, Crimea. Its AIS was disconnected on several occasions.



Source: IHS Sea-web

7. Since the incident, the tanker has not operated in the central Mediterranean area.



Source: IHS Sea-web

Annex 57 Noor

1. The *Noor* (IMO 8312459) set sail off Malta on 23 October 2017, heading towards Gabes port, Tunisia. On 26 October 2017, 41 nautical miles off Gabes port, it turned east to Zuwarah coast, where it remained anchored in 2 different locations between 28 October 2017 and 1 November 2017. The vessel disconnected its AIS on 16 November 2017, while on its way back to a point off Malta, where it arrived on 19 November 2017.

2. It is relevant to mention that the *Noor* set sail from and arrived to the same location off Malta, outside its territorial waters.



Source: IHS Sea-web

3. According to Equasis, Ali Breiki SMA, care of United Maritime Services LTD, is the registered owner of the *Noor*.

Information		Since
IMO number :	8312459	
Name of ship :	NOOR	(since 01/09/2011)
Call sign :	5IM459	
MMSI :	677001030	
Gross tonnage :	2101	(during 2000)
DWT :	3270	
Type of ship :	Oil Products Tanker	(during 1983)
Year of build :	1983	
Flag :	Tanzania	(before 2016)
Status of ship :	In Service/Commission	(since 18/11/1983)
Last update :	20/12/2016	

IMO	Role	Name of company	Address	Date of effect
5949211	Ship manager/ Commercial manager	UNITED MARITIME SERVICES LTD	Flat 9, Anderson House, 2, Butt Close Lane, Leicester, LE1 4QA, United Kingdom.	since 01/11/2016
5951521	Registered owner	AL BREIKI SMA	Care of United Maritime Services Ltd , Flat 9, Anderson House, 2, Butt Close Lane, Leicester, LE1 4QA, United Kingdom.	since 01/11/2016
9991001	ISM Manager	UNKNOWN		since 09/11/2012

Source: Equasis

4. According to the information provided by Mr Iftikhar Rafique, from United Maritime Services LTD, the vessel was sold for scrap in November 2016, however no proof of scrap or any other documents were made available. The new owners are unknown.

5. The vessel was broken up in January 2018 in Aliaga, Turkey.

Date	Significant Events
201801	Status changed to Broken Up, Broken Up by Soylu Gemi Geri Donusum of Aliaga in Turkey

Source: IHS Sea-web

Annex 58 Legal disputes involving the Libyan Investment Authority

1. There are several disputes over authority, both in Libya and in other countries.

2. In Libya, Abdulmagid Breish, former Chairman of LIA, challenged Presidency Council decree No. 115 of 2016 establishing the Steering Committee. The Supreme Court of Libya nullified the decree. The Presidency Council then issued decree No. 29 of 2017 to establish an Interim Management Committee, headed by Ali Mahmoud Hassan. Thereafter, it also formed a Board of Trustees, which appointed a Board of Directors, the latter headed by Ali Mahmoud Hassan.

3. The following are the relevant decisions:

a. Resolution of the Council of Ministers/Government of National Accord No. 12 of 2017 for the formation of the Board of Trustees of the LIA dated 23 May 2017.

b. Resolution of the Board of Trustees No. 1 of 2017 for nominating the Board of Directors of the LIA dated 15 July 2017.

4. Ali Mahmoud Hassan has stated to the Panel that he works both in Malta and Tripoli, a change from the earlier situation when the two offices had separate heads. He is also the Chairman of the Malta office which is a subsidiary – LIA Advisory LTD.

5. Mr. Breish informed the Panel that the legal disputes persisted. His appeal on decree No. 29 of 2017 was combined with his appeal against the formation of a Board of Trustees and Board of Directors. According to him, the Tripoli Administrative Court held the first hearing on 31 October 2017. There is no final decision yet.

6. In another development, the eastern-based Interim Government filed an appeal with the Benghazi Administrative Court, Second Administrative Chamber, against the decision of the Presidency Council to form a new Board of Trustees. This appeal was filed by the Prime Minister of the Libyan Interim Government and 3 others, all stated to represent the Board of Trustees of the LIA, and was against Presidency Council Decision No.12 of 2017, issued on 25 May 2017, on the formation of the Board of Trustees of the LIA. The grounds of appeal were that this decision was made by ministers under the GNA which did not gain the confidence of the House of Representatives (HoR) and therefore was defective and contrary to Law No. 13 of 2010.

7. On 26 October 2017, the Benghazi Court held that the decision for formation of the Board of Trustees is in violation of the law, considering that the GNA did not gain the confidence of the HoR, the president and ministers did not take oath and the GNA did not fulfil its establishment constitutionally. It also took into consideration that the control, by an illegal Board of Trustees, of the accounts and funds of the institution could lead to waste of public funds and tampering of financial assets of the institution abroad.

8. The Presidency Council appealed against this judgement, along with an application for stay. On 24 January 2018 the Administrative Justice Chamber of the Supreme Court stayed the execution of the judgement until consideration of the appeal application.

9. Similarly, the Benghazi Court also ruled against the Board of Trustees' Resolution 1 of 2017 (277/2017). The Presidency Council appealed against this judgement, along with an application for stay. On 22 March 2018 the Administrative Justice Chamber of the Supreme Court stayed the execution of the judgement until consideration of the appeal application. No further update of the current status is available in these two cases.

10. This was discussed with the CEO of LIA in April 2018. He claimed that the controversy over the appointment of the Chair in July 2017 is resolved. He further asserted that all banks and Libyan and external institutions deal with the current Board of Directors.

11. Nevertheless, it appears that the matter of legality of the formation and functioning of the Board of Trustees and, consequently, that of the Board of Directors is still *sub judice* in Libya. Reporting of the above sequence of events and ongoing judicial disputes is to illustrate the uncertainty surrounding the legal authority of the current management of the LIA, under Libyan law.

12. Disputes regarding the control of LIA are not recent, as is seen from several cases in other jurisdictions, and have had consequences.

13. A case filed by Hassan Bouhadi in the Commercial Court in London is further evidence of the confusion that surrounds the governance of the Libyan Investment Authority. The case concerned the doubts about who had the authority to give instructions in the legal proceedings of the Libyan Investment Authority against Goldman Sachs Ltd and Société Générale.

14. On 17 March 2016, the Commercial Court adjourned consideration of the case because the Presidency Council failed to clarify and inform the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the leadership of the Libyan Investment Authority. The Panel notes that, despite the formation of a new Board of Trustees and Board of Directors, the Presidency Council has not reverted with the required clarifications.

15. Due to the dispute of authority, the law firm appointed in the UK could not receive proper instructions in several ongoing litigations and it withdrew. This led to the appointment of the receiver in July 2015. This dispute was also referred to in the judgement passed in the Goldman Sachs case.[22]

16. The receiver explained that the court order of appointment requires him to act in accordance with sanctions and that he has notified the Treasury and OFSI officials how it is determined whether the amounts received are sanctioned. This was with reference to the settlement amount received from a French bank, and some other smaller cases. There is a separate fund, not under the assets freeze, which is used for fighting legal cases. The receiver has sole and exclusive power to handle legal action, but

[22] https://www.judiciary.uk/wp-content/uploads/2016/10/lia-v-goldman.pdf 14 October 2016

adopts a consultative approach. Written reports are submitted to the various Chairmen on legal actions and on accounting and every piece of correspondence is shared with them.

17. A case in the Netherlands concerning a dispute between LIA and an investment manager has also referred to the authority dispute.

18. Several legal proceedings linked to disputes over authority and previous financial dealings also contribute to high expenses for the designated entities.

19. The assets of the Libyan Investment Authority are also at risk because of several attachment orders in countries where these assets are located. There were claims by several companies against the Libyan government for breach of contract. Having been awarded favourable judgements, these companies proceeded to get orders to attach the funds of the Authority. In certain cases, the LIA was not even a party to the proceedings. While in some cases, the LIA has succeeded in getting these attachments set aside, in others the litigation is still pending. Such situations also pose a risk to the funds which are frozen under UN sanctions.

20. The LIA Board of Directors (which is appointed by the Board of Trustees) appoints the Board of Directors of the subsidiaries. In November 2017, the current Board of Directors of the Libyan Investment Authority declared changes in the management of subsidiaries. This generated discontent with the head of the HoR, Aguila Saleh, pronouncing that the decisions are invalid. Ali al-Qatrani, member of the Presidency Council, in his communication dated 12 December 2017, has contested the legality of Presidency Council decision No. 1253 of 2017, which authorizes the Authority, in exceptional circumstances, to amend the structure of the Board of Directors of its subsidiaries.

21. Legitimacy of these appointments is a concern for several interlocutors, their understanding being that the GNA has not been validated by the HoR. Hence, appointments made by the former suffer a legal infirmity which could be used by third parties to the detriment of the subsidiaries. The financial regulators in different countries also require to recognise the various Boards of Directors, particularly if they have to be represented on the boards of subsidiaries in different countries.

Annex 59 Designated individuals

1. In accordance with its methodology, and to give an opportunity to the designated individuals to submit their arguments, the Panel met two designated individuals and the representatives of two others.

Safia Farkash al-Barassi (LYi.019)

2. The Panel met Safia Farkash on 23 May 2018. The following is the summary of the interview notes:

3. Safia Farkash is currently based in Cairo. She arrived in Egypt at the end of February 2015. She has a residency permit in Egypt, renewable every three months, and sometimes monthly.

4. She asked what she could expect from this visit. She has represented to the Security Council but this has yielded no result and her travel continues to be restricted. She informed the Panel that she had previously asked for visas for Jordan and Germany but was refused. She now wanted to go to Austria. She is unwell and requires ongoing treatment. She would also like to visit her daughter, Aisha, in Oman but is unable to do so in view of the restrictions. The Panel explained that designated individuals are entitled to get exemption from the travel ban on various grounds and also explained the procedure for doing so.

5. She has not applied for delisting but will do so. This procedure was also explained.

6. Mrs. Farkash expressed grief that 3 of her children and her husband are dead. She has always been a housewife. Though accused of having money outside and a political role, she has nothing. She explained that this house belongs to the family. Other family members also explained that the family gathered money and bought the house.

7. In Oman, she received no financial aid as she did not ask for it. In Egypt also, she is not receiving any but she is treated well.

8. In a subsequent written communication, her consultant urged that her delisting request be examined “from a humanitarian prospect rather than a political or countries of influence disagreements.” It was further emphasised that both Safia Farkash and her daughter Aisha Qadhafi have no political activity or interest and their travel will never cause any harm. They did not hold any official governmental position nor, they claim, is there any evidence that they were part of any unrest or have ever been involved in any illegal or inhumane activity. Adding the names for being a spouse and daughter of Colonel Muammar Qadhafi appears unfair to them and does not, according to them, correspond to humanitarian concepts and principles.

9. The Panel has asked for further details including a copy of the Egyptian residency permit.

Sayyid Mohammed Qadhaf Al Dam (LYi.003)

10. The Panel met the individual in Cairo on 22 May 2018. His brother, Ahmed Qadhaf al Dam facilitated the meeting. He has been living there since 2016, and his requests for exemption from the travel ban are renewed. He lives in an apartment, owned by his brother Ali, who was present, though not participating in the discussions.

11. Sayyid Qadhaf Al Dam was lying in a hospital bed. He can move his legs but is unable to walk, neither to sit for long periods. He explained that he had an old back injury.

12. He recalled his detention period in Misrata, the lack of proper medical attention he received, and how he managed to leave the prison, once acquitted, and move to Egypt.

13. He confirmed that he has no residency permit. He has neither money nor accounts inside or outside Libya.

36.

Abdullah Al-Senussi (LYi.018)

14. He is purportedly in custody in Tripoli. Reliable sources informed the Panel that there are concerns regarding regular access to him and his health conditions.

37.

Saif al-Islam Qadhafi (LYi.017)

15. The Panel met his lawyer. He confirmed that Saif al-Islam is in Zintan and now has freedom of movement there. He mentioned that Saif was arrested on 19 November 2011 and the judgement was passed in July 2015. He was sentenced to death in absentia. Since due process was not followed in the conduct of the trial, he would be eligible for a re-trial. At the same time, he said that Saif al-Islam was free, by virtue of Law no. 6 of 2015 (grant of amnesty). He claimed that the national courts take precedence over the ICC and that the latter cannot try him now that he has been given amnesty.

Annex 60 Response by CBL on previous report

مصرف ليبيا المركزي

ص.ب 1103 العنوان البرقي : مصرفليبيا - طرابلس - ليبيا

Steven Spittaels
UN Panel of Experts on Libya
Security Council Resolution 1973 (2011)
United Nations
Tunis, Tunisia

December 14, 2017

Subject: Final report of the Panel of Experts on Libya dated 1 June 2017

Dear Mr. Spittaels,

We would like to thank you for sharing the report entitled ***Final Report of the Panel of Experts on Libya established pursuant to resolution 1973 (2011)*** dated 1 June 2017. We appreciate the effort made to assess political and economic conditions in Libya during this delicate period. After reviewing the Report, we feel the need to clarify a number of issues raised regarding the Central Bank of Libya (CBL). While the CBL acknowledges the immense challenges faced by Libya's banking system and financial institutions, we believe that a few issues discussed in the Report warrant further clarification and/or correction.

Response to statements from the UN Final report of the Panel of Experts dated 1 June 2017

Section 210. Al-Kebir, who manages the Bank's accounts and the majority of its staff, de facto controls the financing of the Presidency Council. His support to the Council has been slow and limited, leading to a series of public accusations by Al-Serraj, including a claim that Al-Kebir was a spoiler. Al-Kebir and Central Bank Board member Tarik Yousef al-Magariaf told the Panel that, in their view, the Council itself was responsible for the delays in financing. They stated that they could accept payment orders only from the Ministry of Finance and not directly from Council members. They added that the emergency budget prepared by the Council was of poor quality and lacked the necessary detail.

www.cbl.gov.ly , swift code:CBLJLYLX , +218 21 444 1488 :فاكس , +218 21 333 3591 :هاتف

مصرف ليبيا المركزي

ص.ب 1103 العنوان البرقي : مصرفليبيا - طرابلس - ليبيا

Throughout his tenure, Governor Al-Kebir has been the internationally recognized manager of the CBL. The Government of National Accord and its Presidency Council (PC) recognized him as such upon their establishment in December 2015 and so did the High Council of State and the Presidency of the House of Representatives. He has discharged his responsibilities in accordance with laws governing the CBL.

Mr. Al-Serraj's claim that Governor Al-Kebir is a spoiler has no factual basis. If anything, the support extended by the CBL to Mr. Al-Serraj and the Presidency Council has been consistent and timely. Upon his arrival in Tripoli in March 2016, Al-Kebir was the first person to meet with Al-Serraj and affirm his commitment to supporting the PC. The attached letter from Al-Kebir dated 4th April 2016, reflected the position of the CBL vis-à-vis the PC from the beginning. In fact, the CBL has gone out its way to advise and assist Al-Serraj and the PC on how to follow basic and required government processes and procedures in order discharge instructions for payment to the CBL. It is in this regard where the PC had failed in the initial phase of their mandate, causing confusion to what should have been a smooth working relationship between the CBL and Ministry of Finance. The unnecessary bottlenecks created in the system due to limited experience of PC members ultimately triggered the organization of meetings by the international community in London and Rome in 2016 to streamline processes and ensure the timely preparation of a budget for 2017.

Section 213. First, following persistent complaints of insufficient cash deliveries from Tripoli (see S/2016/209, para. 219), the eastern Central Bank had its own money printed. The notes were printed by a separate company, different from the usual Central Bank provider. Although a clear effort was made to produce nearly identical notes, important differences remain (see annex 56). Because it was facing its own cash shortage in the capital, the Presidency Council approved its circulation and, thereby, the eastern Central Bank's initiative. However, the western Central Bank has blocked its distribution in the capital.

www.cbl.gov.ly , swift code:CBLJLYLX , +218 21 444 1488 :فاكس ، +218 21 333 3591 :هاتف

مصرف ليبيا المركزي

ص.ب 1103 العنوان البرقي : مصرفليبيا - طرابلس - ليبيا

The CBL has opposed the circulation of the Russian printed banknotes from the beginning in line with the advice received from the international community and international financial institutions. Having two currencies in a country issued by two separate monetary authorities is detrimental to the economy. It causes confusion, undermines confidence and increases the likelihood of counterfeiting. The CBL in conjunction with the official contractor for Libyan banknotes DeLaRue hired an independent third party to complete an analysis of the LYD 20 and LYD 50 notes in March 2015. The third party analysis indicated that the Russian currency lacked up to 40% of the security features of the official banknotes, which are among the most secure notes in the world.

Section 214. Second, eastern administrators claimed to the Panel that a significant percentage of salaries in the east had not been paid by the western Central Bank. They stated that, by the end of 2016, Al-Hibri had disbursed over 3 billion dinars from commercial loans to resolve the problem. These loans increase the State debt and will need to be repaid by a future unified Government.

The CBL has been paying salaries across the entire country with no discrimination against any region, sector or government organization. The only requirement that the CBL mandated starting in 2015 was that the payment of salaries was conditional on the provision of a National ID Number for each recipient, to avoid duplication and minimize corruption. Some government organizations were slow or refused to comply initially with this requirement. A meeting took place in Tunis in 2016 to resolve any outstanding issues with salaries in the East and a committee was established by the CBL Operations Department and the Ministry of Finance to resolve the remaining salaries issues. As of now, a few entities in the East have not complied with the National ID Number requirement.

Section 215. Attempts to unify the two competing branches made some progress throughout 2016 but ultimately failed. Al-Kabir and Al-Hibri met twice in Tunisia midyear, but a third meeting in Libya was cancelled. A solution in the short term is unlikely. On the one hand, the eastern Central Bank insists on a number of considerable concessions: an agreement on the distribution of cash (both prints); an increase in Central Bank approval of letters of

www.cbl.gov.ly , swift code:CBLJLYLX , +218 21 444 1488 :فاكس , +218 21 333 3591 :هاتف

مصرف ليبيا المركزي

ص.ب 1103 العنوان البرقي : مصرفليبيا - طرابلس - ليبيا

credit for the east, which it reports to be currently limited to 17 per cent of the nationwide total; the restoration of eastern access to the Central Bank's information technology system; and full Central Bank coverage of certain eastern expenses. On the other hand, reunification and compromise do not appear to be a priority at the western Central Bank, which is clearly in a stronger position.

Attempts by the CBL to reconcile differences and integrate the Eastern branch began in late 2014, shortly after the fragmentation of the country's government institutions. Mr. Al-Hibri refused to meet with Mr. Al-Kebir on multiple occasions until the US government mediated a short meeting in April 2015 where efforts to reconcile differences failed. One of the CBL's core demands was bringing transparency to the funding of government spending by the East in 2015 and 2016 estimated at LYD 8.5 billion and LYD7 billion, respectively. Another was the auditing of CBL accounts including in the East since late 2014 before the full integration of accounts and reconciliation of balances on the CBL's technology platforms.

Concerning the claim that the CBL is regionally biased against the East in approving Letters of Credit (LCs), this accusation has no factual basis. The CBL has accorded equal opportunity to LCs from all regions in the country, subject to compliance with rules and regulations. What has emerged in the last few years as true is that many applications from the East have been submitted outside the East out of security fears and uncertainty about banking operations in the East. For the same reasons, many traders and merchants from the East have relocated operations and set up accounts with commercial banks in Tripoli.

Page 67, 3rd paragraph, Section 283-------*The urgent need to identify and secure such assets was an important driver of the reinstitution of a Stolen Assets Recovery Unit within the Central Bank in August 2016. The Unit reports directly to the Central Bank Governor in Tripoli and is also reliant on cooperation with the Litigation Department of the Ministry of Justice of Libya and the Attorney General's office. The Panel is not convinced that all three parties involved are fully committed to the Unit's efforts. The Unit has actively*

www.cbl.gov.ly , swift code:CBLJLYLX , +218 21 444 1488 : فاكس , +218 21 333 3591 : هاتف

مصرف ليبيا المركزي

ص.ب 1103 العنوان البرقي : مصرفليبيا - طرابلس - ليبيا

التاريخ: 25 جمد الآخر 1437هـ
الموافق: 04 أبريـــــل 2016م
الاشارة: 1322

السيد/ فائز مصطفى السراج - المحترم
رئيس المجلس الرئاسي

بعد التحية ...

مساهمة من مصرف ليبيا المركزي في الدفع بعملية إحلال الوفاق الوطني ، من خلال رفع المعاناة على المواطنين وتلبية حاجاتهم الضرورية في كل أرجاء ليبيا ، ولضمان استمرار الحد الأدنى لسير المرافق العامة فإنه يقترح عليكم آلية مؤقتة للتعاون فيما يتعلق بالنفقات العامة خلال هذه الفترة الإنتقالية ، وإلى حين اكتمال اعتماد مؤسسات هذه المرحلة وفقاً للأتفاق السياسي.

إن مصرف ليبيا المركزي ، يتعامل في هذا الموضوع على أساس أحكام القانون النافذة ، واحترام الإلتزامات الدولية ، مع الحرص على أداء واجبه في تمويل الإنفاق العام، والأصل في مدفوعات مصرف ليبيا المركزي أن تكون على أساس ميزانية معتمدة وفقاً لقانون النظام المالي ووفقاً لأحكام الملحق 5 من الأتفاق السياسي ، وفي ظل عدم وجود ميزانية معتمدة ، وهو أمر واجهه مصرف ليبيا المركزي خلال سنتي 2014 ، 2015، فإنه الآن ، وإلى حين اعتماد الميزانية ، يقترح العمل وفق تدابير مالية مؤقتة (المادة 9 – فقرة 6 من الإتفاق السياسي) وهي تدابير توضع بالتوافق بين مصرف ليبيا المركزي والمجلس الرئاسي وديوان المحاسبة، وتكون أساساً قانونياً مؤقتاً للإنفاق العام .

ويمكن أختصاراً للوقت الإعتماد على نتائج اجتماع عمان بين مصرف ليبيا المركزي والجهات الدولية ، والذي وضع تصورات لميزانية 2016، (مرفقاً نكم صورة منها).

أما بالنسبة لآلية الصرف ، فإن مصرف ليبيا المركزي يوافق على العمل وفقاً للآلية الواردة في قرار المجلس الرئاسي رقم 6 لسنة 2016، مؤقتاً وإلى حين استلام حكومة الوفاق لمهامها.

والسلام عليكم ورحمة الله وبركاته

الصادق عمر الكبير
المحافظ

www.cbl.gov.ly , swift code:CBLJLYLX , +218 21 444 1488 : فاكس , +218 21 333 3581 : هاتف

Source: Central Bank of Libya

Annex 61 Reply by Mr. Ashraf Bin Ismail

Letter to the Panel of Experts on Libya established pursuant to resolution 1973 (2011)

Subject: Complaint submitted to the Panel of Experts on Libya established pursuant to resolution 1973 (2011) by Mr. Ashraf Ben Ismail regarding Paragraph (51) of the Final report of the Panel of Experts on Libya established pursuant to resolution 1973 (2011), dated 1st June 2017 (Document Nr. S/2017/466)

Dear Sir/Madam

I submit this complaint against the Panel of Experts on Libya established pursuant to Security Council resolution 1973 (2011), (hereafter referred to as "the Panel"), for including my name in the report and alleging that I have carried out acts which I have nothing whatsoever to do with, and without any regard for my security and safety and that of my family and my future. I demand correcting the situation by clearing my name from the false allegations.

Your distinguished team has violated the very basic rules of neutrality and professionalism, most importantly the standard of Due Process. I do not know your sources, nor do I understand on what basis your team decided to cram my name in the report without first vetting and verifying the credibility and truthfulness of the information you received, nor was I contacted or questioned about the allegations. It is outrageous, to say the least, that a United Nations Panel of Experts not respect the Universal Right of Due Process.

The Panel's mandate includes:

- to assist the Security Council Committee established pursuant to resolution 1970 (2011) concerning Libya (hereafter "the Committee") in carrying out its mandate as specified in paragraph 24 of resolution 1970 (2011) and modified in subsequent resolutions;
- to gather, examine and analyze information from States, relevant United Nations bodies, regional organizations and other interested parties regarding the implementation of the measures decided upon in resolution 1970 (2011), and modified in subsequent resolutions, in particular incidents of non-compliance;
- to make recommendations on actions that the UN Security Council (hereafter "the Council"), the Committee, the Libyan government or other States may consider to improve implementation of the relevant measures; and
- to provide to the Council an interim and final reports on its work with its findings and recommendations.

The information and recommendations, which the Panel submits to the Council, the Committee and all other competent entities, affect the decisions and actions taken by these entities, especially the Council and the Committee. This demands justice, the most fundamental principle of justice is to listen to both/all parties of a case. The Panel took a statement of one or more parties alleging that "I provided support to members of Ansar al-Sharia", which is classified as a terrorist group by an International Decision made by a UN Security Council committee. This is a very serious allegation, which the Panel took and publish it in the public domain with hearing me, or verifying it. The Panel's action is incompatible with the rules & principles it adopted in its methodology, as set in paragraphs[1] 3, 4, 5 and 6.

[1] Page 6 of the "Final report of the Panel of Experts on Libya established pursuant to resolution 1973 (2011)", dated 1st June 2017 (Document Nr. S/2017/466)

- The Panel's Methodology calls for the "***reliance on verified, genuine documents and concrete evidence*** *and on-site observations by the experts, including taking photographs, wherever possible. When physical inspection is not possible,* ***the Panel will seek to corroborate information using multiple, independent sources*** *to appropriately meet the highest achievable standard, placing a higher value on statements by principal actors and first-hand witnesses to events.*', and
- The methodology states that the Panel "***is committed to the highest degree of fairness*** *and will endeavour to make available to parties, where appropriate and possible, any information available in the report for which those parties may be cited in relation to incidents of violations or non-compliance, for their review, comment and response within a specified deadline.*"

In paragraph (51) of your report, you stated "A businessman from Misrata, Ashraf ben Ismail"[2], it is correct that I am a businessman, which is my profession for 20 years, but I am not from Misrata as your report alleged. I was born and raised in Benghazi and lived there all my life. Benghazi is my hometown, my residence and business is there, I never took any residence in any other city in Libya, including Misrata. Since I was born I resided in Benghazi till I moved abroad on 10th June 2014, when it became clear to me that the situation in Benghazi is no longer safe, not for me nor for my family. Since 10th June 2014 I have been living outside Libya with my family. This proves that the Panel did not verify the information it received regarding me.

I am an ordinary Libyan citizen, I am neither a politician nor a public employee in any entity belonging to the Libyan State. I did not hold any public position in the State of Libya, neither before the 17th February Revolution, nor after it, except being in charge of the "Wounded Welfare Agency" (hereafter referred to as "the Agency") for three (3) months, from 12th December 2011 to 17th March 2012, during which I submitted my resignation from chairmanship of the Agency three (3) times; I submitted the first letter of resignation on 6th January which was rejected by PM el-Keib, and he rejected my second resignation on 4th February 2012, then accepted my third resignation on 17th March 2012 when I adamantly insisted on it.

During the course of my work, as head of the Agency, which I accepted not because I desired a public office, but because Mr. Mustafa Abdel Jalil, head of the National Transitional Council, insisted I take on the post, I did not take any salary, Dirham or Dinar, I did it as a volunteer work. From day one, it became clear to me that the Agency is a big mess and corruption[3], and realized that the only way to manage the medical treatment of the wounded would be through close coordination with the Health Ministry. On 26th December 2011, two weeks in the job, I submitted a proposal to the Health Ministry to directly supervise the Wounded cases, or at least take over the responsibility to administer the medical treatment of patients who were not related to the war casualties[4], but the Health Ministry refused. Eventually, the Agency was merged into

[2] The English version of the report stated "A Misratan businessman, Ashraf ben Ismail" (page 13/299), whereas the Arabic version stated, "A businessman from Misrata" (page 18/323).

[3] The management of the Agency was chaotic before I was appointed. There was no control on who should be entitled to receive a publicly funded medical treatment abroad, everybody was sending people for treatment abroad; the National Transitional Council, various ministries, local councils, revolutionary brigades, and this lead to widespread abuse of the system.

[4] Publicly funded medical treatment outside Libya is not new, due to the sorry status of the National Health System, the Libyan State always funded medical treatment abroad for cases which there were deemed not possible to handle inside Libya, of course there was always favoritism & corruption. The Wounded Welfare Agency was created to handle the treatment of severely wounded fighters in the 2011 war, but because of the chaotic situation, in my estimate majority, more than half, of those who were being sponsored treatment on the Agency's account.

the Health Ministry under Cabinet Decision No. (179/2012) "On the organization of the Affairs and Care of the Wounded", issued on April 18, 2012.

The Finance Ministry, in the interim government headed by Mr. Ali Zidane, assigned a special financial committee in 2013 to review the Wounded Welfare Agency and I appeared before this committee four (4) times[5], my testimony was supported by documents. Around three weeks after the fourth (4th) session I received a phone call from the committee in which they informed me that "they have verified my financial accounts for the period I was in charge of the Agency", I asked them to provide me this statement in writing, which they did in a letter dated 9th February 2014. A copy of the letter is provided in the Annex (1) attached below.

Since the day I resigned from the Agency, 17th March 2012, I no longer had anything to do with the issue of the medical treatment of wounded, neither officially nor personally, except in one case involving the wounded from "Operation Bunyan al-Marsous", The military operation launched by the Government of National Unity to defeat terrorist organization Daesh "ISIS" in the city of Sirte. I was contacted by Mr. Abu Bakr al-Huraish, a member of the Misrata Municipal Council (MMC), informing me that they had difficulties in transporting the wounded of the military operation and that the MMC had decided to contact Libyan businessmen to help support their efforts to transport the wounded for treatment in Turkey. I committed myself to cover the costs of transporting 10 wounded from Misrata to Turkey, provided that the MMC handles all the work, flights & hospital bookings, which it did. The 10 wounded were transported on 5 flights, each trip costing 24 Thousand Euros. My contribution to cover the transportation of 10 wounded from Operation Bunyan al-Marsous was 120 Thousand Euros. A copy of a letter, Affidavit, by Misrata Central Hospital attesting to my support for five flights to carry wounded of Operation Bunyan al-Marsous, is provided in Annex 2 below.

Regarding the medical treatment of the wounded from the Benghazi Revolutionaries Shura Council (BRSC) was handled by the Libyan Embassy in Turkey, through the consulate in Istanbul, and I have had nothing to do with it. The Panel can contact the Consulate or the Embassy to verify this. It should be mentioned that the Consulate also handles the medical treatment of the wounded from "Operation Karama" and "Operation Bunyan al-Marsous".

I mentioned above that I left Benghazi when it became clear to me that the situation there was no longer safe, not for me nor for my family. Before and after the launch of the "Operation Karama", I worked hard to prevent escalation of the situation between some rebel battalions on one hand and the Special Forces battalions on the other. Meetings were held at my home in Benghazi between rebel commanders and Brigadier Wanis Bu Khamada, commander of the Special Forces in Benghazi. Unfortunately, these efforts did not succeed, some parties were keen to escalate the situation, among them Ezzidin al-Wakwak, commander of a tribal militia controlling Benina airport, East of Benghazi.

I was a targeted by "Operation Karama" when a warehouse complex I own in al- Hawwari area was bombed by airplanes and missiles on 5th June 2014, details are attached below in Annex 3. The complex was the biggest privately owned & operated warehouse complex in Libya. After the first air raid, I came with some friends and employees, and we were joined by firefighting trucks. As we were trying to put out the fires and move goods, the complex was targeted with missiles. Four fire fighters were injured and taken to hospital. We continued our efforts to put out the fires and save the goods, some belonged to my company and some to belonged to other

[5] I appeared before the committee; in October, in November and in December 2013, then in January 2014.

Source: Ashraf Bin Ismail

Annex 62 The Libyan Steel Iron and Steel Company LISCO

1. In its last report, the Panel reported on armed groups from Misrata using the Libyan Steel Iron and Steel Company's (LISCO) port to load weapons from Misrata to Benghazi (S/2017/466, paragraph 51 and annex 14). The Panel mentioned that the LISCO plant was a key hub in the supply route of the Benghazi Revolutionaries Shura Council (BRSC). A summary of the details contained in Annex 14 of that report is below:

- A square "military zone" in which arms and ammunition are stored.
- Gathering and starting point for fighters joining armed groups in Benghazi.
- LISCO plant is a key hub for military support provided to BRSC.
- Ammunition transported by land from Hun to LISCO plant. Stored in containers in LISCO military compound.
- From there, loaded onto vessels at LISCO port terminal for onward movement to Benghazi.
- On way back to Misrata, speedboats transport injured fighters.

2. On 30 August 2017, the Panel met the LISCO Chairman, Mohamed el-Feghy. He denied being in control of the LISCO port or organizing the support from the plant to armed groups fighting in Benghazi. He explained that the LISCO management were required to provide land to an armed brigade near the LISCO port, but that this land was not within the LISCO plant premises.

3. The company did not have complete control of the port, it had access for business purposes and to provide technical maintenance. The port gate was under the control of the investigation wing of the Municipal Council of Misrata. He also clarified that the Municipal Council did not directly control this wing. It was under the Ministry of Interior. Earlier, the Council had formed a Committee that was responsible for everything that went in and out of Misrata and LISCO ports. This was no longer the case since the beginning of 2017.

4. Mr. el-Feghy witnessed the arrival of wounded fighters from Benghazi to the LISCO port a number of years ago. There may have been movement of weapons through the port, but he has never seen this. It was only hearsay. Mr. El Feghy was requested to provide a map of the plant premises highlighting the points used for military purposes and excluded from his management responsibilities. This has not yet been provided.

5. In a letter dated 21 June 2018 to the United Nations addressed to Chair of the 1970 subcommittee, the Chargé d'Affaires a.i. of the Permanent Mission of Libya reported that since the release of the Panel's report, LISCO "face[s] international dealings problems in addition to the reluctance of some foreign companies to hold business dealings with it". Libya denies the Panel's statements and states that the company operated the port technically for business purposes only. The role of the company was limited to operate the port technically in terms of receiving iron ore ships and the exports of the company's products. The security aspects were usually managed exclusively by the security authorities of the Libyan state.

6. Consequently, the Panel continues its investigation on the role of the security bodies who used to operate in the plant and at the port.